

هذا من الاصل

Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 14507 - 8 F

JEUDI 19 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUINNE

Soljenitsyne bientôt rendu à son peuple

« GARDEZ le socle, il servira pour la statue de Soljenitsyne », avait dit son ami Mikhaïl Rostopovitch aux manifestants qui déboulonnaient la statue du chef tchékiste Dzerjinski au lendemain du putsch de Moscou. C'est peut-être ce qui se passera un jour, mais, en attendant, l'auteur de « L'Archipel du Goulag » va pouvoir revenir en personne dans sa patrie. Trois jours après que l'écrivain eut annoncé, de sa résidence américaine du Vermont, qu'il attendait pour cela d'être blanchi de l'accusation de « trahison » lancée contre lui lors de son exil forcé en 1974, le procureur de l'URSS concluait, mardi 17 septembre, qu'il n'existait « aucune preuve qu'un crime quelconque ait été commis par Soljenitsyne ».

Trois jours donc pour parvenir à cette vérité d'évidence, mais après dix-sept ans d'attente - dont six de parastrophes - et pas mal de fausses manœuvres de la part de Moscou. Il y a un peu plus d'un an, un décret de M. Gorbatchev avait rendu leur nationalité soviétique à tous ceux qui en avaient été déchu. Soljenitsyne était de ceux-là, mais il avait décliné l'offre.

Pour lui, l'essentiel était cette accusation de « trahison », particulièrement insultante pour un homme qui a toujours eu un immense sentiment de devoir historique à l'égard de sa patrie, et qui, jeune soldat, avait été décoré pour sa bravoure pendant le siège de Leningrad. En outre, il s'agissait de sa seconde « réhabilitation » : condamné au lendemain de la guerre à huit ans de camp pour avoir osé critiquer Staline dans une lettre à un ami, Soljenitsyne avait été blanchi de ce premier « crime » pendant le dégel de 1957.

L'écrivain a confirmé son intention de rentrer en Russie, mais en prenant le temps de finir auparavant certains travaux littéraires. En attendant, il se fera, après son retour, « épier par d'autres soudeurs qu'il partagera avec tous », le prix Nobel de littérature confirme son intention de s'engager dans les débats actuels de l'ex-Union soviétique.

Il avait déjà fait l'an dernier avec son ouvrage « Comment réaménager notre Russie », qui avait reçu un accueil mitigé. De fait, ses idées de démocratie plus ou moins guidée, centrée sur la tradition et la religion, l'éloignent des libéraux « occidentaux » qui viennent actuellement le haut du pavé à Moscou, sans le rapprocher pour autant des « super-patriotes » nostalgiques de l'empire, puisque Soljenitsyne préconise une décolonisation immédiate et radicale.

Cela dit, on amplifierait beaucoup en disant que l'écrivain, comme le faisait M. Gorbatchev il y a dix ans, dans le camp de ceux qui vivent « dans le passé et la monarchie tsariste ». Soljenitsyne a contribué plus qu'aucun autre de ses pairs à la chute, aujourd'hui consommée, du totalitarisme.

**« Lire aussi »**  
■ Les « Fraternités » de Saint-Basile-le-Grand par MICHEL CAMJAN  
■ M. Chevardnadze face à l'Internationale socialiste par THOMAS FERNANDEZ  
■ M. Mamouchine, l'homme de Boris Eltsine, à Novossibirsk par JACQUES AMALRIC  
■ La Commission européenne perplexée face aux demandes alimentaires de Moscou par PHILIPPE LEMAITRE pages 4 et 27

M 0147-09190-6.00 F

A la veille de la réunion des Douze à La Haye

Les combats se sont étendus à Zagreb malgré la conclusion d'un cessez-le-feu

Le médiateur européen, lord Carrington, a déclaré que si le nouveau cessez-le-feu qui devait intervenir, mercredi 18 septembre, en Yougoslavie n'était pas respecté, le pays serait sans doute plongé dans « la plus sanglante guerre civile » depuis des décennies. A la demande de la CEE, le président croate,

M. Tudjman, son homologue serbe, M. Milošević, et le ministre fédéral de la défense étaient convenus, mardi, sur la côte monténégrine, d'un arrêt des hostilités. Cependant, mercredi matin, les combats se poursuivaient autour des casernes fédérales, notamment. Les violences ont gagné Zagreb.

La « bataille de la côte »

ZADAR

de notre envoyé spécial

Un écran de fumée cache Sibenik, l'un des sept ports de la côte adriatique croate soumis, mardi 17 septembre, au blocus de la marine yougoslave.

Le feu dévore de larges pans de la plaine longeant le littoral au nord de cette ville de 35 000 habitants, pilonnée par les obus de l'armée fédérale ou des irréguliers descendus des montagnes de la Krajina serbe. Ceux-ci ont coupé, mardi matin, la route de la côte,

principal axe avec le reste de la Croatie, via Zadar, à 70 kilomètres plus au nord. Militaires et irréguliers serbes tiennent cet axe, et tirent sur tout véhicule s'y aventurant.

Sibenik, assiégée, a été bombardée dans la matinée de mardi. Selon le quartier général de la police de cette ville, une nuée d'obus s'est abattue sur la cité. La population s'est précipitée dans les abris, mais, selon les autorités locales, il y aurait eu au moins deux morts. Un projectile a touché la cathédrale. Alternant musi-

que classique et informations, Radio Sibenik n'a cessé d'appeler la population à rester à l'abri dans l'attente d'une trêve, finalement annoncée dans l'après-midi à l'issue des entretiens de lord Carrington avec les dirigeants serbes et croates ainsi qu'avec les responsables de l'armée fédérale.

YVES HELLER

Lire la suite page 4 et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

Le projet de budget pour 1992

Le gouvernement freine les dépenses publiques

Le projet de budget pour 1992, que MM. Bérégovoy et Charasse ont présenté, mercredi 18 septembre en conseil des ministres avant de le soumettre à la commission des finances de l'Assemblée nationale, prévoit un net freinage des dépenses de l'Etat par rapport aux années passées. Il retient une hypothèse de croissance de 2,2 % l'an prochain, alors que l'activité n'aura cru, en 1991, que de 1,4 %.

Pari sur la reprise

par Alain Verholes

Les dépenses publiques pour 1992 atteignent 1 317,5 milliards de francs, contre 1 280,2 milliards dans la loi de finances de 1991, votée par le Parlement à la fin de l'année dernière, soit une progression de 2,9 % analogue à la hausse des prix prévue (+ 2,8 %). Ce qui veut dire qu'en valeur réelle les charges de l'Etat ne s'alourdissent pas.

Si l'on inclut les 12,8 milliards de francs de solde des comptes spéciaux du Trésor (qui concer-

nent les prêts remboursables que l'Etat consent à certains pays étrangers et les « impayés » enregistrés dans ce domaine), les dépenses de l'Etat, pour 1992, atteignent 1 330,4 milliards de francs, soit une progression de 3,1 %, à peine supérieure à la hausse des prix pronostiquée pour l'année prochaine. Signe des temps : les effectifs de la fonction publique, défense y compris, diminuent de 2 732.

Lire la suite page 28 et le débat au sein du PS page 10

L'Eglise russe à l'âge de la restauration

La nouvelle situation politique confirme l'élan donné par la loi sur la liberté religieuse mais renforce les tendances à l'hégémonie et à la division dans l'orthodoxie

par Henri Tincq

Est-ce la résurrection de la Sainte-Russie? Pièce-maîtresse de l'orthodoxie mondiale, l'Eglise russe millénaire - plus de 60 millions de baptisés - est en pleine restauration. Avec la célébration des longs offices liturgiques, chargés d'or et d'encens, qui rythment la vie du fidèle orthodoxe, avec les « écoles du dimanche », les « fraternités » renaissantes, les visites aux pauvres, aux malades, aux dévotionnels, renaît une vie de paroisse comme au début du siècle, avant l'élan donné par le concile de Moscou en... 1917, brutalement interrompu par la révolution bolchevique.

An mois de mars dernier, l'Union soviétique comptait soixante-douze monastères, contre une vingtaine seulement en

1988 (1). Quatre mille églises ont été rouvertes en trois ans (douze mille au total). Mais au cours des neuf premiers mois de 1990, si cinq cents églises sont sorties de terre, près de mille deux cents ont été rendues au patriarcat de Moscou dans un état proche de la ruine. Le rêve du retour à la sainte et éternelle Russie se heurte aux tracasseries bureaucratiques, financières et matérielles.

Célébrés par des prêtres à la formation souvent bâclée, les baptêmes d'enfants et d'adultes ont lieu en série, sans catéchisme ni préparation. Pour faire face à la poussée des vocations, à la demande d'offices et d'enseignement religieux, on a rouvert en grand les séminaires.

Lire la suite page 11

(1) Ces chiffres concernent toutes les Républiques de l'ex-Union soviétique, à l'exception de la Géorgie et de l'Arménie.



Gérer la santé

Le ministre de la santé veut remettre de l'ordre dans les dépenses médicales

par Bruno Duñeux

Peut-on encore se contenter de traitements symptomatiques pour faire face aux difficultés qui affectent notre système de santé ? Peut-on encore se voiler la face devant la question du coût collectif de la santé, au motif que celle-ci n'a pas de prix ?

Les crises financières périodiques que traverse l'assurance-maladie depuis quinze ans - un plan de redressement tous les dix-huit mois depuis 1975 - imposent que l'on discute la question de l'efficacité de notre système de santé.

Non pas celle de son efficacité médicale. La médecine française, ambulatoire comme hospitalière, assure à tous nos concitoyens des soins de haute qualité. Elle est

estimée et reconnue dans le monde entier. C'est un acquis que nous devons soigneusement préserver et entretenir.

Non pas celle de son efficacité sociale. Ceux qui ont connu les conditions de prise en charge des soins et des médicaments dans les années 50 peuvent témoigner des progrès considérables accomplis depuis lors. A l'époque, un tiers de la population ne bénéficiait pas de l'assurance-maladie.

En revanche, l'augmentation rapide des dépenses, qui ne peut s'expliquer seulement par des considérations médicales ou des arguments de santé publique, met en cause l'efficacité du fonctionnement de notre système de santé.

Lire la suite page 2

La tournée de M. Baker au Proche-Orient

Les Américains et les Israéliens n'auraient pas réglé leur différend. page 5

Le financement des partis

La commission d'enquête parlementaire « piégée » par M. Le Pen. page 8

Trois ans après le coup d'Etat birman

La junte veut rester au pouvoir plusieurs années encore. page 6

Congrès forestier mondial

Les travaux ont été ouverts par M. Mitterrand. page 29

ÉDUCATION • CAMPUS

■ L'Université n'a pas de prix. ■ Avoir deux ans en maternelle. ■ Vague à l'âme au Bois-l'Abbé. pages 13 et 14

ARTS • SPECTACLES

Mille bâtisseurs pour l'an 2000

Mille architectes venus de quarante pays sont réunis à Venise pour la cinquième Biennale d'architecture. Cette manifestation intervient au moment où chacun s'interroge sur l'avenir de la ville.

A cette occasion, nous publions les réflexions de deux praticiens français - Paul Chermetov et Henri Gaudin - et celles de leur confrère italien Massimiliano Fuksas.

Lire pages 15 à 26

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

Pages 30 à 35 la nouvelle rubrique d'offres d'emplois « le Monde des carrières »

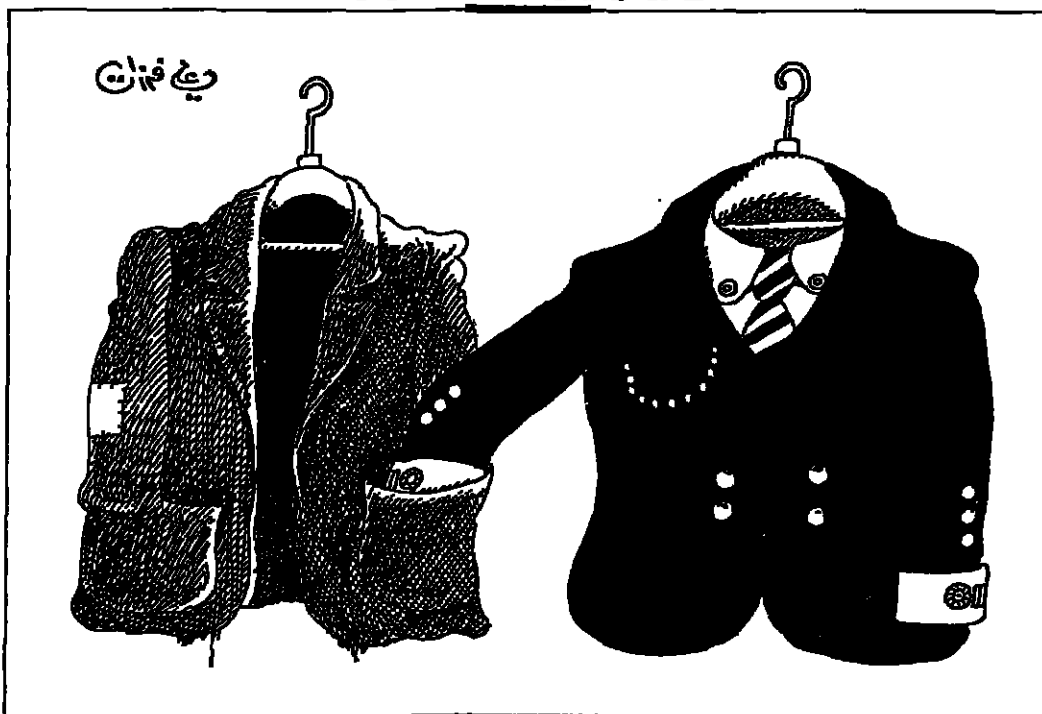
Pages 36 et 37 les annonces immobilières

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Françaises, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 85 p.; Hongrie, 220 H; Italie, 1,20 L; Israël, 2,20 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; République tchèque, 450 F CFA; Suède, 15 KNS; Suisse, 1,30 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

## TRAIT LIBRE



## BIBLIOGRAPHIE

## L'Europe sur les fonts baptismaux

LE GRAND PARI  
de Christian Pineau et Christiane Rimbaud, Fayard, 354 p., 120 F.

NOUS ne manquons pas d'ouvrages d'historiens ou d'économistes sur les débuts de la construction européenne. Beaucoup plus rares sont ceux que nous devons aux acteurs eux-mêmes. Christian Pineau, qui fut l'un des deux signataires des traités de Rome, est enfin de sa réserve. En compagnie de Christiane Rimbaud, il vient de signer un livre qui fera date, surtout du fait des confidences qu'émaille son récit.

L'ancien ministre des affaires étrangères n'a pas voulu écrire de Mémoires, et si par le fait de la troisième personne, c'est non par coquetterie ou hypertrophie de

l'ego, mais au contraire pour se fonder dans un paysage historique aux nombreux personnages. Pas de coups de trompette non plus pour saluer la réussite de ce qu'il avait souhaité ou entrepris. Il préfère la musique des points d'interrogation. La CECA est pour lui « un saut sans l'inconnu » et l'aventure du traité de Rome, « un grand pari », qui donne du reste le titre à l'ouvrage.

Ceux qui ont vécu cette période, notamment comme journalistes, retrouveront avec plaisir le juste grain de l'ambiance d'alors. Ils dégusteront également des informations qu'ils n'avaient pu dénicher. Des exemples ? Avant même son élection à la chancellerie, Konrad Adenauer écrivait une lettre à Robert Schumann le 25 août 1949, suggérant de renoncer au déménagement de l'usine Thyssen et d'en

faire « une propriété internationale au titre des réparations ». Il ajoutait : « Je crois même volontiers qu'une coopération internationale à propos de l'acier la plus importante d'Europe pourrait constituer le germe d'une coopération internationale très large dans le domaine du charbon et de l'acier ». Robert Schumann n'avait pas alors donné suite... et le 9 mai 1950, il faisait sa fameuse déclaration sur la CECA.

L'échec de la CED ? Le climat passionnel qui régnait en France lors du débat de ratification est illustré par l'apostrophe véménite que lance à Christian Pineau dans les couloirs du Palais-Bourbon le général de Gaulle : « Voyons, M. Pineau, vous allez défendre un traité dont vous ne mesurez pas les conséquences. Réfléchissez : une armée franco-allemande ! Si je meurs, qui me rendra les honneurs ? »

Ce livre insiste aussi sur des faits qui palissent avec le temps : la difficile relance de l'Europe, par exemple, à cause de l'acharnement français à défendre l'Euratom et, dans la foulée, l'Europe dite « sectorielle », face à la pression des Belges et des Néerlandais pour mettre en route le « plan Beyen » de marché commun. Le coup de pouce donné par la crise de Suez est aussi très souvent oublié. Le doute s'était installé, ces jours-là, sur la solidarité entre les États-Unis et l'Europe.

Sur l'avenir de la CEE après la chute du mur de Berlin, nos auteurs restent prudents mais ne rejettent pas l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses, avec, à court terme, pour les « nouveaux » de l'Est, des formules d'association comportant pour chaque pays des droits et des devoirs différents. Pourquoi pas ? À l'heure où les idées fusent chaque jour de n'importe où sur les conséquences du maelström venu du froid, il est sain qu'un vieux militant de l'Europe s'exprime. Il sert d'autant mieux écouté qu'il a gagné son « grand pari ».

PIERRE DROUIN

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises.  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lesourme, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : MONDPUB 634 128 F  
Téléc : 46-62-98-73. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Regie Presse SA.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 084 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez croquer l'obligance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourme, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Durieux  
directeur de la rédaction  
Jacques Gulu  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amalric  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Thomas Ferenzi  
Philippe Harman  
Jacques-François Simon  
Daniel Vermet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1960)  
Jacques Fauvet (1960-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

## Gérer la santé

Suite de la première page

Une étude récente de l'OCDE conduit, en ce qui concerne la France, à cinq constatations qui, réunies, établissent la nécessité pour tous les acteurs du système de soins de remédier à ses lacunes : la France occupe un rang honorable mais non remarquable pour ce qui concerne l'état de santé global de la population ; elle est pourtant dans les premiers rangs pour le niveau des dépenses de santé et au premier rang pour la vitesse d'accroissement de ces dépenses (en moyenne 4,3 % par an, en volume, au cours des quinze dernières années ; à comparer aux 3,6 % des États-Unis, aux 2,1 % de la RFA et du Royaume-Uni) ; la part des dépenses prises en charge par la collectivité est inférieure à la moyenne des pays développés ; à celle du Royaume-Uni et de la RFA ; la rémunération relative des médecins généralistes est sensiblement moins élevée en France qu'au Royaume-Uni et, plus encore, qu'en RFA, alors que la durée moyenne du travail des médecins généralistes français est nettement plus longue que celle des médecins allemands et surtout britanniques.

En d'autres termes, le système français de soins est parmi les plus coûteux et les plus inflationnistes. Pour autant, il n'est pas celui qui conduit aux performances les meilleures pour la santé de la population. Il n'est pas davantage celui qui assure la meilleure prise en charge sociale, ce qui, soit dit en passant, montre que le lien entre le niveau des remboursements et l'évolution des dépenses est loin d'être simple. Enfin, bien que profession, il caractérise notre organisation des soins n'assure pas les meilleures rémunérations à ses professionnels. Ni les malades ni les professionnels de la santé ne tirent avantage de la situation présente.

Ce constat de sous-efficacité ne saurait être imputé à telle ou telle structure, des modes de fonctionnement et des comportements collectifs qu'il est nécessaire de modifier.

## Gaspillages et désordres

Les conséquences de cette situation dépassent largement le problème de l'équilibre financier de l'assurance-maladie. Le gaspillage de ressources qui en résulte limite notre capacité à moderniser notre système de soins et empêche d'améliorer les remboursements à l'heure où c'est souhaitable. Un hôpital (ou une clinique) inadapté aux besoins de la population consomme des ressources que l'on pourrait consacrer à des investissements en équipements nouveaux. L'augmentation trop forte et non justifiée médicalement des prescriptions limite, directement ou indirectement, les possibilités de revalorisation des tarifs, des honoraires ou des nomenclatures. Comment mieux rembourser les appareils auditifs pour les personnes âgées ou les soins bucco-dentaires pour les adolescents si l'on ne maîtrise pas l'utilisation des ressources - hélas non illimitées - de l'assurance-maladie ?

Les désordres de notre système de soins ont aussi pour conséquence - et celle-ci n'est pas la moins préoccupante - d'introduire le doute et parfois le découragement chez les professionnels de la santé. Dans des métiers aussi nécessaires et aussi riches d'avenir, ces sentiments résonnent comme des alarmes.

Des analyses ne sont pas, en général, contestées. D'autres causes sont cependant souvent avancées, par lesquelles l'évoquerai les plus fréquemment citées. Les progrès des sciences et des techniques médicales sont-ils un facteur de dépenses supplémentaires ? S'ils nécessitent des investissements nouveaux, ils conduisent à des progrès de productivité qui, au bout du compte, permettent de soigner mieux à moindre coût. La substitution, lorsqu'elle est possible, de l'angioplastie au pontage coronarien en fournit un exemple particulièrement éloquent : la première est à peu près dix fois moins coûteuse que le second, tandis qu'elle apporte au malade un confort et une sécurité bien supérieure. L'hospitalisation de jour, quand elle est possible, en évitant deux fois moins coûteuse que l'hospitalisation traditionnelle. On pourrait citer bien d'autres cas (en particulier dans le domaine des médicaments, de l'imagerie et de la biologie).

Le vieillissement de la population pousse-t-il les dépenses de santé à la hausse ? Les études effectuées sur ce sujet montrent que l'accroissement de la part de la population âgée ne concourt qu'à hauteur de 0,3 à 0,6 % dans la progression annuelle des dépenses.

Au demeurant, progrès technique comme vieillissement de la population s'observent aussi dans les autres pays, en Allemagne notamment. Pourtant, dans ce pays, la dépense augmente beaucoup moins vite que chez nous.

On a invoqué récemment les faiblesses de la conjoncture économique et le chômage pour expliquer les déficits de l'assurance-maladie. Or il apparaît que les problèmes auxquels nous devons faire face ne sont pas conjoncturels ni accidentels. Ils sont structurels et s'aggravent avec le temps, quelles que soient les conjonctures successives.

On évoque aussi parfois la « confusion » des comptes de la Sécurité sociale et le caractère fictif du « trou » de l'assurance-maladie. On ne peut manquer d'observer que le problème fondamental réside dans la dérive des dépenses et que celle-ci se constate quels que soient les statuts, les cadres comptables ou les conventions retenues.

Bref, l'examen objectif de la situation nous ramène au diagnostic essentiel que je posai plus haut : graves lacunes de gestion. Ce diagnostic est aussi celui de la santé de la nation, pour la médecine de ville, pour le médicament. Il concerne l'État, les partenaires sociaux, les professionnels de santé, le public. Chacun tient sa part de responsabilité. Chacun tente - les hommes et les organisations - de lutter contre les excès et les gaspillages ; enfin, une lacune dans les structures professionnelles du monde médical, qui, parmi les professions indépendantes, est sans doute l'une des rares à ne pas disposer de chambres professionnelles.

## Ni étatisation ni rationnement

La politique que le gouvernement mène pour la santé est une réponse de fond à ces problèmes de fond. Elle traite les problèmes dans leur ensemble et pour la durée. Dans un domaine aussi sensible et aussi complexe que celui de la santé, la caïmanerie est à proscrire. Le gouvernement, qui a pris sans plaisir, en juin dernier, les mesures d'urgence qui s'imposaient, dont le relèvement des cotisations sociales, est résolu à conduire à bon port sa politique.

Contrairement à ce que soutiennent certains esprits partisans, le gouvernement écarte l'étatisation et le rationnement des soins. Ceux qui réclament ces slogans seraient d'ailleurs bien en peine de fournir des exemples concrets à l'appui de leurs discours. Sachons cependant que, faute de maîtriser par la négociation la progression des dépenses, le système de santé s'enfoncerait dans des difficultés telles que l'étatisation et le rationnement pourraient apparaître comme d'ultimes et regrettables recours.

Le gouvernement ne pense pas que la baisse des niveaux de remboursement puisse constituer un instrument de régulation durable des dépenses. Cette voie est inefficace, comme le montre l'étude de l'OCDE citée plus haut. Elle est, de plus, inacceptable pour une société comme la nôtre. Cette position de principe, dès lors qu'elle est partagée, permet de mettre d'accord ceux qui prônent la maîtrise des dépenses de l'assurance-maladie avec ceux qui prônent la maîtrise des dépenses de santé.

Elle n'exclut pas de s'interroger périodiquement sur l'utilité médicale de tel ou tel remboursement ni de définir des priorités sur ce qui doit être pris en charge par la collectivité.

Si l'on écarte les solutions illusoires qui mettent en cause l'organisation pluraliste de notre système de soins et la gestion partenariale de l'assurance-maladie par les partenaires sociaux, dans le sens de l'étatisation ou dans celui de l'ultra-libéralisme, si l'on s'attache à maintenir un bon niveau de remboursements et si l'on veut éviter l'écroulement de l'assurance-maladie à répétition (les taux ont été relevés de 60 % au cours des vingt dernières années), il reste la voie de la bonne gestion. La voie qui garantit, avec la qualité des soins, l'utilisation optimale des ressources. C'est celle que commande l'analyse objective de nos problèmes. C'est celle qu'emprunte le gouvernement pour l'hospitalisation, la médecine de ville et le médicament.

Dans l'hôpital public, la bonne gestion commence par celle des ressources humaines : je pense en particulier aux infirmières et aux aides-soignantes. La nouvelle loi hospitalière apporte des outils pour y parvenir. Bien gérer exige aussi de veiller à l'adaptation des lits et des équipements hospitaliers aux besoins réels de la population. Un hôpital ou un service hospitalier sous-occupé absorbe inutilement des ressources dont d'autres hôpitaux ont besoin. Enfin, il est urgent de doter les hôpitaux des systèmes d'information médicalisés et des outils comptables indispensables pour qu'ils puissent enfin évaluer leur activité, tant d'un point de vue médical qu'économique.

Dans le secteur privé - élément du pluralisme hospitalier auquel le gouvernement est attaché - un

accord a été signé qui prévoit la fixation négociée d'un objectif de dépenses et l'introduction de la tarification à la pathologie. Cette politique qui harmonise le traitement du secteur public avec celui du secteur privé permettra d'atteindre aussi une plus grande équité de la tarification entre les cliniques privées.

Médecine d'exercice libéral, la médecine de ville repose sur les principes de liberté d'installation, liberté de prescription et de paiement direct à l'acte du praticien par le patient. Les médecins tiennent à ces principes. Les malades aussi. Le gouvernement n'a nullement l'intention de les mettre en cause.

La forte augmentation des dépenses engendrées par la médecine de ville (30 % au cours des trois dernières années, soit trois fois plus que le PIB, les honoraires médicaux ayant progressé de 18 % et les prescriptions de près de 40 %) tient à de multiples facteurs, parmi lesquels on peut en distinguer quatre principaux : l'augmentation rapide du nombre de médecins ; la pression de la demande de santé ; qui se traduit par l'insistance des patients à demander examens et médicaments même lorsque leur utilité médicale n'est pas avérée ; l'absence de règles du jeu de régulation des dépenses qui permettrait de lutter contre les excès et les gaspillages ; enfin, une lacune dans les structures professionnelles du monde médical, qui, parmi les professions indépendantes, est sans doute l'une des rares à ne pas disposer de chambres professionnelles.

Entre l'ordre, dont la mission porte sur les questions éthiques et disciplinaires, et les syndicats, dont le rôle est de faire valoir les intérêts de la profession et de négocier la convention nationale des médecins, il manque une institution d'analyse, de proposition et de gestion des questions professionnelles. Cette lacune explique sans doute le sentiment d'isolement que de nombreux praticiens ressentent et les difficultés de cette profession, que sa longue formation universitaire place pourtant dans l'élite, pour élaborer des propositions conformes à ses intérêts.

Pour être complet, je devrais évoquer aussi une cinquième cause : l'insuffisance clarifiée du partage du rôle et des responsabilités entre l'État et les caisses d'assurance-maladie, qui conduit parfois à des confusions dont les professionnels de la santé pâtissent.

## Des règles négociées

Sur l'ensemble de ces questions, le gouvernement a engagé une politique. Il consulte, dialogue et négocie. Ses partenaires sont les professions médicales et paramédicales, et les caisses. Son objectif est de mettre en œuvre pour 1992 des règles de maîtrise négociée de l'évolution des dépenses qui garantissent la qualité médicale des soins et mettent fin aux gaspillages, c'est-à-dire des règles de bonne gestion.

Ces règles ont en commun un principe de bon sens que de nombreux pays appliquent depuis longtemps, notamment ceux dont la médecine est libérale : l'État, les professions et les caisses négocient pour chaque année un objectif de dépenses qui tient compte des besoins de santé de la population, de l'évolution des techniques médicales et des ressources dont le pays dispose pour l'assurance-maladie ; ils se dotent de règles objectives, équitables et stables pour atteindre ce but ; les caisses d'assurance-maladie et les professions gèrent en partenaires ce dispositif.

Telles sont les missions que Jean-Louis Bianco et moi-même avons assignées aux groupes de travail qui réunissent les professions, les caisses d'assurance-maladie et les administrations de la santé, depuis le mois de juillet dernier.

Nous souhaitons aboutir rapidement à des accords. Les professions de santé doivent s'impliquer dans ce travail et y apporter leur concours. Elles sont toutes conscientes de la nécessité et des ressources de maîtriser l'évolution des dépenses de santé. Le gouvernement est ouvert à leurs propositions. Rien de solide ne se fera sans elles. Rien de durable ne se fera contre elles. Le gouvernement pense avec elles sur la négociation et le bon sens.

L'enjeu est considérable : du succès de nos travaux dépendent le maintien de la qualité des soins, l'organisation libérale et pluraliste de la médecine, la poursuite de la politique conventionnelle, la réputation de la médecine française. En fin de compte, nous nous battons pour sauvegarder la capacité de notre système de santé à répondre aux besoins de santé de tous ses acteurs et tous ses usagers sous un profond attachement à la liberté, la qualité et la solidarité face à la maladie.

BRUNO DUREUX

La Serbie, la C

absurde

مكتبة من الأصل



# ÉTRANGER

Le Monde • Jeudi 19 septembre 1991 3

YUGOSLAVIE : la médiation de Lord Carrington

## La Serbie, la Croatie et l'armée acceptent un cessez-le-feu « absolu »

**BELGRADE**  
de notre correspondant

Alors que l'armée fédérale poursuit sa grande offensive contre les forces croates avec l'aide de l'aviation et de la marine de guerre et que de nouvelles unités viennent d'être mobilisées en Serbie, lord Carrington s'est rendu, lundi 18 et mardi 17 septembre, en Yougoslavie pour tenter l'impossible, à savoir convaincre Croates, Serbes et militaires de respecter un cessez-le-feu bafoué depuis sa signature. Le médiateur européen a rencontré à Igalo, sur la côte monténégrine, les trois principaux protagonistes, les présidents de Serbie

et de Croatie, MM. Milosevic et Tudjman, ainsi que le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic. A l'issue des entretiens, lord Carrington a obtenu la signature d'un cessez-le-feu « absolu, inconditionnel et immédiat », à compter du mercredi 18 septembre à 12 heures. Pragmatique et expérimenté, lord Carrington prenait une précaution supplémentaire en demandant aux trois leaders de lire publiquement, devant l'opinion yougoslave et internationale, le communiqué final. Aux termes de ce document, les trois leaders s'engagent à exiger de tous ceux qui sont sous leur contrôle ou leur influence politique de cesser toutes les hostilités. Pour y parvenir, ils

ordonnent le retrait immédiat et simultané, de toutes les formations armées, de toutes les forces paramilitaires et troupes irrégulières, de la garde nationale croate et de l'armée yougoslave, des zones de conflit. Les réservistes de la garde nationale croate seront démobilisés et l'armée fédérale devra regagner ses casernes.

Les trois hommes ont ensuite salué l'offre de la mission d'observateurs européens de superviser le cessez-le-feu et se sont engagés à faciliter sa tâche. Ils ont enfin admis qu'il s'agissait de la dernière chance pour désamorcer l'escalade des conflits armés. Autrement, toute négociation sur l'avenir des peuples de Yougoslavie serait impos-

sible. La mise en œuvre de ce nouvel accord de cessez-le-feu devrait permettre de mesurer la capacité des leaders yougoslaves à contrôler leurs troupes.

Le ministre serbe des affaires étrangères, M. Jovanovic, a rappelé, lundi, que la Serbie s'opposait à toute présence militaire étrangère en Yougoslavie. Avant l'issue de la mission de lord Carrington, le chef de l'Etat yougoslave, le Croate Stipe Mesic, avait pour sa part réclamé une session du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Yougoslavie et sur l'envoi de forces de paix à la frontière entre la Serbie et la Croatie.

F. H.

### Selon le chef de l'opposition serbe « Une guerre absurde et sale »

**BELGRADE**  
de notre correspondant

Seul contre tous, M. Vuk Draskovic condamne la guerre. Le chef du plus important parti d'opposition en Serbie - le Mouvement du renouveau serbe - est aujourd'hui l'un des rares partisans de la paix. Ses aspirations pacifiques lui valent d'ailleurs d'être qualifié par le pouvoir serbe de « traître et d'outachia ». Mais les critiques viennent aussi de son propre parti, où l'aile radicale l'accuse de « défaitisme ». En déclarant : « Mieux vaut négocier pendant deux ans que faire la guerre, ne serait-ce que deux minutes », M. Draskovic fait preuve de courage dans une Serbie qui est sur le pied de guerre. Une Serbie où les enfants se promènent déguisés en soldats, où le mode « camouflage » est du dernier cri et où les fabricants d'armes travaillent jour et nuit pour essayer de satisfaire la demande. Une Serbie où le mercenaire Dragan est devenu un héros national et où les parents vont chercher leurs fils adolescents enfus à l'étranger, pour qu'ils ne manquent pas à l'appel de la conscription de septembre.

Accusant directement le président serbe, Slobodan Milosevic, d'avoir entraîné les Serbes de Croatie dans une guerre absurde et sale, Vuk Draskovic estime que la crise yougoslave peut être réglée par le dialogue. Selon lui, les présidents des six Républiques, l'opposition et l'intelligentsia, mais aussi des représentants européens, et internationaux, devraient prendre part à la négociation. Il insiste pour que les puissances étrangères, qui ont participé à la création de la « première Yougoslavie » (le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes) de 1918, puis de la « seconde Yougoslavie », après la seconde guerre mondiale, jouent un rôle particulier dans les négociations - c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis.

#### Redécoupage des frontières

Mais, avant d'entamer les négociations, il faut d'abord que les armées se taisent. M. Draskovic estime que, durant les travaux de la Conférence de paix, l'inaltérabilité des frontières internes et externes doit être proclamée. Le redécoupage de ses frontières, est certes inéluctable, mais devra être négocié dans un deuxième temps. Pour parvenir à un cessez-le-feu durable, il considère qu'il faut permettre à l'armée fédérale de désarmer tous les civils et toutes les formations paramilitaires. Mais, pour mener cette tâche à bien et faire preuve de son impartialité, l'armée yougoslave doit immédiatement retirer l'étoile rouge de ses uniformes et rétablir, parmi les officiers, une représentation proportionnelle des peuples et minorités ethniques de Yougoslavie. M. Draskovic admet que l'armée fédérale (qui est largement dominée par les Serbes) a accumulé les erreurs mais, « sans elle, la Croatie baignerait dans le sang. Cette guerre est une guerre de haine, sans objectif et sans stratégie, une guerre où deux peuples, les

Croates et les Serbes de Croatie, s'entretuent uniquement parce qu'on leur a inculqué la haine ».

En choisissant la voie pacifique, M. Draskovic ne renonce pas pour autant à « la cause serbe ». Au contraire, il se pose en véritable défenseur de cette cause. Il avait commencé sa carrière politique en prônant une « Serbie qui s'étendrait sur tous les territoires où se trouvent des cimetières serbes ». Mais dans cette folie nationaliste qui a envahi la Serbie, M. Draskovic a mûri et a opté pour la raison. « Que faire de territoires sans Serbes ? », demande-t-il. Il propose donc comme base de futures négociations une solution qui pourrait satisfaire les deux parties. « La redécoupage des frontières entre Serbes et Croates est inévitable. Mon projet n'est pas parfait, mais il a le mérite de respecter une réalité, celle de la carte ethnique de la Yougoslavie », il ajoute : « Après tout ce qui s'est passé, je ne vois pas comment la Krajina des Serbes ou les villages serbes de Slavonie pourraient rester en Croatie ». La Yougoslavie de Draskovic garde six entités : la Macédoine, le Monténégro et la Slovanie restent dans leurs frontières actuelles ; la Serbie traverse le Danube et intègre une partie de la Slavonie de l'Est. La Bosnie-Herzégovine est morcelée. Les deux Krajinas serbes - celle de Knin (en Croatie) et celle de Bosnie - sont regroupées. En échange, la Bosnie perd le sud-ouest de son territoire où les Croates sont majoritaires. La Croatie de M. Draskovic est remodelée, mais ne perd pas de sa superficie. Selon lui, la Bosnie, les deux Krajinas, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie resteront unis dans une formule fédérale. La Slovanie et la Croatie, indépendantes, pourraient se séparer totalement du reste de la Yougoslavie ou avoir, si elles le désirent, des relations confédérales avec les quatre autres Républiques yougoslaves.

Selon M. Draskovic, le principe selon lequel « tous les Serbes doivent vivre dans un seul Etat » n'est possible qu'en Yougoslavie. Mais dans une Yougoslavie redessinée, « si la Yougoslavie se désintègre complètement, je suis convaincu que, dans une dizaine d'années, les nouvelles générations se rendront compte des désavantages (...) ». N'oublions pas qu'il y a actuellement en Yougoslavie soixante-dix mille mariages mixtes entre Serbes et Croates et qu'il y a entre deux et deux millions et demi d'enfants issus de ces mariages. Toitèrent, M. Draskovic invite les Croates à soumettre d'autres propositions. M. Mesic, le représentant de Croatie à la présidence fédérale, a promis une réponse.

Mais si les négociations échouent, « la Serbie tout entière, et pas seulement les Serbes de Croatie, entrera en guerre pour défendre leurs frontières occidentales, mais alors avec une armée serbe et non plus une armée idéologique ». Le pacifisme de M. Draskovic pourrait se résumer ainsi : le règlement de la crise yougoslave ne connaît que cette alternative : le dialogue ou la guerre, mais le dialogue d'abord.

FLORENCE HARTMANN

## La présidence néerlandaise de la CEE ne renonce pas à l'idée d'une force européenne d'interposition

LA HAYE

de notre correspondant

Informée sommairement par téléphone, mardi après-midi 17 septembre, par lord Carrington lui-même, de l'obtention d'un engagement de cessez-le-feu entre les présidents serbe, croate et le ministre fédéral yougoslave de la défense, la présidence néerlandaise de la CEE a accueilli la nouvelle « avec satisfaction, naturellement », mais aussi avec sobriété : « C'est une agréable surprise », a simplement déclaré le porte-parole du ministre néerlandais des affaires étrangères.

Il a précisé que l'accord d'Igalo ne conduirait pas les Pays-Bas à renoncer à l'idée, avancée lundi, de déployer en Yougoslavie une force européenne d'interposition sous la bannière de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). En premier lieu, parce que lord Carrington ne rendra compte de sa mission aux Douze que jeudi 19 septembre à La Haye. En second lieu, parce que, dans l'optique néerlandaise, le cessez-le-feu ne rend pas inutile l'envoi de militaires neutres ; au contraire, il en est même la « première condition », la seconde étant l'agrément de toutes les parties au conflit.

Le porte-parole néerlandais a toutefois admis que l'accord obtenu par lord Carrington pouvait générer une situation nouvelle, d'ici à la décision formelle des Douze et des pays membres de l'UEO : « D'ici à jeudi, le cessez-le-feu peut s'avérer effectif et l'accalmie peut permettre aux observateurs civils de commencer leur mission ». Les raisons qui avaient amené la présidence néerlandaise de la CEE à programmer le déploiement de contrôleurs militaires - à savoir « la déclaration



de la situation et l'impossibilité pour les observateurs civils d'accomplir leur tâche » - tomberaient alors d'eux-mêmes. Mais le porte-parole a prudemment laissé l'alternative ouverte : « La décision [des Européens] peut aller dans les deux sens ».

#### « La Yougoslavie est morte... »

Interrogé sur l'influence qu'a pu avoir la proposition des Pays-Bas, qui en avaient informé lord Carrington avant son départ lundi

pour la Yougoslavie, le ministre des affaires étrangères est resté dans l'expectative : « C'est difficile à dire ; mais il est également impossible de prouver le contraire. Peut-être les Serbes ont-ils pris au sérieux la détermination européenne ? Peut-être les Croates ont-ils finalement réalisé que l'escalade de la violence n'entraînera pas la reconnaissance de leur indépendance ? La Yougoslavie est morte, mais il faut que les parties négocient » pour organiser de nouvelles formes de coexistence. Dans l'esprit des Néerlandais, le déploie-

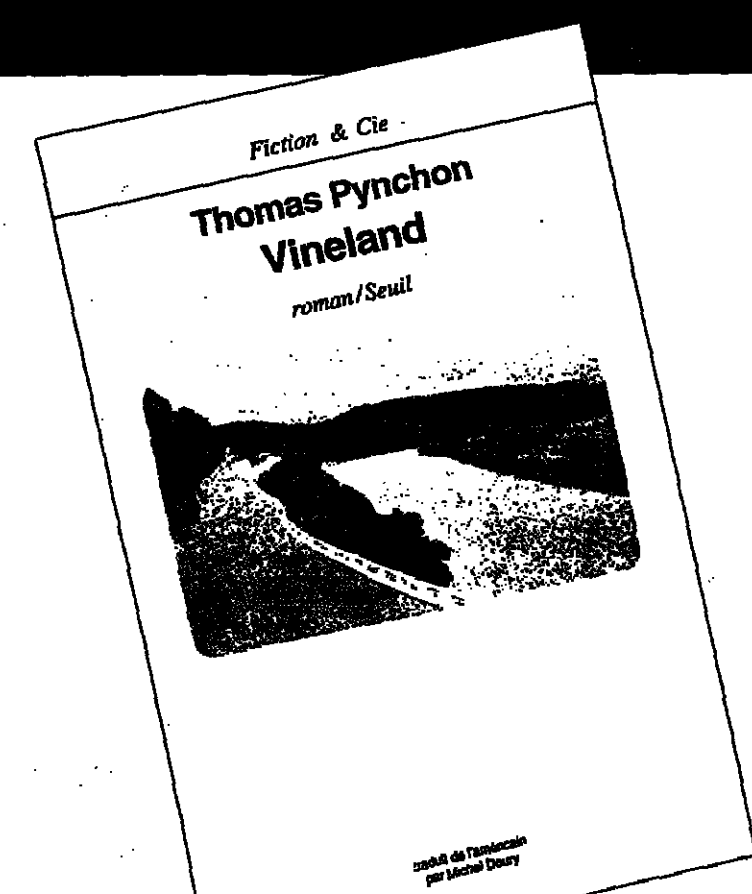
ment d'une force d'interposition militaire « renforcerait le processus de la conférence de paix » en rétablissant notamment l'ordre des priorités établi par les Européens : d'abord, un cessez-le-feu effectif ; ensuite son maintien par des contrôleurs internationaux ; enfin, la conférence de paix.

« L'idée de déployer une force d'interposition dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale n'est pas nouvelle », a encore affirmé le porte-parole de M. Van den Broek. « Elle a déjà été étudiée depuis le début de la crise yougoslave ». C'est sans doute avec ces travaux préparatoires à l'esprit que le secrétaire général de l'UEO a estimé que le nombre de militaires à déployer devrait avoisiner les 40 000. Mais La Haye juge cette évaluation prématurée : « Tout dépend de la mission de la force de paix, qui pourrait couvrir l'ensemble du territoire yougoslave mais aussi se limiter à la Croatie ». La présidence néerlandaise de la CEE n'exclut pas que les Douze décident, jeudi prochain, d'étendre « par précaution » à la Bosnie-Herzégovine la mission des contrôleurs civils. Cela signifie que l'éventuel déploiement de « soldats de la paix » pourrait aller de pair avec le maintien des « casques blancs » civils.

De même que ces derniers ne proviennent pas exclusivement des pays membres de la CEE, de même les militaires de la force d'interposition pourraient, selon les Pays-Bas, être fournis, en partie ou exclusivement, par des pays membres de la CSCE autres que les Douze. La Turquie et la Norvège assisteront en observateurs à la réunion, jeudi 19 septembre, des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale.

CHRISTIAN CHARTIER

## THOMAS PYNCHON



Jamais, Céline excepté, un écrivain n'est allé ainsi jusqu'au noyau d'une époque vitrifiée par l'ironie atomique, la fission du style, l'agression toute sexuelle des mots entre eux.

Jean-Pierre Dufrenoy / L'Express

On le croyait disparu dans le reflux des golden sixties. Les admirateurs du romancier culte américain sont aux anges. Le mystérieux génie fait de nouveau des étincelles. Ce n'est pas du ciné, ce n'est pas de la télé, c'est un chef-d'œuvre !

Bernard Génès / Le Nouvel Observateur

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche. 139 F

Editions du Seuil







هكذا من الراحل

EUROPE

**Pologne : les législatives du 27 octobre**  
**Le parti de M. Tyminski**  
**pratiquement exclu de la course électorale**

La tribune régionale de Varsovie a confirmé, mardi 17 septembre, la victoire de la coalition menée par la commission électorale sur les listes recueillies pour certaines listes de candidats du parti «X» de M. Stanislaw Tyminski aux élections législatives du 27 octobre. Cette décision met pratiquement hors course le parti «X», puisqu'il ne pourra finalement présenter des candidats que dans trois départements sur quarante-neuf. Les partisans de M. Tyminski déclarent être victimes d'une manipulation politique.

**VARSOVIE**  
*de notre envoyée spéciale*  
Il a suffi de voir réapparaitre l'émotion de M. Stanislaw Tyminski sur le petit écran, la semaine dernière au cours de la première émission électorale de cette campagne des législatives, pour comprendre que la bataille allait de nouveau être rude. Stan Tyminski, l'homme d'affaires polono-canado-prévien qui avait boulevé, en novembre dernier,

TCHÉCOSLOVAQUIE

**Démission du vice-premier ministre**  
**Vaclav Vales**

Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a annoncé mardi 17 septembre la démission du vice-premier ministre Vaclav Vales, accusé dans certains milieux d'avoir collaboré avec l'ancienne police politique communiste, la StB.  
M. Vales, soixante-sept ans, un ancien communiste pérorant du «printemps de Prague», avait déjà présenté sa démission à deux reprises pour raisons de santé, mais M. Havel l'avait convaincu de rester à son poste, où il était chargé de la coordination de la politique économique. « Cette fois-ci, j'ai accepté sa démission », a déclaré le président à la presse. « Il est épuisé par les critiques injustes du Parlement et de la presse. Moi aussi, j'ai vérifié, ces accusations sont injustes et sans fondement ».

De son côté, le chanteur de rock Michal Kocab, l'un des acteurs de la «révolution de velours» aux côtés de Vaclav Havel, devenu député du Forum civique, a lui aussi démissionné mardi, mais pour des raisons très différentes : il s'était engagé à quitter la scène politique à la fin du retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie, et considère donc sa mission comme terminée. (Reuters, AFP.)  
Le président Lech Walesa en visite à Prague. - Le président polonais, M. Lech Walesa, s'est prononcé mardi 17 septembre pour un renforcement de la coopération entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, au cours de sa première visite officielle à Prague. Mercredi, M. Walesa devait se rendre en Slovaquie. (Reuters, AFP.)

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne et  
l'Europe de l'Est  
Livres russes  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

Jacques Cellard et Main Rey  
**DICTIONNAIRE**  
**DU FRANÇAIS**  
**NON**  
CONVENTIONNEL  
II

**Le Monde**  
**L'EDUCATION**  
SEPTEMBRE 1991  
**PRÉPARER LE BAC 92**  
**Français, Philo,**  
**tous les sujets**  
**de la session 1991**  
Une aide indispensable pour les élèves de première et ceux de terminale qui souhaitent travailler dès la rentrée les épreuves du bac. Avec des commentaires de professeurs, des exercices et des conseils pratiques.  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

PROCHE-ORIENT

Les entretiens de M. Baker à Jérusalem

**Américains et Israéliens n'auraient pas réglé leur différend**

Avant de se rendre, mardi 17 septembre, au Caire, le secrétaire d'Etat américain M. James Baker avait présenté à ses interlocuteurs israéliens une «lettre d'assurances» détaillant la position américaine. Dans ce document de trois pages, Israël obtiendrait des satisfactions partielles sur plusieurs points. Selon des sources bien informées à Jérusalem, les Etats-Unis affirment n'être ni en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant ni du maintien de la présence israélienne dans les territoires occupés. Ils se déclarent également hostiles à la division de Jérusalem, mais estiment que le statut définitif de la ville doit être fixé lors des négociations de paix. M. Baker a également remis lundi soir un document à la délégation palestinienne des territoires occupés mais aucun détail n'a filtré sur son contenu.

**JÉRUSALEM**  
*de notre correspondant*  
Encore «quelques» problèmes à régler, comme le prétendait M. James Baker, avant de s'enlever pour le Caire, où bien «beaucoup», comme l'admettrait M. Itzhak Shamir, après cinq heures de discussion serrée ? Au départ du secrétaire d'Etat américain, pour la poursuite de sa septième mission de bons offices au Proche-Orient depuis la guerre du Golfe, une seule chose était sûre : à quelques semaines du moment prévu par Washington pour une grande conférence de paix, les deux protagonistes d'octobre - les deux protagonistes n'avaient pas réussi à apaiser leur différend majeur et ils n'avaient littéralement rien de définitif à annoncer. Sauf la poursuite des discussions «dans les prochains jours». «Certains progrès», comme disait M. Shamir à l'issue des entretiens, ont bien été réalisés, notamment sur les questions de procédure liées à l'organisation de la conférence.  
Mais sur le sujet le plus «chaud», sinon le plus important, c'est-à-dire l'affaire des garanties bancaires réclamées par l'Etat hébreu aux Etats-Unis, les choses ne semblent pas s'être arrangées, bien au contraire. «Vous ne serez pas surpris d'apprendre que nous en avons discuté», a d'abord ironisé, face à la presse, le chef du gouvernement israélien. «Nous n'avons pas résolu (ce problème), a-t-il poursuivi, mais nous en avons parlé et nous continuerons d'en parler dans les prochains jours». Même sentiment, un peu plus positif, chez M. Baker : «J'espère et je crois que nous avons fait quelques progrès sur cette question».

**A prendre ou à laisser**

En fait, les journalistes qui ont accompagné le secrétaire d'Etat au Caire, deuxième étape de sa tournée, ont rapporté que la délégation américaine était assez furieuse contre le numéro un israélien. Une tentative de compromis en six points, aux termes de laquelle l'Etat hébreu verserait sa demande de garantie bancaire pour un emprunt de 10 milliards de dollars, non seulement examinée, quoi qu'il arrive, en janvier 1992, mais présentée au Congrès par l'administration elle-même, a bien été soumise à M. Shamir, qui, peu enthousiaste, a simplement promis de l'étudier. Pourtant, ni le degré d'avancement du processus de paix, ni même l'étendue éventuelle des implantations nouvelles dans les territoires occupés n'entraînent plus en ligne de compte avant la présentation des demandes israéliennes au Congrès.

En d'autres termes, le fameux «lien» entre ce que M. Shamir appelle «une œuvre humanitaire» - les 10 milliards de dollars dont, en principe, être utilisés pour

mieux intégrer les immigrants juifs soviétiques alors que Washington craint que la somme ne serve, aussi, à accélérer la colonisation des territoires arabes - bref, le lien entre cette «haute mission» et ce que l'extrême droite qualifie de «misérables considérations politiques» (le processus de paix) disparaissait. Au surplus, si le délai réclamé par M. Bush est accepté par Jérusalem, Washington offre une compensation financière pour les quatre mois perdus et la Maison Blanche a promis de réaffirmer tout haut son soutien au principe d'une aide américaine pour l'absorption des immigrants d'URSS et d'ailleurs. Au total, M. James Baker joue les propositions qu'il a plutôt «avantages» et c'est à prendre ou à laisser.

Mais M. Shamir, qui craint fort que le président Bush ait secrète-

PATRICE CLAUDE

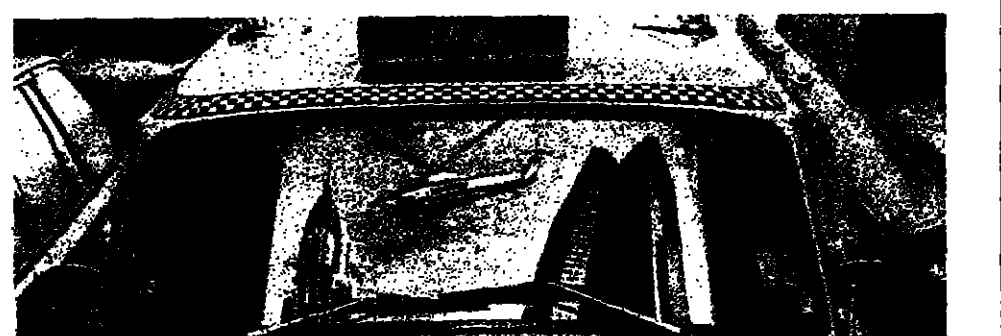
IRAK

**M. Saddam Hussein souligne les limites de l'ouverture politique**

Dans un discours-programme prononcé cinq jours plus tôt à l'ouverture du dixième congrès du parti Baas et diffusé mardi 17 septembre par Radio-Bagdad, le président Saddam Hussein a exclu une évolution de l'Irak vers une démocratie à l'occidentale et la libéralisation intégrale de son économie. «Ceux qui s'inspirent de l'Occident avec admiration ne sont d'aucune utilité pour notre peuple et notre nation; ils ne doivent, sous aucune condition, avoir accès à des postes de commandement», a-t-il souligné dans une critique à peine voilée contre l'ancien premier ministre, M. Saadoun Hammadi, qui a été démis de ses fonctions à l'issue du congrès.  
Le président irakien a affirmé que «la démocratie de l'Occident est le terrain privilégié de l'influence de la minorité sur la majorité». Il a ajouté que «la presse occidentale est sous l'influence du capital» et que, dans le cas de l'Irak, un contrôle des médias par les capitaux privés ne serait pas «au profit des masses».

Le président irakien a souhaité la réactivation rapide des Conseils du peuple (sortes de municipalités contrôlées par le parti Baas) à travers le pays, pour aider la population à satisfaire ses besoins immédiats. Il a exhorté les membres du Baas à «respecter la loi et la discipline», dont le non-respect nuitrait, a-t-il dit, au «pluralisme vers lequel l'Irak» s'achemine. M. Saddam Hussein faisait allusion à la nouvelle loi autorisant la création de partis, entrée en vigueur mardi. Mais aucun groupe n'a encore manifesté publiquement son intention de profiter de ce texte. (AFP.)

**De Kennedy**  
**à Manhattan,**  
**prenez de haut**  
**les embouteillages.**



Arrivez à JFK avec TWA en première classe ou en classe affaires Ambassador et continuez en hélicoptère jusqu'à la 34<sup>e</sup> rue gratuitement. Vous soustraire aux embouteillages new-yorkais : c'est la touche finale à notre service. Votre correspondance s'effectue au sein même du terminal TWA, vous ne perdrez donc pas de temps en transferts inutiles. Au lieu d'une heure de taxi, dix minutes seulement vous suffiront pour arriver à Manhattan! Gratuité, facilité, rapidité : 3 avantages que vous offre TWA. Lors de votre prochain voyage, n'oubliez pas de réserver votre passage en hélicoptère, en correspondance avec votre vol première ou Ambassador TWA. Si vous souhaitez plus d'informations, contactez votre agent de voyage ou téléphonez au (1) 47 20 61 11.

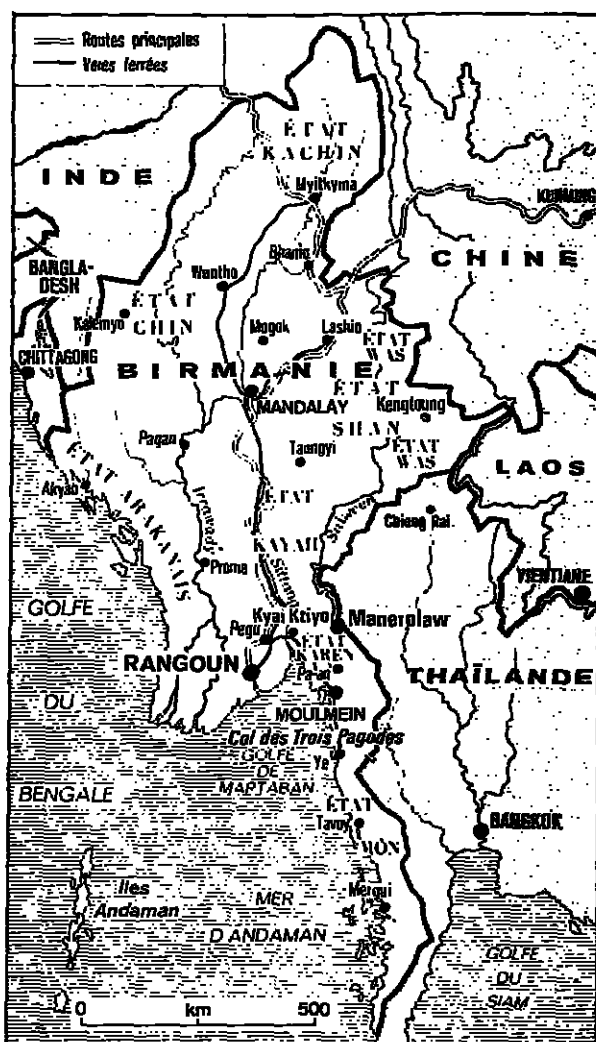
**TWA**  
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE



## ASIE

BIRMANIE : le troisième anniversaire du coup d'Etat

## La junte compte rester au pouvoir « de cinq à dix ans »



Le 18 septembre 1988, les militaires birmanais reprenant le pouvoir après l'avoir abandonné, pendant quelques semaines seulement, à des civils. Un membre de la junte, qui célèbre mercredi son troisième anniversaire, a annoncé récemment que le transfert du pouvoir à une administration civile pourrait prendre encore « de cinq à dix ans ».

## BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Trois ans après avoir noyé dans un bain de sang un fort mouvement populaire en faveur de la démocratie, les généraux birmanais éprouvent du mal à rompre l'isolement que leur vaut la brutalité de leurs méthodes. S'attendant à une série d'attaques lors de la session de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York, ils comptent cependant encore quelques alliés, et leur volonté de se maintenir au pouvoir ne semble pas en être affectée.

Début septembre, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a demandé la libération « le plus tôt possible » de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, principale figure de l'opposition, en résidence surveillée à Rangoun depuis le 20 juillet 1989. De son côté, le président tchécoslovaque, M. Václav Havel, a proposé que le prix Nobel de la Paix soit attribué à M<sup>me</sup> Suu Kyi.

« symbole d'un vaste mouvement en faveur des libertés et des droits de l'homme en Birmanie ». En juillet, le Parlement de Strasbourg s'était, pour sa part, déclaré « choqué » en constatant que les violations des droits de l'homme « s'aggravaient de jour en jour » en Birmanie.

Les Etats-Unis ont demandé à leurs partenaires régionaux de prendre des mesures contre le régime de Rangoun. Présentée lors de la conférence ministérielle, en juillet à Kuala Lumpur, de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour), cette requête n'a pas abouti (le Monde du 25 juillet). Les militaires thaïlandais, qui ont eux-mêmes repris le pouvoir le 23 février dernier, prônent un « engagement constructif » à l'égard de la Birmanie, où Bangkok a d'importants intérêts commerciaux, notamment dans les domaines de l'exploitation forestière et de la pêche.

## Campagne xénophobe

Les généraux thaïlandais sont, cependant, soumis à des pressions croissantes pour mettre une sourdine à leur dialogue avec leurs homologues birmanais. La presse et une partie de la classe dirigeante thaïlandaise font campagne contre Amnesty International, de cette religion pratiquée par la majorité des Birmans. Les mises en garde de la junte, qui se multiplient, affectent également les commerçants, accusés d'être la source

Pour l'instant, ces mises en garde n'ont rien changé aux méthodes de la junte birmane. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de M<sup>me</sup> Suu Kyi avait, de haute main, emporté les élections législatives du 27 mai 1990, obtenant 392 sièges sur 485. L'Assemblée n'a jamais siégé. Les dirigeants de la Ligue sont aujourd'hui en prison, en résidence surveillée, en fuite ou morts. Selon Rangoun, 221 élus de la LND viennent de dénoncer le « gouvernement national de coalition » formé, fin 1990, par d'autres élus de la Ligue qui se sont réfugiés dans la zone tenue par des insurgés karens à proximité de la frontière thaïlandaise.

Les autorités de Rangoun, pour renforcer leur emprise sur la population, ont recours aux méthodes les plus sordides. Ils ont procédé à des transferts de populations urbaines. Arrestations, disparitions, tortures sont monnaie courante. Sous le couvert de remettre en valeur les traditions locales, les médias officiels mènent une campagne franchement xénophobe, dont la famille de M<sup>me</sup> Suu Kyi, mariée à un Britannique et mère de deux enfants, est ouvertement l'une des cibles.

Après avoir mis au pas, l'an dernier, la hiérarchie de l'Eglise bouddhiste — une centaine de bouddes ont, alors, été arrêtés, la junte se sert, désormais, de cette religion pratiquée par la majorité des Birmans. Les mises en garde de la junte, qui se multiplient, affectent également les commerçants, accusés d'être la source

d'une flambée des prix et de céder à de « sombres influences étrangères ». Radio-Rangoun a même diffusé le 11 septembre un appel de la junte à la délation familiale : les fonctionnaires ont reçu l'ordre, sous la menace de sanctions, de rapporter les activités de leurs parents.

## Soutien : la Chine

Seule la Chine continue de resserrer ses liens avec Rangoun. Reçu officiellement en Chine, fin août, le président birman, le général Saw Maung, y a signé plusieurs nouveaux accords de coopération. Les diplomates occidentaux estiment que Pékin a déjà livré à Rangoun, depuis début 1990, des armes pour l'équivalent de 1,3 milliard de dollars. Le commerce frontalier entre les deux pays est en plein essor.

Pour la presse officielle de Rangoun, la preuve est donc faite que la Birmanie a des « amis » et n'est pas complètement isolée. Ce qui est vrai et ne devrait pas encourager les généraux au pouvoir à relâcher leur emprise sur le pays. « Nous ne pouvons pas dire combien de temps nous resterons en charge de l'administration. Cela pourrait prendre de cinq à dix ans », a tout bonnement résumé, le 8 septembre à Mandalay, le général Aung Ye Kyaw, membre de la junte.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Sur la frontière du Bangladesh

## Une minorité réprimée

## BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Des milliers de musulmans ont fui l'état d'Arakan, en Birmanie occidentale, pour se réfugier au Bangladesh, le long de la frontière entre les deux pays. Plus de seize mille d'entre eux seraient arrivés, cette année, entre avril et juillet, et on redoute une reprise de cet exode en octobre-novembre, lorsque la fin des pluies facilitera les opérations de nettoyage de l'armée birmane dans le nord de l'Arakan. Leurs témoignages font état d'une répression féroce : destructions de villages, pillages, assassinats, viols.

Les musulmans de l'Arakan sont connus sous le nom de Rohingyas et forment une minorité de plusieurs centaines de milliers de personnes. Certains sont les descendants de commerçants arabes parvenus dans la région au

huitième siècle. Cette communauté s'est renforcée, à l'époque de l'Empire des Indes, avec l'installation de nombreux ouvriers agricoles venus du Bengale.

De 1976 à 1978, de deux cent mille à trois cent mille d'entre eux s'étaient déjà réfugiés au Bangladesh à la suite de brutales opérations de l'armée birmane. Rangoun avait alors affirmé procéder à un « contrôle de routine d'immigrants illégaux », accusant des Rohingyas de s'être mêlés aux Rohingyas. La plupart de ces derniers avaient regagné la Birmanie l'année suivante à la demande de l'ONU.

Les opérations militaires menées ces deux dernières années par l'armée birmane s'expliquent, au moins en partie, par la formation de deux mouvements rebelles musulmans. Le plus important et le plus dur, le RSO (Rohingya Solidarity Organization) compterait un demi-millier de combattants relativement bien équipés en armes légères et entraînés par des rési-

tants afghans. Le deuxième, plus modéré, l'ARF (Arakan Rohingya Islamic Front), aurait beaucoup moins d'armes. L'existence de ces deux guérillas ne semble pas, cependant, à l'origine de la répression actuelle.

Les Rohingyas ont figuré parmi les premières victimes des déplacements de populations urbaines décidés par la junte lorsqu'elle a repris le pouvoir en septembre 1988. Leurs quartiers ont été rasés, fin 1988, à Akyab, capitale de l'Arakan. Depuis, l'armée birmane a occupé le nord de l'Arakan et renforcé très nettement sa présence sur la frontière entre cet Etat et le Bangladesh voisin. Pour un régime militaire, dont les médias vantent les qualités des « Birmanes purs », la petite minorité musulmane installée à proximité de la frontière du Bangladesh offre une cible de choix. Pour la deuxième fois en quinze ans.

J.-C. P.

THAÏLANDE : percée française sur un marché américain

## L'armée envisage d'acheter vingt batteries Crotale

## BANGKOK

de notre correspondant

Le groupe français Thomson-CSF négocie actuellement la vente à l'armée thaïlandaise de vingt batteries de missiles anti-aériens Crotale. Le contrat, d'un montant de près de 1 milliard de dollars (environ 6 milliards de francs), selon des sources thaïlandaises, pourrait être signé avant le 1<sup>er</sup> octobre, afin de figurer sur l'exercice budgétaire en cours, qui prend fin le 30 septembre. Si l'affaire se réalise, les Français

auront donc, pour la première fois, réussi une percée sur un marché dominé par les Américains, principaux fournisseurs des forces armées de Bangkok.

Ce qui s'explique. La Thaïlande, comme les autres Etats non communistes de la région, fournit en ce moment un gros effort pour s'armer et, pour la même occasion, diversifier un peu ses sources d'approvisionnement. Bangkok négocie, par exemple, l'achat de 38 AMX, l'avion d'attaque au sol italo-brés-

lien, pour un montant de près de 800 millions de dollars.

Les Etats-Unis demeurent, cependant, les principaux fournisseurs des armées thaïlandaises. L'armée de l'air va sans doute se doter d'une deuxième escadille de douze F-16. La marine va acquérir 30 Corsair A-7 et l'armée de terre a commandé 450 chars M-48 et M-60. Mais les militaires thaïlandais, qui ont renoncé à s'équiper en Chine après avoir passé, il y a quelques années, plusieurs commandes, commencent à se tourner vers l'Europe pour moderniser et renforcer leurs équipements.

L'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA) a installé une antenne à Bangkok il y a quelques semaines et Thomson-CSF a négocié, de son côté, la vente des batteries Crotale. Selon des sources proches des milieux d'armements français, cette vente, si elle se concrétise, sera assez exceptionnelle car son montant requiert un montage financier très compliqué. « En dehors des Crotale, des AMX et des F-16, il n'y a pas d'autre grand contrat militaire à prévoir pour l'instant », indiquent les mêmes sources. L'armée thaïlandaise devrait utiliser les batteries Crotale pour protéger les sites stratégiques du royaume.

J.-C. P.

## AFRIQUE

ALGERIE : à l'occasion de l'examen de la nouvelle loi électorale

## Les relations entre le gouvernement et le FLN s'enveniment

La commission juridique de l'Assemblée populaire nationale étudie actuellement la nouvelle loi électorale, que le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali compte présenter aux suffrages des députés, au cours d'une prochaine session extraordinaire. Une partie de la direction du FLN, l'ancien parti unique, a saisi ce prétexte pour manifester son opposition au premier ministre et à sa politique.

## ALGER

de notre correspondant

Le texte doit débattre bientôt les députés devant remplacer la précédente loi, qui n'avait pas eu le temps d'être appliquée. Ratifiée il y a quelques mois par l'Assemblée, dans la perspective des élections législatives qui auraient dû avoir lieu en juin, cette loi, qui instituait un découpage sur mesure faisant la part trop belle au FLN, est directement à l'origine des émeutes déclenchées par le Front islamique du salut (FIS). Ce dernier, n'entendant pas être frustré d'une probable victoire, avait entamé une grève générale, qui devait conduire à la démission du gouvernement de M. Mouloud Hamrouche et au report des élections.

Contrairement au texte précédent, élaboré dans les coulisses du FLN, le nouveau projet de loi a fait l'objet de nombreux échanges avec les quelque cinquante formations qui composent le paysage politique algérien ; toutes, y compris le Front islamique du salut, dont les dirigeants demeurent emprisonnés, ont eu la possibilité, conformément aux promesses faites par le premier ministre, de faire leurs observations.

Le texte actuellement en discussion institue le scrutin uninominal à deux tours et abaisse à vingt-sept ans l'âge de l'éligibilité. Ses dispositions permettent aussi aux indépendants, que la précédente loi avait implicitement éliminés, de faire plus facilement acte de candidature. Ces indépendants ou les représentants de partis doivent déposer en personne leur candidature auprès des autorités, disposition conçue pour empêcher les dirigeants du FIS emprisonnés de se présenter.

La principale innovation du projet réside cependant dans le découpage des circonscriptions. Pour éviter toute accusation de partialité, la nouvelle carte électorale a été dessinée

à l'aide des seuls critères démographiques : une circonscription pour quatre-vingt mille habitants, avec néanmoins une surreprésentation du Sud, où trente mille habitants seront suffisants pour constituer une circonscription. La nouvelle Assemblée devrait compter 373 députés, contre 542 dans l'actuel Parlement. C'est cette réduction du nombre de sièges qui nourrit une partie des réactions du FLN, seul parti à avoir demandé le maintien du découpage antérieur. Avec le nouveau texte, l'ancien parti unique va en effet devoir sacrifier 169 de ses candidats, dont un certain nombre de députés, qui feront autant de mécontents le jour où la loi sera soumise au vote de l'Assemblée.

## Des députés invités à se déjurer

Autre nouveauté : la quasi-suppression des procureurs de vote, qui, désormais, ne seront autorisés qu'en cas d'empêchement majeur et pour une seule personne. La possibilité qu'avait l'électeur de voter pour son conjoint (en réalité le mari pour son ou ses épouses) sur simple présentation du livret de famille est également supprimée. C'est vraisemblablement autour de ces deux dernières dispositions que les accrochages seront les plus sévères. Les islamistes, qui ont déjà annoncé qu'ils mèneraient campagne pour le rétablissement du vote sur présentation du livret de famille, savent que dans ce combat ils peuvent compter sur de nombreux élus du FLN, hostiles à l'abrogation de procurations qui leur assuraient une belle rente électorale.

Tel qu'il est, le texte gouvernemental suffit à caresser la grotte des députés FLN — la quasi-totalité de la présente Assemblée — invités, à quelques mois d'intervalle, à se déjurer ; mais sa discussion est aussi l'occasion pour la direction du parti, en voie de reprise en main par l'ancien premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, de rappeler que le gouvernement devra encore compter avec elle. Par deux fois en quelques semaines, le FLN a réussi à mettre le gouvernement de M. Ghozali dans l'embarras : d'abord, lors du vote de la loi de finances, en perpétrant le système des prix subventionnés que le gouvernement lui demandait d'abolir ; ensuite, voici quelques jours, en retardant la session extraordinaire au cours de laquelle doit être examiné le projet de loi électorale.

GEORGES MARION

## LIBERIA

## Le chef rebelle Charles Taylor a accepté de désarmer ses troupes

Le chef des maquisards du Front national patriotique du Liberia (FNPL), M. Charles Taylor, a accepté de désarmer et de regrouper ses troupes, indique un communiqué final, publié mardi 17 septembre, à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), à l'issue d'un sommet qui a réuni les chefs d'Etat ou représentants de dix pays d'Afrique de l'ouest pour trouver une solution à la crise libérienne. Selon ce texte, les troupes du FNPL, qui contrôlent la quasi-totalité du Liberia, déposeront leurs armes dans des entrepôts, supervisés par la Force ousé-afrique d'interposition. En échange, le gouvernement intérimaire installé à Monrovia s'est engagé à réduire le rôle du Nigeria au sein de la force d'interposition, rôle que le dirigeant du FNPL a toujours contesté.

Les participants au sommet — M. Taylor y était aux côtés du président libérien par intérim, M. Amos Sawyer — sont convenus de « remodeler et renforcer » la Force d'interposition, que des soldats sénégalais devaient prochainement rejoindre. (AFP, Reuters).

## LIBYE

## Plus de cinq cents Nigériens auraient été expulsés

La Libye aurait expulsé en moins d'un mois cinq cent vingt-deux Nigériens. Le 29 août, deux cent quatre-vingt-dix sept ressortissants du Nigeria avaient été renvoyés par avion, et-on, après, mardi 17 septembre, de bonne source, à Lagos. La semaine dernière, un deuxième avion en provenance de Tripoli s'était arrêté à Lagos, avec deux cent vingt-cinq autres expulsés à son bord.

Les autorités de Lagos soupçonnent Tripoli d'avoir ainsi « infiltré » au Nigeria ces gens, « retournés » et spécialement entraînés pour des missions subversives. La Libye a démenti ces allégations, affirmant que les Nigériens expulsés l'ont été en raison de leur situation irrégulière.

Le contentieux entre les deux pays date du conflit au Tchad. Il a rebondi avec l'évacuation par les Américains, en décembre 1990, d'anciens prisonniers de guerre libyens au Tchad, eux aussi « retournés » et préparés à d'éventuelles opérations contre le régime du colonel Kadhafi. Après leur évacuation du Tchad, deux cents d'entre eux avaient transité par le Nigeria, le Zaïre et le Kenya, avant d'être accueillis aux Etats-Unis. (AFP)

**CAP BÉNAT** DOMAINE PRIVÉ (NAB)

**les 3 dernières villas prestigieuses**  
à 3 minutes de la mer par les sentiers privés

4 chambres  
4 salles de bain  
piscine

Terrains à partir de 3700m<sup>2</sup> de 6.800.000 à 7.950.000 francs TTC

UNIVISION DÉCEMBRE 1991

Pour recevoir une documentation gratuite, retourner ce coupon à :  
A TOUCH OF GOLF - La Providence - 2, place Sully 93870 Bessy-sur-Isère - Tél : 94.69.72.80

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

مكتبة من الأصل



هكذا من الاجل

# DIPLOMATIE

## Cent soixante-six pays membres de l'organisation L'ONU accueille les Etats baltes et les deux Corées

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Au cours de la première journée de sa quarante-huitième session, l'Assemblée générale des Nations unies a admis par acclamation, mardi 17 septembre, les candidatures déposées par la République démocratique et populaire de Corée, la République de Corée, les Etats fédérés de Micronésie, les îles Marshall (deux archipels de l'océan Pacifique) et les trois Républiques baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), chaudiement ovationnées, ce qui porte à 166 le nombre total des pays membres de l'organisation.

A l'extérieur du bâtiment de l'ONU, de nombreuses personnes, certaines portant le costume national de l'un des Etats baltes, étaient venues applaudir le lever des couleurs de ces pays.

### Un Saoudien élu à la présidence

A l'occasion de leur brève intervention devant l'Assemblée générale, MM. Arnold Rüütel, Anatolij Gorbounov et Vytautas Landsbergis, respectivement présidents d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, ont réaffirmé leur volonté d'obtenir un retrait des troupes soviétiques encore stationnées sur leur territoire désormais indépendant bien avant la

date de 1994 proposée par Moscou. Les trois présidents s'étaient précédemment entretenus avec M. George Bush à Washington, et le président américain les avait assurés qu'il « userait de son influence, autant que possible », pour obtenir ce résultat.

Dans la matinée, l'Assemblée générale a également élu à sa présidence l'ambassadeur d'Arabie saoudite à l'ONU, M. Samir Shihab, de préférence à Sir Michael Thomas Somare, le ministre des affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour succéder à l'ancien président, M. Guido de Marco (Malte). M. Samir a recueilli dès le premier tour 83 voix (contre 47 pour M. Somare et 20 voix pour l'ambassadeur du Yémen aux Nations unies, M. Abdalla Al-Asfal), soit plus que le minimum de 76 voix requis pour ce scrutin.

Ce résultat a constitué une surprise, dans la mesure où le représentant de Papouasie était donné gagnant par la plupart des commentateurs. Mais l'ambassadeur d'Arabie saoudite — un pays qui s'est intéressé à l'ONU essentiellement depuis la crise du Golfe — a rattrapé son retard à l'approche de la consultation à la suite d'un intense travail diplomatique, au cours duquel il s'est, semble-t-il, montré particulièrement attentif aux préoccupations financières de certains petits pays.

SERGE MARTI

## La visite de M. Mitterrand dans les Länder de l'Est

## Paris et Bonn veulent encourager les investissements français en Allemagne

M. François Mitterrand entame mercredi 18 septembre un voyage officiel de trois jours en Allemagne (le Monde du 18 septembre), qui le conduira, après une étape à Bonn où il sera reçu à déjeuner par le chancelier Helmut Kohl, à Berlin et dans les nouveaux Länder.

En invitant le chef de l'Etat français à ce voyage dans l'est de l'Allemagne, le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, veut faire prendre conscience à ses concitoyens de l'ancienne RDA que l'unification ne signifie pas seulement pour eux un changement brutal de système économique et social, mais aussi l'entrée dans un nouveau réseau de relations politiques et culturelles, avec la France en particulier.

C'est ainsi qu'on l'entend également à Paris : ce voyage doit signifier aux nouveaux Länder que la relation privilégiée entre les deux pays les englobe désormais. C'est aussi l'occasion pour le président de la République de faire une mise au point sur ce qu'est et ce qu'a été, ces deux dernières années, sa politique envers l'Allemagne, de tenter de mettre un terme aux critiques et aux suspicions que lui valent entre autres sa dernière visite en Allemagne orientale : c'était en décembre 1989, quand, un mois après l'ouverture du mur de Berlin, il était venu rencontrer les dirigeants commu-

nistes réformateurs d'une RDA dont les jours étaient pourtant comptés.

Une partie de la presse allemande a emboîté le pas ces derniers semaines, aux critiques de l'opposition française sur l'attitude de M. Mitterrand face aux bouleversements qui affectent tout l'est de l'Europe. Il leur répondra lors des deux discours qu'il doit prononcer à Berlin, mercredi soir et jeudi matin. Il devra aussi, au cours de ces entretiens politiques, notamment mercredi à Bonn avec le chancelier, aborder les sujets qui font l'objet entre les deux pays d'approches sensiblement différentes. Cela va de l'avenir de la Communauté européenne, de la question de son élargissement, à la crise yougoslave.

On souhaite aussi, à Paris comme à Bonn, encourager les investissements français dans l'est de l'Allemagne. La France est déjà au premier rang des investisseurs étrangers dans cette région (lire notre encadré), mais on voudrait, si possible, intéresser à ce mouvement des petites et moyennes entreprises. M. Mitterrand visitera dans l'est deux entreprises rachetées par des sociétés françaises. Il aura l'occasion de s'entretenir avec la présidente de la Treuhänder, l'organisme chargé de la privatisation de l'économie est-allemande, ainsi qu'avec les dirigeants des cinq nouveaux Länder.

Enfin, le voyage comporte une importante partie culturelle. Là encore, la France a déjà fait un effort remarquable en décidant

notamment d'ouvrir trois nouveaux centres culturels : à Rostock, Dresde et Leipzig. M. Mitterrand doit visiter l'Albertinum de Dresde et achever son voyage, vendredi à Weimar, par la maison de Goethe et le château de la Wartburg, où Luther traduisit la Bible.

C. T.

### La France au premier rang dans l'ex-RDA

L'industrie française est de loin le premier investisseur étranger dans l'ex-RDA, avec un total à la fin août de 6,4 milliards de deutschemarks (22 milliards de francs), a annoncé mardi 17 septembre la Treuhänderstat, holding des entreprises publiques est-allemandes. Sur 158 entreprises vendues à des groupes étrangers, 47 l'ont été à des groupes français, ce qui aurait permis de maintenir 55 300 emplois. Au total, la Treuhänder a privatisé au 31 août totalement ou partiellement 3 378 entreprises, employant 578 387 personnes, ce qui lui a rapporté 12,5 milliards de D.M. Les acheteurs ont promis d'investir un total de 70,4 milliards de D.M. — (AFP)

## Changements en Europe de l'Est, contraintes budgétaires

## Le Canada va fermer ses deux bases en Allemagne

MONTREAL  
correspondance

Le Canada a annoncé la fermeture d'ici quatre ans de ses deux bases en Europe et la réduction de ses effectifs militaires de 10 %. Ce programme devrait permettre d'économiser 11 milliards de dollars canadiens au cours des quinze prochaines années. Le ministre de la Défense, M. Marcel Masse, a indiqué que le Canada fermerait la base de Baden-Soellingen en 1994, et celle de Lahr l'année suivante, et ne maintiendrait qu'une présence symbolique d'un millier d'hommes en Europe : 800 emplois militaires et 1 000 emplois civils seront éliminés progressivement en trois ans pour ramener les effectifs de 84 000 à 76 000. Le nombre de réserves militaires, en revanche, passera de 29 000 à 40 000 personnes. Seule la marine est épargnée par les compressions, l'armée et l'aviation devant composer avec chacune 3 000 hommes en moins. Le ministre compte cependant investir massivement dans la modernisation de ses équipements au cours des quinze prochaines années.

Ottawa examine actuellement la possibilité de se doter d'un satellite de surveillance militaire et d'acquiescer six sous-marins à propulsion conventionnelle. Comme prévu, la marine obtiendra une nouvelle frégate et trente-cinq hélicoptères. Cette nouvelle orientation du ministère de la Défense s'appuie sur les changements survenus ces derniers mois en Europe de l'Est et sur les contraintes budgétaires que connaît le Canada. Si le déficit budgétaire fédéral continue de se creuser au même rythme qu'actuellement, il devrait atteindre 37,4 milliards de dollars au terme de l'année fiscale en cours, contre 30,5 milliards prévus au budget voté en février dernier.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

□ L'Albanie est définitivement intégrée à la CSCE. — Le président albanais, M. Ramiz Alia, a signé à Paris, mardi 17 septembre, la Charte de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), mettant ainsi fin à plus de quinze années de boycottage du processus de la CSCE par son pays. Dans son allocution, M. Alia a évoqué la « grave crise économique » dont l'Albanie ne pourra sortir qu'avec l'aide de la communauté internationale. La

Commission européenne a annoncé, le même jour, à l'issue d'une réunion des vingt-quatre pays occidentaux qui soutiennent le redressement économique des pays de l'Est (G 24), que l'Albanie allait recevoir, dans les prochains mois, une aide d'urgence de 150 millions de dollars. La Communauté européenne va, de plus, envoyer 250 000 tonnes de vivres en Albanie et négocier avec Tirana un accord de commerce et de coopération. — (AFP, Reuters)

# AMÉRIQUES

## PÉROU

## M. Bush appelle le Congrès à accorder 94 millions de dollars d'aide à Lima

Le président George Bush a souligné, mardi 17 septembre, les « progrès » fait par le président péruvien Alberto Fujimori en matière de respect des droits de l'homme et a appelé le Congrès à débloquer 94 millions de dollars pour l'aider à combattre le trafic de drogue.

M. Bush, qui recevait M. Fujimori à la Maison Blanche, a averti que si le Congrès n'accordait pas cette aide, le trafic de cocaïne se poursuivrait et la violence augmenterait au Pérou.

Quatre commissions du Congrès ont suspendu 94 millions de dollars d'assistance à la lutte anti-droque, dont 34 millions d'aide de sécurité, critiquant les violations des droits de l'homme par l'armée péruvienne dans sa lutte contre la guérilla. 60 % des feuilles de coca produites dans le monde le sont dans la haute vallée de Huallaga, contrôlée par la guérilla maoïste du Sentier lumineux.

Le programme américain prévoit l'envoi au Pérou de quelques dizaines d'experts militaires chargés de la formation de l'armée péruvienne à la lutte contre les trafiquants. Ces experts ne doivent cependant pas être envoyés dans les zones de combat. L'aide économique doit être consacrée en partie à la recherche de cultures de substitution pour les paysans péruviens producteurs de coca. — (AFP)

□ ETATS-UNIS : abandon des poursuites contre le colonel North dans le scandale de l'Iranguate. — Un juge fédéral qui devait statuer sur la validité des condamnations pénales du colonel Oliver North (l'une des figures centrales du scandale de l'Iranguate) a ordonné, lundi 16 septembre, la fermeture du dossier. Le procureur Lawrence Walsh, chargé de l'enquête judiciaire sur cette affaire, avait requis l'abandon des poursuites. Le colonel North avait déjà été condamné à deux ans de mise à l'épreuve et à 150 000 dollars d'amende pour avoir notamment fourni des armes à la Contre du Nicaragua, en utilisant les profits de ventes secrètes d'armes à l'Iran. — (AFP, UPI)

□ Une parlementaire du Panama mise en cause dans le cadre du procès Noriega. — Un ancien trafiquant de drogue américain devenu informateur, M. Max Mermelstein, a identifié, mardi 17 septembre, une parlementaire du Panama, Mme Balbina Herrera, comme la personne représentant les intérêts du général Manuel Noriega, au cours du procès de l'ancien homme fort du Panama qui se tient à Miami (Floride). M. Mermelstein, qui a introduit 55 tonnes de cocaïne aux Etats-Unis, a affirmé qu'il avait discuté avec elle de droits d'atterrissage des avions du cartel de Medellín au Panama, de la libre circulation des trafiquants dans le pays et d'achat d'armes. — (AFP)

□ CUBA : quatre dissidents condamnés à la prison pour avoir manifesté. — Quatre dissidents cubains ont été condamnés, mardi 17 septembre, à des peines de prison allant de dix à vingt-quatre mois pour avoir manifesté, le 6 septembre dernier, devant le siège de la Sécurité nationale pour réclamer la libération des prisonniers politiques. Trois des quatre dissidents, accusés d'incitation à la violence et au désordre, sont membres du mouvement pacifiste Solidarité et paix. — (Reuters)

## La Lettonie, la Lituanie et l'Estonie veulent récupérer leurs locaux diplomatiques à Paris

La première chambre de la cour d'appel de Paris se prononcera le 2 octobre sur l'appel formé par les Républiques de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie contre une ordonnance du président du tribunal de Paris du 25 juin, qui se déclarait incompétent pour autoriser une procédure préliminaire visant à faire constater l'occupation des locaux diplomatiques des Etats baltes par l'URSS.

A la fin de l'année 1935, la République d'Estonie devenait propriétaire d'un immeuble, au 4 de la rue du Général-Apert, qui fut affecté à sa mission diplomatique. Cependant, après la signature du pacte germano-soviétique, qui conduisit à l'annexion de l'Estonie par l'URSS, ces locaux ont été occupés par les diplomates soviétiques. Selon le même processus, les locaux des légations de la Lituanie, 8, rue de Prony, et de la Lettonie, place Malesherbes, ont été utilisés par le corps diplomatique soviétique.

Désormais indépendantes, les trois Républiques baltes entendent faire valoir leurs droits sur des immeubles régulièrement acquis avant leur annexion. Dans ce but, elles ont d'abord saisi le

président du tribunal civil de Paris afin d'obtenir l'autorisation de faire constater par un huissier que leurs immeubles ou terrains, lorsqu'il y a eu reconstruction, sont occupés par des fonctionnaires de l'URSS. Cette action a été faite par le biais d'une requête, procédure très particulière qui n'est ni contradictoire ni publique. Dans un premier temps, il s'agit, pour les Etats baltes, d'obtenir une constatation officielle et judiciaire de l'occupation de leurs locaux afin de pouvoir, dans les meilleures conditions, intenter une deuxième procédure destinée à faire reconnaître leur qualité de propriétaires par le tribunal civil. Car la chose n'est pas évidente. En droit français, l'occupation depuis plus de trente ans constitue une sorte de titre.

### Justice et diplomatie

L'article 2262 du code civil consacre cette prescription de trente ans, que le jargon juridique désigne d'ailleurs par le doux terme d'usucapion.

Dans son ordonnance, rendue le 25 juin, M. Robert Diet, alors président du tribunal civil de Paris, s'est déclaré incompétent en constatant que « l'immunité de juridiction s'impose » en application des conventions de

Vienne du 18 avril 1961 et du 24 avril 1963 stipulant l'« inviolabilité » des locaux des missions diplomatiques et consulaires.

Les Etats baltes ont fait appel et, mardi 17 septembre, la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Myriam Eratty, premier président, s'est penchée à son tour, à huis clos, sur la délicate demande présentée par M. Jean-Pierre Spitzer, conseil des trois Républiques. L'avocat général, Bernard Delafaye, a estimé que la requête était irrecevable. De nombreux obstacles se présentent, car il n'est pas certain que les tribunaux français soient compétents.

En outre, depuis la décision du président Diet, l'URSS a reconnu officiellement l'indépendance des Etats baltes, et certains juristes se demandent si une décision judiciaire, même préliminaire, serait opportune dans un litige dont l'existence n'est plus aussi évidente. Ce discours « diplomatique » que même les magistrats ne dédaignent pas pourrait se poursuivre, toujours à huis clos, sous d'autres lambris, dans d'autres encadrements, entre ambassadeurs.

MAURICE PEYROT

## Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun à leur tour.

CONFÉRENCES	11 H 00	14 H 00	15 H 00	16 H 00
JEU 19 SEPTEMBRE	Gestion : • Améliorer la gestion de son entreprise grâce à Macintosh •	Rencontre avec Système 7 •	Couleurs : le traitement de l'image de qualité photographique passe par Macintosh •	Réseaux : • Macintosh, un réseau pour travailler ensemble •
VENDREDI 20 SEPTEMBRE	Numeris : • Macintosh et Numeris : entrez dans l'ère de la communication riche •	Rencontre avec Système 7 •	Bureau d'études : • La CAO mécanique : les atouts de Macintosh •	

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple.  
Apple Expo est au Cnit/La Défense, du 18 au 21 septembre 1991.



Apple Expo



## POLITIQUE

Réunie pour entendre les trésoriers du PCF, des Verts et du FN

## La commission d'enquête sur le financement des partis a été piégée par M. Le Pen

La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales devait recevoir, mercredi 18 septembre, les trésoriers de campagne des trois principaux candidats à la dernière élection présidentielle, parmi lesquels le garde des sceaux, M. Henri Nallet, qui était, alors, responsable du financement de la campagne de M. François Mitterrand. La veille, la première audition publique de la commission a été essentiellement marquée par la présence, inopinée, de M. Jean-Marie Le Pen, qui est venu dénoncer le « climat de corruption de la vie publique ».

Piégée : dès la première audition publique de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales et des partis politiques, la représentation nationale s'est sentie tout de suite piégée. Pour un mardi qui devait être d'autant plus ordinaire qu'il n'y avait pas de séance prévue à l'Assemblée nationale, il y avait, en effet, beaucoup plus de policiers que d'habituelle pour bloquer, éventuellement, l'entrée du palais, à un élu du peuple. Ce mardi 17 septembre, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, avait été annoncé, alors que personne ne l'avait invité. Et cela, seul, devait suffire pour qu'il se fût assis.

Au deuxième sous-sol de l'Assemblée nationale, au même moment, des fonctionnaires vont jusqu'à incriminer les pesanteurs de leur maison. Il se trouve en effet que ce jour-là, où l'on attend, précisément, le plus de monde, toutes les grandes salles sont retenues. Demain, c'est promis, quand l'indifférence aura gagné, la salle sera plus vaste... A une entrée, les huissiers continuent tant bien que mal les journalistes. A l'autre, on aperçoit des gendarmes, au cas où... C'est qu'on ne sait pas bien à quelle heure M. Le Pen doit arriver.

En l'absence de M. Jean-François Deniau, président de la commission, M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de Haute-Savoie, fait son entrée, impérial. Après seize auditions à huis clos, il faut encore quelques minutes aux députés pour se mettre au clair. Puis, pour la première fois, une commission d'enquête ouvre ses portes. A l'extrême droite du président, M. Philippe Séguin restera

imperturbable jusqu'au bout, tandis qu'en face les députés socialistes demeureront quasi muets. « Nous ne sommes pas un tribunal », commence M. Mazeaud.

M. Nicole Catala, MM. Robert Pandraud et Jean-Louis Debré, députés RPR, rappellent qu'en raison du règlement de l'Assemblée nationale beaucoup d'affaires ne pourront pas être évoquées devant la commission (socialiste), M. Jean Le Garrec se défend des « procédures inquisitoriales » de la commission, récemment invoquées, dit-il, par « un homme politique ».

« Vous êtes un peu comme les chiffonniers d'Emmaüs. Vous nous présentez les comptes d'une petite campagne, alors que vous êtes l'inventeur du système des bureaux d'études. Il y a chez vous de l'argent qui vient du racket des collectivités locales. Cela fait déjà deux fois qu'on entend les mêmes mensonges. La vérité ne peut pas sortir des travaux de cette commission ».

dans la presse qu'un diplomate des pays de l'Est vous aurait remis de l'argent en liquide. On connaît votre démenti. Mais comme, cette fois, vous témoignez sous serment... », demande M. Pandraud.

« Vous êtes un peu comme les chiffonniers d'Emmaüs. Vous nous présentez les comptes d'une petite campagne, alors que vous êtes l'inventeur du système des bureaux d'études. Il y a chez vous de l'argent qui vient du racket des collectivités locales. Cela fait déjà deux fois qu'on entend les mêmes mensonges. La vérité ne peut pas sortir des travaux de cette commission ».

accuse M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, sans en courir le moindre reproche du président de la commission.

M. Jean-Marie Le Pen vient de faire son entrée dans la salle, à l'heure prévue pour l'examen des comptes de sa propre campagne, en 1988. Il n'a pas été invité. Il sait déjà qu'il ne sera pas entendu. Mais qu'importe ! Il s'assoit sagement dans le petit espace réservé au public et à la presse, et sa seule présence suffit déjà à perturber les travaux. Quand vient le tour du trésorier du Front national, dont chacun sait bien qu'il n'est pas là, M. Le Pen se lève, pour l'excuser. Le président de la commission, M. Mazeaud, l'interrompt fermement, puis décide une suspension de séance. « Mais j'obtempère, monsieur le président. Je parlerai donc dehors, et ça n'en aura que plus de poids. » Entouré d'anciens

chiffonniers d'Emmaüs.

Dans un coin de la petite salle, le trésorier du Parti communiste, M. Pierre Sotura, peut alors prendre place pour exposer ce qui était déjà contenu dans le Journal officiel en application de la loi du 11 mars 1988. La campagne de M. André Lajoinie n'a coûté que quelques 33 millions de francs, alors que le plafond légal s'établit à 120 millions de francs. « On a lu

accuse M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, sans en courir le moindre reproche du président de la commission.

M. Jean-Marie Le Pen vient de faire son entrée dans la salle, à l'heure prévue pour l'examen des comptes de sa propre campagne, en 1988. Il n'a pas été invité. Il sait déjà qu'il ne sera pas entendu. Mais qu'importe ! Il s'assoit sagement dans le petit espace réservé au public et à la presse, et sa seule présence suffit déjà à perturber les travaux. Quand vient le tour du trésorier du Front national, dont chacun sait bien qu'il n'est pas là, M. Le Pen se lève, pour l'excuser. Le président de la commission, M. Mazeaud, l'interrompt fermement, puis décide une suspension de séance. « Mais j'obtempère, monsieur le président. Je parlerai donc dehors, et ça n'en aura que plus de poids. » Entouré d'anciens

chiffonniers d'Emmaüs.

Dans un coin de la petite salle, le trésorier du Parti communiste, M. Pierre Sotura, peut alors prendre place pour exposer ce qui était déjà contenu dans le Journal officiel en application de la loi du 11 mars 1988. La campagne de M. André Lajoinie n'a coûté que quelques 33 millions de francs, alors que le plafond légal s'établit à 120 millions de francs. « On a lu

Les débats sur l'avenir de la gauche

## Le PCF demande au PS de revenir sur son refus d'organiser une « confrontation d'idées »

Au lendemain de la Fête de l'Humanité, la direction du PCF a décidé de réunir son comité central, les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre, pour préparer les « centaines de débats » prévus pour le cours de l'automne. D'autre part, le rédacteur en chef du quotidien communiste, Claude Cabanes, s'est étonné, mercredi 18 septembre, du refus opposé par le PS à la « confrontation d'idées » proposée par M. Georges Marchais. De leur côté, forts du succès de leur premier colloque public des 7 et 8 juin, les inspirateurs du manifeste « Refondations », qui réuniront, depuis sa parution dans le Monde, le 16 avril dernier, beaucoup de communistes et de socialistes critiques, ainsi que des personnalités de gauche indépendantes, ont annoncé, mardi 17 septembre, l'organisation d'une nouvelle « confrontation nationale » le samedi 30 novembre à Paris.

Peut-on exhorter les communistes français à se montrer plus « ouverts » et à refuser de dialoguer avec eux quand ils le souhaitent ? Le rédacteur en chef de l'Humanité n'a pas manqué, mercredi 18 septembre, dans les colonnes du quotidien du PCF, de placer les dirigeants socialistes devant cette contradiction, en rappelant que c'est M. Pierre Mauroy lui-même

qui avait proposé à M. Georges Marchais, au cours de leur déjeuner du 6 juin, d'organiser un colloque public pour permettre aux socialistes et aux communistes d'ouvrir « un dialogue nouveau ».

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, ayant estimé lundi que la « confrontation d'idées » souhaitée la veille par le secrétaire général du PCF ne serait pas « à l'ordre du jour » tant que la direction du PCF ne tirerait pas « toutes les conséquences de la fin du communisme dans les pays de l'Europe de l'Est », Claude Cabanes écrit en effet, sans sans ironie : « Cette fin de non-recevoir nous attriste et nous espérons vivement et sincèrement qu'elle n'est qu'un mouvement d'humeur passager. En dehors du fait que nous ne portons aucune responsabilité dans la situation catastrophique à laquelle a conduit le socialisme des casernes et de la pénurie à Moscou ou ailleurs (...) on peut se demander si Jean-Jack Queyranne a sérieusement pris connaissance des fruits de la réflexion des communistes français au cours de leur dernier congrès (...) On ne nous croit pas sur parole. Alors, mettons toutes les cartes sur la table devant tout le monde. On peut estimer pour le moins curieux de refuser le dialogue avec le PCF de 1991, qui a si profondément bouleversé ses analyses, ses comportements et ses pratiques, alors que le Parti socialiste signait le programme commun de 1973 qui faisait encore référence à la « dictature du prolétariat » (...). On peut juger également étrange de déclarer le PCF « infréquentable » en 1991 pour un colloque alors que quatre ministres com-

munistes entraient en 1981 dans le gouvernement Mauroy, le mur de Berlin était toujours debout, Léon Brejnev régnait au Kremlin et le PC de l'Union soviétique faisait la pluie et le beau temps sans partage en URSS (...). La confrontation des communistes et des socialistes serait utile à toutes les forces populaires, conclut le rédacteur en chef de l'Humanité. Nous espérons que le Parti socialiste surmontera un réflexe ombrageux mais éphémère. Ce moment de vérité élèverait pour une fois la politique à d'autres hauteurs que celle des manœuvres. »

« Refondations » n'exclut pas de participer aux élections

De la part de la direction du PCF, cette stratégie de la main tendue à un PS dont la dérive à droite est par ailleurs sans cesse montrée du doigt aux militants vise notamment, dans l'immédiat, à empêcher les dirigeants socialistes de nouer des rapports privilégiés avec les communistes contestataires, jugés plus « fréquentables ».

Du coup, les communistes « refondateurs » n'excluent pas d'exprimer leur différence aux prochaines élections. M. Charles Fiterman a indiqué, à ce sujet, mardi 17 septembre, que « toutes les hypothèses sont ouvertes » et que les partisans d'une « refondation » de la gauche française ne peuvent tout de même pas « se désintéresser des élections » même lorsqu'ils pensent, comme M. Max Gallo, à la lumière des taux d'abstention enregistrés aux élections partielles, que « les formes actuelles des partis sont agissantes » et que « la démocratie ne

peut vivre de cette manière ». L'ancien ministre communiste des transports et l'ancien porte-parole socialiste du gouvernement de M. Mauroy participaient à une conférence de presse de la « coordination nationale » mise en place pour développer le mouvement organisé autour du manifeste « Refondations ». Celle-ci a décidé d'organiser, le samedi 30 novembre, une nouvelle rencontre nationale à Paris et de lancer un bulletin pour établir un lien entre tous les signataires du manifeste. S'ils récusent toute trajectoire partisane et refusent de voir « Refondations » se transformer en un parti, la plupart de ceux qui ont accueilli cette initiative avec sympathie réclament en effet un minimum de structure. Une trentaine de « collectifs d'animation » sont d'ailleurs en voie de formation.

Il était donc inévitable que la question du rôle de ces « carrefours » lors des prochaines consultations électorales fût posée. Elle l'est désormais ouvertement.

A. R.

Le maire communiste d'Echirolles (Isère) rejoint les « refondateurs ». — M. Gilbert Biessy, maire d'Echirolles et président du groupe communiste du conseil général de l'Isère, a annoncé son intention de rejoindre le mouvement Refondations, animé par M. Charles Fiterman, en compagnie de trois de ses adjoints. Ville de quarante mille habitants dans la banlieue de Grenoble, Echirolles est la plus importante commune de l'Isère administrée par un maire communiste.

Le conseil général du Val-de-Marne s'est réuni en séance extraordinaire, mardi 17 septembre, à la demande des vingt conseillers d'opposition, qui souhaitent interdire la majorité de gauche de cette assemblée. — L'une des deux seules, avec celle de la Seine-Saint-Denis, présidée par un communiste — sur les événements du mois d'août en Union soviétique.

Le moyen choisi pour provoquer cette discussion était l'inscription à l'ordre du jour, arrêté d'un commun accord, du jumelage du département avec la région de Moscou, du développement de celle-ci et de l'aide qui peut lui être apportée.

Profil bas

M. Gaston Viens, reconstruc-

teur, exclu du PCF en 1989, ancien président du conseil général, a mis en cause son successeur, M. Michel Germa, en observant qu'au moment du putsch, le 19 août, « aucun communiqué n'a été publié, aucun message de solidarité à nos amis moscovites n'a été rendu public ». « Plus grave, a-t-il dit, dans la presse, le président n'a pris aucune distance avec la position de la direction du Parti communiste français, qui s'était contentée de regretter les « conditions inacceptables » de l'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev. » Pour le maire d'Orly, « la présidence dans son ensemble et le bureau du conseil général tout entier n'ont pas été à la hauteur des circonstances ».

Cette intervention a été interrompue par M. Germa, qui a suspendu la séance au milieu du discours de M. Viens. Le maire

viendrait quand même, en grandes pompes, au Palais-Bourbon, et il ne dirait rien d'autre que ce qu'une large fraction de son électeur attend : « Oui, tous pourris ! » Il y avait simplement, mardi après-midi 17 septembre, plus de micros et de caméras qu'il n'y en aura avant longtemps au deuxième sous-sol de l'Assemblée nationale. En cette circonstance, M. Le Pen a même forcé le trait jusqu'à se faire l'apôtre d'une réforme constitutionnelle indispensable au rétablissement de la confiance des Français à l'égard de leurs représentants et des institutions de la République.

Fausse querelle

On veut surtout parler du reste, qui mériterait peut-être plus de circonspection de la part des commissaires-enquêteurs. C'est au moment où M. Le Pen, hilaré, faisait son entrée dans la salle de la commission d'enquête, que d'autres représentants du peuple ont cru pouvoir développer le discours, selon lequel, pour reprendre l'expression de M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, « la vérité ne peut pas sortir des travaux de cette commission ». C'est ainsi qu'au fil de cette tirade le trésorier de la campagne présidentielle du candidat communiste de 1989, M. Pierre Sotura, fut accusé, à la fois, de mensonge, de vol et de racket à l'encontre des collectivités locales.

Or, l'intéressé, présent mais placé en situation de simple « audionné », n'avait pas la possibilité de répondre à un tel réquisitoire, qui s'adresserait demain, sans doute, à un autre dirigeant politique. En revanche, bénéficiant de l'immunité parlementaire et de la complaisance du président de la séance, M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de Haute-Savoie, M. d'Aubert a pu continuer de développer à loisir ses graves accusations sans avoir besoin de fournir aucune preuve pour les étayer.

Il est donc apparu, après tant de leçons données aux magistrats, aux policiers, aux avocats, aux journalistes et à tous ceux dont la fonction professionnelle est de traiter des « affaires », que le législateur a tout simplement oublié de s'imposer à lui-même quelques règles, simples, de déontologie. Après de nombreuses réunions préparatoires, traitées sur le mode du maquignonnage — « je te laisse évoquer telle affaire, tu me laisses telle autre », — les députés ont oublié, encore une fois, que leurs concitoyens attendent de vrais éclaircissements sur le fonctionnement de la vie politique, et non de fausses querelles.

Au soir de cette « première », canalisée admettons de la « création » du travail parlementaire, M. Le Pen pouvait se réjouir d'avoir encore une fois marqué des points.

Le putsch de Moscou et ses conséquences

Le Parti communiste est interpellé dans « son » département du Val-de-Marne

d'Orly a pu reprendre la parole un quart d'heure plus tard, non sans que l'opposition ait vivement protesté contre l'attitude du président, accusé de « stalinisme » par M. Olivier d'Ormesson. Auparavant, M. Patrick Beaudouin (RPR) s'était étonné du silence des communistes et des socialistes du Val-de-Marne pendant le putsch, alors que, d'habitude, « l'assemblée départementale réagit promptement quand les gens se battent pour la liberté ». M. Jacques Martin (RPR) a reproché aux socialistes de préférer « avoir tort avec Marx que d'avoir raison avec ceux qui ont tort pour la liberté ».

Les quarante-neuf conseillers ont voté à l'unanimité l'envoi d'une invitation au futur président de la région de Moscou, pour qu'il puisse faire connaître ses besoins. Le PCF a adopté un profil si bas que ses élus ont même voté un vœu dont l'un des attendus indiquait : « Il appartient au département du Val-de-Marne, à travers son assemblée délibérante, d'apporter son entier soutien au processus démocratique que traduit la disparition du rôle dominant du Parti communiste d'Union soviétique ».

FRANCIS GOUGE

M. Antoine Waechter candidat aux élections régionales dans le Haut-Rhin. — Le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, a été désigné, samedi 14 septembre, comme tête de liste aux élections régionales dans le Haut-Rhin. Dans le département du Bas-Rhin, la liste des Verts sera conduite par M. André Buchmann, conseiller régional sortant, ancienne présidente de l'Association nationale des élus écologistes.

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...

Com

Si on le suit on p...



ivilégié  
socialiste

**Si on peut battre  
les Japonais  
sur les circuits,  
on peut les battre  
sur les routes.**

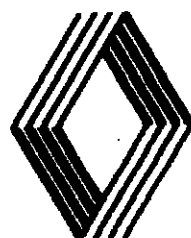
**Comptez sur nous.**

On peut battre les Japonais sur les circuits : avec son moteur, Renault le prouve en Formule 1.

Donc on peut les battre sur les routes. Et Renault le prouve tous les jours en Allemagne : première marque étrangère, Renault y place la Renault 19 et la Clio en tête des voitures importées.

La recette est simple : pour battre les Japonais, il faut d'abord faire d'aussi bonnes voitures qu'eux.

C'est exactement ce que nous sommes en train de faire.



**RENAULT**



## POLITIQUE

Le budget et le « projet socialiste »

M<sup>me</sup> Cresson estime que la situation économique est « saine »

Le conseil des ministres, réuni mercredi 18 septembre, a été entièrement consacré, en dehors du traditionnel tour d'horizon diplomatique du ministre des affaires étrangères, à la présentation et à l'adoption du projet de loi de finances pour 1992. Rendu compte des délibérations du conseil des ministres, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a expliqué que M<sup>me</sup> Edith Cresson avait indiqué que « la situation économique française lui semblait saine » et rappelé « sa volonté personnelle de donner des moyens renforcés à la politique industrielle et aux actions en faveur de la création d'emplois ». Le premier ministre a donc jugé le projet de budget « raisonnable ». D'après M. Lang, le président de la République n'a fait aucun commentaire.

M. Pierre Bérégovoy a souligné que c'était un budget « pour la compétitivité et l'emploi », et que la France « existait mieux que d'autres aux turbulences économiques internationales », puisqu'elle avait « échappé à la récession de 1990 et du premier trimestre 1991 ». Le ministre de l'économie a ainsi assuré que « l'économie française était bien placée pour tirer parti de la légère reprise qui s'annonce ». Pour faciliter cette situation, M. Lang a expliqué qu'il fallait maîtriser les dépenses publi-

ques, non seulement celles de l'Etat, mais aussi celles de la Sécurité sociale et des collectivités locales.

M. Lang a souligné que ce budget ne comportait pas d'augmentation de la fiscalité et que depuis 1988 il y avait eu « 80 milliards de déduction d'impôts dont la moitié pour les entreprises et la moitié pour les ménages ». Il a fait remarquer que dans le même temps la plupart des autres pays industrialisés augmentaient leur fiscalité. Il a aussi expliqué que les experts prévoyaient un taux de croissance de l'économie française en 1992 de 2,4 % et que, si le budget avait été basé sur une hypothèse de 2,2 %, c'était « par prudence », car « il vaut mieux avoir de bonnes surprises que de mauvaises nouvelles, et ainsi nous nous gardons une marge de liberté ».

Le porte-parole du gouvernement a souligné, en conclusion, qu'il y avait un « redéploiement » des dépenses de l'Etat, afin d'assurer le financement des priorités d'avenir. Il a cité celles-ci, dans cet ordre : muséifier l'appareil industriel ; améliorer l'efficacité de la formation ; lutter contre l'exclusion et améliorer le cadre de vie des Français ; enfin assurer la place de la France dans le monde.

L'examen du projet de budget pour 1992, qui commençait mercredi 18 septembre avec sa présentation au conseil des ministres, puis à la commission des finances de l'Assemblée nationale, devrait donner lieu à un débat difficile entre le PS et le gouvernement. Les dirigeants socialistes s'interrogent, d'autre part, sur la meilleure manière, pour eux, de mener le débat sur leur « projet ».

Les dirigeants socialistes avaient exprimé, la semaine dernière, leur inquiétude devant les perspectives du chômage et devant l'insuffisance, selon eux, des dispositions économiques et sociales prévues par le gouvernement pour y faire face (« Le Monde » du 13 septembre). Mercredi, lors de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du PS, ces questions devaient être de nouveau évoquées, sans qu'il soit certain que le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, demande à ce propos un vote, comme il l'avait envisagé il y a

huit jours. Le plan en faveur des petites et moyennes entreprises présenté le 16 septembre par M<sup>me</sup> Edith Cresson a été approuvé par le PS, malgré les réserves qui s'étaient exprimées avant même que les mesures fussent connues. Les dirigeants socialistes ont estimé qu'ils ne pouvaient critiquer des décisions qui apparaissent comme relevant de la seule mission précisément assignée au premier ministre par M. François Mitterrand lors de sa conférence de presse du 11 septembre. En outre, ils veulent croire que ce qui est bon pour les entreprises ne peut pas être mauvais pour l'emploi, même si la méthode retenue par M<sup>me</sup> Cresson leur paraît emprunter un circuit fiscal et financier long et aléatoire. Au demeurant, les aspects fiscaux du plan, précisément, sont toujours, à leurs yeux, sujets à discussion, comme l'ensemble de la partie « sociales » du projet de budget.

Le PS a souligné, au sujet des décisions annoncées par M<sup>me</sup> Cresson, qu'il les reçoit comme une « première étape » dans la mise en place d'un dispositif d'ensemble en faveur de l'emploi. A cet égard, il entend mettre en cause le niveau des

crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que celui des crédits du logement, qui leur paraissent insuffisants pour permettre un traitement économique et social du chômage à la hauteur des besoins. La question de l'utilisation du produit des privatisations partielles devrait donner lieu, elle aussi, à débat. Le groupe de travail sur ce sujet, dont la constitution avait été annoncée la semaine dernière par M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, devait être mis en place mercredi ou jeudi.

## La logique des courants

Les socialistes sont engagés, par conséquent, dans la mise au point de leur « projet », qui doit être soumis au comité directeur le 28 septembre et dont la troisième partie, celle des propositions, est soumise à une rédaction. M. Pierre Moscovici, chargé des études au secrétariat national, doit reprendre, en liaison avec M. Michel Charzat, rédacteur de l'avant-projet, cette partie sur laquelle s'étaient concentrées les

observations des dirigeants du parti lors du « séminaire » des 11 et 12 septembre. La réunion des représentants des différents courants, prévue pour le 23 septembre, montrera si la méthode d'un texte commun « à options » pourra s'imposer, ou bien si les chefs de file préféreront mesurer leur audience au sein du parti sur la base d'amendements.

Officiellement, à l'exception de M. Jean-Pierre Chevènement et, sans doute, de la Gauche socialiste (nouvelle appellation de la Nouvelle Ecole socialiste de M<sup>me</sup> Julien Day et Jean-Luc Mélenchon depuis sa fusion avec le courant de M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann), les responsables de courant privilégient la première méthode, qui suppose un accord sur l'essentiel, tout en laissant une marge de choix sur des questions secondaires. Faut-il tel accord, la logique des courants pourrait conduire à « verrouiller » davantage le débat — chaque courant présentant son lot d'amendements — mais au risque de provoquer, en réaction, une expression plus anarchique des objections et des différences de point de vue.

P. J.

La « journée de réflexion » des députés RPR

## Les résultats des élections partielles inquiètent les responsables chiraquiens

Le groupe RPR de l'Assemblée nationale s'est réuni, mercredi 18 septembre à Paris, pour une « journée de réflexion ». A six mois des élections départementales et régionales, l'évolution de l'électorat de l'opposition préoccupe les dirigeants du mouvement chiraquien.

Le RPR s'inquiète de son implantation et de son influence locale, à la lumière du résultat des élections partielles de dimanche dernier. Le niveau record des abstentions est dû à une démotivation des électeurs qui se rattachaient à toutes les familles politiques traditionnelles, donc — entre autres — au RPR. Une analyse plus fine des résultats peut faire également apparaître un glissement d'une fraction de l'électorat habituel de l'opposition vers l'extrême droite et, dans une moindre mesure, en direction des Verts, pour des considérations souvent très locales.

Depuis quelques temps déjà, à l'occasion de diverses élections partielles, à travers les sondages d'opinion et aussi grâce à tous les moyens de connaissance de leur

électorat que possèdent les partis politiques, les dirigeants du RPR commencent à percevoir cette évolution. A défaut de l'annoncer publiquement, plusieurs responsables établissent en privé certaines des causes de cette désaffection qui, selon eux, peuvent encore être supprimées si des remèdes leur sont appliqués à temps. Il s'agit, tout d'abord, de renouveler et de rajouter dans bien des cas les candidats eux-mêmes. Ainsi, à Saint-Nazaire, M. Garnier a, sans diverses étiquettes gaullistes, concouru fréquemment, mais toujours sans succès, à de nombreuses élections.

Ainsi à Marseille, et plus généralement dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les bastions gaullistes se sont peu à peu effilés et aucun des anciens leaders locaux n'a été remplacé, tandis que les querelles internes ont éparpillé et découragé certains militants. C'est le cas dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et les Alpes-Maritimes, alors que, dans le Var, le RPR dispose plus qu'une seule circonscription législative, assiégée par l'UDF et pas toujours bien défendue par la direction parisienne du mouvement. La situation n'est certes pas la même dans toutes les régions,

mais elle est perçue comme un signal d'alarme assez strident pour qu'un effort soit intensifié en faveur des collectivités territoriales. Ainsi, l'Association nationale pour la démocratie locale qu'anime M. Dominique Perben, député de Saône-et-Loire et maire de Chalon, a-t-elle décidé de développer son action. Installée dans de nouveaux locaux, 282, boulevard Saint-Germain, à Paris, animant soixante-deux associations départementales, où se retrouvent des élus RPR et divers modérés, éditant un mensuel à trente-cinq mille exemplaires, elle se fixe deux objectifs : former des candidats pour les prochaines élections locales et fournir des conseils aux élus de l'opposition dans les assemblées où ils sont minoritaires.

## Voie moyenne

Mais le résultat des élections partielles interpellent aussi les dirigeants du RPR sur la nature du message qu'ils adressent aux électeurs. Si les thèmes choisis par eux correspondent aux préoccupations actuelles des Français, pourquoi ne sont-ils pas davantage approuvés,

se demandent-ils. Beaucoup répondent à cela que le ton du langage employé n'est pas adapté à la perception d'un électorat aujourd'hui davantage sensible à un discours plus direct, plus simple, plus concret. Une voie moyenne est donc recherchée entre le populisme claironnant de M. Le Pen, la gouaille démagogique de M. Tapie, la familiarité imagée de M<sup>me</sup> Cresson à ses débuts, et la froideur énarcbique d'un exposé documenté et rigoureux. Plus de spontanéité et d'improvisation sont attendues de ceux qui demeurent trop fidèles à des démonstrations impeccables mais écrites.

Mais c'est sur le fond aussi que le RPR devra adapter ses prises de position, pour rester à l'écoute des électeurs hésitants, en tenant compte de leurs attentes et en les convainquant que ses solutions sont les plus judicieuses. C'est notamment pour cette raison que le groupe de réflexion du groupe RPR à l'Assemblée nationale devait être consacré essentiellement à l'éducation nationale, à l'agriculture, au logement, à l'immigration, à l'insécurité, c'est-à-dire à la vie quotidienne des électeurs.

ANDRÉ PASSERON

A l'Assemblée nationale

## M. Jacques Barrot devient président du groupe UDC

Les députés centristes, réunis mardi 17 septembre à Epervain (Marne), ont élu M. Jacques Barrot à la présidence de leur groupe de l'Assemblée nationale, où il remplacera M. Pierre Méhaignerie, qui dirigeait le groupe UDC depuis juin 1988. M. Barrot, secrétaire général du CDS, a obtenu 27 voix sur 31. M. Edmond Alphandéry, député du Maine-et-Loire, qui avait envisagé de briguer la succession de M. Méhaignerie, y a, au dernier moment, renoncé.

Ancien militant de la Jeunesse étudiante chrétienne, fondateur en 1969 avec Joseph Fontanet et Jacques Duhamel du Centre démocratique et progressiste (CDP), M. Barrot, cinquante-quatre ans, est secrétaire général du Centre des démocrates sociaux (CDS) depuis 1984, fonction qu'il avait déjà occupée en 1976 et 1977.

Il est député de la Haute-Loire où il a été élu pour la première fois en 1987. Maire d'Yssingeaux depuis 1989, et président du conseil général de la Haute-Loire depuis 1986, M. Barrot a été secrétaire d'Etat au logement de 1974 à 1978, dans les gouvernements de M<sup>me</sup> Chirac et Barre, puis ministre du commerce et de l'artisanat, ministre de la santé et de la Sécurité sociale jusqu'à la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing.

POINT DE VUE

## Une majorité capable de gouverner

par Gérard Vignoble

Il est grand temps que la classe politique, dans son ensemble, accepte de regarder les choses en face. Elle doit évoluer et sortir du carcan gauche-droite si elle ne veut pas rejeter une part importante de l'électorat vers les extrêmes, ni fermer durablement dans la défense d'intérêts personnels et catégoriels au détriment de l'intérêt général. Dans une Europe en pleine évolution, dans un monde qui n'en finit pas de bouger, comment la France peut-elle avoir, aujourd'hui, une politique cohérente sans une ligne unitaire, réunissant la majeure partie de son peuple ?

Il est clair que les Français ne supportent plus la politique de harcèlement et la caricature permanente que l'on veut donner des positions de l'adversaire. Ils ne sont pas nés et ils ne le seront pas, nous ne sommes plus dans une démarche de proposition, de contribution, mais dans un processus de dégradation continue du monde politique et de ses institutions. Ils ressentent négativement cette impossibilité de débattre, quand on se contente de raler, lorsque la politique politicienne prend le pas sur l'intérêt supérieur de la nation.

A la veille d'échéances électorales, on nous des accords de façade (je t'aime... moi non plus), qui n'apportent pas de vraies réponses aux préoccupations fondamentales de notre pays. Tout cela

doit changer. Erre dans l'opposition ne saurait se résumer à adopter systématiquement une attitude négative envers la majorité et la politique qu'elle mène. Ayons le courage de reconnaître la difficulté du contexte actuel et l'honnêteté d'admettre que la conduite des affaires de notre pays n'est pas toujours aussi négative que certains veulent bien le dire. Cette attitude de fermeture interdit toute véritable réponse aux préoccupations multiples de notre population, et qui ont pour noms chômage, pauvreté, exclusion... C'est pourquoi il est nécessaire que chacun s'interroge sur la signification, aujourd'hui, des vocables « droite » et « gauche ».

Si nous acceptons le concept d'économie de marché, avec nos spécificités et nos propres traditions, que veut encore dire la « bipolarisation » ? Il ne s'agit pas d'ignorer les maux générés par notre société et son organisation sociale : ils existent bien, et nous devons tous les combattre, afin de faire évoluer notre société vers plus de justice et de progrès, mais l'efficacité nous oblige à dépasser nos clivages souvent factices, en repensant le débat démocratique afin de distinguer l'essentiel de l'accessoire.

L'essentiel, c'est de bâtir, de gagner en efficacité, pour appréhender, dans les meilleures conditions, les grands défis de demain et répondre à l'immense souhait de

notre peuple. Cela implique, nécessairement, la mise en œuvre de pratiques nouvelles, sans pour autant tomber dans l'unanimité ni le monolithisme, en gardant l'identité de chacun, source de richesse dans toute démocratie. L'objectif est de donner à la France une majorité capable de gouverner, qui ne soit pas seulement une majorité de circonstance.

C'est ainsi que doit se poser, sur le plan stratégique, le problème de l'alliance des forces démocratiques, sans a priori, mais en toute clarté, sur la base de l'acceptation d'un programme de gouvernement dépassant le clivage gauche-droite et ponctué par un contrat de gouvernement, réglant les principes d'organisation, de fonctionnement de la majorité et de répartition des responsabilités.

Cette démarche implique que, dès aujourd'hui, des femmes et des hommes, actuellement dans l'opposition ou dans la majorité, acceptent de se tendre la main, de travailler ensemble, afin de contribuer à mettre en place cette forme nouvelle (pour la France) de démocratie, dont le premier résultat serait une régénération profonde et salutaire de la vie politique française, ainsi qu'une réponse équilibrée aux tenants de la xénophobie et de la démagogie.

► Gérard Vignoble, député (non inscrit) du Nord, est maire de Wasquehal.

## COMMUNICATION

A l'occasion des dix ans de la FM

## Les stations françaises lancent l'opération « Vive la radio »

Pour la première fois de leur histoire, toutes les radios françaises ont entrepris de lancer conjointement, du 24 au 26 octobre, une vaste opération destinée à promouvoir le média radio. L'initiative est venue des professionnels des différents types de station, qui ont voulu saisir l'occasion des dix ans de la législation autorisant les radios privées pour valoriser leur média et mettre en avant le dynamisme d'un secteur entièrement bouleversé ces dernières années.

Près de 1 800 radios, publiques et privées, nationales et locales, commerciales et associatives, cohabitent en effet sur la bande FM et forment aujourd'hui un paysage sonore entièrement stabilisé, du moins diversifié et cohérent. Plusieurs milliers d'emplois relient de ce secteur (3 000 dans le seul service public), qui sollicite aussi la contribution de milliers de bénévoles et fait de la France l'un des pays les plus innovants en la matière.

Organisées dans l'association « Vive la radio » (soutenue depuis le début par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et dont le président d'honneur est M. Marcel Bleustein-Blanchet, le créateur de Radio-Cité), les différentes catégories d'opérateurs ont conçu trois journées nationales de la radio, mêlant à la fois colloques, salon (au CNIT de la Défense) et actions de promotion auprès du public. Une campagne imaginée par Publicis — sur le thème « Sans radio la vie serait muette » — sera

simultanément menée sur toutes les stations ainsi que dans la presse et sur des panneaux d'affichage, l'intention ayant déjà manifesté l'envie de traiter le sujet dans plusieurs émissions.

Télédiffusion de France en profitera pour offrir les premières démonstrations du système DAB (radio numérique) : Médiamétrie rendra publique une étude inédite sur l'audience, tandis que différentes délégations étrangères apporteront des éclairages sur la situation du média dans les pays voisins et que des opérations « portes ouvertes » seront organisées dans les radios. Le ministère de la culture et de la communication soutiendra et accompagnera par d'autres initiatives cette manifestation (placée sous le patronage de M. François Mitterrand) que certains envisagent déjà de transformer en un rendez-vous annuel : la « Fête de la radio ».

A. Co.

► Vive la radio, 2, place de la Défense, BP 658, 92053 Paris. La Défense. Tél. : 48 92 12 78. (Président : M. Benoît Sillard.)

## Maxximum et Métropolis soumettent au CSA un plan de fusion de leurs réseaux FM

Les réseaux FM Maxximum (appartenant à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, la CLT) et Métropolis (propriété notamment de Sony Music et de Bruno Lécuyer) ont signé un accord avec la SER, première chaîne de radio privée en Espagne, en vue de créer ensemble une nouvelle radio FM à destination des jeunes Français.

Aux termes du contrat, Maxximum et Métropolis fusionneraient leurs réseaux, bénéficiant ainsi d'un maillage de 71 stations desservant une population de 23 millions d'habitants.

La SER, filiale du groupe Prisa (éditeur du journal *El País* et actionnaire de Canal Plus Espagne) et du journal britannique *The Independent* deviendrait le premier actionnaire de la société avec 48,05 % du capital.

La CLT, propriétaire de RTL, aurait 33,73 % des parts, Sony Music et Bruno Lécuyer, 13,40 % et le groupe Bayard Presse 2,82 %.

L'accord a été présenté mardi 17 septembre au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dont l'aval est nécessaire à la réalisation du plan.

Une convention réunira à Lille, les 3 et 4 octobre prochains, les franchisés et abonnés des deux réseaux auxquels seront présentés le nom de la nouvelle radio ainsi que son format.



# SOCIÉTÉ

Avec un projet de budget en augmentation de 5,4 % en 1992

## La justice est l'une des « priorités » du gouvernement

La justice fera partie, en 1992, des « priorités » du gouvernement : avec une enveloppe de 19,044 milliards de francs, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et son ministre délégué, M. Michel Sapin, veulent, dans le projet de budget, les crédits de leur ministère progresser de 5,4 % par rapport au budget 1991, légèrement écorné, au mois de mars, par la guerre du Golfe (1).

Ce projet est marqué par des créations d'emplois importantes : la justice perd 85 emplois, mais bénéficie de 571 postes supplémentaires (2). L'intersyndicale-justice estime toutefois que le projet demeure « nettement en deca de ce que requiert la priorité méritée », affirme par le gouvernement et le président de la République.

En cette année de graille budgétaire, les responsables de la chancellerie ont le sourire aux lèvres : la justice, qui fait partie des dossiers « prioritaires », a moins pâti que les autres des rigueurs de Bercy.

La progression de l'enveloppe accordée à la chancellerie pour 1992 est l'une des plus élevées du gouvernement : avec un budget de 19,044 milliards de francs, la justice progresse de 4,8 % par rapport aux crédits accordés en 1991. La progression est plus forte encore si l'on prend en compte les économies imposées par la guerre du Golfe : elle atteint alors 5,4 %. L'administration pénitentiaire sera la première à bénéficier de cette embellie. Son budget de fonctionnement progresse, peu, mais elle hérite cette année de l'essentiel des

créations d'emplois : 400 sur les 571 postes inscrits au projet de budget de 1992. C'est peu par rapport aux années précédentes mais les chiffres, dans ce dossier, sont trompeurs : la générosité de ces dernières années correspondait au lancement du gigantesque chantier des prisons du programme « 13 000 », lancé en 1986 par le garde des sceaux du gouvernement Chirac, M. Alain Chandon.

Cette année, ce programme, qui est en voie d'achèvement, n'absorbera plus que 208 emplois. L'ouverture du nouveau centre de détention de Borgo, en Haute-Corse, nécessitera, lui, 72 postes nouveaux. Resteront alors 120 nouveaux surveillants pour renforcer les équipes des établissements pénitentiaires existants. Ces créations d'emplois sont accompagnées d'un second ballon d'oxygène : le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Karsenty, disposera l'an prochain d'une « avance » sur les postes inscrits au budget 1993. Deux cents emplois des surveillants, devraient ainsi être accordés à l'administration pénitentiaire.

« Nallet-Chandon, même combat ? »

Au total, les prisons françaises disposeront donc de 600 postes supplémentaires. La priorité en faveur des surveillants est claire : près de 98 % de ces emplois leur sont réservés. Une répartition qui ne plaît guère à la justice, qui a immédiatement dénoncé la logique qui consiste à « alimenter la machine pénitentiaire au détriment des autres secteurs de la justice ». « Les personnels administratifs et techniques, les travailleurs sociaux, les personnels infirmiers sont-ils oubliés », note la CFDT avant de s'interroger :

« Nallet-Chandon, même combat ? » Le budget 1992 tire également les conséquences des réformes engagées cette année, notamment dans le domaine de l'aide juridique, qui gère l'accès au droit des plus démunis. Largement remanié au printemps dernier par les députés, cette aide a fait l'objet d'une refonte qui a doublé le nombre des bénéficiaires. Les conséquences budgétaires sont lourdes : l'enveloppe consacrée à l'aide juridique atteindra 900 millions de francs, soit 25 millions de crédits supplémentaires en 1990 à son ancrer, l'aide judiciaire. Cette réforme, qui a provoqué un surcroît de travail dans les juridictions, s'accompagne également de créations d'emplois importantes : 70 des 80 postes de greffiers inscrits au budget 1992 sont destinés à la gestion de cette nouvelle aide.

L'heure, enfin, est à la modernisation. Modernisation du fonctionnement des juridictions, avec l'informatisation qui, avec un budget de 409 millions de francs, progressera de 18,7 %. Modernisation des services locaux, avec l'information de l'initiative locale, dotée de crédits (41,5 millions de francs), eux, sont majorés de 13,7 %. Modernisation également des palais de justice : les crédits d'équipement pour les juridictions (630 millions de francs) progresseront de 31 %. Cette enveloppe est notamment destinée à la construction de nouvelles cités judiciaires, que ce soit à Nanterre ou à Caen.

Modernisation, enfin, du statut des agents : l'application des accords Dauriol, la modification du régime indemnitaire des greffiers, le passage des greffiers « faisant fonction » en catégorie B, l'amélioration des indemnités des éducateurs, et la restructuration du corps des magistrats, représentent en 1992 une enveloppe de

95 millions de francs. Ce projet de budget n'a pourtant guère convaincu l'intersyndicale qui rassemble l'essentiel des professions de justice. Dans un communiqué, l'intersyndicale, qui estime que les créations d'emplois annoncées sont « nettement insuffisantes pour répondre aux besoins immédiats », demande une nouvelle fois le lancement d'une « politique ambitieuse » en faveur de la justice.

ANNE CHEMIN

(1) La loi de finances de 1991, qui accordait à la justice un budget de 18,177 milliards de francs, avait été réduite par un arrêté du 9 mars 1991 qui avait ramené les crédits de la place Vendôme à 18,070 milliards de francs.

(2) Qui se répartissent comme suit : 400 à l'administration pénitentiaire (essentiellement des surveillants), 110 aux services judiciaires (10 magistrats, 20 greffiers en chef, et 80 greffiers), 35 à la protection judiciaire de la jeunesse, 10 à l'administration centrale, 12 magistrats dans les juridictions administratives, et 4 à la Commission nationale informatique et libertés.

■ Fausses factures de l'immobilier : ouverture du procès le 25 novembre. La 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M<sup>me</sup> Claude Noguère, a fixé au 25 novembre l'ouverture du procès dans l'affaire des fausses factures de l'immobilier. Soixante-trois personnes, dont M. Michel Mauver, PDG de la Cogedim, et M. Jacques Perche, PDG de la SCREI Ile-de-France, filiale du groupe Bouygues, sont inculpées pour « faux en écriture de commerce et usage, escroquerie à la TVA, recel et complicité » de ces délits. Mardi 18 septembre, les avocats de la défense ont protesté contre la « pré-accusation » du parquet et déclaré un « état de déni d'intention » ne leur a pas été révélé, serait mis en cause dans cette affaire.

Ascension réussie de jeunes détenus de Fleury-Mérogis

## La chaîne du mont Blanc

GRENOBLE

de notre correspondant

Huit détenus de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne), âgés de dix-sept à vingt ans, ont réussi, lundi 16 septembre, l'ascension du mont blanc, encadrés par plusieurs magistrats, des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, des guides CRS et des gendarmes. Paris du refuge des Cosmiques (altitude 3 800 mètres), ils ont emprunté l'itinéraire le plus éprouvant menant au « toit de l'Europe », par son versant français. L'ascension du mont Blanc, au Tacul (4 248 mètres), au mont Maudit (4 465 mètres), et enfin au sommet (4 807 mètres). En route, la caravane perdait trois alpinistes-détenus, vaincus par la fatigue et la haute altitude.

Les onze jeunes s'étaient entraînés pendant le mois d'août à proximité de leur prison, puis ils avaient gagné Chamonix, quelques jours avant l'expédition. Ils ont pu ainsi se préparer avec les professeurs-guides du Centre national d'enseignement à l'alpinisme et au ski des CRS, tout en côtoyant, dans les mêmes cordées, des magistrats et des gardiens de prison.

« Notre objectif était de confronter des jeunes, condamnés, pour la plupart d'entre eux, à de longues peines pour consommation de drogue dure, à un milieu difficile – la montagne – et de leur faire découvrir que le sport peut être un moyen pour dépasser leurs difficultés, leurs tabous ou des blocages affectifs », explique Jean-Louis Daumas, directeur du cen-

tre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis. Depuis un an, ce fonctionnaire de l'administration pénitentiaire mène, auprès des quatre cent cinquante jeunes pensionnaires de son établissement, en collaboration avec la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, une action de sensibilisation à la pratique de l'escalade et de la montagne.

Quatre-vingt-trois détenus ont ainsi suivi un stage d'initiation à l'alpinisme de cinq jours, dans une base de plein air en Bourgogne. « Nous cherchons à remplacer la médiane réciproque entre détenus et gardiens par la confiance », explique M. Daumas. Nous y sommes parvenus. Nous n'avons jamais enregistré de fuges depuis la mise en place de ces stages.

Pour participer à l'opération du mont Blanc, les onze jeunes détenus de Fleury-Mérogis ont pu bénéficier d'une permission de sortie entre le 13 et le 17 septembre au matin. « Au retour, nous avons franchi les grilles du Centre avec quelques heures de retard, parce que la redescende du mont Blanc fut plus éprouvante que prévue, dit M. Daumas. Mais nous avions prévu l'administration ». De cette aventure alpine, il conserve l'image forte de ces alpinistes néophytes accompagnés par les pas assurés des guides-CRS, chargés de leur sécurité, et qui restent encadrés pendant les treize heures de leur ascension. « La convivialité entre détenus, magistrats et guides a rarement été absente dans chacune des équipes », affirme le promoteur de cette expédition au sommet.

CLAUDE FRANCHILLON

## Colère des surveillants de prison

Le jugement des surveillants de prison sur le projet de budget de la chancellerie est sévère : beaucoup le disent « totalement insuffisant », voire « dérisoire ». « Ce budget est inacceptable », explique M. Gilles Sicard, le responsable de l'UFAP, le premier syndicat du personnel pénitentiaire depuis les élections de janvier 1991. Nos calculs sont clairs : pour fonctionner normalement, il faudrait, dès cette année, plus de 1 000 créations d'emplois dans les prisons françaises. Nous en sommes très loin.

M. Sicard, qui a rencontré le garde des sceaux, M. Henri Nallet, jeudi 12 septembre, exige également une amélioration du système de retraite (la bonification de 1/5), des discussions « sérieuses » sur une prime de spécificité, et l'introduction de primes de nuit.

Déçu par les réponses de M. Nallet, l'UFAP a donc décidé de lancer une « note de violence et d'urgence » : dès la fin de cette semaine, dans chaque région, deux ou trois établissements pénitentiaires seront « totalement bloqués » par les surveillants de l'UFAP, qui souhaitent aboutir peu à peu à un « paralysie totale de l'adminis-

tration pénitentiaire ». Ce mouvement commencera dès jeudi 19 septembre dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui compte treize établissements pénitentiaires, nous indique notre correspondant à Marseille, Jean Contrucci. « Les surveillants refuseront les parloirs et l'accès des prisons aux avocats tour à tour, dans chaque établissement, durant 24 à 48 heures », note M. Jacques Struzynski, le responsable de l'UFAP pour la région.

La colère de l'UFAP est partagée par deux autres syndicats de surveillants. La CGT a déclaré « œuvrer pour que soient créées toutes les conditions d'une intervention forte de tous les personnels pour imposer d'autres choix budgétaires ». L'Union des syndicates pénitentiaires (USP), quant à elle, s'est indignée de ce budget « pisse-vieilles » et a lancé, lundi 16 septembre, une journée « action-avertissement » en demandant aux agents de prendre leur service avec au moins une heure de retard. Selon le responsable de l'USP, M. Dominique Poumeyrol, ce mouvement a été suivi par 40 % des surveillants.

## L'Eglise russe à l'âge de la restauration

Suite de la première page

L'Eglise russe compte ainsi sept séminaires (contre trois, hier, sous un strict numerus clausus). Cette restauration de la foi russe, identifiée à la volonté d'une Eglise qui a hâte de rattraper le temps perdu, de reformer la parenthèse tragique des sept décennies de communisme athée, voire de restaurer une situation ancienne de prestige et de pouvoir, est, dans la nouvelle presse indépendante et dans certaines cercles intellectuels de Moscou, le débat sur les compromissions passées de l'Eglise avec le régime communiste n'est plus tabou. Si les portraits de Nicolas II refleurissent dans les journaux, la restauration monarchique, mais aussi, explique M. Yves Hamant, historien à Paris-X-Nanterre, « pour exprimer une sorte de repentir refoulé pendant tant d'années ».

Le divorce de l'orthodoxie avec l'histoire ne date pourtant pas d'aujourd'hui. « On est si bien dans l'Eglise, sa serénité et chaleur, qu'on ne pense plus à l'histoire, qui déferle au-dehors dans les ténèbres », écrit Olivier Clément, théologien orthodoxe. L'Eglise, c'est déjà le royaume de Dieu, le paradis retrouvé. Quand donc un petit ou grand démon, qui s'appelle Staline ou Ceausescu, demande aux évêques et aux prêtres de lécher quelque peu ses bottes sanglantes, certains donnent leur coup de langue, puisqu'en échange on peut sauvegarder l'essentiel qui, pour eux, est la célébration » (2).

Le patriarche reste déchiré

Ce ritualisme à sans doute permis aux orthodoxes de traverser l'épreuve de la persécution. Mais seule l'interview d'Alexis II, patriarche de Moscou, publiée dans les Izvestia du 10 juin dernier pour le premier anniversaire de son intronisation, donne la mesure de l'examen de conscience. « Je dois prendre sur moi la responsabilité de tout ce qui a eu lieu

dans la vie de mon Eglise, non seulement le bien, mais aussi les pages sombres et douloureuses (...). Pour garder une chose, il fallait toujours faire des concessions sur une autre, explique le patriarche Alexis. A tous ceux pour qui ces concessions, ces silences, cette passivité forcée, ont causé des souffrances, je demande le pardon, la compréhension et la prière » (3).

La hiérarchie se réjouit à haute voix d'être sortie de la tutelle forcée de l'Etat. Elle entend rompre avec le « sergiatstvo » (ou sergiatisme), expression servant à qualifier l'attitude de soumission aux autorités civiles, qui, à partir de 1927, fut celle de la métropole Serge (devenu patriarche en 1943), regroupée des communautés conservatrices émigrées dont le siège est à New-York.

Malgré la liberté restaurée et les appels au dialogue, l'Eglise « hors-frontières » considère la hiérarchie actuelle à Moscou comme une usurpatrice et nomme des évêques en Russie afin d'y créer une hiérarchie parallèle.

La division est encore plus grande avec l'indépendance de ce pays. Dirigée par le métropolite Philarete de Kiev, l'Eglise ukrainienne fournit au patriarcat de Moscou, dont elle dépend (avec, depuis peu, un statut d'autonomie), le plus gros de ses troupes de clercs, de fidèles et de ses ressources financières.

Elle est en pleine crise, doublement handicapée par la renaissance de l'Eglise catholique « uniate » et surtout par la réapparition de l'Eglise « autocephale » du début des années 20 (avant que l'Ukraine ne devienne soviétique), proche des milieux nationalistes. Les nerfs sont à vif en Ukraine occidentale : à Lvov par exemple à la fin de 1990, neuf cent églises étaient revenues (de gré et de force) aux « uniates », trois cent cinquante aux « autocephales », seule une centaine restant fidèles au patriarcat de Moscou.

Menacée par deux schismes, en Russie et en Ukraine, la hiérarchie russe orthodoxe est aussi talonnée, par sa gauche, par les milieux progressistes de l'Eglise, certes restreints, mais groupant des intellectuels, prêtres ou laïcs, de renom, comme le Père Gleb Yakounine, ancien détenu au goulag, aujourd'hui député. Vladimir Poroch, ou les amis du Père Alexandre Men, ce prêtre de la grande banlieue de Moscou qui avait commencé un travail de formation intellectuelle, avant d'être assassiné il y a un an. Ils ont en commun de craindre le climat actuel de restauration, de militer pour sortir l'Eglise de son ritualisme et l'ouvrir aux tensions nouvelles de la modernité et de la société.

Déjà sur le qui-vive, le patriarcat de Moscou se voit essai par des confessions ou des sectes occidentales, qui, à la faveur de la nouvelle liberté religieuse, prolifèrent. Les baptistes mènent des campagnes missionnaires. Les progrès de l'« uniisme » catholique, la nomination par le Vatican de trois évêques latins en Russie et au Kazakhstan et les projets de Jean-Paul II de « reconnaissance chrétienne » (que les orthodoxes trident par « re-catholicisation ») de l'Europe ont créé une crise sans précédent entre Rome et Moscou (le Monde du 8 août).

La tentation du retour au monothéisme de l'Eglise russe n'a d'égal que l'esprit de revanche de certains groupes catholiques, pour qui la situation actuelle est la réalisation de la fameuse prophétie de la Vierge de Fatima – en 1917 – sur la « conversion » de la Russie. Ils risquent de favoriser la division au nom d'un Dieu dont le pouvoir communiste avait promis d'éliminer jusqu'au souvenir.

## Les différentes confessions

Aucune statistique n'est disponible sur la situation religieuse dans l'ex-Union soviétique. Pourtant, avant la nouvelle législation sur la liberté de conscience adoptée par le Soviet suprême le 1<sup>er</sup> octobre 1990, les différentes confessions donnaient les indications suivantes :

- Orthodoxes (patriarcat de Moscou) 80 000 000.
- Musulmans (1) 45 000 000.
- Catholiques de rite latin (2) 12 000 000.
- Catholiques de rite byzantin (3) 5 000 000.
- Eglise apostolique arménienne 2 000 000.
- Eglise de Géorgie (orthodoxe) 1 000 000/1 500 000.
- Eglise évangélique luthérienne 675 000.

- Baptistes 500 000.
- Juifs (4) 500 000.
- Bouddhistes 250 000/300 000.

(1) Ce chiffre regroupe les musulmans des quatre directions spirituelles dérogées par Staline en 1945 : l'Asie centrale et du Kazakhstan ; Kazaq (pour ceux de Sibirie) ; Bakou, pour les musulmans sunnites et chiites (à proportion égale) d'Azerbaïdjan ; Makhatchkala, pour les musulmans du Daghestan.

(2) Cette estimation du Vatican est récente. Elle regroupe les catholiques des pays baltes (surtout lituaniens) et ceux de communautés récemment reconnues en Biélorussie, en Russie et au Kazakhstan.

(3) Ces catholiques « uniates », unis à Rome, ont gardé le rite de l'Eglise orthodoxe. Ils se trouvent en Ukraine occidentale.

(4) Estimation très floue compte tenu des vagues d'émigrants en Israël.

HENRI TINCO

(1) Dans la revue Contacts. Numéro 153, 1/1991.  
(2) Dans Service orthodoxe de presse. Juillet-août 1991.

## FAITS DIVERS

### Du cyanure de potassium dans une collecte de lait

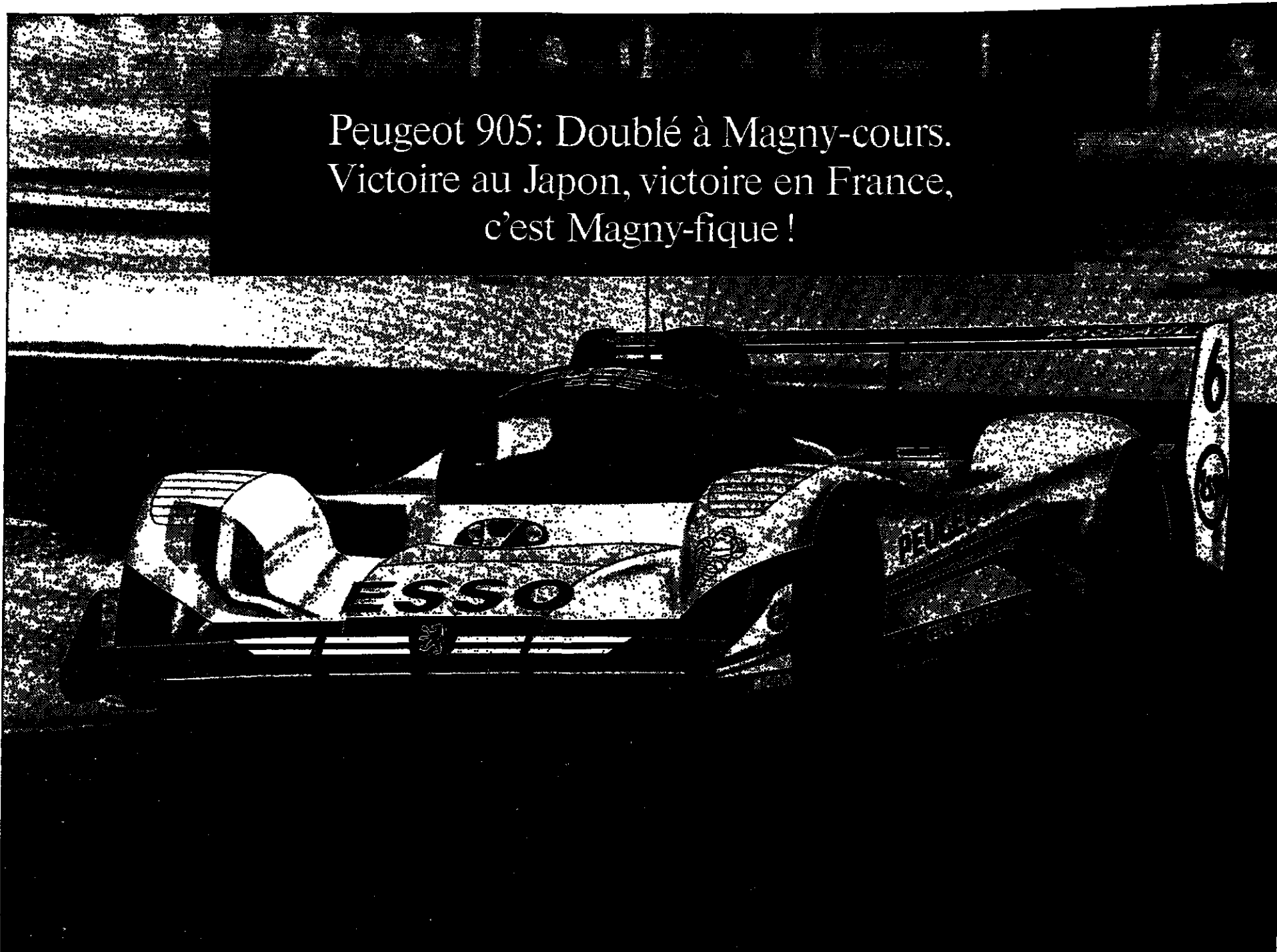
La contamination, par du cyanure de potassium, d'un important stock de lait, découverte le vendredi 30 août, n'a été rendue publique qu'au début de cette semaine. La société anonyme Chambourcy, qui emploie deux cents salariés dans une usine implantée sur la zone industrielle

■ Les parents d'élèves de Vernagès obtiennent satisfaction. – Les parents d'élèves de l'école communale de Vernagès (Bouches-du-Rhône) ont obtenu, mardi 17 septembre, la création d'un poste d'instituteur supplémentaire. Ils ont immédiatement libéré les trois enseignants qu'ils retenaient depuis la veille dans les locaux de l'établissement (le Monde du 18 septembre).

« Centre vie » d'Andrézieux-Bouthéon, près de Saint-Etienne, avait été alerté, par un coup de téléphone anonyme. Elle avait aussitôt ordonné la destruction des 150 000 litres de lait collectés le matin même. Les analyses, confiées à un laboratoire suisse, ont confirmé la présence du produit toxique dans un échantillon : plus de 100 grammes de cyanure de potassium pour 6 000 litres de lait. Un nouvel appel le 6 septembre avait fait craindre une nouvelle contamination, mais les examens s'étaient révélés négatifs. La société a déposé une plainte et précise dans un communiqué que, depuis le 30 août, « tous les laits livrés font l'objet de contrôles supplémentaires et qu'il n'y a donc pas de risque pour le consommateur ».



CHAMPIONNAT DU MONDE DES VOITURES DE SPORT



HDM - Photo DPI

Peugeot 905 n° 6 : Rosberg/Dalmas  
Peugeot 905 n° 5 : Baldi/Alliot

Peugeot 905: Doublé à Magny-cours.  
Victoire au Japon, victoire en France,  
c'est Magny-fique!

QUAND LA 905 COURT, C'EST TOUT PEUGEOT QUI AVANCE.

Ainsi que  
ESSO  
MICHELIN  
AIS L'ESPRIT SECURITE  
BILSTEIN  
BOISSIER RECEPTION  
DASSAULT  
FACOM  
GEFCO  
IBM  
MAGNETTI MARELLI  
MONDIAL ASSISTANCE  
SKF  
SPEEDLINE

**PEUGEOT**  
UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES

PEUGEOT 905

مكثدا من الأصل



50 من الاموال

# Le Monde

## EDUCATION • CAMPUS

### L'Université n'a pas de prix

Sommée de justifier l'emploi de son imposant budget, l'éducation nationale s'efforce de mieux évaluer le coût de ses formations

**«Q**U'AVEZ-VOUS fait de nos milliards ?» Lancée par les grands argentiers du quai de Bercy aux responsables de l'éducation nationale, la question revient chaque automne avec plus d'insistance. Et elle aura été implacable, mercredi 18 septembre, lors du conseil des ministres consacré au bouclage du projet de budget pour 1992. Le soupçon qui pèse sur la Rue de Grenelle – gouffre financier aux yeux de bien des budgétaires – n'est pas nouveau. Mais il s'est épaissi depuis que l'éducation est redevenue le premier budget de l'Etat et qu'elle a absorbé, en trois ans, une augmentation de 50 milliards de francs ; auxquels s'ajoutent, pour 1992, une facture de quelque 14 milliards supplémentaires.

Tout contribue à renforcer cette suspicion. L'expansion de la scolarisation, l'ouverture programmée du lycée à la grande majorité de chaque génération, ou encore le gonflement prévisible des effectifs et des besoins de l'enseignement supérieur tracent des perspectives financières inquiétantes pour l'Etat, comme le soulignait déjà le rapport de la commission d'évaluation du Plan (le Monde du 14 mars). Et le débat, lancé au printemps dernier par le premier ministre, sur l'inadéquation entre les formations et les emplois contraint plus encore à s'interroger sur la rentabilité de l'investissement consenti en faveur du système éducatif.

Or les questions gênantes ne manquent pas : combien coûte à la collectivité nationale une scolarité, une formation ou un diplôme ? Comment expliquer les disparités de charges financières d'une filière à l'autre ou d'un établissement à l'autre ? Serait-il possible, enfin, grâce à une connaissance plus précise des coûts, de gérer de façon plus pertinente les crédits de l'Etat ?

Longtemps occultées, ces interrogations ne sont plus taboues. Les responsables de la Rue de Grenelle, comme les présidents d'universités ou les directeurs de grandes écoles reconnaissent, plus ou moins volontiers, que le système éducatif devra, de plus en plus, justifier les crédits dont il bénéficie et l'efficacité de leur utilisation. Beaucoup admettent, en outre, que cette mise à plat des coûts de l'éducation est un levier indispensable pour moderniser le service public et assurer l'autonomie des établissements.

**7 320 francs**  
par personne et par an

Pourtant, on en est encore aux balbutiements. Le principal outil disponible, aujourd'hui, reste le « compte de l'éducation », compte satellite de la comptabilité nationale, dont la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale vient de publier une évaluation provisoire pour 1990.

L'approche retenue est macro-économique. Elle permet de fixer les grandes masses de la « dépense intérieure d'éducation » assumée par l'Etat, les collectivités locales, les entreprises et les ménages : au total

414,6 milliards de francs en 1990, soit une dépense annuelle par habitant de 7 320 francs et l'équivalent de 6,4 % du produit intérieur brut. Les responsables du ministère de l'éducation nationale soulignent avec satisfaction que ce pourcentage s'est redressé l'an dernier, pour la première fois depuis 1984.

Le compte de l'éducation permet, d'autre part, de fixer les grands postes de dépenses et la part respective des principaux financeurs. Ainsi, la principale composante de la dépense d'éducation reste, plus que jamais, la rémunération des personnels (78 % des coûts, contre 71 % en 1974). La part du fonctionnement a baissé de deux points (15,3 % contre 17,3 % en 1974) et celle des investissements a chuté de moitié (6,8 % contre 12 %). Quant à l'Etat, il est soulagé, depuis les lois de décentralisation, d'une partie du fardeau : il ne finance plus le système éducatif qu'à hauteur de 66,5 % (contre 69 % en 1980), tandis que les collectivités territoriales ont vu leur part augmenter en dix ans de 14,3 % à 16,8 %.

Sur cette base enfin, le compte de l'éducation établit la dépense moyenne par élève selon le niveau d'enseignement : ainsi un élève de maternelle coûtait en 1990, 11 802 francs par an, un élève du primaire, 13 662 francs, un collégien, 21 183 francs, et un lycéen des filières générales, 23 700 francs. Dans le supérieur, les disparités sont beaucoup plus sensibles. Si le coût moyen d'un étudiant d'IUT et de classe préparatoire est assez homogène (respectivement 39 293 et 37 123 francs par an), un étudiant de l'université aura coûté, en 1990, 20 741 francs à la collectivité nationale et un élève d'école d'ingénieurs 69 711 francs.

**Les grandes écoles**  
moins chères que la fac

C'est précisément pour mieux cerner ces différences que le Comité national pour le développement des grandes écoles (CNGE) a confié à l'IREDU (Institut de recherche sur l'économie de l'éducation) une étude comparative sur le coût de l'étudiant dans une quinzaine d'écoles d'ingénieurs et dans les formations scientifiques de l'université de Dijon. Le premier constat est sans pitié : « Les coûts sont loin d'être connus avec la même précision dans tous les établissements étudiés. Certains d'entre eux les connaissent avec de telles lacunes ou de telles imprécisions que l'on peut considérer que ceux qui ont la charge de les gérer ne disposent pas de l'outil minimum qui édicte en 1991 la gestion d'un budget de plusieurs dizaines de millions de francs par an ». Bref, les universités n'ont rien à envier à bien des écoles pour la transparence et l'efficacité de leur gestion.

Le deuxième enseignement confirme les estimations habituelles : les coûts de formation sont extrêmement disparates d'une école à l'autre. Du fait de la taille des établissements, de leur source de financement (éducation nationale, autres ministères ou privé), de la place de la recherche, du taux et du type d'encadrement, le coût annuel de l'étudiant

en école d'ingénieurs varie considérablement, de 30 000 francs à 160 000 francs (à l'Ecole des mines de Paris), avec une moyenne à 67 500 francs. Dans les filières scientifiques de l'université de Dijon, la dispersion est également importante selon la discipline et le niveau d'études : une année de DEUG coûte près de 25 000 francs, une année de DEA de chimie, à peine 30 000 francs, et une année de maîtrise de physique, 83 000 francs. La moyenne s'établit à 42 000 francs par an et par étudiant.

Cet écart de l'ordre de 25 000 francs par an entre écoles et

dans les établissements d'enseignement supérieur.

Présidé par M. Jean Borzarel, professeur de physique à Grenoble-I et ancien vice-président de cette université, l'observatoire compte près de vingt personnes représentant tous les acteurs du système (ministère de l'éducation, direction générale des finances, présidents et secrétaires généraux d'universités, responsables d'écoles ou d'IUT, ainsi que quelques personnalités qualifiées). Il est animé par un petit groupe de pilotes comprenant, outre M. Borzarel, un expert du Comité national d'évaluation, un autre de la direction de la

lytique, il est en effet très complexe d'analyser, filière par filière et pour chaque année du cursus, les coûts globaux intégrant à la fois les dépenses d'enseignement, de fonctionnement administratif et de logistique immobilière. La prise en compte des salaires, versés par l'Etat mais qui ne transitent pas par le budget des universités, est, à elle seule, un vrai casse-tête : quelle part de ces salaires relève de l'enseignement, quelle part, de la recherche ?

**La crainte**  
d'être perdant

Ces deux premiers tests devraient être complétés, dans les prochains mois, par l'évaluation de six autres établissements d'enseignement supérieur. Au bout du compte, les responsables de l'observatoire entendent établir, de façon aussi précise et incontestable que possible, des coûts par « année diplômante ». C'est sur cette base que le ministère espère pouvoir reconstruire son système de répartition budgétaire. Un projet, baptisé « San Remo », lui a en effet été proposé par le cabinet Bossard Consultants : il permettrait de calculer la dotation de chaque université en partant des coûts constatés de ses différentes filières, pondéré par le nombre d'étudiants inscrits et le nombre de diplômés.

Personne ne masque cependant les délicats problèmes soulevés par un tel mécanisme. Si le souci de mieux tenir compte de la réalité des universités et de leur diversité est largement salué comme un progrès, la crainte est explicite que ces coûts soient transformés en normes contraignantes. Dans ce cas, le système à l'étude deviendrait un instrument de contrôle encore plus sophistiqué entre les mains de l'administration centrale et non pas un outil d'aide à la gestion pour des universités plus responsables de leur gestion.

D'autre part, comme l'explique un bon observateur du monde universitaire, « on essaie d'affiner le couteau, mais pour couper quoi ? ». Tout le monde sait qu'il y a des disparités considérables de charges entre universités. Une fois qu'on l'aura constaté précisément, quelles conséquences en tirera-t-on ? Le ministère n'a-t-il retiré des crédits à ceux qui sont plus chers ? ». En outre, dans le système envisagé, le ministère sera obligé d'indiquer, filière par filière, la part du coût global qu'il prend à sa charge. Cette transparence n'est pas sans risque politique.

Enfin, bon nombre de responsables craignent, en fin de compte, d'être perdants. « Le ministère espère obtenir plus de crédits en justifiant mieux leur emploi et leur rentabilité », explique un président d'université. Mais c'est un jeu très dangereux. Car il donne en même temps des arguments aux Finances pour dénoncer d'appareils gaspillages et rogner sur les budgets. « Tous admettent pourtant que l'efficacité actuelle n'est plus tenable. L'éducation, sans doute, n'a pas de prix. Cela ne la dispense pas d'afficher ses coûts. »

GÉRARD COURTOIS



universités confirme, grosso modo, les évaluations du compte de l'éducation. Mais, pour François Orivel, directeur de l'IREDU, il est largement trompeur, car il ne tient pas compte du taux d'échec, important à l'université et quasi inexistant dans les écoles. Et l'estimation qu'il fait du coût du diplôme évalué sur cinq ans (incluant donc, pour les écoles, deux années de classes préparatoires) risque de faire grincer les dents dans le monde universitaire.

**Un observatoire**  
des coûts

En effet, un diplômé à bac + 5 des filières scientifiques de l'université de Dijon aura coûté 354 000 francs, alors que le prix moyen du diplôme des quinze écoles d'ingénieurs évaluées s'établit à 282 000 francs. Constat iconoclaste, même si le directeur de l'IREDU souligne prudemment que ni l'université de Dijon ni les quinze écoles d'ingénieurs de l'échantillon ne sont représentatives d'une moyenne nationale.

C'est pour tenter de dépasser ces moyennes approximatives et ces études parcellaires que le ministère de l'éducation nationale a décidé de créer discrètement, au printemps dernier, l'Observatoire des coûts

programmation et du développement universitaire du ministère, un troisième enfin du cabinet privé Bossard Consultants, associé depuis le début à la réflexion.

L'ambition du ministère de l'éducation nationale n'est pas mince. Il s'agit en effet de repenser de fond en comble le système de répartition des crédits de l'Etat en fonction des « coûts réellement constatés » par discipline et par année d'étude. La plupart des responsables universitaires admettent en effet que le système GARACES, conçu au début des années 70 et toujours en vigueur pour calculer le budget de chaque établissement, est de plus en plus déconnecté de la réalité et conduit souvent à des absurdités. Surtout depuis que la politique contractuelle menée par le ministère avec les universités oblige ces dernières à une approche beaucoup plus réaliste de leurs projets de développement et de leurs besoins financiers.

La première tâche de l'observatoire a donc consisté, depuis quelques mois, à mesurer de façon extrêmement minutieuse les coûts de formation dans deux universités : Dijon et Paris-XII (Créteil). M. Borzarel ne cache pas la difficulté de l'exercice. Faute de comptabilité ana-

### Un campus peut en cacher un autre

« Inscriptions dès le 3 septembre », « 1 500 places supplémentaires », recollent d'intrigantes affiches rouges et vert de quatre mètres sur trois, placardées dans le métro parisien ces derniers jours. Inhabituelle par son ampleur, cette campagne propose de multiples formations, du BTS (brevet de technicien supérieur) d'action commerciale au « master » base de données, en passant par les classes préparatoires aux grandes écoles. Cet affichage, renouvelé en septembre après une première vague en juillet, intervient au moment où, selon le recteur de Paris lui-même, 2 000 bacheliers d'Île-de-France cherchent toujours une place à l'université. Coïncidence.

Inutile d'imaginer que les facultés sont désormais converties aux méthodes modernes de communication et qu'après la mise en place du système d'inscription Ravel le ministère de l'éducation nationale fait appel aux agences publicitaires. Toute ressemblance entre le signataire de l'affiche – « Paris Campus 1 » – et une université parisienne – Paris-I, par exemple – est parfaitement fortuite et involontaire.

M. Patrice Dumoucel, administrateur du groupe qui lance cette campagne, n'envisage pas qu'une confusion soit possible. Cependant, la mention « enseignement supérieur privé » pourtant obligatoire n'apparaît que sur une partie de ses affiches, en petits caractères, en bas à droite, comme il se doit. M. Georges Haddad, président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, n'est pas aussi catégorique. Déclarant avec humour ne pas avoir besoin de publicité pour remplir ses amphithéâtres, il est préoccupé par l'analogie des appellations.

Comme ne le laisse pas supposer la similitude de leurs noms, les deux établissements ont, en effet, des objectifs radicalement différents. L'université Paris-I propose un enseignement public et gratuit. « Paris campus 1 » regroupe, au contraire, un certain nombre d'écoles privées et payantes ; malgré l'absence de tout tarif sur les affiches, deux ans de préparation au BTS bureautique et secrétariat sont facturés plus de 50 000 francs. « Mais nous proposons aussi des contrats d'alternance, donc gratuits pour les élèves », ajoute M. Dumoucel, qui n'a pas indiqué, non plus, cette précision sur les affiches. Car personne ne comprend le terme « alternance ». Une attitude probablement dictée par un souci pédagogique.

MICHELLE AULAGNON

## Avoir deux ans en maternelle

Au Petit-Quevilly (Seine-Maritime), une institutrice et une éducatrice pour jeunes enfants se partagent une classe expérimentale pour les tout-petits

**LE PETIT-QUEVILLY**  
de notre envoyé spécial

LS sont une demi-douzaine, ce jour, à avoir franchi le pas. Hauts comme trois pommes, tout juste scolarisables, accueillis six par six au coussin d'une renette au compte-gouttes étalée spécialement pour eux sur quatre jours, ils ont quitté père, mère ou nourrice pour affronter « la » classe. Si certains ne parviennent pas à décoller leur nez de la porte vitrée et remillent encore, d'autres, déjà, investissent les lieux et découvrent une classe inhabituelle, baptisée la Rose des sables.

Aménagée dans deux appartements contigus situés au rez-de-chaussée d'un immeuble, ex face de l'école maternelle Elsa-Triole (dont elle dépend), la Rose des sables n'a rien de commun avec les petites sections de maternelle habituelles. Tenait à la fois de la classe et de l'appartement, l'espace a été conçu pour faciliter la transition entre le

milieu familial de ces enfants plutôt défavorisés (un tiers des familles sont monoparentales) et la dure loi de la jungle scolaire. Pas de préau, juste un petit vestibule d'accueil où les parents peuvent laisser librement leurs enfants entre 8 h 30 et 9 heures. Une salle d'évolution, un dortoir de huit lits superposés, une cuisine, un petit réfectoire, et des toilettes au format des bambins. Auxquels s'ajoutent, bientôt, une aire de jeux, aménagée juste devant les baies vitrées.

Inaugurée en novembre 1990 après trois bonnes années de péripéties administratives, la « classe maternelle expérimentale en milieu urbain » du Petit-Quevilly, dans la banlieue rouennaise, accueille aujourd'hui vingt-quatre élèves « recrutés » sur le secteur des trois écoles maternelles voisines. Située en zone d'éducation prioritaire (ZEP), dans un quartier à fort taux de chômage, elle concrétise, grâce à la persévérance de M<sup>me</sup> Martine

Augeard, directrice de l'école Elsa-Triole, l'action conjointe de deux institutions peu habituées à travailler ensemble : l'éducation nationale et la direction départementale de la solidarité (DDS). « Deux services qui traitent de la petite enfance et qui se méconnaissent totalement », insiste M<sup>me</sup> Augeard.

Un protocole d'accord a été signé avec la municipalité du Petit-Quevilly. Tandis que la mairie se chargeait de rénover et d'adapter les locaux mis à disposition, de débiter un poste d'agent spécialisé en école maternelle (ASEM), l'éducation nationale a décidé de créer un poste d'instituteur, et la DDS de détacher à mi-temps une éducatrice de jeunes enfants exerçant au titre de la protection maternelle et infantile (PMI) dans le cadre d'un projet global de prévention. Destinée également à accueillir des enfants dont certains sont en difficulté et n'ont pas un niveau de développement compatible avec une scolarisation traditionnelle,

la Rose des sables – qui n'est pas une structure spécialisée – s'est vu également confier des enfants recommandés par les pédiatres de la PMI.

**Les bienfaits**  
de la scolarisation précoce

En classe, l'accent a été mis sur ce partage des rôles. Tous les matins, l'éducatrice et l'institutrice, responsables de la classe, accèdent les élèves en petits groupes, l'une axant, par exemple, son travail sur la motricité, l'autre plutôt sur la pédagogie. Le savoir-faire des uns bénéficiant aux autres. L'an passé, la DDS a mis à profit sa documentation pour associer parents et enfants à une réflexion sur les accidents domestiques. Enfin, la répartition des tâches a été étendue aux relations avec les familles, l'éducatrice assurant une permanence un après-midi par semaine et maintenant le contact une fois par mois au minimum avec les parents.

« L'impact d'une telle expérience,

expliquait la directrice, l'éducatrice et l'institutrice, ne se limite pas à la seule scolarisation de l'enfant. Dans un quartier à fort taux de chômage, il est tout aussi important de permettre aux parents de retrouver un emploi ou au moins un stage d'insertion professionnelle. » La réflexion, somme toute, va dans le sens de la loi d'orientation sur l'éducation de juillet 1989 et du décret de septembre 1990 portant sur l'organisation et le fonctionnement des écoles maternelles. « L'accueil des enfants de moins de trois ans, y compris les enfants en situation de handicap, est prioritaire », stipule la loi. « Les écoles et classes maternelles situées dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ou de montagne, et particulièrement en zone d'éducation prioritaire, »

Au-delà du sempiternel débat sur le bien-fondé de la scolarisation des enfants de deux ans (elle touche actuellement 35,8 % d'une classe d'âge, les trois ans étant, cette année,

presque tous scolarisés), des études menées par la direction de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'éducation nationale confirment, en effet, qu'une scolarisation précoce s'avère bénéfique pour des enfants vivant en milieu social défavorisé et améliore les conditions de leur insertion scolaire ultérieure.

Sous réserve, cependant, d'adapter la pédagogie et les rythmes de vie à l'âge des enfants de deux ans. Sous réserve encore de cultiver, sur le terrain, au sein même de l'éducation nationale, un esprit d'ouverture aux autres intervenants liés à la petite enfance. Ce n'est peut-être pas un hasard si, au Petit-Quevilly, l'institutrice de la Rose des sables est elle-même... une ancienne éducatrice de jeunes enfants.

JEAN-MICHEL DUMAY



## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

**DALLAS.** L'International School of Dallas, qui ouvre ses portes ces jours-ci, sera la vingt-septième école existant aux États-Unis. Plus d'une centaine d'élèves pourront suivre, un programme d'études bilingue menant au baccalauréat français. Grâce au financement par la Mission laïque française et par des dons privés texans, le prix des études varie de 22 000 francs par an pour la maternelle à 33 000 francs pour la terminale (corresp.).

**DÉMISSION.** M. Jean-Jacques Payan, président du comité d'orientation de la nouvelle université de Versailles-Saint-Quentin, a démissionné au mois d'août. Il entendait se: protester, quelques jours après la parution du décret de création de cette université, contre le refus du gouvernement, de faire de ces nouveaux établissements le banc d'essai d'une réelle autonomie financière et de gestion des universités.

**PRIVÉ.** La société Educinvest, premier groupe d'enseignement privé hors contrat en France - groupe Pigier, Ecole des cadres, ESIG notamment - vient d'acquiescer le groupe

Educatel-France, diversifiant ainsi ses activités vers l'enseignement privé par correspondance.

**ROUEN.** L'école supérieure de commerce de Rouen vient de changer de directeur. M. Pierre-Alexis Schieb, qui occupait ces fonctions depuis 1985, est entré au groupe Le Printemps. Il est remplacé par M. Jean-Claude de Schieter, directeur de l'ESSEC et secrétaire général du chapitre des grandes écoles de management, au sein de la Conférence des grandes écoles.

**STATISTIQUES.** L'édition 1991 de la « bible » de l'éducation nationale vient de paraître: les *Repères et Références statistiques* publiés par la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère offrent une radiographie complète du système éducatif, actualisée en 1990. Mais la grande nouveauté de cette année est la mise au point d'une disquette informatique, intitulée la *Vade-mecum statistique*, qui regroupe l'essentiel de ces informations et permet d'en extraire, sur imprimante, tableaux, courbes et graphiques. (*Repères et références statistiques*, ministère de l'éducation nationale, 278 p., 140 F. La disquette, 140 F.).

## COURRIER

## Des conditions d'examen lamentables

L'examen de BTS secrétariat bureautique s'est déroulé les 15 et 16 mai dernier aux sous-sols de l'Arche de la Défense; soit environ 3 500 personnes centralisées au même endroit, avec une attente à l'entrée des sous-sols de plus d'une demi-heure et un retard systématique au début des épreuves. De plus, il n'existait aucune cloison séparant les salles (si l'on peut appeler cela des salles). Des appels au micro ainsi que le passage du RER toutes les dix minutes dérangeaient les candidats, d'où l'impossibilité de se concentrer. Certains apportèrent le deuxième jour des boules Quies.

En ce qui concerne le matériel, les tables d'examen étaient beaucoup trop étroites, surtout pour l'épreuve de secrétariat qui

demande un maximum de documents et qui dure cinq heures. Le froid était insupportable, à tel point que les candidats ont passé leur examen vêtus de leur manteau, imperméable ou autres vêtements (n'oublions pas les gants). Enfin, pour les épreuves orales nous devions nous déplacer à Lognes (Seine-et-Marne), à Créteil, à Cachan, ce qui engendrait chez la plupart des candidats des frais de transport, d'hébergement, etc. En sachant que pour certaines épreuves débutant à 8 h, il fallait s'y rendre la veille. Pourquoi convoquer les candidats si loin pour vingt minutes d'épreuve orale? De qui se moque-t-on? Pourquoi d'autres candidats devaient subir le même sort que nous? Comment peut-on prétendre réussir à un examen de haut niveau dans de telles conditions?

M. GUILLET

## Parer au plus pressé

La ZEP (zone d'éducation prioritaire) de Bois-l'Abbé a du vague à l'âme. Créée en 1983, elle appartenait pourtant à la première génération des ZEP, mais l'état de grâce est terminé. Les instituteurs d'Anatole-France B, dont près de la moitié travaillent à la maison, se disent essouffés et amers. Il ne reste plus grand-chose, expliquent-ils, de l'élan quasi militant qui a permis de lancer la ZEP. Les douze instituteurs de l'école B (dont une bonne moitié, fait remarquer, sont des hommes) étaient tous syndiqués il y a dix ans, trois ou quatre le sont encore aujourd'hui. Les enseignants y voient un symbole, le signe d'un encouragement général, d'un moindre investissement dans le

travail. Et fait remarquer que, depuis 1989, trente nouvelles écoles primaires ont été classées ZEP dans son département. Il a donc fallu passer au plus pressé, en accordant notamment la priorité aux écoles dont les directeurs n'étaient pas déchargés de classe. Le groupe scolaire Anatole-France n'est pas, pour lui, et de loin, le moins bien loti du département. Dialogue de sourds.

« Il y a dix ans », affirme Agnès Coignard, institutrice de CM2, nous avons un maître de soutien par niveau dans cette école. Dans ces conditions, nous pouvions travailler avec trente élèves. Mais les conditions de vie se sont beaucoup dégradées dans le quartier, les familles qui fréquentent l'école sont de plus en plus pauvres, de plus en plus marginalisées, et on nous demande de nous débrouiller avec un maître supplémentaire pour dix-huit classes. Cela représente, pour chaque instituteur, une aide pendant une heure trente par semaine. Mieux vaut se battre

## Vague à l'âme au Bois-l'Abbé

Problèmes de moyens et dialogue de sourds avec l'administration: l'amertume est quotidienne dans la ZEP de Champigny-sur-Marne

pour avoir deux gamins de moins dans nos classes.

L'obstination à réclamer des postes, rien que des postes, dissimule mal un désarroi plus profond et la lassitude d'une équipe qui semble saisis par le doute. La machine est grippée.

## Projet squelettique

Les enseignants évoquent « le projet de zone squelettique produit par les inspecteurs », censé tenir lieu de charte commune aux différents établissements de la ZEP, l'absence d'interlocuteurs, les réunions du « conseil de zone » où ils ne sont pas invités et la « valse des inspecteurs ».

Depuis le « recadrage » de la politique des zones d'éducation prioritaire, opéré en février 1990, l'inspection départementale est pourtant en première ligne. Pour impliquer davantage une hiérarchie intermédiaire un peu frileuse, mais qui reste la principale courroie de transmission des décisions prises rue de Grenelle, chaque ZEP est désormais placée sous la responsabilité d'un inspecteur de l'éducation nationale (IEN). Or les enseignants du Bois-l'Abbé, le jour de la rentrée, ont fait

connaissance avec leur quatrième IEN depuis 1983. Difficile dans ces conditions d'assurer un suivi. « Aucun n'a demandé sa mutation ici en premier choix, c'est un signe, constatent-ils. Ils viennent en trainant les pieds alors qu'ils sont censés animer notre travail ».

Les élus communistes de Champigny soutiennent à fond les revendications des enseignants d'Anatole-France. Eux aussi se sentent tenus en laisse. Et ils dénoncent la « reprise en main » de la politique des ZEP par l'éducation nationale. Le partenariat « entre gens de terrain », selon l'expression de Dominique Adenot, maire adjoint de Champigny, pouvait s'accommoder des divergences politiques. Le passage à une véritable politique contractuelle avec l'éducation nationale est autrement plus délicat. Le quartier du Bois-l'Abbé doit faire l'objet d'une opération de développement social, mais la signature de la convention liant l'État et la commune est en suspens depuis dix-huit mois. « Comme dans la majorité des communes communistes du Val-de-Marne », fait-on remarquer à l'inspection académique.

CHRISTINE GARIN

## SOURCES

## Les régions au secours des lycées

La décentralisation aurait-elle rendu au lycée ses lettres de noblesse? M. Jacques Gagnier, directeur d'une société au sein du groupe Quaternaire spécialisée en ingénierie des politiques territoriales de formation, en est persuadé. Il suffit pour s'en convaincre de constater que les régions y consacrent, en moyenne, le tiers de leur budget et qu'elles assurent près de 70 % du coût d'équipement des établissements. Selon M. Gagnier, il ne fait pas de doute que la région a sensiblement modifié le paysage lycéen français.

Son livre, *Les lycées du futur*, conçu un peu comme un guide, établit un vaste tour de France des lycées récemment construits ou réhabilités. Un ouvrage à faire pâlir plus d'un lycéen revendicatif ayant opté pour la rue en novembre 1990.

De l'émblématique lycée du Futuroscope à Poitiers au lycée de la communication de Metz, en passant par le lycée du Gésivaudan à Meylan (Isère) - le plus informatisé d'Europe - l'ouvrage passe au crible de la modernité les plus frappantes innovations en matière d'aménagement d'espaces éducatifs (conception axée sur les centres de documentation et d'information, intégration des centres d'hébergement, gestion des services par le biais de la monnaie).

Pour M. Gagnier, « les nouveaux lycées ne ressemblent plus à ces immenses parallélépipèdes de béton percés de fenêtres uniformes qui signalaient jusque-là un établissement d'importance. Après trente années d'indigence architecturale qui ont vu le triomphe de la norme, du bon marché, du tout assemblé, on assiste à l'éclatement d'une nouvelle génération d'établissements qui répondent aux besoins et aux attentes d'une nouvelle génération de jeunes pour lesquels le lycée est devenu le passage obligé ».

Le lycée s'intègre donc aujourd'hui à l'environnement, économique ou culturel, et se doit d'assumer « ce bouleversement sociologique qu'est l'accueil de plus d'une moitié d'une classe d'âge ». Ce creuset social dans lequel chacun voudrait se sentir bien, il traduit souvent dans son bâti le redécouverte d'identités culturelles. Partie prenante de l'espace urbain et parfois pierre angulaire de la rénovation d'un quartier (comme à Toulouse, Niort ou Angoulême), le lycée-lieu de vie, serait également devenu « une pièce maîtresse de l'économie locale ».

« A une logique de carte scolaire et d'accompagnement de tendance démographique, note

Jacques Gagnier, succède une politique volontariste d'aménagement de l'espace qui s'appuie sur le maintien, la reconstruction, voire l'implantation d'établissements d'enseignement secondaire ».

D'où l'urgence, explique-t-il, de technologies incluant en leur sein des lycées. Une tendance qu'accroît le choix des filières professionnelles. Le lycée, à son tour, est devenu pôle de développement économique, centré sur une activité: image et son à Angoulême, mécanique à Dunkerque, métiers du bois à Saint-Maur, etc. Enfin, l'auteur s'est livré à une minutieuse analyse des approches « régionales » en matière de schémas prévisionnels de formation pour la Bretagne, l'Île-de-France, le Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## Enthousiasme tempéré

« Les régions, collectivités jeunes, ont ainsi réalisé en trois ans ce que l'État n'aurait pu financer qu'en six ou huit ans », estime M. Gagnier. « Sans être dirigé en principe, poursuit-il, le partenariat a été la règle générale: qu'il s'agisse de définir la structure pédagogique d'un établissement, de structurer la carte des formations ou des lieux d'hébergement, d'élever le niveau des qualifications, de choisir la couleur des peintures ou les équipements appropriés... ».

Mais l'optimisme de l'auteur en ce qui concerne le partenariat lycée-entreprise ne saurait masquer certaines réalités. S'il est peut-être vrai que, dans les lycées fraîchement ouverts, « l'entreprise fait aujourd'hui partie intégrante du paysage éducatif », la lecture de la revue *Savoir*, qui consacre sa dernière livraison aux lycées professionnels, tempère cet enthousiasme. Prenant appui sur l'exemple précis des bases professionnelles et réagissant à une enquête de M. Bertrand Girod, de l'Ain, professeur de sciences de l'éducation à l'université Paris-Dauphine (1), M. Bernard Hillou, du secrétariat des commissions professionnelles consultatives (CPC), rappelle notamment, et avec vigueur, que, dans l'ensemble, les relations école-entreprise « restent à construire ».

J.-M. Dy

(1) Enquête présentée dans le *Monde de l'éducation*, mai 1991, sous le titre « Quel avenir pour les lycées professionnels ».

► *Les Lycées du futur*, par Jacques Gagnier, préface de Robert Liot, éd. L'Harmattan, 104 p., 70 F.

► *Revue Savoir*, n° 2, avril-juin 1991, 220 p., 15 F.

## POINT DE VUE

## Education et entreprises: ensemble pour l'emploi

par Jacques Guyard

DEUX millions sept cents mille chômeurs; deux cents mille emplois non pourvus faute de candidats possédant les qualifications nécessaires. Le rapprochement de ces deux chiffres est a priori insupportable et conduit à interpellier le système éducatif: pourquoi ne fournit-il pas les jeunes qualifiés pour au moins répondre aux offres d'emploi non satisfaites (1)?

En fait, la question est moins simple. Le marché de l'emploi varie d'une région et souvent d'une ville à l'autre, en fonction de données très diverses. Ainsi, une étude récente montre que, si les industriels de la région d'Anancy ont du mal à trouver des ouvriers, c'est que ceux-ci, assez nombreux, sont attirés par les salaires plus élevés de la Suisse toute proche, ou par les logements de la vallée du Rhône, moins chers.

Une réponse adaptée aux besoins des entreprises suppose d'abord que ces besoins soient clairement définis pour chaque bassin d'emploi, et que des prévisions de recrutement soient établies sur quelques années. Or, si les grandes entreprises le font, les PME, trop dépendantes de la conjoncture, n'y parviennent guère.

Et surtout l'image de beaucoup de métiers industriels reste peu attractive. Les annonces fréquentes de licenciements masquent le fait que l'industrie française embauche plusieurs centaines de milliers de personnes chaque année. Familles et enseignants voient encore trop souvent les métiers de la production avec les yeux de Zola, « sales, fatigants, dégradants », oubliant les formidables progrès réalisés.

Si bien que nous manquons d'ouvriers qualifiés et de techniciens dans le bâtiment ou dans la mécanique, secteurs où nous devons chaque année faire appel à des travailleurs étrangers. Et cette insuffisance touche d'autres métiers, non par carence de l'offre de formation, mais parce que les jeunes et les familles n'en veulent pas. Ainsi,

aujourd'hui, plus de 5 000 places d'apprentissage et un peu moins de places de lycée professionnel sortent chaque année de la machine à vapeur, secteur où avec un CAP ou un bac pro un jeune est sûr de se faire embaucher avec un salaire très correct.

Aux entreprises d'améliorer l'image de leurs métiers. En améliorant les conditions de travail et en leur faisant savoir, je propose à toutes les branches concernées par la difficulté à recruter de mener ensemble avec l'éducation nationale une campagne attractive sur la réalité du travail qu'elles proposent, auprès des élèves de cinquième, de troisième et de seconde, leurs familles et leurs professeurs.

## Sept actions prioritaires

L'éducation nationale doit aussi progresser, même si la rénovation de nombreux CAP (certificats d'aptitude professionnelle) et BEP (brevets d'études professionnelles), la création des baccalauréats professionnels, la multiplication des DUT (diplômes universitaires de technologie) et des brevets de technicien supérieur, ont déjà produit de bons résultats. Depuis 1980, en dix ans, le nombre de jeunes quittant l'école sans même avoir atteint le niveau du CAP est passé de 135 000 à 98 000. C'est encore trop, mais c'est un progrès.

Pour aller plus loin, je propose sept actions prioritaires.

1) Le collège, dans sa forme actuelle, ne convient manifestement pas à près de 100 000 jeunes, qui, chaque année, s'enfoncent dans l'échec scolaire et risquent la marginalité économique et sociale. Il faut inventer pour eux une nouvelle pédagogie, renoncer à des programmes trop lourds, leur proposer d'autres expériences de vie, pour qu'ils retrouvent le goût d'apprendre.

2) Pour toutes les formations pro-

fessionnelles, l'attractivité doit être la règle. Chaque élève passera deux mois au moins dans une entreprise, pour avoir le temps de comprendre le métier qu'il prépare et l'environnement qui l'entoure. L'apprentissage sera modernisé et rendu plus attractif.

3) Les programmes des formations professionnelles feront l'objet d'une concertation avec les représentants des différents types d'entreprises concernées. Celle-ci est aujourd'hui inégale d'un secteur à l'autre. Elle devra se déconcentrer, au niveau des départements et des agglomérations, afin que les programmes et les diplômes nationaux se complètent au plan local.

4) Cela suppose, à côté de l'examen final, un contrôle en cours de formation (quelques épreuves, au long de l'année, comptant pour l'examen) et la validation partielle des acquis dans toutes les disciplines. Un élève qui obtient, au CAP, la note de 5 en maths et de 13 en français doit pouvoir garder sa note de français et tenter de rattraper son retard en mathématiques, soit dans le cadre scolaire, soit par la formation permanente, s'il est devenu salarié. Tout en gardant aux diplômes professionnels leur valeur nationale, il faut déconcentrer encore plus leur organisation.

**EF FOUNDATION**  
ANNÉE SCOLAIRE AUX ÉTATS-UNIS  
EF propose aux jeunes de 14 à 18 ans l'année scolaire en High School aux U.S.A., Australie, Canada.  
• Hébergement en famille  
• Encadrement local permanent  
• Séjour d'information préalable  
Pour plus d'informations, contactez:  
EF Foundation  
9, rue Duphot, 75001 Paris  
42.86.81.94 ou 05.04.73.83

5) Les professeurs (en particulier les professeurs principaux de collège) seront formés aux réalités de l'emploi, afin qu'ils puissent utilement conseiller leurs élèves. Cela implique, pour eux comme pour les conseillers d'orientation, des stages en entreprise et des encouragements à monter de vrais échanges entre les entreprises et leurs classes.

6) Tout cela suppose une plus grande autonomie des établissements, dans le cadre du projet qu'ils se donnent. Ils ont vu pour tous les niveaux de formation professionnelle, mais en particulier pour le CAP, qui reste le diplôme de base que tout jeune Français doit pouvoir préparer. Il correspond toujours à une demande importante, à la fois au savoir-faire est déterminant. J'entends le rénové et lui rendre son prestige, car il reste le socle de notre système de qualification.

7) Pour l'apprentissage comme pour l'alternance du lycée, une véritable formation des enseignants nous sommes prêts à travailler: ensemble pour l'emploi, le progrès et la liberté.

Par l'accord du 3 juillet 1991, patronat et syndicats ont interpellé l'éducation nationale sur les exigences de la formation aujourd'hui. Avec Lionel Jospin et les personnalités de l'éducation nationale, nous sommes prêts à travailler: ensemble pour l'emploi, le progrès et la liberté.

(1) Cette interrogation devait être au centre de la journée organisée, jeudi 19 septembre, par l'Union des industries métallurgiques et minières sur le thème « L'industrie, un projet avec les jeunes ». Plusieurs membres du gouvernement (Mme Aubry, MM. Jospin, Strauss-Kahn, Guyard, ainsi que le premier ministre, Mme Edith Cresson) devaient intervenir lors de ce colloque (JNDLR).

► M. Jacques Guyard est secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique.

مكتبة من الأصل



هكذا من الاصل

BILLET

La Sécurité sociale sur la corde raide

La Sécurité sociale a l'habitude de jouer les funambules. Le décalage entre l'encadrement des recettes et le versement des dépenses fait rassembler son profil de trésorerie à une succession de montagnes russes et le spectre de la cessation de paiements resurgit à intervalles réguliers. Malgré les mesures de financement intervenues en juillet (hausse de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie des actifs, augmentation de 50 % du forfait hospitalier), les comptes de la « sécu » vont de nouveau connaître des moments extrêmement difficiles non seulement en fin d'année mais, aussi, tout au long de 1992. Pour tenir le choc, le gouvernement va devoir tolérer des sacrifices non négligeables à la gestion — assez rigoureuse, malgré les apparences — de la trésorerie du régime général. Les décisions prises par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, ont le mérite de ramener le déficit de 23 milliards à 13 milliards de francs en 1991 et devraient engendrer un excédent de 3 milliards l'an prochain au lieu d'un solde négatif de 26,4 milliards. Hélas ! cette amélioration ne soulage pas suffisamment la trésorerie, qui subit les conséquences du déficit de 9 milliards de francs hérité de 1990 et de la dégradation de l'emploi. Au cours des prochaines semaines, le découvert atteindra certains jours les 30 milliards et, l'an prochain, il avoisinera régulièrement les 25 milliards. La Sécurité sociale qui, contrairement à l'Etat, ne peut s'endetter, n'a qu'une seule marge de manœuvre : les avances conventionnelles et temporaires accordées par la Caisse des dépôts (11,4 milliards en 1991). Aujourd'hui, elles se révèlent nettement insuffisantes. Le gouvernement, sous peine de devoir annoncer de nouvelles décisions douloureuses, se voit donc contraint d'accorder un peu plus d'aisance financière à la « sécu ». Une meilleure répartition des versements aux hôpitaux ou aux autres régimes sociaux, l'avancement de la date d'expiration de certaines cotisations patronales et la mensualisation des versements dus par l'Etat ne suffiront pas. Il faudra davantage mettre à contribution le Trésor public ou la Caisse des dépôts. Au ministère des finances, on s'inquiète d'un risque de fuite en avant. Néanmoins, ces facilités devraient être temporaires, dans l'attente d'une reprise économique réelle. Elles renforcent sans doute la détermination des pouvoirs publics de maîtriser les comptes de l'assurance-maladie.

JEAN-MICHEL NORMAND

En poste depuis 1986

M. Mignot, directeur de l'UNEDIC présente sa démission

M. Gabriel Mignot, directeur de l'UNEDIC depuis 1986, a présenté sa démission le 17 septembre. Le bureau de cet organisme, qui gère le régime d'assurance-chômage, composé de représentants des organisations patronales et syndicales et actuellement présidé par M. Bernard Boisson, directeur de la commission sociale du CNPF, doit se réunir le 25 septembre pour désigner son successeur. Le départ de M. Gabriel Mignot, ancien élève de l'ENA, auditeur à la Cour des comptes, qui fut longtemps délégué à l'emploi au ministère du travail, coïncide avec le retour des difficultés financières de l'UNEDIC, dues à l'augmentation du nombre de chômeurs. Récemment, le déficit cumulé à la fin de 1992 avait été évalué à plus de 16 milliards de francs par les services de l'institution. Cette démission survient surtout à quelques jours de la première réunion

contre entre les partenaires sociaux, fixée au 23 septembre, au cours de laquelle ceux-ci devraient prendre des mesures pour retrouver l'équilibre. Dans cette perspective, le CNPF et M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale de l'organisme patronal, ne font pas mystère de leur intention de contrôler davantage la gestion du régime d'assurance-chômage. Ils voudraient notamment que l'UNEDIC soit plus sévère avec ceux qui ont appelé les « faux chômeurs » et s'en prennent au système d'indemnisation des salariés intermittents du spectacle. M. Gabriel Mignot ne s'était guère entendu avec M. André Bergeron, ancien secrétaire général de Force ouvrière, quand celui-ci était président de l'UNEDIC. Des rumeurs de démission avaient plusieurs fois circulé.

A. L.

La question du soutien à l'URSS et la situation de l'économie soviétique

La Commission européenne reste perplexe face aux demandes d'aide alimentaire de Moscou

Une délégation ministérielle soviétique devait tenter, ce mercredi 18 septembre, de convaincre les autorités de Bruxelles d'accorder rapidement une aide alimentaire importante. Les experts qui se sont rendus à Moscou avec M. Andriessen, vice-président de la Commission, sont très perplexes quant à l'ampleur des besoins et à la destination concrète des aides.

**BRUXELLES**  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Dans l'attente d'un hiver difficile, les autorités soviétiques multiplient les appels à l'aide à la Commission. Voici quelques jours, dans une lettre adressée à M. Jacques Delors, M. Ivan Silaev, premier ministre russe et président du Comité économique intermédiaire, pressait la CEE de lui verser pour 5 à 6 millions d'écus (de 35 à 42 milliards de francs) des produits agricoles et alimentaires. Vu l'urgence, expliquait-il, il est nécessaire qu'il soit versé avant la fin de l'année.

De telles demandes laissent les

dirigeants de la CEE perplexes : le désordre économique, qu'aggrave l'éclatement de l'Union, n'est pas propice à la mise en œuvre de programmes aussi ambitieux. Le Communauté éprouve déjà du mal à exécuter le programme d'aide alimentaire de 250 millions d'écus (1.750 milliard de francs) en faveur de l'URSS qu'elle a adopté fin 1990. Une importante délégation ministérielle, représentant l'Union, mais aussi la République de Russie, séjourne ce mercredi à Bruxelles pour tenter de convaincre la Commission européenne d'aller de l'avant. Un conseil européen extraordinaire devrait, en principe, courir octobre (la date n'en a pas encore été fixée) être consacré aux relations avec l'URSS.

« La principale difficulté est de trouver des interlocuteurs dont on soit sûr, qui parlent au nom de tout le monde », s'exclame un haut fonctionnaire qui accompagnait la semaine dernière M. Frans Andriessen, vice-président de la commission chargée des relations économiques, lors d'un voyage qui l'a conduit dans les Républiques baltes, à Moscou puis à Kiev. A Moscou, l'équipe bruxelloise était supposée rencontrer des dirigeants de l'Union, mais elle fut étonnée d'entendre ses interlocuteurs tenir un discours au ton musclé et ne

faire référence qu'aux intérêts de la République de Russie.

Même réaction nationaliste en Ukraine. « A la veille de l'hiver, et alors que la production industrielle a baissé de 18 % en un an, la production agricole de 20 %, c'est l'égalisme sacré », explique un collaborateur de M. Andriessen. Les responsables de la CEE, qui ont le souci de ne pas risquer ensuite d'être accusés d'agir de façon discriminatoire par telle ou telle République qui s'estimerait lésée, insisteront pour avoir la garantie que l'assistance communautaire sera équitablement répartie.

**Conditionner les stocks**

Les demandes formulées par M. Silaev (800 000 tonnes de viande, 900 000 tonnes de sucre, 350 000 tonnes de beurre, 3 500 tonnes de céréales, 300 000 tonnes de farine... pour un total de 5 à 6 milliards d'écus) correspondent-elles à la totalité des besoins des Républiques, ou bien seulement à la part demandée à la Communauté ? La Commission n'a pas obtenu de réponse claire et ignore donc si des appels à l'aide d'un même ampleur ont été adressés aux autres fournisseurs poten-

tels, et en particulier aux Etats-Unis et au Japon. On souligne à Bruxelles que, pour des raisons pratiques évidentes, un programme d'assistance aussi considérable devrait faire l'objet d'une étroite concertation entre les différents donateurs ; l'on y ajoute la nécessité d'une répartition équitable de la charge financière.

Au reste, sur le plan pratique, une opération aussi massive soulèverait des problèmes importants, tant du côté communautaire que du côté soviétique. Les stocks de la CEE ne sont pas composés de produits finis et il faut donc d'abord envisager des opérations de conditionnement : le beurre, par exemple, est conservé en fûts et non pas en plaquettes, le transport de telles quantités est loin d'être simple : les ports sont encombrés, la charge d'un gros camion est limitée à 40 tonnes. Mais le pire se situe sans doute à l'arrivée : le stockage, la conservation, etc. La distribution soulève des difficultés innombrables. Il existe très peu d'ONG (organisations non gouvernementales) occidentales sur lesquelles la CEE puisse s'appuyer. « Les ONG russes ou soviétiques, y compris la Croix-Rouge, sont douteuses », admet-on à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE

La planche à billets fonctionne à plein régime

« La seule limite à la création de monnaie en Union soviétique aujourd'hui est la capacité des presses à billets. » Selon M. Yuri Balagurov, en charge de la création monétaire à la Gosbank, le pays crée autant de billets qu'il peut, les machines tournent à plein rendement. L'inflation atteint d'ailleurs 2 % ou 3 % par semaine en Russie, selon des estimations officielles.

Les salaires ont doublé par rapport à l'an dernier. Les dépenses ont crû de 189 %, déplore M. Balagurov, cité par le Financial Times. Or ces hausses ne correspondent pas à des accroissements de la production. Les entreprises empruntent aux banques commerciales pour payer les salaires, les banques demandent des billets aux banques centrales des Républiques et ces dernières se tournent vers la Gosbank, qui n'a pas le choix de refuser : le mécanisme entraîne l'hyperinflation. La Gosbank a demandé par cinq fois un gel des salaires, sans être écoutée. Les dirigeants des Républiques cadent pour être populaires et M. Balagurov se plaint du manque de compréhension dans son pays « des lois les plus élémentaires de l'économie ».

Effondrement de la production et procédures de licenciement

Les gelées d'avril ont été catastrophiques pour les cultures fruitières du Sud-Ouest

**BORDEAUX**  
de notre correspondant

« Une catastrophe. Pourrait-on imaginer un secteur économique dont l'activité s'interrompt pendant un an ? Telle est pourtant la situation de l'arboriculture fruitière. » Selon les techniciens du Comité économique agricole des fruits et légumes d'Aquitaine-Limousin-Charente (CEAFLA), on commence à peine à mesurer l'ampleur du « séisme » provoqué dans le Sud-Ouest par les gelées d'avril : le printemps s'annonçait doux lorsque le froid s'est abattu sur vignes et vergers. Dans la nuit du 20 au 21 avril 1991, la plus dure, le thermomètre est descendu à plusieurs degrés au-dessous de zéro, de minuit à l'aube. Trop longtemps donc pour que les systèmes de protection antibiel soient efficaces.

Premiers touchés : les pommiers, dont la végétation avait atteint le stade le plus sensible. Les vergers du Sud-Ouest, qui produisent habituellement 180 000 à 190 000 tonnes, ne donneront cette année, selon les dernières estimations du CEAFLA, que 52 000 tonnes dont 30 000 en Limousin, la région qui a le moins souffert du gel. Dans les vallées de la Dordogne et de la Garonne, en revanche, « 80 % à 85 % de la récolte sont perdus », estime-t-on, l'épicentre du sinistre se situant entre Agen et Montauban.

Les poiriers n'ont pas mieux résisté : le tonnage devrait tourner

autour de 17 000 tonnes au lieu de 45 000 tonnes en saison normale ; seuls quelques producteurs, encore dans le Limousin, atteindront 30 % de leur récolte habituelle. Le kiwi, qui a un peu mieux résisté, ne peut cependant espérer qu'une « demi-récolte », de l'ordre de 11 000 tonnes au lieu de 24 000 tonnes. Pour de très nombreux arboriculteurs, 1991 s'annonce comme une année « sans ressources ».

Les difficultés se rajoutent sur l'ensemble de la filière. Il n'y a eu pas de travail pour la main-d'œuvre saisonnière employée à la cueillette. Les commandes vont baisser pour les palettes et les emballages comme pour les transporteurs. Les stations fruitières qui assurent le conditionnement et la conservation des pommes vont être réduites au chômage technique voire à la fermeture.

2 à 3 hectolitres par hectare

Les Jardins de Gascogne à Saint-Eulalie (Gironde), par exemple, une coopérative qui traitait habituellement 6 000 à 7 000 tonnes de pommes — avec neuf salariés permanents et quinze à vingt saisonniers d'avril à septembre — et réalisait un chiffre d'affaires de 25 millions de francs, a annoncé une procédure de licenciement général. « Cette année, on ne peut pas envisager de faire tourner la station pour un maximum de 200 tonnes de pommes », constate le directeur, M. Belloc.

Qu'en sera-t-il des vendanges ? Le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB), la chambre d'agriculture et la Fédération des caves coopératives s'accrochent pour prévoir une récolte de 2,6 millions à 3,2 millions d'hectolitres, au lieu de 6 millions en année moyenne. « Une perte de deux milliards de francs pour la viticulture », selon la chambre d'agriculture.

Le gel n'a évidemment pas frappé uniformément. Le Libournais

□ Adoption d'une « Charte pour le monde rural ». — Des organisations syndicales agricoles, les représentants des foyers ruraux et des maisons familiales rurales, l'Union professionnelle artisanale, plusieurs associations représentatives d'élus ont signé le 17 septembre à Paris une « Charte pour le monde rural ». Selon eux, « une politique d'aménagement du territoire insuffisante, le délabrement de nombreux services publics de base et la crise actuelle de l'agriculture » ont provoqué une véritable « dévitalisation » de la ruralité. Pour inverser « ces tendances », il est essentiel que « l'appui au développement rural devienne enfin une priorité clairement affirmée » des pouvoirs publics.

Devant l'Union des caisses d'épargne allemande à Bonn

M. de Larosière insiste sur l'indépendance de la future banque centrale européenne

S'exprimant mardi 17 septembre à Bonn devant l'assemblée annuelle de l'Union des caisses d'épargne allemande, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a longuement insisté sur le fait que, contrairement aux idées reçues, l'inflation causait la croissance (le Monde du 10 septembre). Il s'est prononcé pour le maintien des politiques de lutte contre l'inflation et la mise en place d'une union économique et monétaire comme moyen essentiel de briser le processus inflationniste.

Le patron de la Banque de France a ensuite rappelé que, dans le projet de statut du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la banque centrale européenne, élaboré par les gouverneurs de banques centrales, l'article 2 pose que l'objectif prioritaire du système est de maintenir la stabilité des prix. Selon M. de Larosière, la crédibilité anti-inflationniste de la future banque centrale européenne repose sur trois fondements.

« S'exprimant devant l'assemblée annuelle de l'Union des caisses d'épargne allemande, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a longuement insisté sur le fait que, contrairement aux idées reçues, l'inflation causait la croissance (le Monde du 10 septembre). Il s'est prononcé pour le maintien des politiques de lutte contre l'inflation et la mise en place d'une union économique et monétaire comme moyen essentiel de briser le processus inflationniste. »

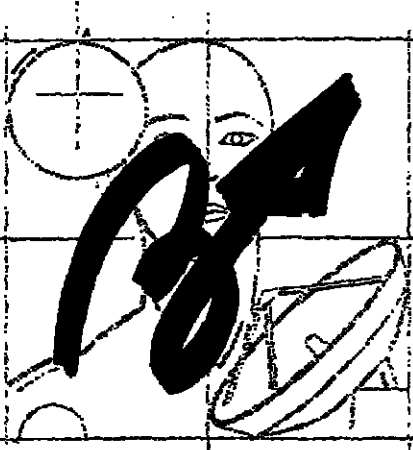
« Discipline budgétaire »

Second point : la future banque centrale se verra interdire « de financer les déficits budgétaires. C'est un point important qui a été unanimement accepté et qui bloque une des voies traditionnelles de la création monétaire de caractère inflationniste ».

Enfin, « une discipline budgétaire devra éviter que les dérapages des finances publiques dans tel ou tel Etat n'infectent de l'inflation dans l'ensemble et ne conduisent à une monétisation de la dette ». Selon M. de Larosière, semblable discipline est d'autant plus importante que lorsqu'il n'existera plus qu'une seule balance des paiements, les déteriorations des soldes courants n'exerceront plus de discipline sur la politique budgétaire des Etats. « A cet effet, le principe essentiel de non-solidarité financière entre Etats a été clairement posé dans les projets de statuts », a conclu M. de Larosière.

Le premier est son indépendance à l'égard des gouvernements ou de la Commission européenne : « Ce point a été amplement traité dans les projets de statuts et il s'agira en particulier sur les modalités de nomination et la durée des mandats des

GINETTE DE MATHA



**BUREAU 91 & SOFT-GALLERY**

Un salon international de la bureautique, de l'informatique et des télécommunications. Une offre complète pas loin de chez vous. 350 fabricants et importateurs qui vous informent dans votre langue. Des conditions attractives... un atout supplémentaire.

**AU PARC DES EXPOSITIONS DE BRUXELLES**  
**DU 18 AU 25 SEPTEMBRE 1991**

OUVERT DE 10 A 18 H  
LES 23 ET 24 DE 10 A 20 H  
FERME LE DIMANCHE 22  
AUTOROUTE PARIS - VALENCIENNES  
- BRUXELLES - SORTIE HEYSEL

Appelez le 19.32.2.762.71.83 pour toute information complémentaire.



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Contestant la politique économique du gouvernement

### La CFE-CGC favorable à une démarche intersyndicale auprès de M<sup>me</sup> Cresson

Après la CFTC et la CFDT, M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC, s'est prononcé mardi 17 septembre en faveur d'une démarche commune des syndicats « réformistes » auprès du premier ministre pour obtenir un changement de la politique économique. « Si le gouvernement ne veut pas nous entendre, il faudra descendre dans la rue, il faudra faire une grève générale », a déclaré M. Marchetti devant le comité exécutif de son organisation et les représentants de ses unions régionales réunis à Marseille. En revanche, FO annoncera, le 21 septembre, l'organisation d'une action interprofessionnelle, en espérant ne pas rester isolée avec la CGT.

Pour la CGC, « il faut relancer l'économie française d'urgence », car « notre pays ne supporte pas de voir apparaître le seul réel de trois millions de chômeurs ». Chahuté par une quinzaine de militants de la CGT inquiétés des menaces de modification du système d'assurance-chômage des artistes, M. Marchetti a souligné la nécessité de « faire le ménage » dans l'UNEDIC, en démantiquant les faux chômeurs, mais il a exclu toute diminution des prestations.

### Appel à la grève de quatre syndicats de cheminots

### La SNCF prévoit des perturbations le 19 septembre surtout en région parisienne

L'appel à la grève des agents de conduite de la SNCF lancé par les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC - de mercredi 18 septembre à 20 heures à vendredi 20 septembre à 8 heures - se traduira par des perturbations, principalement sur le réseau de la banlieue parisienne. Pour les trains rapides, express et TGV, « le service sera normal », selon la SNCF, à l'exception de quelques lignes où deux trains sur trois circuleront (Paris-Saint-Lazare/Cherbourg et Le Havre, Paris-Montparnasse/Granville, Paris-Montparnasse/Nantes et Rennes ainsi qu'entre Bordeaux, Hendaye et Toulouse).

Pour les transports express régionaux, « le service sera perturbé selon les régions », ajoute la SNCF. On prévoit notamment des difficultés en Bretagne. Les quatre syndicats veulent obtenir un réexamen des qualifications des agents de conduite, à la suite de la réforme de la grille des classifications des agents adoptée en mai. La FGAAC (Fédération générale des agents de conduite autonomes), qui représente 40 % des 19 000 conducteurs de trains, ne s'est pas associée au préavis.

La fédération CFDT des banques approuve le rapport Ulmo. La fédération CFDT des banques estime que « nombre de remarques (du rapport Ulmo) sur les services financiers de la Poste) rejoignent celles de la CFDT-banques ». Elle souligne « le danger pour la Poste de créer une filiale qui s'apparenterait à une banque postale, ce qui n'est pas du domaine de la Poste » et « les risques de menaces sur l'emploi par l'apparition d'un nouveau concurrent n'obéissant pas aux mêmes règles que les banques ». Elle n'écartera pas « un partenariat permettant de maintenir un service bancaire de proximité » mais celui-ci « devrait être d'abord expérimenté dans quelques zones pour en tester les effets, les intérêts et les problèmes ».

Deux courants, l'un tiers-mondiste, l'autre isolationniste, s'étaient opposés, pour des raisons évidemment différentes, à ce projet de loi. Les écologistes et une minorité du Parti socialiste ont contesté l'utilité de l'adhésion, estimant la politique du FMI néfaste pour les populations du tiers-monde. De leur côté, les milieux nationalistes ont jugé cette adhésion trop coûteuse, surtout en

## ÉTRANGER

Après des années d'attentisme

### Le Parlement helvétique donne son accord pour l'adhésion de la Suisse au FMI

BERNE

de notre correspondant

Mettant un terme à des années d'attentisme prudent, le Parlement helvétique a donné son feu vert, mardi 17 septembre, à l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Après le Conseil des Etats (Chambre haute), le Conseil national (Chambre basse) a, à son tour, adopté à une nette majorité les propositions gouvernementales définissant les modalités de la participation de la confédération aux institutions de Bretton-Woods. Le principe de l'adhésion étant désormais acquis, seul un référendum, réclamé par au moins cinquante mille citoyens, pourrait éventuellement la remettre en cause.

Le Pérou a obtenu mardi 17 septembre le rééchelonnement de plus de 6 milliards de dollars de dettes (33 milliards de francs) à des « conditions exceptionnelles » auprès de ses créanciers publics regroupés au sein du Club de Paris. Le rééchelonnement est « du montant le plus important consenti par le Club de Paris à un pays latino-américain, et le troisième au monde », s'est félicité un membre de la délégation péruvienne.

Comme en Allemagne, l'économie des Pays-Bas va ralentir. La croissance du produit national brut (PNB) devrait être de 1,5 % en 1992 contre 2 % cette année, selon les prévisions retenues par le gouvernement des Pays-Bas à l'occasion de la présentation du projet de budget de 1992. L'heure est donc, à nouveau, à l'austérité renforcée. L'objectif est d'assurer les finances publiques, à commencer par une limitation du déficit à 4,25 % du revenu intérieur net en 1992.

JEAN-CLAUDE BUHRER

### Le Club de Paris rééchelonne la dette du Pérou

Les pays créanciers du Club de Paris ont notamment accepté de réaménager 100 % des arriérés en capital et intérêts venant à échéance le 1<sup>er</sup> octobre 1991 de la dette à court, moyen et long terme du Pérou, ainsi que les échéances des années 1991 et 1993. Le montant est supérieur à 5 milliards de dollars. D'autre part, le Pérou a obtenu un rééchelonnement sur six ans des dettes contractées depuis 1983, soit plus d'un milliard de dollars. - (AFP)

### Le gouvernement des Pays-Bas prépare un budget d'austérité renforcée

Les prévisions des experts gouvernementaux ne sont pas optimistes pour l'an prochain : l'inflation atteindra 3,5 % (3,25 % en 1991), le pouvoir d'achat devrait stagner comme cette année et les investissements des entreprises reculer de 2,5 %. Lors du traditionnel discours du trône, la reine Beatrix a du reste annoncé une année de « sacrifices », en appelant ses sujets à prendre conscience des abus sociaux. Environ 800 000 Néerlandais préfèrent rester inactifs et toucher des allocations et le pays a le record de l'absentéisme au sein des Douze.

## AUTOMOBILE

### ZX diesel : une vision d'avenir

Bien que sa présence à Francfort soit apparue plus discrète que celle de la 106 de Peugeot, la nouvelle version ZX de Citroën, un diesel athmosphérique, sans turbo donc, mérite largement attention. Deux raisons justifient cette observation : d'abord, la discrétion, au point de vue sonore, du moteur, ensuite l'allègement du groupe lié à une discrète consommation de carburant dans les allures les plus élevées (entre 8 et 7,5 litres aux 100 km). En outre, une fois encore l'excellente tenue routière de ce nouveau représentant de la gamme qui est montée avec le désormais fameux essieu arrière à effet autodirectionnel. Ce qui en termes plus clairs signifie que les roues arrière en virage et à vitesse élevée prennent, dans une certaine mesure, l'orientation des roues avant.

### Regain d'activité prévu

Ce regain d'activité aurait pour cause essentielle une nette accélération de nos exportations, qui augmenteraient de 6 % en volume au lieu de 3,8 % cette année. Il faut voir là les effets de l'amélioration de la compétitivité des prix français (si le dollar reste bien comme prévu à environ 6 francs l'année prochaine), mais aussi les premières retombées de la reprise d'activité prévue aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

L'autre raison de l'accélération de la croissance en France serait un redémarrage de l'investissement des entreprises, qui progresserait de 3,5 % en volume après avoir reculé de 0,6 % cette année. La consommation des ménages, en revanche, ne s'accroîtrait pas, progressant de 1,8 % comme cette année (+ 1,7 %), le pouvoir d'achat du revenu disponible augmentant de 1,7 % comme cette année, après + 3,3 % en 1990.

Les dispositions fiscales prévues concernent essentiellement les sociétés avec une baisse programmée de l'impôt sur les bénéfices, qui va aligner la France sur les pratiques étrangères. Quelques mesures ont également été retenues pour soutenir le logement qui, lui, ne semble pas sorti d'affaire : la réduction d'impôt retenue par la disposition Méhaignerie - qui concerne les épargnants achetant des logements neufs pour les louer pendant au moins six ans - sera utilisable deux fois au lieu d'une, entre 1992 et 1997. Le plafond des déductions d'intérêts autorisées sur les emprunts contractés pour l'achat d'un logement va être relevé.

Rien n'est dit sur une possible hausse des cotisations sociales l'année prochaine, mais le taux des prélèvements obligatoires reste stable à 43,8 % de la production nationale. Quant aux taux d'intérêt, ils devraient légèrement baisser. Le gouvernement prévoit des taux longs à 8,8 % en moyenne sur 1992. Cela est logique avec la stabilisation du taux d'inflation à moins de 3 % : + 2,8 % en 1992 comme cette année après + 3,4 % en 1990. Cela dans l'hypothèse, bien sûr, où le prix du baril de pétrole resterait à 19 dollars comme cette année.

ALAIN VERNHOLES

point avec succès. Alors que le marché du diesel apparaît en Europe stable depuis trois ans (14,3 % soit 1 865 544 unités pour plus de 13 millions de voitures) la France connaît un boom dans la formule puisque le nombre des véhicules alimentés au gazole est passé de 522 387 à 762 054 dans la même laps de temps. Avec l'arrivée des diesel de nouvelle génération, plus propres, limités en émissions de particules et à montée en température rapide, cette tendance devrait dans l'avenir se confirmer. Si toutefois rien ne vient modifier l'intérêt économique que peut tirer les automobilistes de l'usage du gazole dans leur voiture comme c'est le cas en France actuellement...

C. L.

► Prix : de 84 400 francs à 99 500 francs selon les options. Une direction assistée est très recommandée mais, hélas elle exige 3420 francs de plus.

### Le trophée des Gazelles

Pour la seconde année un raid sur véhicules 4X4 réservé à des conducteurs se déroulera au départ de Marrakech du 4 au 11 octobre, après un prologue qui a lieu à Chaumont en Haute-Marne les 28 et 29 septembre. Cette épreuve qui a le soutien de M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, réunit des « pilotes » pris parmi le personnel de diverses entreprises et non licenciés à la Fédération française de sport automobile.

Le montant de la participation est de 110 000 francs, un tarif qui comprend la fourniture du véhicule tout-terrain, le carburant nécessaire au raid de 1800 kilomètres sur les pistes du Sud marocain et la prise en charge des participants, prévues à trois par voiture. Renseignements : Dominique Serra. Tél. : (16) 25-32-43-17.

## INDUSTRIE

### L'accord CEE-Japon

### Les constructeurs automobiles européens mettent en garde leurs homologues nippons

Les industriels européens de l'automobile ont décidé de durcir le ton. Intervenant mardi 17 septembre à Bruxelles en tant que président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), M. Raymond Lévy, patron de Renault, a adressé une sévère mise en garde aux constructeurs nippons. Les japonais, a-t-il déclaré, doivent s'attendre à se voir refuser l'accès au marché européen à la fin du siècle s'ils ne respectent pas l'accord conclu en juillet dernier.

M. Raymond Lévy a profité de la tribune qui lui était offerte à Bruxelles pour demander, une nouvelle fois, un soutien de la CEE à l'industrie automobile européenne. M. Lévy souhaite des pouvoirs publics européens qu'ils soutiennent les programmes de recherche initiés par les constructeurs. Et surtout qu'ils aident ces

derniers à mettre en place des plans de restructuration, jugés indispensables pour contenir la concurrence japonaise.

Évoquant le problème des « transplants », M. Lévy a reconnu que l'accord conclu en juillet ne comportait aucune limitation chiffrée quant à la production des usines automobiles japonaises implantées en Europe. Le patron de Renault a toutefois souligné qu'un terme d'un accord non écrit, « l'hypothèse de travail », retenue pour les transplants est de 1,2 million de véhicules à la fin de la période. « Si ce chiffre est respecté, la pénétration japonaise pourrait atteindre 16 % au maximum en 1999 contre 10,6 % en 1990 », a-t-il précisé. « Compte tenu des ambiguïtés qui subsistent, l'application de l'accord par la commission revêtira une importance essentielle. Il permettra que soient effectivement respectées dans les faits les interprétations de l'accord telles qu'elles nous ont été communiquées », a ajouté M. Lévy.

Parmi les ambiguïtés évoquées par M. Lévy figure en bonne place le sort réservé aux voitures nipponnes fabriquées aux Etats-Unis. Selon le Wall Street Journal du 17 septembre, la France aurait officiellement accepté les importations sur son territoire de Honda Accord fabriquées aux Etats-Unis, après pressions des autorités américaines.

### Renault et Volvo rapprochent leurs directions commerciales

En annonçant mardi 17 septembre l'arrivée prochaine de M. Loïc Caperan, directeur commercial France de Renault, au conseil d'administration de Volvo automobiles France, celle de M. Vincent de Laurens, directeur général de Volvo automobiles France, au poste de directeur général de Renault Luxembourg et son remplacement par M. Jean Lasserre, précédemment directeur régional Sud-Ouest de Renault, les deux firmes automobiles ont concrétisé la coopération entre leurs directions commerciales en France pour les voitures et les petits véhicules utilitaires.

Cette démarche fait suite à l'accord de participation croisée entre les deux firmes et à la mise en place de politiques communes dans le domaine de la recherche et du développement. Des groupes de travail ont été mis en place pour trouver d'autres synergies destinées à réduire les coûts.

**DUCAL**

Spécialiste du convertible

(Interne 11,65 - 11,80 - 12,10 et 14,01)  
Matelas butex, latex ou polyether. Grand choix.

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

37, Av. de la République 75013 PARIS  
Tél. 43.57.46.35 Métro PARENTIER

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**L'ENVIRONNEMENT**

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économique, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

**INSEE**

la référence au bout des pages...

**DONNEES SOCIALES 1990**

L'ouvrage de synthèse sur la société française à l'aube des années 90.

464 pages - Prix 250 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

هكذا من الأصل



سكزا من الاصل

# ÉCONOMIE

## ENVIRONNEMENT

Au dixième Congrès forestier mondial de Paris

### M. Mitterrand lance un appel à la sauvegarde du patrimoine vert

Le dixième Congrès forestier mondial, réuni à Paris pour dix jours, a été ouvert, mardi 17 septembre, par M. François Mitterrand, accompagné de MM. Roland Dumas, Philippe Marchand, Brice Lalonde et Georges Sarre. L'heure n'est plus aux comptes économiques de la filière bois, comme naguère, mais à la protection de la forêt, considérée comme le patrimoine de l'avenir.

Touchant d'unanimité lors de la séance inaugurale du Palais des congrès, pas une voix à la tribune officielle n'a manqué d'exalter le rôle primordial joué par la forêt dans les grands équilibres de la planète. On ne parle plus, comme jadis, des fluctuations du marché international du bois, ni même, comme naguère, de l'exploitation rationnelle des forêts.

A la veille de la grande réunion, en décembre prochain, à Paris, des organisations non gouvernementales, puis du sommet de la terre, à Rio-de-Janeiro, en juin 1992, on ne jure que par la sauvegarde du patrimoine forestier mondial. A croire que ce dixième congrès ne

réunit plus les professionnels du bois et de la forêt, mais un parterre d'écologistes soucieux d'arrêter le massacre.

Le ministre français de l'Agriculture, M. Louis Mermeux, qui se souvient d'avoir présidé la conférence paneuropéenne sur la forêt à Strasbourg, en décembre 1990, a reconnu que « la société urbaine, par des aménagements trop souvent intempestifs, déséquilibre notre milieu naturel ». Le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a constaté, pour sa part, que si on observe « une expansion de la forêt dans les pays développés », on doit admettre qu'« à l'échelle planétaire le domaine forestier se rétrécit ». Pour en avoir le compte précis, la FAO a lancé, l'an dernier, un « projet d'évaluation des ressources forestières mondiales », dont les résultats seront disponibles l'an prochain.

Évoquant le Plan d'action pour les forêts tropicales (PAFT) adopté à Mexico en 1985 (1), le directeur général de la FAO a souligné que, « si la communauté internationale veut véritablement conserver son patrimoine forestier, elle doit consacrer des mises de fonds à hauteur de son ambition ».

M. Jacques Delors, en tant que président de la CEE, a rappelé que

les Douze s'étaient engagés pour un programme de défense de la forêt européenne reposant sur trois axes : encouragement au boisement des terres agricoles ; soutien aux régions méditerranéennes qui perdent chaque année cinq cent mille hectares détruits par le feu ; financement du programme de protection contre la pollution.

#### Programme pilote

Dénouant « la dictature insoutenable du court terme », M. Delors a rappelé que la CEE avait, lors du dernier sommet des Sept, présenté avec la Banque mondiale un programme pilote pour la conservation de la forêt amazonienne au Brésil, dont le coût total est estimé à 6 milliards de dollars.

Après avoir évoqué la Nièvre et les Landes, puis « les séquoias millénaires et les chênes séculaires », M. Mitterrand a exalté « la forêt maîtrisée par le travail et l'intelligence de l'homme ». Mais il s'est dit horrifié de voir chaque année disparaître dix-sept millions d'hectares de forêt tropicale, soit « plus que la totalité de la forêt française ». Il a donc eu ce cri de ralliement : « Unissons-nous pour sensibiliser tous les citoyens de la planète à la fragilité de la forêt ». Dans le grand auditorium du Palais des congrès, les experts et forestiers ont applaudi, encouragés par ces bonnes paroles qui n'engagent finalement à rien, au moins pour l'instant.

ROGER CANS

(1) Le congrès de Mexico avait approuvé, en 1985, un plan de 8 milliards de dollars, étalé sur cinq ans, pour sauver la forêt tropicale.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Information SICAV

#### UNIVAR Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 30 septembre 1991 à 11 h, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris. En cas de défaut de quorum, les actionnaires seront convoqués une seconde fois, le 10 octobre 1991, au même lieu et à la même heure.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet de décider des modifications statutaires concernant :

- les modalités de souscription et de rachat des actions,
- l'évaluation des titres de créances négociables.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



### Information SICAV

#### UNI-ASSOCIATIONS Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 30 septembre 1991 à 10 h 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris. En cas de défaut de quorum, les actionnaires seront convoqués une seconde fois, le 10 octobre 1991, au même lieu et à la même heure.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet de décider des modifications statutaires concernant :

- les modalités de souscription et de rachat des actions,
- l'évaluation des titres de créances négociables.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



### La frustration des écologistes

En marge du congrès forestier de Paris, les ONG - organisations non gouvernementales - ont tenu à marquer, d'entrée de jeu, leur différence. Pour le réseau Solidarité-forêt, les exploitants forestiers se soucient seulement de leur cubage de grumes, au mépris des populations indigènes qui vivent dans la forêt. Au nom d'ECOROPA, M. Edward Goldenrich a usé la polémique de la FAO, qui a poussé constamment à l'agriculture extensive, aux dépens des forêts et de la civilisation tribale.

Enfin, le prince Bernhard des Pays-Bas, vice-président du WWF-International, et M. Philippe Poiré, président de WWF-France, se sont étonnés que le ministre français de l'environnement, M. Brice Lalonde, ait été tenu à l'écart de la tribune officielle lors de la séance d'ouverture de ce congrès, consacré à la forêt et à son rôle dans l'environnement planétaire.

### Espace social européen

1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE DE LA PROTECTION SOCIALE

NUMÉRO SPÉCIAL SANTÉ

- La chasse au gaspi
- Surcoût et incohérences du système de soins
- Une interview exclusive de Jean-Louis Bianco

TSI : 45-66-98-11 - prix : 30 F

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

400,000 actions

### LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton

Ces actions ont été vendues par le soussigné. Cette annonce est publiée pour mémoire et ne constitue pas une offre.

### Goldman, Sachs & Co.

New York London Tokyo  
Boston Chicago Dallas Frankfurt Hong Kong Houston  
Los Angeles Memphis Miami Montreal Paris Philadelphia  
San Francisco Singapore Sydney Toronto Zurich



Septembre 1991

### Progression du bénéfice semestriel

#### BSN PROGRESSE

Au 30 juin 1991, le chiffre d'affaires consolidé de BSN s'est établi à 31,9 milliards de francs contre 27,0 milliards de francs à fin juin 1990, soit une progression de 18,2 %. A structure et taux de change comparables, la progression du chiffre d'affaires ressort à 4,1 %. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991, la société Galbani dont BSN contrôle 50 %, est consolidée par intégration globale.

Pour le premier semestre 1991, le bénéfice net a atteint 4,0 milliards de francs, contre 2,7 milliards de francs au premier semestre 1990 (après impôt). Les résultats consolidés, indépendamment de cette plus-value, ont progressé de 28,2 % par rapport au premier semestre 1990.

Le résultat opérationnel (après amortissements et avant frais financiers et impôts) s'est établi à 5 643 millions de francs dont 2 148 millions de francs de plus-value de cession brute des activités Champagne. Hors cette plus-value, la progression du résultat opérationnel des branches par rapport à celui du premier semestre 1990 est de 21,6 %.

RÉSULTATS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PAR BRANCHE		
(en millions de francs)	30.06.90	30.06.91
Produits Frais	498	1 008
Epicerie-Pâtes	499	664
Biscuits	479	536
Bière	550	425
Eaux minérales	453	457
Emballage	413	426
Résultat opérationnel des branches	2 863	3 517 + 21,6 %
Résultats non répartis	(20)	2 126*
Total Groupe	2 873	5 643

\* Dont 2 148 de plus-value brute Champagne.

La très forte progression du résultat opérationnel de la Branche Produits Frais résulte de l'intégration de la société Galbani et également des bonnes performances des autres sociétés de la Branche.

Le résultat opérationnel de la Branche Eaux Minérales incluait en 1990 le résultat opérationnel de l'activité Champagne.

Si l'on exclut l'activité Champagne, le résultat opérationnel de la Branche Eaux Minérales a progressé sur la période de plus de 28 %.

Les conditions climatiques défavorables jusqu'à fin juin ont pesé sur le résultat opérationnel de la Branche Bière au premier semestre.

Les résultats consolidés semestriels de BSN ont été contrôlés par les commissaires aux comptes et ont reçu l'attestation de sincérité prévue par la loi.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



# Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

## EXPERTISE COMPTABLE - CONSEIL

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse (audit, expertise, conseil) pour construire l'avenir dans un cadre multidisciplinaire.

## Manager

Expert comptable diplômé, vous avez 6 à 10 ans d'expérience acquise en cabinet et/ou entreprise. Nous vous confierons l'animation d'une équipe, afin d'offrir à nos clients l'ensemble des services et prestations dans les domaines de la comptabilité et de la gestion, tels que "reporting" mensuel, consolidation, assistance de gestion auprès de PME/PMI, etc...

Vos qualités relationnelles seront un atout pour le développement de la clientèle. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

CPS France  
Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. 1109/H à  
Pierre LEMAHIEU - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS.

Entreprise  
agro-alimentaire  
d'Alsace-Lorraine.  
(350 personnes.  
600 MF de C.A.)  
fortement orientée  
vers l'exportation.  
recherche son

## Secrétaire Général

Vous serez chargé de l'organisation, de la gestion administrative et financière et de l'informatique.

Pour ce poste à responsabilité, vous êtes issu d'une école supérieure de commerce et pouvez justifier d'une solide expérience en entreprise.

Merci d'envoyer dossier de candidature à GIBORG,  
6 place d'Estienne d'Orves,  
75009 Paris.

Notre Agence Départementale de Conseils et d'Etudes auprès des collectivités locales recherche un

## Responsable de Département Gestion et Aménagement

- Il animera une équipe pluridisciplinaire de 6 consultants.  
- Il assurera la promotion de son équipe auprès des collectivités locales.  
- Il suivra la réalisation des actions sur le terrain.

Vous avez une formation supérieure BAC + 4/5, Grandes Ecoles ou Universités. Vous connaissez parfaitement le fonctionnement des collectivités locales. Vous avez l'habitude de manager des équipes et des projets et de gérer un budget.

Envoyez votre candidature à notre Conseil :  
M. PLAGNOL - Société COREFOR  
574, rue de Chantebord  
73000 CHAMBERY  
Téléphone : 79. 62. 52. 14.

## INGÉNIEUR - AM - ENSI - INSA...

PME performante - 100 p. - La Mans, travaillant pour l'équipement automobile (transformation de matières plastiques) crée, dans le cadre de son développement un nouveau poste de

## Chef de Projet

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la gestion des projets "nouveaux produits", qu'il pilotera depuis la définition du besoin-client jusqu'à l'optimisation en production, et ce, en liaison tant avec le Commercial qu'avec les Méthodes, la Production et la Qualité.

Ingénieur généraliste, à dominante mécanique ou matériaux, de 2 à 3 ans d'expérience industrielle, vous avez, si possible, déjà mené à bien un certain nombre d'actions globales et souhaitez pouvoir mettre en pratique votre créativité dans une structure en développement et à taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous  
réf. 750 à J.M. LEGRAND - CPT - 3 Bd René Levasseur  
72000 La Mans.

## Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération

### ORSTOM

Recrute par voie de concours (femmes et hommes), pour ses programmes scientifiques en France et à l'étranger (toutes régions) :

- 5 INGÉNIEURS DE RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (BAC+6) ;
- 8 INGÉNIEURS D'ETUDES de 2<sup>e</sup> classe (BAC+3,4,5) ;
- 5 ASSISTANTS INGÉNIEURS (BAC+2) ;
- 10 TECHNICIENS DE LA RECHERCHE de 3<sup>e</sup> classe (BAC...) ;
- 3 ADJOINTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (CAP, BEP, BEPC) ;
- 1 AGENT TECHNIQUE DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> niveau (qualification professionnelle) ;
- 1 CHARGÉ D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (expérience catégorie A de la fonction publique) ;
- 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (BAC+3...) ;
- 6 SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 3<sup>e</sup> classe (BAC...) ;
- 6 ADJOINTS ADMINISTRATIFS DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (CAP, BEP, BEPC...).

Vous pouvez retirer vos dossiers de candidature ou obtenir toutes informations au Bureau des Concours de l'ORSTOM :  
213, rue La Fayette, 75010, PARIS. - Tél. : 48-03-78-02.  
La clôture des inscriptions est fixée au 22 octobre 1991 à 17 heures.

## ÉTABLISSEMENT PUBLIC BORDEAUX

### INGÉNIEUR D'ETUDES EN GÉNIE CLIMATIQUE ET ÉLECTRIQUE

- Niveau bac + 4 ayant une expérience professionnelle.
- Rémunération au 1<sup>er</sup> échelon : 7 400 F net par mois.

Changement d'échelon après titularisation et progression assurée en fonction de l'ancienneté.

Possibilité de logement de fonction sur le campus de l'université à l'issue de l'année de stage.

Envoyer CV et références sous n° 8378  
MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. Col.-Pierre-Avis 75902 Paris Cedex 15.

## PME AGROALIM. FILIALE US

cherche pour Evry (91)

## CHEF COMPTABLE/FINANCIER

Anglais exigé, expér. nécessaire  
Rémunération motivante

Envoyer CV + photo s/réf. 902 à FCCA,  
11, rue de Madrid, 75008 Paris

**HOBART**

LA PUISSANCE  
ET L'IMAGINATION

**INGENIEUR LOGICIEL MICRO  
POUR UN PROJET EUROPEEN**

Jeune ingénieur, vous allez développer et adapter une nouvelle génération de systèmes de pesage - emballage - étiquetage automatique destinée au secteur de la grande distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos compétences en PG, micro processeurs, langage C, bases de données et logiciels de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial N° 1 en Europe.

Merci d'adresser votre dossier à :  
De HOBART - DRH  
BP 68 - 77312 MARNE LA VALLÉE  
Cedex 2.

## Chef de cabinet

Vous avez en charge le travail de cabinet classique d'un homme politique très impliqué dans la vie municipale d'une grande métropole, mais surtout vous avez la responsabilité du suivi d'un dossier spécifique important correspondant à un véritable enjeu politique qui implique une réflexion générale, l'étude de dossiers et leur mise en application, la communication et la promotion, les contacts et la négociation avec les leaders politiques et fonctionnaires de la région.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (Sciences Po - DESS de Communication...).

Vous avez une expérience de Responsable de Communication Institutionnelle, Directeur de Cabinet, Conseiller Technique... Le poste implique : • un sens politique sûr, l'expérience de la communication, une bonne capacité relationnelle et diplomatique et le goût pour la formulation et l'écriture.

Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. 1065/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT  
PARIS LILLE LYON SOFIA ANTIPOLIS  
Un département de Bernard Krief Consulting Group

## jeune

### JURISTE FISCALISTE

Rattaché au directeur financier, vous serez intégré à une équipe pluridisciplinaire très professionnelle. Vous interviendrez principalement dans les domaines suivants : fiscalité et droit des sociétés, droit des contrats. Vous coordonnerez l'intervention de nos conseils extérieurs.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (Maîtrise ou DESS), vous souhaitez valoriser une première expérience de quelques années acquise en entreprise ou en cabinet. La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 454 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

## Débuter dans les Ressources Humaines

Paris - Notre Société (1400 pers.), filiale d'un Groupe industriel de renommée mondiale, occupe une place de tout premier plan dans le domaine des techniques de pointe, notamment dans les équipements de communication. Pour accompagner notre forte croissance, nous élargissons notre Direction des Ressources Humaines et recherchons un jeune cadre.

En étroite collaboration avec les directions opérationnelles, vous organiserez et participerez activement au recrutement de nos collaborateurs, principalement ingénieurs et cadres. Vous prendrez en charge l'ensemble de la formation (analyse des besoins, définition du plan et suivi du budget). Vous disposerez d'une large autonomie d'action. Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (formation type Droit, Sciences Po, ESC, CELSA), vous êtes motivé par cette fonction. Vous souhaitez vous impliquer dans la vie d'une entreprise dynamique qui saura vous offrir des responsabilités variées et évolutives. Sens de l'organisation, jugement rigoureux, disponibilité et qualités relationnelles seront vos meilleurs atouts. Anglais souhaité. Merci d'adresser votre candidature sous réf. E269/M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

## Communication en Ressources Humaines

Entrer chez Austin Knight France, c'est d'abord se pénétrer d'un état d'esprit pour apporter à nos clients les solutions multi-médias personnalisées pour le recrutement et la fidélisation de leurs collaborateurs. C'est aussi disposer des moyens matériels et humains pour se poser en réel partenaire des entreprises. C'est enfin bénéficier de l'expérience et de la solidité du leader mondial de la Communication de Ressources Humaines, Austin Knight Ltd.

### Chef de Pub / Développement

35-38 ans, votre expérience agence ou support vous a permis d'acquies de solides bases commerciales à votre formation littéraire... ou littéraire à votre formation commerciale. Dynamique et ouvert, on admettra la concision de vos brefs et la pertinence de vos recommandations. Vous en chargez une partie du développement de notre structure, vous êtes également chargé de la gestion et d'un vent aigu du recrutement. En quelques mots les vôtres? Vous les mariez à la pratique de l'anglais? Alors faites-le savoir en adressant votre candidature (lettre + CV) à: Ramid Lamrani - Austin Knight France - 8, rue Magellan - 75009 Paris.

Austin  
Knight

Dans le cadre des activités de son service animation, la MAISON DE LA CULTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE recrute un

## ASSISTANT DE DIRECTION

chargé de la coordination générale de ce service, avec responsabilité administrative et financière.

De formation supérieure, il aura acquis une expérience réussie dans le domaine de la communication (des connaissances et un intérêt dans le secteur radiophonique seraient un atout).

Merci de faire parvenir, avant le 30 septembre 1991, votre CV avec lettre manuscrite et prétentions à :

Monsieur le directeur de la MCLA  
BP 25 - 44001 NANTES CEDEX 01

## SOCIÉTÉ ALLEMANDE PARIS 15<sup>e</sup> recherche une

### ASSISTANTE DE DIRECTION

de langue maternelle française, parfaitement bilingue allemand, pouvant justifier d'une réelle expérience d'au moins dix ans en secrétariat de direction.

La maîtrise du TTX Word 3 Windows serait souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV sous référence n° 6366.

LE MONDE PUBLICITÉ  
15/17, rue de Col.-Pierre-Avis, 75902 Paris Cedex 15

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 • LM

مكتبة من الأصل



سكزا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Carrières

• Le Monde • Jeudi 19 septembre 1991 • 31

Biens d'équipement industriel

### Responsable export

Prendre en charge la commercialisation d'équipements industriels de combustion très réputés, selon une démarche "sur mesure", sur les principaux marchés d'exportation (Moyen et Extrême-Orient, Amérique latine...).

- analyse du marché • implantation de réseaux • élaboration d'offres technico-commerciales • négociation des contrats.

C'est la mission que vous propose cette société performante (160 MF de CA dont 30 % à l'export, 190 personnes), filiale d'un important groupe industriel français (5,5 Mds de F de CA).

Âgé de 30 ans minimum, ingénieur de formation, vous justifiez d'une première expérience, acquise idéalement dans la vente d'équipements thermiques à l'export.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne et nécessite de nombreux déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 541 C, à notre Conseil Alpha à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. (1) 42 94 21 34.

Chalon-sur-Saône en Bourgogne  
Agglomération de 100 000 habitants



RECHERCHE

### L'ADJOINT(E) AU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez au moins deux ans d'expérience de la communication dans le secteur public ou privé, un esprit créatif, dynamique et rigoureux, de solides qualités rédactionnelles. Une connaissance de la rédaction et de la mise en page d'un journal sera un atout supplémentaire.

VOS MISSIONS :

- assurer le secrétariat de rédaction du journal municipal mensuel,
- prendre en charge l'organisation d'opérations de relations publiques,
- participer à la politique de communication.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à :  
Dominique PERRELLI, Député-Maire de Chalon-sur-Saône  
B.P. 92 - 71321 CHALON SUR SAÔNE Cedex

### GROUPE les Echos

Notre groupe de presse (600 MF - 400 salariés) est bien connu.

### jeune A&M, Mines, ECP..., venez participer au développement de notre imprimerie

Nous modernisons nos moyens de production à la Plaine-Saint-Denis en investissant 50 MF dans une unité de routage. Venez aux côtés du directeur de l'imprimerie piloter ce projet : vous redigerez les spécifications, négociez avec les fournisseurs, supervisez les travaux, mettez en route.

Si, en 2 ou 3 ans, vous avez acquis une bonne expérience des travaux neufs ou de la maintenance dans une industrie lourde (chimie, sidérurgie, ciment, papier...) et si vous entendez concilier technique et management.

écrivez à L. NEUMAN, consultant (ref. 6773LM)

"Carrières d'ingénieurs"



ALEXANDRE TIC S.A.

11, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
01 42 94 11 11

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MARKETING INTERNATIONAL  
recherche

### CHARGÉ(E) D'ÉTUDES QUALITATIVES

pour terrains qualitatifs, analyses de documentaires, conseil.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Niveau doctorat (ou équivalent) dans l'une des disciplines suivantes : anthropologie symbolique, sémiotique, sociolinguistique, ethno-méthodologie, sciences cognitives.
- Motivation pour l'étude et l'analyse du changement socio-culturel.
- Deux à quatre ans d'expérience dans la recherche qualitative appliquée au marketing de grande consommation.
- Parfaitement trilingue (anglais plus une autre langue européenne, allemand de préférence).
- Poste à pourvoir à Levallois-Perret.

Nous souhaitons faire adresser les candidatures sous référence au journal et nous vous demandons de bien vouloir les renvoyer à l'adresse suivante :

RISC International France

22, rue du Président Wilson,  
92300 LEVALLOIS-PERRET

LA VILLE DE MONTREUIL-SOUS-BOIS

(Seine-Saint-Denis)

100 000 habitants

recrute pour son service Enseignement :

### 1 CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Qui aura pour mission :

- la mise en place d'un observatoire des nouvelles filières de l'enseignement ;
- de mener une étude prospective sur la carte scolaire ;
- de conduire une réflexion sur les rythmes scolaires ;
- l'aménagement des équipements scolaires.

De formation BAC + 3 minimum, votre intérêt pour l'enseignement vous permettra d'être force de proposition et de mener à bien réflexion et action avec l'ensemble de vos partenaires (services municipaux, corps enseignant, parents d'élèves).

Adresser candidature, CV à Monsieur le Député-Maire,  
Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

ORGANISME PROFESSIONNEL, recherche son

### SECRETAIRE GENERAL

- Pour la PROMOTION COMMERCIALE et la GESTION au sein d'une petite équipe dynamique, dans un SECTEUR PORTEUR.
- Homme-femme jeune, actif(ve), sens de la communication.
- FORMATION : gestion d'entreprise DESS, école supérieure de commerce, ingénieur + IAE ou équivalent. Anglais. Quelques années d'expérience souhaitables.

Envoyer CV (photo) et prétentions au :

Président de l'A.T.E.E., 47, av. Laplace - 94117 Arcueil Cedex.

### FORMATION PROFESSIONNELLE

SPECIALISTE LOGISTIQUE/TRANSPORTS  
RESPONSABLE ZONE EXPORT  
GESTIONNAIRE EXPORT  
ASSISTANTE COMMERCIALE TRILINGUE

### Donnez une dimension internationale à votre avenir.

Les meilleurs de commerce international vous séduisent. Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle significative. Vous maîtrisez l'anglais et une autre langue européenne (allemand ou espagnol). Le Centre de Techniques Internationales (CTI), reconnu pour la qualité de ses études et publications, vous propose des stages intensifs de formation vous permettant d'acquies des compétences pointues fortement cotées sur le marché de l'emploi. Contactez-nous dès maintenant. CTI - 3, avenue de Verdun 92250 LA GARENNE COLOMBES  
Tél. : 47 81 94 65/47 85 83.11.

Stages agréés et financés par  
le Conseil Régional d'Ile de France.



GRANDE ENTREPRISE NATIONALE

pour renforcer l'équipe d'OPÉRATEURS SUR MARCHÉS  
de sa Direction Financière à Paris

### JEUNE DIPLOMÉ (E)

niveau BAC + 5  
débutant ou possédant expérience  
Anglais courant

Ecrire au Monde Publicité sous N° 8391  
15/17 rue du Colonel-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

VOUS ÊTES UN EXCELLENT

### LEADER D'ÉQUIPE

Vous êtes un homme ou une femme passionné d'animation. Vous avez la capacité de gérer et diriger un village de vacances. Vous êtes disponible géographiquement. Vous êtes très motivé.

Rencontrez-nous,  
nous sommes une société de tourisme en plein essor.  
Env. CV avec photo indispensable  
au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8389  
15/17, rue Col.-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES DEUX-SEVRES  
ART DE TRANSMETTRE LE MESSAGE

Chargé(e) de communication de la CCI des Deux-Sèvres...

A vous de mettre en forme son message à l'attention de ses diverses cibles externes et internes, d'assurer la cohérence et la pérennité de son image, d'assurer son influence auprès de l'environnement économique. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (BAC +4/5), votre culture générale sera la différence. Vous maîtrisez les relations publiques, l'expression écrite et orale, d'indéniables qualités d'animateur. L'idéal serait une expérience consistant dans les métiers de la communication.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à Sophie Becquet-Lheriteau - BP 5 - 17002 La Rochelle Cedex.

SOPHIE BECQUET-LHERITEAU  
CONSEIL EN RECHERCHE ET SÉLECTION DU PERSONNEL

GRANDE ADMINISTRATION

(Paris)

recherche

### 2 RÉDACTEURS

de haut niveau

pour études relatives aux finances locales et participation à la gestion d'importantes crédits budgétaires. Formation Bac + 4 droit public ou finances publiques : spécialisés de préférence collectivités locales. Goût pour analyse financière, utilisation informatique, rédaction. Adaptation au travail en équipe. Débutants acceptés.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous N° 8390  
au Monde Publicité,  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

ÉDITIONS MASSON

recherche

### ASSISTANT ÉDITEUR H/F

Pour assurer la mise au point des manuscrits scientifiques en liaison avec les auteurs.

Formation scientifique supérieure, bonne maîtrise de la langue et aptitude à la relecture et à la correction.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo aux Éditions MASSON,  
120, bd Saint-Germain, 75280 PARIS CEDEX 06.

### DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

■ Séminaire de  
management général.

■ 24 jours en alternance (1 semaine par mois de janvier à mai).

■ Une session à LYON  
et une à PARIS.

CDM

Centre de Développement du Management  
23 avenue Guy de Collongue  
B.P. 174  
69132 ECULLY CEDEX

Groupe ESC Lyon  
UN GROUPE D'ÉCOLES DE MANAGEMENT

RENSEIGNEMENTS  
PARIS 43.94.16.46  
LYON 72.20.25.20

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



**IMPORTANT GROUPE DE TRAVAUX ROUTIERS  
RECHERCHE POUR SA  
DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE**

**Ingénieur  
Financier**

La préférence sera  
donnée à un ingénieur à  
double formation  
(Ingénieur + ISA ou  
INSEAD, Sup. de Co ou  
équivalent) ayant une  
première expérience de  
quelques années.

Adresser lettre  
manuscrite, curriculum  
vita, photo et prétentions  
sous référence 8439  
à AXIAL, 27 rue Talbot,  
75008 Paris  
qui transmettra

**LE GROUPE ARIES**  
1,4 milliard de francs de C.A.,  
Holding Industrielle de 15 Sociétés, leaders dans leur métier,  
recherche un

## AUDITEUR / CONSOLIDEUR

Sous l'autorité du Directeur Financier :

- Il prend en charge la consolidation des entreprises.
- Il contrôle et conseille certaines filiales en matière de procédures et de méthodes comptables.

Agé de 27/30 ans, de formation universitaire ou école de gestion et/ou titulaire de DECS, vous maîtrisez ces techniques acquises soit dans une holding, soit dans un cabinet d'audit.

Pour ce poste basé à Poissy, mobilité géographique et pratique de l'anglais sont indispensables.

Nina PREVEL vous remercie de lui faire parvenir  
lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 3143A/LM  
**BOSSARD CARRIÈRES**  
4, rue Quentin Bauchart  
75008 PARIS

## ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU SECTEUR DES SERVICES

recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Sous l'autorité du délégué général, il contribue à :

- l'information des adhérents ;
- la préparation des négociations conventionnelles ;
- l'animation de l'action régionale ;
- aux contacts avec les administrations.

Il représente l'organisation au sein des organismes de la profession et de l'interprofession.

De formation supérieure - sciences politiques, droit, sciences humaines - le candidat doit disposer de cinq années d'expérience dans un organisme similaire ou au sein de la direction des ressources humaines d'un groupe.

Poste basé à Paris, à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo au MONDE, sous n° 8370

**LE MONDE PUBLICITÉ**

15-17, rue du Col-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15

**CONSEIL  
GÉNÉRAL  
DE L'EURE**

A 100 km de Paris au cœur de la Normandie

## Contrôleur de gestion

Contractuel ou statutaire

De formation supérieure Droit ou Economie, vous pouvez justifier d'une première expérience au sein d'une collectivité territoriale. Rattaché à la Direction Financière, vous participez à la définition des objectifs du Département en simulant son évolution financière.

"Homme" de chiffres, vous établissez les tableaux de bord et savez analyser finement les résultats pour pallier les dysfonctionnements éventuels, dans un souci constant d'optimisation.

"Homme" de contact, vous êtes l'interlocuteur des Services que vous aidez en chiffrant leurs différents projets, véritable outil à la décision.

Poste basé à Evreux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : CV, lettre, photo à Monsieur le Président du Conseil Général de l'Eure Service du Personnel - Hôtel du Département - Boulevard Georges Chauvin 27021 EVREUX Cedex. Tél. : 32 31 50 50.

**MOTEURS  
BAUDOUIN**

## CONTROLEUR DE GESTION

De babord à tribord

Au bord de la Grande Bleue, cette entreprise fabrique des MOTEURS MARINS - secteur pêche et plaisance - et exporte dans une cinquantaine de pays. Elle entend se doter d'un Contrôleur de Gestion performant.

Reportant au Président et membre du Comité de Direction, vous mettez en place les tableaux de bord et éléments de gestion nécessaires au contrôle interne, au suivi des prix de revient, au reporting mensuel. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les autres directeurs de fonction.

Une formation supérieure et des idées claires sur le contrôle de gestion en unité de production sont, bien sûr, indispensables pour la maîtrise immédiate de ce poste en création. Cette mission s'adresse à un professionnel, à la fois passionné et rigoureux et requiert une personnalité affirmée, ouverte et concrète pour maîtriser la gestion de tous les départements de l'entreprise... de babord à tribord.

La rémunération et les perspectives d'évolution sont motivantes pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CG/MO à notre Conseil COREVA, 14 rue Lazare Hoche, 92100 BOULOGNE.

**COREVA**

**AGEOS  
PME**

Île de France

recherche

## ATTACHE DE DIRECTION

chargé de la coordination des services

Interface entre la Direction, les 8 agences départementales et les différents services, vous serez chargé d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble et de développer les synergies.

Professionnel expérimenté de la Formation, vous en connaissez l'environnement et les aspects techniques. Vous avez une expérience réussie de l'animation d'équipe. Vous êtes rigoureux, organisé et vous maîtrisez l'outil informatique. Vous souhaitez intégrer une structure dynamique.

Charisme et diplomatie seront des atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence A/1008 à COVALENCE 18, rue du Pont Neuf 75001 PARIS

Lille

## Jeune statisticien : mesurez-vous au Risque.

Cet établissement financier très performant - 600 personnes, bénéfice net de l'ordre de 100 MF -, filiale d'un grand groupe international, s'est imposé en quelques années sur un marché fortement concurrentiel : le crédit à la consommation. Les 9 milliards d'en-cours qu'il génère et les 2 millions de clients qui lui font confiance sont là pour l'attester.

Cette progression s'appuie d'abord sur une gestion rigoureuse du risque : c'est le rôle fondamental du service "Modèles/Statistiques". Vous intervenerez dans l'élaboration du scoring et des règles d'acceptation d'un dossier, contrôlerez sur le terrain leur application, optimiserez la base de données et les tableaux de bord.

C'est une excellente porte d'entrée dans une entreprise jeune et évolutive. Vous débutez après une formation bien spécifique (ENSAE, Econométrie, DEA Statistiques...) ou bénéficiez déjà d'une première expérience. Si votre rigueur et votre sens des chiffres se conjuguent avec le goût des contacts, écrivez à Isabel Torres, Sirca, 140 bd Hausmann 75008 Paris, en précisant la référence 336 112 LM ainsi que votre niveau de rémunération.

**Sirca**  
Paris-Lyon-Madrid-Libonne

## Nos hommes leurs

Groupe pharmaceutique international parmi les leaders, **MARION MERRELL DOW** connaît une très forte expansion. Filiale du Groupe en France, **MERRELL DOW FRANCE** (1 milliard de C.A.) recherche pour son siège social situé à LEVALLOIS PERRET (92) :

## COMPTABLE

De formation type BAC + 2 (BTS Comptabilité ou DUT option finance/gestion) vous débutez ou possédez une première expérience qui vous a permis de vous familiariser avec le traitement informatisé des comptes fournisseurs.

Votre bon niveau d'anglais, votre forte motivation et votre sens aigu de la communication vous permettront d'aborder sans difficulté une tâche codée sur le contrôle des paiements et le respect des procédures dans un souci permanent de qualité et d'efficacité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo à : **MERRELL DOW FRANCE** - Département Ressources Humaines - 130, r. Victor Hugo - 92300 LEVALLOIS PERRET.

**Merrell Dow France**

Puissant Groupe Industriel recherche pour une de ses sociétés bretonnes, 220 MP 250 personnes, son :

## DIRECTEUR de centre de profit

Spécialisé dans les produits carnés destinés aux industriels transformateurs et assembleurs, nous mixons au quotidien trois critères impératifs : l'épanouissement des hommes, une gestion rigoureuse productivité/qualité, une orientation constante recherche et développement. Votre personnalité, votre expérience, votre fonction sont en adéquation avec nos exigences.

Poste basé en Bretagne Sud.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo) sous réf. SJOP 259 (sur l'enveloppe et le courrier) à notre conseil - la Société LORIANE - le Pavis 5° Louis - 53 b, rue Jules Le Grand - 56100 Lorient.

## CONTROLEUR DE GESTION

Après de la Direction générale, il est chargé de la démarche budgétaire globale, des études économiques, actuarielles et tarifaires. Responsable fonctionnel, il est le conseil des directions opérationnelles et s'appuie sur une équipe décentralisée de correspondants du contrôle de gestion.

Titulaire d'une maîtrise de gestion ou équivalent, le candidat possède une réelle expérience de la fonction, acquise en totalité ou partie dans une entreprise de services. Il maîtrise l'outil micro-informatique.

Adresser candidatures à U.M.T. - MUTUALITÉ TARNAISE Direction des Ressources humaines, 202, av. de Préissier, 81018 Albi Cedex 9

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM)  
recherche

## Juriste h/f

Débutez ou première expérience. (Troisième Cycle Privé, maîtrise de l'Anglais écrit et parlé indispensable, qualités de communication et d'adaptation).

Rôle : Rédaction et suivi des contrats de recherche de l'Institut, consolidations diverses.

Envoyer CV (photo), lettre manuscrite à : INSERM Service du Partenariat pour le Développement Economique 101, rue de Tolbiac, 75654 PARIS Cedex 13.

**INSERM**

**CONFLANS-SAINT-HONORINE**  
32 000 habitants - 700 agents

recrute

## SON RESPONSABLE DE LA GESTION PRÉVISIONNELLE

Principal collaborateur  
du Directeur des Ressources Humaines

Grâce à votre formation type DESS de Gestion du Personnel, vous développerez les outils de gestion prévisionnelle et de valorisation des Ressources Humaines dans la dynamique du Projet d'Entreprise de la Mairie de Conflans-Sainte-Honorine.

Les candidatures et les C.V. sont à adresser dans les plus brefs délais à :

Monsieur le Maire, Hôtel de Ville,  
78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

## Formation professionnelle à Lyon, un Directeur

Pour mieux répondre aux entreprises et professionnels de son secteur, cet important organisme lyonnais de formation professionnelle développe une politique de valorisation des métiers qui se concrétise en 1991 par la réalisation d'un nouveau centre et la création d'une fonction de direction générale par délégation du Conseil d'Administration et de son Président.

Pédagogue, vous animez une équipe d'une trentaine d'enseignants et un potentiel de 700 stagiaires, et développez la qualité des formations ; gestionnaire, vous contrôlez la gestion administrative et financière de l'association ; homme de communication, vous assurez la promotion du centre auprès des partenaires privés et publics.

Vous avez dans l'idéal entre 35 et 45 ans, et êtes titulaire d'un diplôme BAC + 3 au moins. Vous justifiez d'une expérience de formateur ou d'enseignant (apprentissage, formation en alternance, si possible...), et de compétences confirmées de gestionnaire dans un organisme de formation ou éventuellement en entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 479/M à notre conseil ALGOE, Michèle GOMEZ, qui l'étudiera en toute confidentialité. ALGOE - 9 bis, route de Champagne - 69134 ECULLY cedex

**ALGOE  
MANAGEMENT**

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هكذا من الأصل





Filiale française (150 p. 155 MF de CA) d'un groupe multinational, nous fabriquons et distribuons des pompes destinées aux industries chimiques agro-alimentaires, pétrolières...

## jeune ingénieur H/F

venez conjuguer projets et CAO-DAO comme assistant de notre directeur technique.

Vos missions : vous piloterez des projets variés portant sur l'amélioration de la productivité, de la qualité, de la fiabilité de nos moyens de production et d'essais. Parallèlement, vous mettez en place la CAO-DAO pour notre BE et créez une documentation technique moderne. Toutes ces attributions font de vous un de nos hommes clés.

Ingénieur généraliste, vous avez à travers votre formation et peut-être une première expérience mécanique en BE un goût marqué pour les études. La pratique de la CAO-DAO est bien sûr indispensable. Poste basé à Trappes (78).

Ecrivez à L. NEUMAN, consultant (réf. 5789LM)

"Carrières d'ingénieurs"

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LILLE - NANTES - STRASBOURG  
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

## LA CEGOS ET LES SYSTEMES DE COMMUNICATION PEDAGOGIQUE

L'Agence de Communication Pédagogique de la CEGOS recrute des

### INGENIEURS D'AFFAIRES

Intégrée au sein du premier groupe européen indépendant de formation et de conseil en entreprise, notre équipe est composée de consultants et de créateurs passionnés par la conception et la réalisation de systèmes de communication pédagogique multimédia sur mesure.

Le marché est porteur, les solutions sont nouvelles et les techniques utilisées relèvent de l'informatique, de la vidéo, du vidéodisque, de la télématique, de l'FAO...

Vous organisez les premiers contacts avec les équipes dirigeantes des sociétés prospectées, vous établissez des relations de confiance. Vous proposez une stratégie, vous négociez et concluez les ventes, développez votre activité, fidélisez notre clientèle, ouvrez de nouveaux marchés.

De formation supérieure (HEC - ESSEC - ESCI), vous avez l'esprit d'équipe et une vocation commerciale, alors n'hésitez pas à nous rejoindre.

Veillez adresser votre candidature (CV + lettre) Shéf. 6012 à Annick ALLEGRET - CEGOS Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE BILLANCOURT cédex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES  
SPECIALISÉE EN MONTAGE ET  
MANUTENTION D'ÉQUIPEMENTS  
INDUSTRIELS

## INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE RESPONSABLE D'AFFAIRES

PROVENCE

Vous êtes âgé de 30 à 35 ans. Vous avez une expérience dans la fonction qui, depuis 2 à 3 ans, vous a permis d'acquérir de bonnes connaissances en tuyauterie industrielle. Vous serez responsable dans cette spécialité auprès de la clientèle industrielle, des approches commerciales, de l'élaboration des devis, de la gestion et du suivi des commandes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 8025, à :

**AGENCE ALILLE**  
10 RUE VOLNEY - 75002 PARIS  
BOULEVARD DE LA TRÉVISE

## polyCom

OPÉRATEUR EUROPÉEN DE  
TELECOMMUNICATION PAR SATELLITE  
poursuit son développement en recrutant

### UN JEUNE INGENIEUR RESEAU

Votre candidature nous intéresse, si de formation supérieure (École d'ingénieur) vous possédez de par votre expérience professionnelle des solides connaissances en équipements de transmission de données. Nous rejoignons, vous prendrez en charge le fonctionnement de notre service diffusion dans le souci majeur d'un assurer le constant développement. Ce poste implique la formation des exploitants, mais aussi un support informatique permanent auprès de nos clients et autre développement en ce qui concerne les problèmes inhérents au raccordement du réseau et implantations d'applications nouvelles.

Rigueur, dynamisme, autonomie alliés à une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. Pour vous affirmer et réussir avec nous. Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à POLYCOM 60, rue de Richelieu - 75002 PARIS.

Constructeur  
Ingénierie  
Paris

20 ans de références européennes  
en biens d'équipements spécifiques  
(aéronautique, spatial, nucléaire,  
automobile...).

### MISSION TECHNIQUE et COMMERCIALE "chargé d'affaires grands comptes"

Très bon technicien (ingénieur de formation ou BTS/DUT à très fort potentiel), et homme de marketing vous connaissez parfaitement les besoins de l'industrie en moyens de production.

En liaison avec la DG, vous prospectez les nouveaux marchés et assurez l'interface B.E./fabrication/méthodes, tant sur le plan mécanique qu'automatisation.

Poste à hautes responsabilités dans un environnement de pointe (ateliers flexibles, robotisation, etc.).

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 7827, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

## AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE LA MÉTROPOLE LILLOISE

recherche

### UN CHEF DE PROJET

- Chargé(e) au sein de l'Agence du management du contrat d'agglomération passé entre l'État et la Communauté urbaine de Lille et de l'animation d'une équipe pour la mise en œuvre du contrat.
- Vous êtes convaincu(e) que le développement et la solidarité peuvent aller de pair.
- Vous avez une formation supérieure, une expérience diversifiée et trente ans environ.
- Vous connaissez bien les institutions du développement local. Vous appréciez le travail d'équipe et avez le sens de l'organisation. La micro informatique et l'ouverture internationale sont pour vous des compétences indispensables.

### UN ARCHITECTE-URBANISTE

- Vous êtes jeune diplômé(e) en architecture et en urbanisme.
- Vous souhaitez intégrer une équipe pluridisciplinaire chargée d'élaborer des projets urbains et les grands projets d'aménagement de la métropole lilloise.

Adresser CV détaillé, lettre manuscrite et photo à :  
Agence de développement et d'urbanisme de la métropole lilloise  
2, place du Concert, 59800 Lille

## SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET CONSTRUCTION

cherche à CRÉTEIL (94)

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ B.T.P. GÉNIE CIVIL

pour diriger son bureau d'études V.R.D.

Namit d'une solide expérience. Il sera chargé de mettre au point techniquement et financièrement les études d'A.P.S., d'A.P.D. et de D.C.E. des travaux de V.R.D. et génie civil touchant à l'aménagement urbain.

Notre société assure également les missions de maîtrise d'ouvrage en bâtiment (logements, bureaux, locaux d'activités, équipements publics divers) une expérience dans ce domaine est souhaitée.

Une bonne connaissance informatique (tableur, base de données, etc.) est également indispensable.

Envoyer CV + prétentions à

**SEMAEC**, BP 35 - 94001 CRÉTEIL Cedex

## Davigel

1300 personnes  
2 Milliards de CA

recherche pour son siège social de DIEPPE

### RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Directement rattaché à la Direction Industrielle, vous animerez l'équipe Recherche et Développement sur les plans humains et technique.

Vous devrez suivre et faire aboutir les différents projets en cours, proposer des axes de développement de produits et de technologies, mettre en œuvre la méthodologie nécessaire pour développer les nouveaux produits en maintenant l'image qualité du Groupe.

Agé de 30 à 35 ans environ, de formation Ingénieur Agro, imaginatif et pragmatique, vous avez une première expérience réussie de la mise au point et du développement de plats élaborés surgelés et si possible de leur fabrication.

La pratique de l'anglais est indispensable.  
La connaissance de la transformation du poisson sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV complet et photo en précisant la réf. M.B. à :  
DAVIGEL - BP 41 - 76201 DIEPPE CEDEX

Groupe NESTLÉ

## JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Affirmez vos compétences techniques et développez vos qualités personnelles dans les secteurs les plus dynamiques de l'informatique de gestion. Réf. A09/A.

**Informatique CDC** (1000 informaticiens) conçoit, développe et gère les systèmes d'information du Groupe Caisse des dépôts.

- Premier banquier du développement local.

- Premier gestionnaire de SICAV. Intervenant majeur sur les marchés financiers nationaux et internationaux.

- Premier groupe d'assurance-vie et de capitalisation (14 millions d'assurés).

**Informatique CDC** vous propose de nombreuses opportunités dans de multiples secteurs d'activités, avec des projets ambitieux, des technologies de pointe et des formations à nos outils (Gros Systèmes IBM et BULL, Mini DEC) et méthodes.

Ensemble, créons l'avenir.



4, rue Berthollet - 94110 Arcueil.

## CONSULTANT

Vous avez la trentaine,  
et vous voulez devenir  
Consultant

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguisée.

Avec un diplôme d'une Grande École d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon.  
Votre domicile est en France.

La rémunération que nous vous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL Shéf. 8391, 27 rue Taubourg, 75009 Paris, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo.  
Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

**CID**  
Ressources Humaines

COMMENT GARDER  
SON IDENTITE  
DANS  
LE CHANGEMENT ?

CID Ressources Humaines  
(ex Capfor Nice)  
rejoint le groupe PLEIADE.  
63, avenue Cyrille-Besset  
06100 NICE - Tél. 93.52.52.98  
Fax 93.51.05.25

**GRUPE**  
*pleiade*







## Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

Nous sommes un Cabinet de recrutement de forte notoriété, porteur depuis de nombreuses années de grandes entreprises françaises et internationales.  
Nous souhaitons, dans le cadre du développement rapide de nos activités de recrutement en recherche directe, nous adjoindre un

### Assistant de Recherche H.F.

travaillant en étroite collaboration avec les consultants.  
Le titulaire du poste sera totalement impliqué dans la conduite des missions depuis l'élaboration du profil du poste jusqu'aux entretiens téléphoniques des candidats potentiels.

Ce poste de cadre s'adresse à un candidat de formation supérieure : • ayant déjà exercé des responsabilités similaires d'au moins un an • désireux de se développer dans un métier nécessitant le goût des contacts dans le milieu des affaires et de la perspicacité pour y détecter des talents.

Connaissance de l'anglais ou autre langue étrangère souhaitée.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 5527 à :

**PUBLIPANEL**

13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

### DEVELOPPEMENT

recherche pour son  
**CENTRE d'EVALUATION des POTENTIELS,**  
**consultant(e) psychologue**

Il est intégré à une petite équipe de professionnels se référant à une méthodologie homogène et rigoureuse. Il est progressivement chargé de bilans individuels - intelligence et de personnalité - de Cadres débutants et expérimentés à la demande d'Entreprises Clientes, soucieuses du choix et de la gestion de leur Escadrement.

Il possède une formation Supérieure type DESS de PSYCHOLOGIE CLINIQUE ou PSYCHO-PEDAGOGIE, et une pratique de 2 ans minimum acquise dans un Cabinet de Recrutement, un Centre d'Orientation ou une Institution Hospitalière. Pour réussir dans cette activité, il est nécessaire de se passionner pour un travail intellectuel rigoureux, de s'impliquer à la micro-économie et d'avoir du sens commercial. Une bonne maturité sociale et culture générale sont des atouts importants dans la communication orale et écrite qu'implique ce rôle de Conseil. Anglais souhaité.

Les dossiers de candidature - sous réf. 5992 M - à préciser sur l'envoie - seront traités par :

**DEVELOPPEMENT**

2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

## Le Monde des Carrières Internationales



**MOTOROLA (SUISSE) S.A.**  
Semiconductor Group

We are one of the world's leading manufacturers of electronic equipment, systems and components.  
Our Geneva based European Consumer Business segment which is responsible for the development of complex analog integrated circuits has an opening for a

### IC DESIGN ENGINEER

Interested candidates will have experience in analog IC design including designing and implementation of

- video signal processing circuits
- sampled data and continuous time filters
- oscillators and phase locked loops
- modulators and demodulators
- voltage and current references.

We offer a world class environment with advanced CAD tools and close contact with our other design groups around the world. Candidates wishing to respond to this challenging position are invited to send a curriculum vitae (including a recent photograph) to:

**IRENE MAURER : MOTOROLA (SUISSE) S.A.**  
16, chemin de la Voie-Creuse - CH-1211 Geneva 20  
Tél. : 19 41 22/7991391

## ETH ZÜRICH

L'Ecole polytechnique fédérale de Zurich met au concours la

### CHAIRE DE LANGUE ET LITTÉRATURE FRANÇAISES

Le titulaire de ce poste se verra confier l'enseignement de la littérature de langue française à travers celle-ci, il aura la mission culturelle de faire connaître et comprendre aux étudiants de l'Ecole et aux auditeurs libres les fondements de la civilisation française. Il assumera en outre une fonction de contrôle sur l'enseignement pratique du français, confié à des chargés de cours. Le poste est attaché à la Section et au Département des sciences humaines.

Les candidates et candidats devront remplir les conditions suivantes : être titulaire d'un doctorat en lettres ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une expérience de l'enseignement universitaire, avoir le goût de la recherche, de la communication et du travail interdisciplinaire.

Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur dossier (curriculum vitae accompagné d'une liste des publications, non des publications elles-mêmes) jusqu'au 31 octobre 1991, au président de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, M. Prof. Jacob Nüesch, ETH Zentrum, CH-8092 Zurich. Désirant accroître la présence féminine dans l'enseignement et la recherche, l'EPFZ invite tout spécialement des femmes à faire acte de candidature.

travailler pour les droits de l'homme

### Représentant(e) Auprès des Nations unies à Genève

Traitement Annuel: 18,182 livres sterling

Indemnité annuelle de cherté de vie: 2,750 livres sterling  
Indemnité annuelle de logement: 14,400 francs suisses

Amnesty International recherche un(e) représentant(e) pour son bureau de Genève qui emploie deux personnes. Il (elle) représente l'organisation auprès des Nations Unies, et s'occupe des questions relatives à des pays individuels et de l'élaboration des normes et mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à leur application. Il (elle) recommande des politiques à suivre et rédige des rapports et des documents relatifs aux campagnes.

Le (la) représentant(e) doit avoir une bonne connaissance de la politique mondiale, un bon jugement politique, l'expérience des contacts avec les Nations Unies et de bonnes aptitudes analytiques. Il (elle) doit avoir acquis l'expérience de la représentation du sein d'une organisation composée de membres militants et au niveau gouvernemental. Il (elle) devra acquiescer une connaissance approfondie du mandat et des préoccupations d'Amnesty International et être capable de déterminer l'urgence d'un grand nombre de questions avec un minimum de supervision. Il (elle) doit être capable de communiquer avec des personnes d'origines culturelles diverses et de travailler sous pression, parfois en dehors des heures normales, et être prêt(e) à voyager. Les candidat(e)s doivent avoir un haut niveau d'anglais écrit et parlé et une bonne connaissance du français. La connaissance de l'espagnol ou de l'arabe est souhaitable. Date limite pour la réception des candidatures: 31 Octobre 1991.

**amnesty international**

### IMPORTANTE ORGANISATION HUMANITAIRE

(Association reconnue d'utilité publique)

orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes

recrute

### CHARGÉ DE MISSION AMÉRIQUE LATINE

Missions et objectifs

Sous la responsabilité du chef de service Amérique latine, il met en œuvre les objectifs de développement définis par l'Association pour les pays dont il a la charge.

Profil attendu

- connaissance et expérience des projets de développement dans le continent latino-américain ;
- expérience dans la formulation et le suivi des projets de développement ;
- expérience de la vie associative ;
- niveau de culture générale : bac + 3 ;
- excellente pratique de l'espagnol ;
- disponibilité pour des missions en Amérique latine.

Intérêt de la fonction

- action et innovation dans un continent en changement ;
- finalité et environnement riches.

Conditions offertes

- initiatives, autonomie et responsabilités ;
- rémunération en relation avec le milieu associatif et selon expérience (référence 180 KF).

Ecrire sous n° 8388 Le Monde Publicité

15-17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

## CELI

Société d'infographie technique spécialisée en systèmes de gestion électronique de documents techniques (GEDT) et cartographie marine

RECHERCHE LE (LA)

### Directeur (trice)

de son service développement commercial.

Il (elle) sera chargé(e) de rechercher de nouveaux marchés, d'établir des liens de partenariat, d'assurer la promotion de l'image de la société.

Pour ce poste d'avenir nous souhaitons cinq ans minimum d'expérience dans le domaine de l'infographie et une formation école supérieure de commerce.

Envoyer CV manuscrit, prétentions et photo accompagnés d'une lettre manuscrite à : M. Aimé BERTHON, P.D.G.

**CELI**, 25, rue des Petites-Rues, 91370 VERRIÈRES-LE-BUISSON

### IMPORTANT CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE A PARIS

recherche

### DES PRATICIENS EN MARQUES ET MODÈLES

ayant une expérience de 2 ans minimum.

Les candidats de formation juridique ou issus d'une école de commerce devront avoir une parfaite connaissance de l'anglais. La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Ecrire avec c.v. et prétentions au Monde Publicité, sous n° 8 385, 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

### CENTRE D'ETUDES DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

recherche

### COLLABORATEUR (TRICE)

Pour activités d'ETUDES ET DE CONSEILS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES FRANCE ET CEF.

Formation scientifique (physique-chimie-thermique) de niveau : Bac + 2

+ expérience professionnelle ou BAC + 5 détenant.

Connaissances en micro-informatique souhaitées.

Anglais obligatoire. Autres langues appréciées.

Envoyer lettre de candidature manuscrite + C.V. + prétentions à : C.T.E.P.A. - 3, rue Henri-Bidou, 75016 PARIS.

### CENTRE DE RECHERCHE

recrute pour son centre de Montpellier

### UN RESPONSABLE DE SON SERVICE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHEQUE CENTRALES

Diplôme en documentation et formation scientifique impératifs.

Capacité d'organisation et d'animation pour encadrer équipe importante.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Expérience internationale souhaitée.

S'adresser à CIRAD/IST BP 5435 - 34032 MONTPELLIER CEDEX 1.

L'UN DES GRANDS DE L'AUDIT ET DU CONSEIL, membre d'un des principaux groupes internationaux recrute pour PARIS

### TRADUCTEUR H/F FRANCAIS / ANGLAIS

Vous intégrez le département TRADUCTION dont les activités couvrent principalement les domaines de la recherche et de l'économie.

Vous devrez avoir de réelles capacités à communiquer à l'oral et à l'écrit dans les deux langues, avec les clients et à travailler sous pression. Vous devrez également avoir le sens de l'humour, vous serez amenés de prendre des initiatives pour mener à bien vos missions.

Vous devez posséder d'une troisième langue et de la maîtrise d'une langue supplémentaire.

Diplôme de traducteur ou équivalent, vous possédez une expérience réussie dans le domaine de la traduction.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, CV + photo à Brigitte CONSTANS, 98 rue de Courcelles, 75017 Paris.

**Price Waterhouse**



## CRIDON de PARIS

recherche

### Consultant en droit immobilier

- De formation universitaire (D.E.A. ou D.E.S.S. de droit privé exigé), ayant 4 ans d'expérience professionnelle.

- Spécialisé en droit civil et en droit immobilier (construction, vente, copropriété), il a le goût de la recherche et de l'application du droit.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au

**Monde Publicité**, sous n° 8383

15/17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15

## 2 Consultants senior (H/F)

Mission : derrière le problème posé, comprendre le problème qui se pose dans toutes ses dimensions : organisationnelle, psychologique, sociologique pour aider nos clients à recruter des Top Managers capables de réussir à long terme chez nos clients.

Nous demandons : une expérience réussie d'au moins 5 ans dans cette activité. La volonté et la capacité à se comporter en conseil et non en fournisseur de candidats. Il faut pouvoir travailler en français et en anglais.

Ce poste ne convient pas aux individualistes mais seulement à ceux qui aiment partager et travailler en équipe. Il est offert : une formation complémentaire en sciences humaines et en organisation des structures de management, le travail dans un groupe pluridisciplinaire.

Merci d'adresser votre CV détaillé, sous la référence CDT/LM, à Bernard Krief

Management, 115 rue du Bac, 75007 Paris.

**BERNARD KRIEF MANAGEMENT**

WASHINGTON BOYCON LESBELLES PARIS Un département de Bernard Krief Consulting Group







هكذا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
5 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 50 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	+ 6 548 884 4 659	6 PIÈCES 211 m², 3 <sup>e</sup> étage	22, rue Raynourd DE VINCI - 40-76-01-73 Frais de commission	25 720 + 3 500 24 610	2 PIÈCES 54 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 24, rue de Sully AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	4 185 + 1 014 3 275
6 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
STUDIO 26 m², Rez-de-chaussée	3-5, rue Palatine PREBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	+ 4 200 542 4 483	8 PIÈCES 224 m², 6 <sup>e</sup> étage	22, rue Raynourd DE VINCI - 40-76-01-73 Frais de commission	28 820 + 4 000 24 610	3 PIÈCES 82 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 500 + 650 4 950
7 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 86 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	90-92, rue St-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 10 560 1 572 7 803	17 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 55 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PREBAIL - 45-27-06-35 Frais de commission	4 178 + 584 4 480
11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			20 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. terrasse parking	LA GARENNE-COLOMBES 18, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 600 + 800 3 582
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-09-40-00 Frais de commission	+ 5 500 825	STUDIO 40 m², 2 <sup>e</sup> étage	120, avenue de Wagram PREBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	+ 5 400 790 5 784	3 PIÈCES 62 m², 4 <sup>e</sup> étage balcon possibilité parking	NEUILLY 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 130 + 866 5 403
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-21-22-23 Frais de commission	+ 8 500 1 275	2 PIÈCES 54 m², 5 <sup>e</sup> étage balcon, parking	52/56, rue des Haies CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	+ 3 780 700 2 981	4 PIÈCES Immeuble neuf 82 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Lacour SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 350 + 1 384 5 292
13 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			4-5 PIÈCES Immeuble neuf 110 m², 7 <sup>e</sup> étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Lacour SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 250 + 1 638 5 940
3 PIÈCES 68 m², 6 <sup>e</sup> étage Parking	14, rue des Frères-d'Astier- de-la-Vigierie AGIFRANCE - 45-84-84-15 Frais de commission	+ 5 401 836 4 035	4 PIÈCES 83 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	LE PECO 50, av. du Général-Lacour SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	+ 8 000 1 376 4 320	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
14 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			MAISON 6 PIÈCES 134 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	+ 10 557 7 801 1 209	3 PIÈCES 68 m², 10 <sup>e</sup> étage balcon parking	PANTIN 31, av. Jean-Lolive LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	3 865 + 743 3 078
4 PIÈCES 88 m², rez-de-ch. cave parking	«La Plesance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 8 400 885 5 978	2 PIÈCES Immeuble neuf 52 m² rez-de-chaussée parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du D-Tinait LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	+ 3 571 980 2 860	94 - VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES 89 m², 3 <sup>e</sup> étage cave parking	«La Plesance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 8 750 891 6 228	2 PIÈCES Immeuble neuf 47 m², rez-de-ch. parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 4 500 632 3 240	6 PIÈCES 110 m², 1 <sup>e</sup> étage cave double parking	BRY-SUR-MARNE «La Miramène» GFC - 48-82-31-26 (heures de bureau) eau chde indiv.	5 765 + 1 072 5 112
4 PIÈCES DUPLEX 107 m², 9-10 <sup>e</sup> ét. box, cave	«La Plesance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 13 000 1 074 9 180	3-4 PIÈCES Immeuble neuf 82 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 7 100 1 072 5 112	4 PIÈCES 87 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 69, rue François-Rolland SOLVÈG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 080 + 1 070 6 421
4 PIÈCES 87 m², 4 <sup>e</sup> étage 2 parkings	199-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-68 Frais de commission	+ 9 780 703 7 325	4/5 PIÈCES Immeuble neuf 109 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 9 200 1 435 6 824	4 PIÈCES 96 m², 6 <sup>e</sup> étage terrasse parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	9 772 + 886 7 328
4 PIÈCES 84 m², 1 <sup>e</sup> étage 2 parkings	199-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-68 Frais de commission	+ 10 500 752 7 930	PAVILLON 4 PIÈCES 101 m² parking	VILLEPREUX 60, av. de la Croix-du-Moine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	+ 5 885 284 4 382	3 PIÈCES 70 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon parking	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 700 + 730 4 374
15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			95 - VAL-D'OISE		
4 PIÈCES 89 m², 7 <sup>e</sup> étage 2 balc., 2 parkings	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	+ 10 400 790 7 830	2 PIÈCES 54 m² rez-de-chaussée	BOULOGNE 81, rue Escudier PREBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	+ 4 400 729 4 696	2 PIÈCES 54 m², rez-de-ch. parking	ENGHIEN 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 300 + 760 3 096
16 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			STUDIO 41 m², rez-de-ch. parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVÈG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 4 800 525 3 850	4 PIÈCES 93 m², rez-de-ch. parking	ENGHIEN 101, av. du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 200 + 895 4 484
5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5-6 <sup>e</sup> étage box	4, rue Fédélien-David SOLVÈG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 19 970 1 105 15 378	2 PIÈCES 55 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVÈG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 7 500 550 6 025	5 PIÈCES 93 m², rez-de-ch. parking	ENGHIEN 101, av. du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 000 + 1 143 5 040
2-3 PIÈCES 61 m², 4 <sup>e</sup> étage	134, quai Louis-Bérliot SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 5 650 980 4 088						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

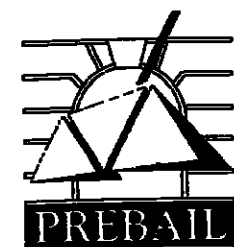
IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont  
806 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont  
375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE





# MARCHÉS FINANCIERS

Conséquence de la tentative d'escroquerie sur Duménil Leblé

## M. Michel Cicurel remplace M. Jacques Letertre à la direction générale de Cerus

M. Jacques Letertre a démissionné de ses fonctions d'administrateur directeur général de Cerus, le holding français de M. Carlo de Benedetti, et de son poste de président du directeur de la banque Duménil Leblé. Il est remplacé chez Cerus par M. Michel Cicurel, quarante-quatre ans, actuel président de BSN et ancien président de Cortal. Chez Duménil Leblé, il est remplacé par M. Michel Garbino, jusqu'alors directeur général d'Elysées Investissement et ancien numéro deux de la Banque Stern.

Ces modifications devaient être annoncées officiellement mercredi 18 septembre en début d'après-midi, manquant ainsi une nouvelle étape dans le développement des activités françaises de M. Carlo de Benedetti, qui avait été mené jusqu'au début d'année de Cerus, et Jacques Letertre. Toutefois, ce dernier est nommé jusqu'à la fin de l'année président du conseil de surveillance de Duménil Leblé, où il succède à M. Alain Duménil, qui reste néanmoins membre du conseil. Au 1<sup>er</sup> janvier 1992, il laissera cette présidence à M. Cicurel. Si, du côté des proches de M. Jacques Letertre, ce départ est présenté comme « programmé depuis le mois de mars » après le recentrage du groupe Cerus de la finance vers l'industrie, il semble

que sa démission soit liée à l'affaire Dominon, qui a touché la banque en Suisse au mois d'août et qui a affecté la réputation du groupe de Carlo de Benedetti. Le 14 août, la banque Duménil Leblé-Suisse révélait avoir été victime d'une tentative d'escroquerie par la société turnoise Dominon Trust sur des titres cotés en Italie pour 460 millions de francs. La justice suisse autorisait Duménil à ne pas livrer les titres demandés, ce qui provoquait alors une désorganisation momentanée de la Bourse de Milan et la fuite de deux agents de change.

Cette affaire date d'avant la création de Duménil Leblé-Suisse en juillet dernier et visait au départ AD Bank, un petit établissement fondé par M. Alain Duménil, qui a fusionné avec DF Bank pour devenir Duménil Leblé-Suisse. Or la personne chargée de la fusion n'était autre que M. Philippe Letertre, qui menait le rapprochement sous la houlette de son frère. L'opération aurait été de plus réalisée sans garantie de passif.

« Les déboires successifs de la banque commencent à altérer l'image de Carlo de Benedetti dans son propre pays », affirment certains de ses proches. D'où la mise sur la touche de M. Alain Duménil et le départ de M. Jacques Letertre, qui, à trente-cinq ans, a la réputation d'être un financier très pressé. Il est à l'origine du développement de Duménil Leblé, dont il a pris les rênes en 1985, transformant cette simple maison de courtage en banque d'affaires.

DOMINIQUE GALLOIS

Tandis que la Réserve fédérale lui impose une amende de 37 millions de dollars

## Les actifs de M. Ghath Pharaon sont saisis aux Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

La Réserve fédérale a annoncé le 17 septembre l'imposition d'une amende de 37 millions de dollars à l'homme d'affaires saoudien Ghath Pharaon pour avoir violé la législation bancaire américaine lorsqu'il a acquis, en 1985, pour 23 millions de dollars environ 85 % du capital de l'Independence Bank of Encino, en Californie.

M. Pharaon est l'un des personnages centraux du scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). Ses avoirs ont été gelés, en juillet dernier, dans la plupart des pays, et il se voit assés reprocher par la Fed d'avoir enfreint une seconde fois la législation américaine lors du rachat, en 1977, de la National Bank of Georgia auprès de M. Bert Lance, à l'époque directeur du budget sous l'administration Carter.

Le milliardaire saoudien, qui, à travers sa société, la Saudi Research Development Corp., possède un petit empire industriel (cimenteries, agroaliment-

taire, usines de dessalement d'eau de mer...) et d'importants investissements, notamment fonciers, aux Etats-Unis, est encore accusé d'avoir réalisé, toujours pour le compte de la BCCI, le rachat de Centrust Savings Bank, une caisse d'épargne en faillite reprise par les pouvoirs publics, qui ont perdu quelque 2 milliards de dollars dans l'affaire.

Dans le même temps, un tribunal fédéral de New-York a prononcé la saisie des actifs de M. Pharaon aux Etats-Unis en attendant que la Réserve fédérale ait achevé son investigation sur le rôle réel de ce proche de la famille royale saoudienne qui, depuis la fin juillet dernier, figure sur une liste de neuf personnes dressée par la Fed et interdite de toute activité bancaire aux Etats-Unis en raison de leur appartenance au réseau de la BCCI. Cette dernière avait été frappée par la Réserve fédérale d'une amende record de 200 millions de dollars pour avoir violé la réglementation bancaire en s'emparant secrètement d'établissements américains. Pour l'heure, M. Pharaon ne fait l'objet d'aucune inculpation.

S. M.

Offrant 7,5 milliards de francs

## Le conglomérat Williams Holdings lance une OPA sur Rascal Electronics

Le conglomérat britannique Williams Holdings a lancé, mardi 17 septembre, une offre publique d'achat (OPA) hostile de 753 millions de livres (7,53 milliards) sur Rascal Electronics, un groupe engagé essentiellement dans la sécurité et l'électronique professionnelle (équipements pour l'industrie, la défense, l'aéronautique), dirigé, depuis plus de vingt-cinq ans, par Sir Ernest Harrison. Cette annonce intervient au lendemain de l'introduction en Bourse par Rascal de sa filiale de téléphones mobiles, Vodaphone, qui constituait son activité la plus rentable.

Même ainsi délesté, Rascal reste une proie intéressante, auquel on prêtait jusqu'à la des prédateurs dans l'électronique tels Thorn EMI ou la General Electric Company britannique. Sa spécialité, qui représente 40 % de son chiffre d'affaires (1,6 milliard

de livres), réside dans la sécurité (alarme, incendie, serrures, capteurs), connue notamment par sa marque Chubb. Un secteur que connaît aussi son conglomérat, qui a réalisé, en 1990, 126 millions de livres de bénéfices, pour un chiffre d'affaires de 833 millions de livres, et emploie plus de treize mille personnes.

Aussi, peu d'observateurs croient-ils à la synergie entre les deux groupes, évoquée lors du lancement de son OPA par M. Nigel Rudd, président de Williams Holdings, et font plus volontiers confiance à sa capacité d'acheter à bon prix des actifs sous-évalués et de les valoriser. C'est ainsi que M. Rudd a bâti depuis dix ans son conglomérat, qui a réalisé, en 1990, 126 millions de livres de bénéfices, pour un chiffre d'affaires de 833 millions de livres, et emploie plus de treize mille personnes.

NEW-YORK, 17 septembre

Léger repli

Le Dow Jones a clôturé à 3 013,19 en léger repli de 2,02 points (- 0,07 %) mardi 17 septembre à Wall Street, à la fin d'une séance marquée par d'amples fluctuations dans les deux sens, sur un marché modérément actif. Quelques 188 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 853 contre 722. 521 titres étant inchangés.

Les analystes ont attribué la volatilité du marché à l'approche de la « journée des trois sorcières » (le mardi 18 septembre), une série d'options liées aux indices boursiers à terme), en fin de semaine, les valeurs vedettes ont dénoté la séance sur une note faible, se sont ensuite brièvement raffermies pour se détendre à nouveau et repartir à la hausse dans les derniers échanges, tandis que l'ensemble de la cote se maintenait dans la rouge.

Les investisseurs ont ignoré la progression de 0,2 % de la production industrielle en août. Bien que cette augmentation soit inférieure aux prévisions, ce facteur a été compensé par la révision en hausse des chiffres de juin et de juillet.

VALEURS	Cours de 17 sept.	Cours de 18 sept.
Alcoa	67 3/8	67
AIR	38 5/8	38 1/4
Boeing	43 1/4	43 1/4
Chrysler	38 1/4	38 1/4
DuPont de Nemours	48 3/4	48 3/4
Eastman Kodak	43 5/8	43 3/8
Exxon	28 7/8	28 7/8
Ford	26 1/4	26 1/4
General Electric	66 3/4	66
General Motors	33 1/2	33 1/2
Goodyear	42 1/8	42 1/8
IBM	103 5/8	104 1/4
Intel	37 3/4	37 3/4
Johnson & Johnson	68 1/8	68 1/8
Pfizer	63 5/8	64 1/8
Rockwell	102 1/2	102 1/2
Tesco	63 3/8	63
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4
United Tech.	48 3/4	47 1/4
Westinghouse	23 3/8	23 1/8
Yarn Corp.	37 1/4	37

LONDRES, 17 septembre

La baisse se poursuit

Pour la troisième séance consécutive, les valeurs ont clôturé en baisse mardi 17 septembre au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie a perdu 11,6 points, soit 0,4 %, à 2 594,4 points, revenant ainsi à son plus bas niveau depuis le début d'année. Le volume des échanges a augmenté, passant de 639,1 millions de titres lundi à 697 millions.

La tendance a été affectée par des résultats semestriels d'entreprises décevants et par l'élargissement du déficit budgétaire du secteur public britannique pour le mois d'août, à 1,848 milliard de livres. La crainte d'élections générales anticipées en novembre a aussi assombri le marché.

FAITS ET RÉSULTATS

BSN achète le secteur plats cuisinés de la société. Le groupe agroalimentaire BSN a annoncé mardi 17 septembre l'acquisition de l'activité « plats cuisinés » du distributeur Casino. Cette activité, regroupée dans la société France Plats Cuisinés, réalise un chiffre d'affaires d'environ 87,7 millions de francs et emploie 1 500 personnes. Le chiffre d'affaires de BSN, par cette transaction, passe de 1 500 millions de francs à 1 587,7 millions de francs. BSN marque son intérêt pour le segment du marché en pleine croissance des plats cuisinés surgelés. Pour Casino, ce désinvestissement consacre le recentrage sur ses activités de distributeur et il profitera des plus-values de cession pour se désendetter.

Union Plastique à Londres pour la Générale des eaux. Energy and Technical Services Group, filiale britannique de la Générale des eaux, va construire la plus importante usine d'incinération de déchets de Londres, d'un coût de 95 millions de livres (190 millions de francs) sur la commune de Lambeth. Elle traitera 420 000 tonnes de déchets par an à partir de 1994 et pour commencer produira de l'électricité (130 MW). L'incinération de déchets est peu développée en Grande-Bretagne, la plus grande partie étant stockée dans des carrières ou des mines désaffectées.

Plastivale confirme ses prévisions. Le groupe Plastivale (Plastiques du val de Loire), spécialisée dans la transformation des plastiques, a confirmé mardi 17 septembre ses prévisions de résultats pour l'exercice 1990-91 (se terminant fin septembre) annoncées au juin à l'occasion de son introduction sur le second marché. Plastivale devrait réaliser un bénéfice net d'environ 30 millions de francs (+ 20 %) pour un chiffre d'affaires de 380 millions de francs (+ 17 %). Sa marge nette s'établit en conséquence à 5 %, indique le groupe dans un communiqué. La société de Langeais (Indre-et-Loire) a par ailleurs annoncé la signature de plusieurs contrats, avec Clarins (cosmétique), Sagem (télécommunications) et le britannique Ferguson (télévisors).

Fives Lille : hausse de 22 % du résultat semestriel. Le groupe Fives Lille, spécialisée dans la mécanique lourde et la chaudronnerie, a déposé au premier semestre un bénéfice net (part du groupe) de 92,7 millions de francs, en hausse de 22 % sur les six pre-

PARIS, 18 septembre

Réservé

La Bourse de Paris reste sur la réserve mercredi en cours de séance dans un marché peu actif, préoccupé notamment par l'évolution de la fiscalité des plus-values financières.

Le statut quo a de la Bourse américaine, le maintien des taux d'intérêt à court terme en France largement au-dessus des 9 % et la menace de troubles sociaux à la fin du mois n'encourageant pas les opérations à des initiatives audacieuses. Cela a ajouté l'approche de la liquidation de septembre, dont les opérations débiteront le 20 septembre. En attendant le plan pour les PME présenté lundi par le premier ministre, M. Edith Cresson, les analystes ont constaté que seules vingt-cinq valeurs du second marché seraient concernées par ces mesures, soit en plus pas les meilleures, déclare un questionnaire. En revanche, les grandes valeurs et en particulier les holdings vont pâtir de l'élargissement de la taxation sur les plus-values financières (34 % au lieu de 25 %), indique encore le spécialiste, qui partage l'analyse du président du CNPF, M. François Porrigot a déclaré mercredi matin que si en France on se met à taxer plus lourdement les plus-values financières, c'est en fin de compte le marché français des Français. Sur le marché à règlement mensuel, la reprise des cotations de la CSE a entraîné une hausse de plus de 8 % du titre, nettement au-dessus des prix proposés à l'OPC (150 franc) avec des transactions étiolées. Figurent aussi les propositions des Mines de Saint-Etienne de DMC. En baisse on notait Dassault Electronique et Centrest.

TOKYO, 18 septembre

Prises de bénéfice

Après quatre séances de hausse, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 18 septembre sur une note réservée. L'indice Nikkei a abandonné 125,83 points, soit un repli de 0,54 %. Les courants d'échanges ont été un peu plus étoffés, passant de 550 millions de titres mardi à 600 millions.

Selon les opérateurs, ce recul s'inscrit dans la logique après une suite de bonnes séances. Les investisseurs ont mis à profit cette journée pour prendre leur bénéfices. Une charade, les affaires et des achats d'arbitrage ont permis à la cote de limiter la baisse.

VALEURS	Cours de 17 sept.	Cours de 18 sept.
Alia	1 120	1 120
Budgétaire	1 120	1 110
Chrysler	1 120	1 110
Fed Bank	2 450	2 440
Honda Motors	1 500	1 500
Johnson & Johnson	1 500	1 500
McDonald's	749	748
Sony Corp.	8 880	8 880
Toyota Motors	1 580	1 570

## PARIS :

Second marché (sélections)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3676	3682	Immob. Hénault	835	838
Amis de l'Industrie	236	230	Immob. Compagny	159	159
B.A.C.	139 20	139 20	IP.B.M.	86 80	86 80
Banque Paribas	824	822	Local Invest.	255	251
Banque de France	365 60	365 50	Locamit	73	71
Banque de Lyon	218	218	Mars Comm.	110	105 80
C.A.I. de F. (C.C.I.)	911	908	Miles	175	175
Cabotage	401	401	Publi-Financ.	384	388
Carif	700	700	Racal	546	538
C.E.G.P.	140	140	Rhone-Alp. Eau (L.Y.)	321	321
C.F.P.I.	280	281 30	S.H.M.	180 80	180
C.N.I.M.	920	940	Solent Invest (L.Y.)	103	103
Codotour	277	272	Solus	425	408 50
Condomina	862	862	S.M.T. Group	130	130
Coules	170	178 80	Sopra	274	274
Daphin	430	425 10	TFI	382	376
Dalme	1150	1125	Thomson H. (L.Y.)	276	281
Danachy Worms Co.	386	386	Unilog	201	200
Danachy	880	880	Val et Co.	87	87 10
Devile	319	315	Y. St-Laurent Group	880	860
Dolom	150	144			
Editions Belin	215	223 80			
Europ. Population	283	287 90			
Financ.	135	135			
Financ. Ind.	122	120			
Financ. Ind. (L.Y.)	188	185 10			
Grand Ulys	440	445			
Immob. Hénault	200	194			
Immob. Compagny	729	730			
Immob. Hénault	895	878			
I.C.C.	220	228 60			
Idemote	123	127 80			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

MATIF  
National 10 % - Cotation en pourcentage du 17 septembre 1991  
Nombre de contrats : 83 780

COURS		ÉCHÉANCES	
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,52	106,52	106,52
Précédent	106,66	106,78	106,90

Options sur national		Options d'achat		Options de vente	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92	
105	1,94	-	0,28	-	

CAC 40 A TERME (MATIF)			
	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 893,50	1 908,50	1 927,50
Précédent	1 892	1 905,50	1 919,50

CHANGES  
Dollar : 5,7325 F ↑

Le dollar, après quelques hésitations marquées par une baisse en début de semaine, semblait se raffermir un peu, mercredi 18 septembre, sur le marché des changes. A Paris, la devise américaine s'est inscrite au fixing en hausse à 5,7325 francs contre 5,69 francs à la cotation officielle de la veille.

	17 sept.	18 sept.
FRANCFORT	17 sept.	18 sept.
Dollar (en DM)	1,6693	1,6628
TOKYO	17 sept.	18 sept.
Dollar (en yen)	133,63	133,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)  
Paris (18 sept.) : 9 316-5116  
New York (17 sept.) : 5 1/2 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES			
	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS
	+ fin	+ fin	+ fin
\$ E.-U.	5,7000	5,7015	5,7015
\$ can.	5,0150	5,0150	5,0150
Yen (100)	162,50	162,50	162,50
DM	3,4048	3,4071	3,4071
Florin	3,0199	3,0223	3,0223
FR (100)	16,5170	16,5260	16,5260
RS	3,9081	3,9118	3,9118
L (1 000)	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F	9,9231	9,9286	9,9286

TAUX DES EUROMONNAIES			
	3 M	6 M	12 M
\$ E.-U.	5 3/8	5 5/8	5 3/4
Yen	6 7/8	6 1/8	6 1/8
DM	8 1/8	8 1/8	8 1/8
FR (100)	8 7/8	8 1/4	8 1/4
RS	9 1/2	9 1/4	9 1/4
L (1 000)	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F	9 5/8	9 5/8	9 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Le Monde - RTL**

**ENTREPRISES**  
à 22h15 sur RTL

Mardi 18 septembre  
Gilles Châtelet,  
PDG de Speedy.

Judi 19 septembre  
François Blondot,  
PDG du groupe La Rochette,  
« Le Monde Affaires » du  
20 septembre publie une  
enquête sur le filaire bois.

مكتبة من الأصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 18 SEPTEMBRE

**Cours relevés à 13 h 47**

Order number	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%										
3890	CHE 3%	4080	4080	4070	+ 0.25	Comptant	229 90	228	223	- 3.38	345	Ladage	284	382 50	381 50	- 0.05	1560	S.E.R.	1715	1650	1700	- 0.35	250	Electrolux	229 10	...	...	167 50	...	+ 0.10
3891	CMPT 7 1/2	951	951	936	- 1.76	Comptant	1108	1108	1108	...	338	Ladage	334	334	334	...	420	Solignum	427	425	425	- 0.47	168	Electrolux	167	...	...	167 50	...	+ 0.10
1265	C.L.P. 2 1/2	851	851	836	- 1.76	Comptant	1108	1108	1108	...	338	Ladage	334	334	334	...	420	Solignum	427	425	425	- 0.47	168	Electrolux	167	...	...	167 50	...	+ 0.10
1048	CMPT 7 1/2	951	951	936	- 1.76	Comptant	1108	1108	1108	...	338	Ladage	334	334	334	...	420	Solignum	427	425	425	- 0.47	168	Electrolux	167	...	...	167 50	...	+ 0.10
1048	CMPT 7 1/2	951	951	936	- 1.76	Comptant	1108	1108	1108	...	338	Ladage	334	334	334	...	420	Solignum	427	425	425	- 0.47	168	Electrolux	167	...	...	167 50	...	+ 0.10
745	ADCOB	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
670	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
510	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1650	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	A.L.S.P.	1702	1701	1701	...	157	1670	2180	2176	- 0.43	130	Ladage	144	144 00	140	- 0.07	445	Signe	455	455	455	...	32	Harmonica	100 50	95 20	95	100 50	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
1000	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	788	788	- 1.89	2270	S.F.I.M.	982	982	981	- 0.10	225	Glin. Hargreaves	308 00	207	208	208	...	...
2250	Al Liquid	928	928	907	- 0.24	1110	1108	1125	1125	- 2.00	515	Ladage	788	7																

**COMPTANT** (sélection)

**SICAV** (sélection)

## 17/9

VALEURS				% du cours		% du composite		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Emission		Rachet net		VALEURS		Emission		Rachet net							
																		Etrangères																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			
																		A.A.E.																			

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - † : prix précédent - m : marché continu



M. Jack Lang l'a annoncé :  
octobre verra une « grande fête des musées »

Le mois d'octobre sera donc le

**EMMANUEL DE ROUX**  
► Renseignements :  
42-60-39-26.

**EMMANUEL DE ROUX**  
► Renseignements :  
42-60-39-26.

## La mort de Zino Francescatti

ANNE REY

# SCIENCES

L'ancienne équipe, qu'il juge toujours très compétente malgré sa responsabilité dans la catastrophe, avait été dispersée. Six de ses cadres furent condamnés à de lourdes peines en juillet 1987, dont M. Brioukhanov lui-même, condamné à dix ans de camp de travail, mais remis en liberté très précocement pour des raisons non précisées. Après l'accident, on a « rassemblé à la hâte des gens connus des quatre régions du pays », dit-il. « L'idée est venue d'avoir un délégué de chaque région. Ça va, ou les gens se bornent à prendre le quart ? Pour les pêcheurs cela marche, pour les travailleurs du pétrole peut-être moins. Mais pas pour une centrale nucléaire », estime-t-il. (AFP).

□ **Discovery de retour.** — Des nuages au-dessus de la Floride ont empêché Discovery d'effectuer la « première » qui devait marquer la fin de la quarante-troisième mission d'une navette américaine : un atterrissage de nuit sur la piste de Cap Canaveral. Les cinq astronautes ont finalement retrouvé la terre ferme avec quatre-vingt-douze minutes de retard, à 0 h 38 (9 h 38 heure française), sur la base d'Edwards (Californie), lieu d'atterrissage habituel, où la piste est plus longue, et le temps généralement plus clément. — (A.F.P.)

1991 portant revalorisation de l'allocation de revenu minimum d'insertion.

exemplaire », par J.-C. Farcy.

GUY BROUTY

Sont publiés au *Journal officiel*  
du mercredi 18 septembre 1991 :

**UN ARRÊTÉ**

- Du 18 juillet 1991 portant  
majoration des taux des bourses  
d'enseignement supérieur du  
ministère de l'éducation nationale  
pour l'année universitaire  
1991-1992.

**UN DÉCRET**

- N° 91-923 du 12 septembre  
1991 portant revalorisation de l'al-  
location de revenu minimum d'in-  
sertion.

**JEUDI 19 SEPTEMBRE**  
18, boulevard Haussmann,  
18 heures : « Les Caries de Gabor », par  
M. Schumann. Révision obligatoire  
de 17-47-59-62 (Maison de la région  
Nord-Pas-de-Calais).

**Centre Georges-Pompidou (salle  
Jean-Prouvé), 18 h 30 :** « Paroles  
d'antifas », dialogue organisé avec  
l'UNICEF. Débat animé par A. Pire.

**Maison de la Villette, ancien  
troisième des vétérinaires, angle  
avenue Corentin-Lienhart-qui-de Charante,  
18 h 30 :** « Banlieues 1891. Les  
enseignements d'un recensement  
exemplaire », par J.-C. Farcey.

3. Mit. Cl. Lin. - 4. Isard. Lient. -  
5. Est. Orlé. Té. - 6. Laus. Ente.  
- 7. Lion. Aare. - 8. Enna. La. Rit.  
- 9. Streetimé

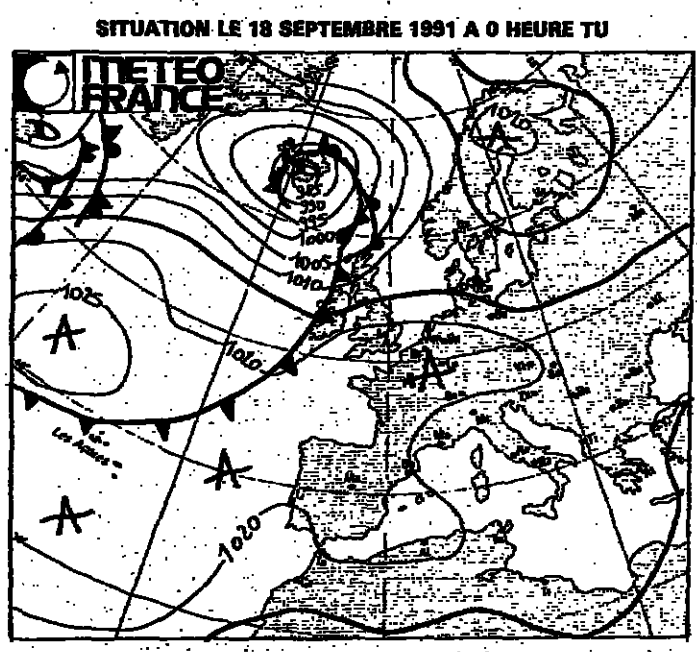
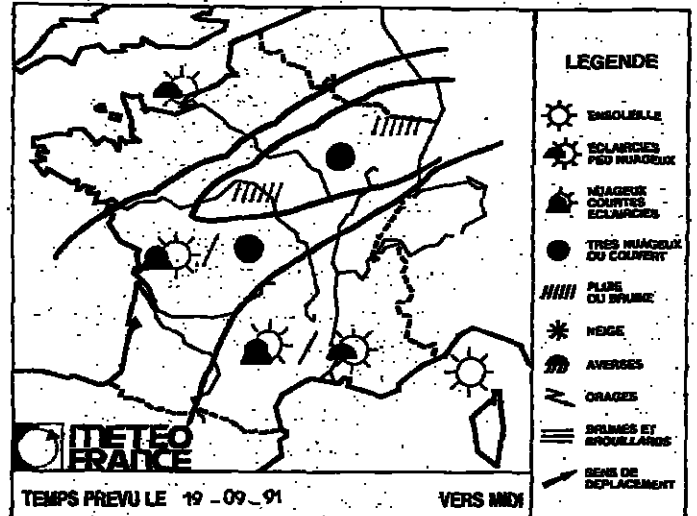
مَكْرًا مِنَ الْأَمَلِ



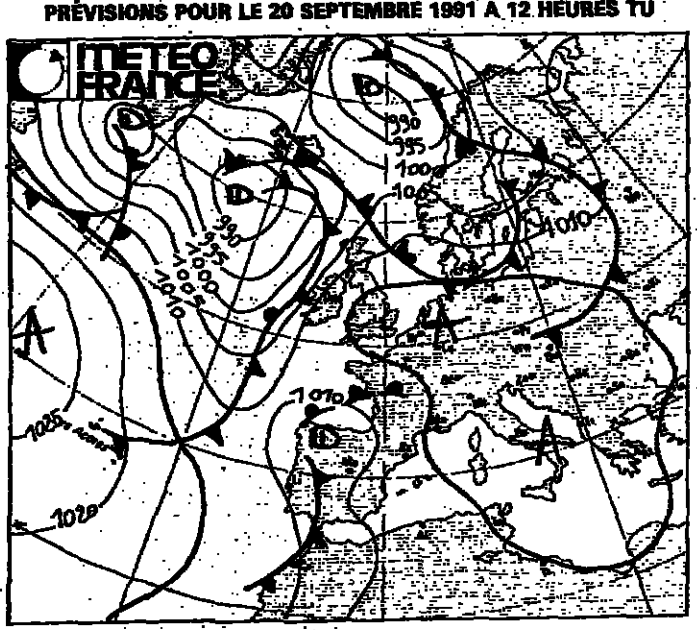
هكذا من الراحل

# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 19 septembre 1991  
Rafraîchissement général  
Petites pluies sur le Nord-Est



Vendredi 20 septembre : orages sur le Sud... Les températures minimales seront comprises entre 8 et 12 degrés sur la moitié nord et entre 12 et 16 sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 18-9-91											
Valeurs estimées relevées entre le 17-9-1991 à 18 heures TU et le 18-9-1991 à 6 heures TU											
FRANCE											
ALGER	27	18	D	TOULOUSE	28	14	D	LUXEMBOURG	20	9	D
BARCELONE	25	15	D	TOURS	25	18	D	MADRID	24	15	D
BORDAUX	21	17	D	PARIS-EST	23	15	N	MADRID	26	14	D
BRESCIA	21	14	D	STRASBOURG	21	13	P	MILAN	22	15	N
CANNES	22	11	N	ALGER	30	21	D	MONTREAL	27	13	N
CHERBOURG	20	8	S	AMSTERDAM	19	11	A	MOSCOW	18	11	C
CLERMONT-FERRAND	20	10	D	ATLANTIQUE	20	21	D	NAIROBI	29	15	D
DJIBOUTI	27	14	D	BANGKOK	32	24	C	NEW DELHI	35	27	C
DUNKERQUE	20	11	D	BANGKOK	30	20	D	NEW YORK	35	27	C
GENÈVE	23	14	D	BANGKOK	32	24	C	OSLO	12	10	P
LILLE	21	10	D	BANGKOK	32	24	C	PALMA-DE-MAJORQUE	32	20	D
LONDRES	19	14	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS	22	15	N
LYON	21	12	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
MARSEILLE	21	12	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
NANCY	22	8	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
NANTES	21	10	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
NICE	27	18	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
PARIS-MONTAIGNE	22	11	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
PARIS	22	11	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
PERPIGNAN	22	14	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
RENNES	21	10	D	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
STRASBOURG	21	13	P	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N
STRASBOURG	21	13	P	BANGKOK	32	24	C	PARIS-EST	23	15	N

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.

Le Monde DES LIVRES

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

## James Bond, rat d'hôtel

C'est un conseil amical à donner à tous les hôtes de la France, industriels, cadres commerciaux, congressistes qui séjournent dans les grands hôtels du pays. Attention ! Le service 7 ou, plutôt aujourd'hui, le service Y de la DGSE s'occupe de tout : des bagages, bloc-notes, calepins, documents confidentiels. Le service Y, James Bond rat d'hôtel, ne dort jamais que d'un œil. Ce secret défense et quelques autres ont été révélés au cours de l'émission « Mardi soir », d'appellation sobre mais imparable, qui, sur A2, succède désormais aux feus « Dossiers de l'écran ». Daniel Bilean, déjà comme chez lui, en bras de chemise, bretelles et cravate club, il fallait bien renouveler le genre, avait choisi un sujet incroyable : l'espionnage.

Sous le titre goulévant de « L'espion nouveau est arrivé », on a donc débattu sur le fait de savoir si, en ces temps de détente extrême et de dangers qui ne le sont pas moins, les États et les murs avaient encore des oreilles. Eh bien c'est oui, les murs ont des oreilles partout, de plus en plus d'oreilles. Tout le monde espionne tout le monde, ou pourrait le faire. L'espion nouveau est protéiforme. Il peut être couleur muraille ou méphisto, doté d'un de ces multiples gadgets à écouter dans les coins qui émerveil-

laient visiblement Daniel Bilean. Il peut être lecteur simplement, documentaliste patient, bénédictin de la brochure, attendant simplement que les entreprises publient, imprudentes, les résultats de leurs recherches, n'en pouvant plus de les tenir secrètes. Il peut être minitelliste ou pirate informatique perçant les codes comme coffres-forts. L'espion nouveau est protéiforme et multinational. Il peut être japonais, comme ce membre d'une délégation commerciale expliquant sans rire la différence entre l'espionnage et « la veille concurrentielle, la veille technologique ». Américain, comme ce patron de la fameuse firme Kroll, capable de retrouver l'argent de Baby Doc ou de Saddam Hussein.

L'espion nouveau est, comme l'ancien, partout. A faire son métier, de plus en plus demandé, espion privé, espion public, le marché explose, avec tous ces pays nouveaux, cette guerre économique, cette bataille technologique planétaire. Pour dire, la CIA, 150 milliards de dollars de budget, aurait même, avec un peu de chance, pu annoncer, en juillet 1990, que les armées irakiennes faisaient mouvement vers le Koweït. C'est dire si l'espion nouveau est performant. A moins qu'il ne soit pervers et qu'il n'ait tué le fait pour voir la suite.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 18 septembre

TF 1		LA SEPT	
20.50 Variétés : Sacrée soirée.		21.00 Documentaire : Et la vie.	
22.45 Magazine : Le Point sur la table. Thème : Peut-on se passer des immigrés ? Invités : Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration ; Alain Juppé, secrétaire général du RPR et les députés du 18 <sup>e</sup> arrondissement de Paris.		22.35 Cinéma : Le Jardin des délices. ■■ Film espagnol de Carlos Saura (1970).	
0.15 Journal, Météo et Bourse.		0.05 Court métrage : Les Désastres de la guerre.	
0.35 Série : Côté cœur.		FRANCE-CULTURE	
A 2		20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Ball : pas question de rêver. 3. Le Grand de l'Ouest.	
20.50 ► Téléfilm : Ils n'avaient pas rendez-vous. L'amour peut-il conjurer le désespoir et la mort ?		20.30 Tire ta langue. Ecarts de la langue.	
22.20 Documentaire : Tant qu'il y aura la rentrée. La rentrée, une étape psychologique difficile.		22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Au pays des quatre saisons : l'été (2).	
23.15 Magazine : Musiques au cœur. Luciano Pavarotti.		22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'Etat. Leningrad-Moscou, août 1991. 2. Démocratie ou terreur.	
0.25 Journal et Météo.		0.05 Du jour au lendemain. Avec Robert Marteau (Le jour qu'on a tué le cochon).	
FR 3		0.50 Musique : Coda. Textile de nuit.	
20.45 Magazine : La Marche du siècle. Europe : les patrons tirent l'alarme. Invités : Fernand Grynol, PDG de Veolia ; Jérôme Monod, président du groupe de la Lyonnaise des eaux ; Wisse Dekker, ancien PDG de Philips, président de la Table ronde des industriels européens ; Bernard Estembert, président de la compagnie financière Edmond de Rothschild.		FRANCE-MUSIQUE	
22.20 Journal et Météo.		20.00 Haiku.	
22.40 Histoire de voir. Lewis Carroll.		20.30 Concert (donné le 12 septembre lors des Musicades de Lyon) : Trio pour violon, violoncelle et piano en la majeur op. 80. Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur op. 44, de Schumann ; Langsamere Satz pour quatuor à cordes, de Webern, par le Quatuor Chamberlin (Joseph Silberstein, Isabelle Faust, violons, Bruno Giuranna, alto, Alain Meunier, violoncelle), le Trio Italiano, et Christian Zacharias, piano.	
22.45 Feuilleton : Gabriel Bird. (2 <sup>e</sup> épisode).		23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct du Mexique-Ecole à Paris. Le guitariste de Monty Alexander, pianiste, Duffy Jackson, batterie, Steve Grier, congas, Russell Hallmeire, steel drums.	
CANAL PLUS		23.35 Traverses. Côté et gémissements. 2. Le réveil des paupers.	
0.30 Musique : Carnet de notes.		0.30 Musique : Carnet de notes.	
M 6		19.30 Sport : Football. Coupe d'Europe-Coupe de l'UEFA : Lyon-Oster, en direct.	
20.50 Histoires vraies. Un couple trop parfait.		21.45 Sport : Football. Coupe d'Europe-Coupe des clubs champions : Luxembourg-Marseille, en direct.	
22.30 Débat : Rester beau à tout prix.		23.35 Flash d'informations.	
23.35 Sport : Football. Coupe d'Europe : Arsenal (Grande-Bretagne) - Austria de Vienne (Autriche).		23.40 Cinéma : Trois années. ■ Film français de Fabrice Cazeneuve (1990). Avec Sabine Azéma, Jacques Villeret, Philippe Volter.	
1.10 Journal de la nuit.		1.10 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. ■ Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Philou, Patrick Dewaere, Carole Laure.	
LA 5		23.40 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. ■ Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Philou, Patrick Dewaere, Carole Laure.	
20.50 Histoires vraies. Un couple trop parfait.		23.40 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. ■ Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Philou, Patrick Dewaere, Carole Laure.	
22.30 Débat : Rester beau à tout prix.		23.40 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. ■ Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Philou, Patrick Dewaere, Carole Laure.	
23.35 Sport : Football. Coupe d'Europe : Arsenal (Grande-Bretagne) - Austria de Vienne (Autriche).		23.40 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. ■ Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Philou, Patrick Dewaere, Carole Laure.	
1.10 Journal de la nuit.		23.40 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. ■ Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Philou, Patrick Dewaere, Carole Laure.	

## Jeudi 19 septembre

TF 1		CANAL PLUS	
18.20 Jeu : Une famille en or.		13.30 Cinéma : Nuit d'été en ville. ■■ Film français de Michel Deville (1990). Avec Jean-Hugues Anglade, Marie Triniçant.	
18.50 Loto sportif.		14.55 Magazine : 24 Heures.	
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.		18.00 Cinéma : Mort d'un soldat. ■ Film australien de Philippe Mora (1985). Avec James Coburn, Bill Hunter, Red Brown.	
19.45 Divertissement : La Bébête Show (et à 23.40).		17.35 Documentaire : Les Alchimés... Avec quinze ans dans les arènes.	
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.		18.00 Canaille peluche.	
20.00 Journal, Météo, Loto sportif, Météo et Tapis vert.		En clair jusqu'à 20.30	
20.50 Série : Navarro. Les Chasse-neige. Le gang de jeunes anti-drogues.		18.30 Ça cartoon.	
22.30 Magazine : Téléfoot. Spécial Coupe d'Europe.		18.50 Le Top.	
23.45 Journal, Météo et Bourse.		19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Marcello Mastroianni.	
0.00 Magazine : Télévision.		20.25 Sport : Football. Coupe d'Europe-Coupe de l'UEFA : Salgueiros-Cannes, en direct de Porto.	
0.55 TF 1 nuit : 7 ans à la Une.		22.20 Flash d'informations.	
A 2		22.25 Cinéma : Ripoux contre ripoux. ■■ Film français de Claude Zidi (1989). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Line Renaud.	
18.30 Magazine : Défendez-vous.		17.30 Jeu : Pas de panique.	
18.45 Série : Mister T.		17.45 Série : Cap danger.	
19.10 Jeu : Question de charme.		18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.	
19.40 Divertissement : La Caméra indiscreète.		19.05 Série : Kojak.	
20.00 Journal et Météo.		20.00 Journal et Météo.	
20.45 Magazine : Envoyé spécial. Le Mystère des pharaons : Pour le meilleur et pour le pire ; Services d'urgence.		20.40 Journal des courses.	
22.05 Cinéma : Un justicier dans la ville. ■ Film américain de Michael Winner (1973). Avec Charles Bronson, Vincent Gardenia, Steven Keats.		20.50 Divertissement : Les Géants du music-hall. Coluche.	
23.45 Magazine : Merci et encore Bravo.		22.25 Sport : football. Coupe d'Europe : Oviedo (Espagne)-Gênes (Italie).	
FR 3		0.05 Journal de la nuit.	
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.		0.10 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Georges Tzouzi, directeur général de l'ONF.	
18.30 Jeu : Questions pour un champion.		17.15 Série : L'Homme de fer.	
19.00 Le 19-20 de l'information.		18.05 Série : Mission impossible.	
20.00 Un livre un jour. Œuvres (tome 3), d'Anatole France.		19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.	
20.10 Divertissement : La Classe.		19.54 Six minutes d'informations.	
20.45 Cinéma : La vie est un long fleuve tranquille. ■ Film français d'Etienne Chaillat (1988). Avec Benoît Magimel, Christiane Pignet, Maurice Monte.			
22.20 Journal et Météo.			
22.45 Documentaire : Portrait de Frank Capra.			

LA SEPT	
20.00 Série : Cosby Show.	
20.35 Cinéma : Falling in Love. ■■ Film américain d'Ulu Grosbard (1984). Avec Robert De Niro, Meryl Streep, Harvey Keitel.	
22.30 Cinéma : La Nuit de Saint-Germain-des-Près. ■■ Film français de Bob Swaim (1977). Avec Michel Gallet, Mort Schuman, Daniel Auteuil.	
23.50 Six minutes d'informations.	
23.55 Magazine : Dazibao.	
0.00 Cinéma : Les Gauloises bleues. ■■ Film français de Michel Comot (1988). Avec Jean-Pierre Kalfon, Nella Biselli, Annie Girardot.	
FRANCE-CULTURE	
20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Ball : pas question de rêver. 4. Le Kebyar a tout dévoré.	
20.30 Avignon 91. La Désordre, d'Arthur Adamov, à la chapelle Sainte-Claire.	
21.30 Profils perdus. L'Ecole de Rochefort.	
22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'Etat. Leningrad-Moscou, août 1991. 3. La victoire.	
0.05 Du jour au lendemain. Avec Harry Mathews (Cuisine de pays).	
0.50 Musique : Coda. Textile de nuit.	
FRANCE-MUSIQUE	
20.00 Haiku.	
20.30 Concert (donné le 24 mai lors du Printemps de Prague) : Requiem pour solistes, chœur et orchestre, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Petr Altrichter, le Chœur de la philharmonie de Prague et le Chœur mixte Kuhn, chef de chœur Pavel Kuhn ; sol : Monika Pok-Hieroni, soprano, Eva Randova, alto, Heiner Hopfner, ténor, Alfred Muff, basse.	
23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore. Œuvres de Chabrier, Alkan, Fauré, Debussy, Berlioz, Ravel, Chausson, d'Indy, Saint-Saëns, Franck, Amy.	



Réunis à Luxembourg par le Conseil de l'Europe

## Des ministres européens créent une structure d'intervention rapide contre les afflux massifs d'immigrants

Affrontés aux pressions migratoires de l'Est et du Sud, les pays d'Europe occidentale souhaitent trouver des réponses communes. Les ministres chargés des migrations dans les vingt-cinq pays du Conseil de l'Europe, réunis mardi 17 et mercredi 18 septembre à Luxembourg, ont décidé la création d'une structure d'intervention rapide « en cas d'afflux massif de personnes déplacées ».

### LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Les responsables européens de l'immigration ont connu le spectre du raz de marée migratoire de l'Est. Ils ont assisté impuissants aux mouvements des boat people albanais. Ils ont les yeux tournés, à présent,

vers la Yougoslavie et une guerre civile qui pourrait faire sortir du pays des milliers de paisibles citoyens. A l'époque où les immigrants ne venaient que du Sud et répondaient aux besoins nationaux de main-d'œuvre, chacun menait sa barque sans se soucier du voisin. Aujourd'hui, la désintégration du bloc de l'Est et le réveil des nationalismes donnent le vertige aux experts chargés de prévoir les mouvements de population. L'observateur soviétique à la conférence de Luxembourg, M. Anatoli Tchernykhov, vice-ministre du travail, n'a-t-il pas évoqué comme une perspective « réaliste » l'émigration de six à sept millions de ses concitoyens dans les années à venir, freinée cependant, selon lui, par le retour à la propriété privée en URSS et par l'incapacité technique du pays à imprimer plus de 500 000 passeports par an.

Mais l'Europe continue d'attirer les immigrants du tiers-monde qui frappent à ses portes comme demandeurs d'asile pour contourner la fermeture des frontières. De 157 000 en 1980, les candidats au statut de réfugié politique sont passés à 400 000 en 1990, venant grossir la masse des clandestins. Les gouvernements, qui sont tous, peu ou prou, confrontés à ces mêmes phénomènes et à la même montée des réactions d'intolérance, cherchent aujourd'hui des solutions rendues encore plus nécessaires par la perspective de l'unification européenne.

La suppression progressive des contrôles aux frontières internes, au moins dans les pays signataires de l'accord de Schengen, implique une harmonisation des politiques d'accueil, d'intégration, voire de renvoi. En moins d'un an, Luxembourg est la quatrième conférence consacrée à ce sujet. Pourquoi un Allemand, membre de la Communauté européenne établie en France, pourrait-il voter aux élections locales, et pas un Algérien ou un Polonais ? M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, s'est déclaré partisan du vote des étrangers aux élections locales, évoquant même la

nécessité d'une modification dans le sens de la Constitution française. Il reste à régler également le problème de la libre circulation des résidents étrangers à la CEE dans l'Europe sans frontières.

### Pas de nouveau rideau de fer

La tentation pourrait exister de transformer l'Europe des Douze en forteresse. Mais il est difficile d'instaurer un nouveau rideau de fer. Les ministres présents à Luxembourg ont contourné la difficulté en rappelant que « le droit de se déplacer librement (...) n'implique pas la liberté de s'installer dans un autre pays ». En réalité, comme l'a souligné M. Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, « la nouvelle Europe a besoin d'une nouvelle politique migratoire concertée ».

Pour faire face à l'urgence, les vingt-cinq ministres présents à Luxembourg ont accepté une proposition de l'Italie, de créer une « structure d'intervention rapide » sur le modèle de celle qui existe pour les catastrophes naturelles. Elle serait capable de réagir à des situations comme l'afflux d'émigrants albanais à Bari, de répartir la charge financière que constitue l'accueil brutal et massif de personnes déplacées et d'organiser leur éventuelle répartition.

La plupart des pays semblent hostiles à l'application, dans ce cas, de la convention de Genève sur le droit d'asile, qui s'applique aux seules personnes victimes de discriminations pour leurs opinions ou leurs origines. M. Yamgnane a rappelé à ce propos le « strict respect » par la France du droit d'asile, et M. Lalumière est convenue qu'utiliser la convention de Genève « à tort et à travers » risquerait de porter préjudice aux « vrais réfugiés politiques ».

L'ancien ministre socialiste ne s'est d'ailleurs pas privé de jeter quelques pierres dans le jardin de ses amis du gouvernement français en soulignant qu'elle plaçait la lutte contre l'immigration clandestine au dernier rang des priorités de la politique européenne concertée, et non

Pour 1992

## La DGSE est autorisée à recruter plus de cent fonctionnaires supplémentaires

Malgré un projet de budget de la défense, pour 1992, qui prévoit une large déflation des effectifs, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) a été autorisée à accroître le nombre de ses fonctionnaires de cent sept postes supplémentaires sur un total de près de trois mille agents. La DGSE est la seule administration, avec la gendarmerie, à pouvoir, en 1992, engager des personnels au sein du ministère de la Défense, duquel dépendent ces deux institutions. L'an prochain, le ministre de la Défense prévoit le départ de six mille quatre cents cadres ou engagés et de dix-sept mille appelés du contingent. En revanche, il sera créé mille postes supplémentaires de gendarmes, cinquante à l'encadrement de l'Ecole polytechnique (qui a un statut militaire) et cent sept emplois nouveaux dans les services secrets français.

A la DGSE, cette embauche de personnels fait partie d'un plan à long terme lancé par M. Claude Silberzahn, le « patron » des services français, et devant aboutir à recruter près de un millier de fonctionnaires supplémentaires sur quatre années successives. Déjà, en 1991, la DGSE a été autorisée à embaucher deux cents agents, notamment pour renforcer les écoutes intergouvernementales à l'étranger.

Depuis la guerre dans le Golfe et le délitement de l'empire soviétique, la plupart des Etats, en particulier en Occident, cherchent à développer leurs capacités de renseignement — sur une planète caractérisée par une instabilité et une incertitude accrues — dans les domaines politique, économique, financier, bancaire, industriel, scientifique ou technologique. En revanche, la fonction du contre-espionnage, c'est-à-dire principalement la traque des espions étrangers sur le sol national, est en complète évolution pour cause de diminution de la tension Est-Ouest et de moindre efficacité du KGB sur le terrain.

Le développement des moyens humains du renseignement au sein de la DGSE correspond, d'autre part, à une volonté du ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, d'accroître les capacités techniques,

notamment par observation spatiale et aérienne. Dans le projet de budget pour 1992, les crédits alloués aux programmes spatiaux (satellite de reconnaissance Helios et satellite de communications Syracuse) devraient augmenter de 17,5 % pour atteindre un montant de 3 300 millions de francs.

pas en numéro un, comme dans certains pays que nous connaissons bien. Il est vrai que les ministres présents ont souligné qu'elle constituait la condition sine qua non d'une réussite de l'intégration des résidents étrangers légaux.

Afin de réduire le flux des clandestins, les ministres souhaitent non seulement intensifier la coopération avec les pays d'émigration, mais aussi informer les candidats au départ sur les lois régissant l'immigration et la réalité des conditions de vie en Europe « qui ne ressemblent pas toujours aux feuillets américains ». M. Yamgnane a ainsi repris l'idée d'une « charte des droits et devoirs » de l'émigrant.

Un certain consensus est apparu enfin sur la nécessité d'assouplir le principe de l'immigration zéro, non pas en instaurant des quotas, mais en proposant sur place à des étrangers des formules d'emploi temporaire destinées à la fois à décourager l'immigration irrégulière et à transférer des savoir-faire aux pays moins avancés. Ainsi l'Europe hésite-elle entre la hantise d'un déferlement incontrôlé d'exilés et sa prétention à demeurer un phare en matière de droits de l'homme et de coopération.

PHILIPPE BERNARD

### EN BREF

■ Fusillade à Bastia entre des policiers et un commando nationaliste. Une fusillade a éclaté, mardi 17 septembre vers 17 heures, à la sortie sud de Bastia, entre une patrouille de la police urbaine et les occupants d'un fourgon, qui ont réussi à prendre la fuite à bord d'un autre véhicule. Surpris par les policiers alors qu'ils s'apprêtaient à distribuer des tracts signés du FLNC (« Canal historique ») invitant « la jeunesse corse à se libérer du fléau qu'est la drogue », les trois occupants d'un fourgon, volé la veille, ont protégé leur fuite par des tirs d'armes de gros calibre contre les gardiens de la paix. Un peu plus tard, à Ajaccio, dans le quartier populaire des Salines, une dizaine d'hommes armés et cagoulés ont distribué des tracts dénonçant « les drames familiaux et humains qu'engendre la drogue dans la jeunesse corse ». (Corresp.)

■ Pollution record de l'air à Paris. A deux reprises, récemment, une forte pollution de l'air a été constatée dans le centre de Paris par AIRPARIF, le service de surveillance de la qualité de l'air en Ile-de-France. Mardi 10 septembre, jour de la rentrée scolaire, le niveau de dioxyde d'azote observé sur la tour Saint-Jacques a atteint 420 microgrammes par mètre cube d'air pendant huit heures. Samedi 14, le niveau s'est élevé à 500 microgrammes pendant treize heures. La réglementation euro-

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Rien à cacher

FAUT que je fasse gaffe, là, aujourd'hui, que je regarde où je mets les pieds vu qu'il s'agit de Le Pen. De Le Pen et des confères. Le Pen, chef d'un parti que chacun, en ce qui me concerne, est bien libre de soutenir ou pas. Moi, c'est pas ma tasse de thé, mais, sauf à le mettre en boîte, je ne cherche pas particulièrement à en dégoûter les autres. C'est d'ailleurs ce qui distingue, à mes yeux, le journaliste du militant. Et l'information de la propagande.

Seulement voilà, sous la poussée de l'actualité, nous sommes de plus en plus souvent réduits au rôle de comparses, d'augustes de soirée. C'est ce qui s'est passé hier encore sous le chapiteau du cirque Bourbon, où le leader du FN a fait le clown devant une batterie de micros, de caméras et de stylos Bic, réquisitionnés par son service de presse. Sur simple coup de téléphone à l'AFP : M. Le Pen intervient demain à 15 heures dans les débats de la commission d'enquête sur le financement des partis.

On s'est tous précipités. Et,

contrairement à ce que vous pensez peut-être, on a eu raison. Si l'actualité est manipulée, et elle l'est, c'est par ceux qui en sont les acteurs, et plus précisément les vedettes. La presse et les médias n'y sont pas pour grand-chose, je le regrette. On les accuse à tort. Ils ne fabriquent pas l'information, ils la répercutent. Au risque de créer l'événement ? Risque calculé.

Dans le cas particulier, de quel droit un rédacteur en chef aurait-il pu choisir d'ignorer cette dépêche d'agence pour ne pas faire de pub à un politicien qu'il tient en piètre estime ? Tant que les valeurs démocratiques ne sont pas menacées, il n'a pas à jouer les censeurs. Vous êtes assez grands pour juger de l'importance à accorder aux faits et aux propos qu'on vous rapporte.

Là où le bât blesse, c'est quand l'opinion est obligée d'en passer par les médias pour attirer l'attention du pouvoir. Agriculteurs, infirmières, lycéens, parents d'élèves, qui n'orchestrent pas aujourd'hui sa prise d'otage, se manifestent-ils ou sa grève de la faim, en fonction du 20 heures ? C'est en s'inversant que le courtois de transmission ne tourne plus rond.

### L'ESSENTIEL

#### DÉBATS

Gérer la santé, par Bruno Durieux, ministre délégué à la santé ; Bibliographie : « Le Grand Paris », de Christian Pineau et Christiane Rimbaud. 2

#### ÉTRANGER

La situation en URSS. 4  
Les relations franco-thaïlandaises. Percée française sur le marché des armes. 6

#### POLITIQUE

« Journée de réflexion » des députés RPR. Les amis de M. Chirac s'inquiètent des résultats des élections partielles. 10

#### COMMUNICATION

Les dix ans de la FM. Une opération de promotion du 24 au 26 octobre. 10

#### SOCIÉTÉ

Le budget de la justice. En augmentation de 5,4 % en 1992, c'est l'une des priorités du gouvernement. 11

#### EDUCATION • CAMPUS

• L'Université n'a pas de prix  
• Avoir deux ans en maternelle  
• Vague à l'âme au Bois d'Abbas. 13 et 14

#### ARTS • SPECTACLES

• Autour de la Biennale d'architecture de Venise • Rencontre avec Robert Wyatt • La sélection de la semaine. 15 à 26

#### ÉCONOMIE

L'aide alimentaire à Moscou. La Commission européenne perplexes. 27  
Le Congrès forestier mondial. M. Mitterrand lance un appel à la sauvegarde du patrimoine vert. 29

#### CULTURE

Le mois des musées. M. Jack Lang organise en octobre une grande fête. 40

#### Services

Abonnements. 2  
Annonces classées. 30 à 37  
Carnet. 40  
Marchés financiers. 38-39  
Météorologie. 41  
Mots croisés. 40  
Radio-Télévision. 41  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 septembre 1991 a été tiré à 521 619 exemplaires.

## Prix anti-crise

TAILLEURS  
PURE LAINE valeur 4800F 1590F

VESTES EN LAINE 2900F 990F

COSTUMES  
SUPER 100'S valeur 5500F 1990F

ROBES PURE LAINE à 990F  
MANTEAUX, cachemire et laine à 1990F  
et des milliers d'autres articles à -50% et plus

Profitez-en : 3 JOURS REMARQUABLES, le Jeudi 19, le Vendredi 20 et le Samedi 21 de 10h à 18h

DAVID SHIFF

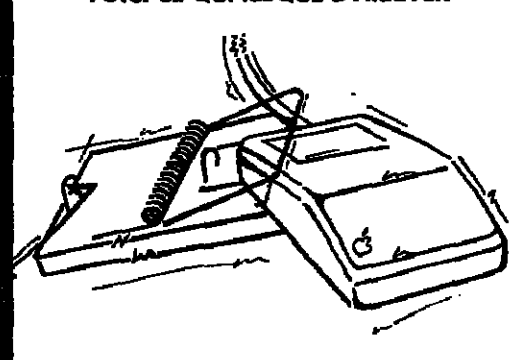
Club des Dix

13 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup> (hôtel particulier dans la cour)

ALLER SIMPLE  
CHARTER  
PARIS/ATHENES  
Départ le 22 ou le 29 septembre 1991  
Renseignements et réservations au  
(1) 43 37 85 90  
air sud

## APPLE EXPO COMME SI VOUS Y ÉTIEZ

SI VOUS NE DONNEZ PAS  
L'INDISPENSABLE À LIRE  
À VOTRE SOURIS  
VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



SVM MAC vient de paraître. Vous y trouverez, sans vous fatiguer, toutes les nouveautés d'APPLE EXPO. En vedette, le SYSTÈME 7 et sa pléiade de logiciels sur mesure. Et en avant première, SVM MAC vous présente les six nouveaux Macintosh de la rentrée.

CONCOURS ARTS GRAPHIQUES  
400 000 F DE PRIX À GAGNER

SVM Mac

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

مكتبة من الأصل



سكزا من الامل

# ARTS • SPECTACLES

## LA BIENNALE D'ARCHITECTURE DE VENISE

**L**A CINQUIÈME Mostra internazionale di architettura de la Biennale de Venise, qui s'est ouverte le 7 septembre, inaugure un automne faste pour l'architecture. Elle sera, en effet, rejointe à la fin du mois par le Salon international d'architecture (SIA), manifestation d'origine française, hôte cette année de la Triennale de Milan, et qui fermera ses portes le 6 octobre. Suivra, en France, la troisième semaine nationale de l'architecture, du 7 au 13 octobre, ensemble de manifestations variées et diversement ludiques à Paris, comme en province.

A l'heure où vient d'être créé, pour la première fois, un ministère de la Ville, et où l'on mesure ce qu'auront pu coûter plusieurs décennies de négligence et de cynisme, un tel automne mérite l'attention. La France qui était restée longtemps à la traîne des États-Unis et de l'Italie, aussi bien en termes de production que de réflexion théorique, semble avoir mis les bouchées doubles, jusqu'à passer pour un pays pilote en la matière. Il y a de nombreuses raisons à cela : le réveil d'une intelligentsia de l'architecture, à la suite de l'Italie ; les investissements multiformes de l'État, notamment en matière d'équipement culturel ; l'engouement des villes pour cette nouvelle forme de communication, depuis la décentralisation ; l'effet « grands travaux » — avec les conséquences perverses que cela peut avoir sur les budgets municipaux, voire départementaux ; la « volonté d'architecture » manifestée par un grand organisme financier comme la Caisse des dépôts et consignations, etc.

Mais la médaille a son revers. Un tel renouveau, dans un pays mal préparé culturellement, tend à déboucher non plus sur des processus de projection, comme on est en droit de l'attendre de l'urbanisme, ou de création, comme on l'espère de l'architecture, mais sur une agitation incontrôlée, incontrôlable. Trop de responsables s'amusent avec les concours et prennent l'architecture pour une danseuse, voire pour une putain. Mais il ne s'agit pas, en effet, d'avoir de l'argent et du pouvoir, pour gérer convenablement les questions urbaines, pour maîtriser sur le long terme la difficile équation de l'architecture et de l'urbanisme. Il ne s'agit pas de vouloir de l'architecture, ni d'organiser un concours ni de trouver des bailleurs de fonds bienveillants, pour être un grand maître d'ouvrage.

A l'agitation politico-économique, qui sous-tend le développement actuel de ce phénomène national, répond une similitude agissante chez un grand nombre d'architectes jeunes ou moins jeunes. Puisque les maîtres « aiment » l'architecture fardée, puisque l'architecture ne relève plus de la durée, mais coule au gré des vagues de la mode, pourquoi se fatiguer ? On est ainsi passé de la recherche de solutions nouvelles, de l'esprit d'innovation, à une forme de paresse qui fait de toute idée une bonne idée, pourvu qu'elle fasse illu-



Le fait le plus notable de la cinquième Mostra de Venise est le nombre extraordinaire de voies ouvertes.

sion au moins le temps d'un mandat électoral. « Il vaut mieux risquer l'erreur que ne rien faire », nous dira à Venise le Romain Massimiliano Fuksas, excellent peintre, brillant parleur et qui fait un peu office de gourou auprès de la tendance la plus hystérique de l'architecture française (page 18). Jusqu'à un certain point, c'est vrai, mais ce qui vaut pour la peinture n'est pas directement applicable à l'architecture. Au-delà de ce point, on retrouve l'image trop connue de l'architecte démiurge, qui ne se sent de comptes à rendre à personne, forcément génial, donc enclin à se pardonner sa mégalomanie, et de plus en plus cynique, surtout si la commande afflue.

Directement induit par la même situation, il y a la tarte à la crème de la jeunesse, dont le Pavillon français fait, à Venise, une consommation immodérée : 80 « architectes de moins de quarante ans » y témoignent certes de leur talent et de la vitalité nationale, mais pas toujours de la plus grande maturité. Or l'expérience tend à montrer, qu'il s'agisse de Kahn, de Wright, ou de Le Corbusier, que la plus grande architecture naît précisément de la conjonction de la vitalité et de la maturité. La première sans la seconde produit ces curiosités sympathiques, éternelles, ces décors surchargés de petits maîtres dont raffolent les guides. La seconde sans la première engendre une architecture de diplomate, dont, sans aller jusqu'à Venise, on trouve un exemple de la pire espèce, à Paris, sur la dalle de la gare Montparnasse.

De ce type de navet architectural, Venise au moins est exempte. Si les Français n'ont pas toute la maturité souhaitable, si les Italiens ont singulièrement perdu de leur vitalité, si les Américains ont définitivement mis l'architecture sur orbite, le niveau moyen du millier d'architectes présentés par quelque quarante pays est véritablement impressionnant. Le fait le plus notable est sans doute le nombre extraordinaire de voies ouvertes, de chemins possibles pour les villes du futur. Le dix-neuvième siècle a pu être qualifié de siècle de l'éclectisme, le vingtième aura été celui d'une uniformisation, connue sous le nom de style international, violemment rejetée à partir des années 70, mais dont les mauvaises habitudes n'ont pas, partout, été perdues. S'il faut en croire Venise, le siècle prochain sera celui d'un éclatement des pratiques, des styles, des références.

Cela suffit-il pour faire la ville, se demandent ici Henri Gaudin et Paul Chemetov (pages 16 à 18) ? Certainement pas, mais l'architecture, la plus belle soit-elle, ne peut donner que ce qu'elle a. Les architectes ont fait leur part de chemin. Aux hommes politiques, aux maires, aux fonctionnaires, de faire le leur ; à eux d'apprendre, à leur tour, leur métier de constructeur, plutôt que de perdre leur temps avec de mauvaises filles. Cela vaut bien un voyage à Venise.

F.E.

## Mille bâtisseurs pour l'an 2000

Mille architectes, quarante pays, jamais on n'avait réuni autant de monde pour cette section architecture de la Biennale de Venise. Elle joue ainsi son rôle de témoin à une époque où chacun s'interroge sur l'avenir de la ville. Le témoin peut être à charge, ou, au contraire, son témoignage peut enthousiasmer. Cela n'a pas d'importance, l'intérêt de la Mostra est d'être un repère pour l'histoire.

**V**Oilà longtemps qu'on n'avait vu pareille festivité architecturale s'étendre. D'ailleurs les organisateurs de cette cinquième Biennale n'ont pas hésité à la présenter comme « la plus grande exposition d'architecture contemporaine jamais organisée dans le monde ». Pour une part, c'est vrai. La participation de quelque quarante nations présente ensemble un bon millier d'architectes paraît confirmer cette vision euphorique. Le public, lui, sera peut-être plus réservé. Cette Mostra n'est pas précisément une fête foraine, elle n'a rien de cette séduction qu'avait été dans un autre registre Cité-Cinéma et propre à réconcilier chacun avec une architecture « enfin » élevée au rang de base de loisirs. Elle ne permet pas non plus l'immédiate saisie d'une œuvre, comme c'est le cas de la Biennale d'arts plastiques, où les œuvres

elles-mêmes sont présentes, livrées au visiteur sans autres détours que les circonvolutions cérébrales des artistes.

Non, c'est le lot de l'architecture d'être présentée de façon médiatrice, par l'entremise de dessins, de plans, de photos plus ou moins astucieusement arrangés. A moins qu'il ne s'agisse de ces collections urbaines que sont les expositions universelles ou les installations des Jeux Olympiques. Mais dans ces cas-là, l'architecture n'est pas une fin en soi. Qui, sérieusement, pourrait songer, et qui aurait les moyens de réunir en un seul lieu dix, quinze, vingt bâtiments, simplement pour le plaisir d'en montrer l'architecture, sans autre fonction, sans autre utilité ?

Certes, l'ensemble des pavillons de la Biennale, dont le principe remonte à 1895, relève un peu de cet esprit de collection. Vides, abandonnés à eux-mêmes, et aux intempéries, les neuf dixièmes du temps, ils n'ont d'autre loisir que de réfléchir interminablement, mélancoliquement, à la vie et à l'œuvre de ceux qui les ont conçus. Certains peuvent en tirer fierté, comme le pavillon autrichien, construit par Josef Hoffmann (1934), celui de la Finlande, dû à Alvar Aalto (1956), ou celui du Venezuela, conçu par Carlo Scarpa (1956), trois noms qui ont fait le tour du monde. Mais d'autres restent confits dans l'anonymat, quand ils ne sont pas méprisés, souvent injustement, pour leurs concessions aux modes ou aux académismes d'antan.

La Biennale a pensé à utiliser ce patrimoine qui, les années passant, apporte une perspective historique de plus en plus riche de sens, aux productions contempo-

raines. On dispose donc maintenant d'un excellent petit guide, qui est aussi un catalogue des tendances du siècle. On verra que cela n'est pas sans intérêt pour se diriger à travers la présente Mostra, tant physiquement qu'intellectuellement.

La collection des pavillons n'est d'ailleurs pas une collection statique, une sorte de musée passéiste. La direction de la Biennale, qui était contrainte de s'interroger sur l'avenir du pavillon italien, notamment inadapté à toute manifestation d'envergure sur les plans technique et de sécurité, a organisé voici deux ans un concours pour la reconstruction de ce pavillon entre dix architectes italiens, parmi lesquels Anselmi, Gregotti, Nicolini, Purini, pour ne citer que les plus célèbres. L'équipe de Franco Cellini a remporté ce concours avec un projet, à la fois rigoureux et porteur de mystère, que la ville de Venise est vivement incitée à financer, un jour ou l'autre...

Les Italiens aiment ces compétitions purement abstraites quand il s'agit des financements. Elles participent à l'émulation intellectuelle d'une profession qui, faute de commandes, reste souvent vouée à « l'architecture de papier », se consacrant à la restauration et à l'entretien du bâti ancien, ou à toutes sortes d'activités sans rapport avec les études suivies. D'où l'extrême réserve mise à l'ouverture des frontières, à la concurrence internationale. Réserve qui se traduit en pratique par une quasi-impossibilité pour un étranger, serait-il le plus européen, de construire dans la Péninsule.

Par quel miracle, dans ces conditions, le très Britan-

nique James Stirling a-t-il pu être choisi pour construire le nouveau Pavillon du livre, carrément à l'entrée des jardins de la Biennale ? Peut-être est-ce une volonté d'ouverture symbolique à la pratique étrangère ; sans doute aussi l'intervention décisive dans le financement d'Electa, détentrice, en Italie et même au-delà, d'un quasi-monopole dans l'édition de livres d'architecture : sûrement aussi un singulier besoin d'air frais, que confirme à son corps défendant la sélection italienne. Jamais en tout cas une librairie n'aura été inaugurée avec autant de faste et d'émotion. Ni la pyramide de Gizeh, ni l'arche de la Défense, ni l'Escurial, ni l'Empire State Building n'auront suscité tant de discours sur l'art et la manière de construire, ni déplacé une telle foule... d'architectes.

FREDÉRIC EDELMANN

Lire la suite page 16

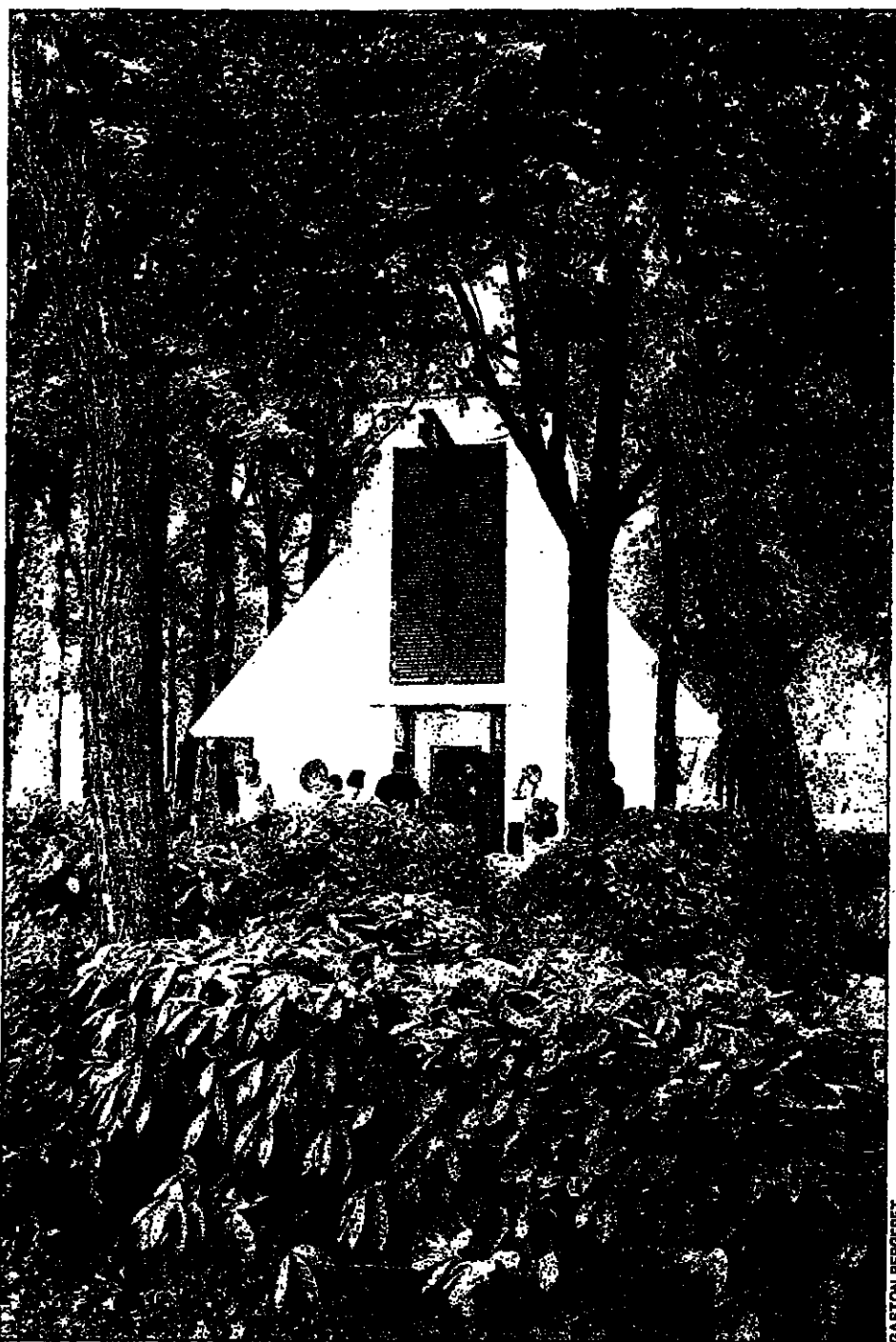
<b>ROCK</b>	<b>19</b>
Rencontre avec Robert Wyatt	
<b>DISQUES</b>	<b>25</b>
Chanson française, nouvelle vague	
<b>DÉCOUVERTE</b>	<b>26</b>
Les marionnettes du Vietnam	

Lire pages 20 à 24, la sélection des rendez-vous de la semaine



## ARCHITECTURE

14



Le siècle prochain sera celui de l'éclatement des styles.

Suite de la page 15

Cette petite merveille de la technique (les fondations sont capables de laisser passer et se développer les racines des arbres) et de raffinement (la tradition du kilt associée à la sophistication de la pasta italienne) sera entrée par la grande porte dans l'histoire. Allez après cela vous interroger sur la forme (une manière d'osmose entre le kiosque à hamburger, version high tech, et la maison des sept nains), et la fonction (splendide vue sur le jardin, de l'intérieur, pour mieux vous détourner de la lecture, et accessoirement de l'achat).

Une fois épuisée les délices des pavillons, vieux ou neufs, il faudra bien s'en retourner à ceux, singulièrement plus austères, de l'architecture de papier, ce à quoi, c'est vrai, le public n'est pas toujours préparé. A

moins qu'il ne soit de la partie, ou qu'il ait intégré l'architecture comme une part naturelle, essentielle, de la culture générale. Auquel cas il aura tout lieu de se passionner, tour à tour aimablement et rageusement, pour cette harassante théorie de projets.

Mais la Mostra internazionale di architettura, dans cette version 1991, vaut beaucoup mieux que cette première et linéaire lecture. Comme celle de 1980 avait marqué la fin de la « modernité » comme unique référence, celle de 1991 donne les clefs, ou mettons les premières clefs, de ce que pourrait être le siècle prochain. Cela n'est pas une mince affaire si, comme certains le pensent, le vingt et unième siècle est celui de l'environnement et du renouveau de l'architecture comme art majeur. C'est en tout cas, de façon tout à fait catégorique, l'opinion de Francesco

dal Co, directeur de la Biennale d'architecture, mais il est vrai qu'on le voit mal penser l'inverse.

En 1980, la Biennale avait été très largement dominée par la Strada Novissima, une rue construite dans la corderie de l'arsenal, par tout ce que l'architecture comptait alors de héros. Héros jeunes et moins jeunes mais qui s'opposaient aux notables de l'époque, tous tenants du mouvement moderne. A la pointe de la Salute, Aldo Rossi avait édifié un édifice provisoire de charpente métallique et de bois. Un grand souffle de poésie s'échappait de cette manifestation qui, dans le même temps, ne pouvait qu'inquiéter un public soumis depuis des décennies à un modernisme de plus ou moins bon aloi. A travers cette Biennale, toutes les habitudes étaient remises en cause, la notion fourretout de postmodernisme pointait le nez, et de violentes colères explosèrent dans les cercles, passablement polaires, de l'architecture universelle.

## DES QUERELLES DE HARPIES

En France, on enviait alors l'Italie, perçue comme le berceau d'une nouvelle Renaissance, rôle qu'on n'était pas fâché de voir disputer à l'arrogante New York, même si les travaux de l'Américain Robert Venturi planaient derrière la plupart des débats. L'Amérique et l'Italie, pourtant, étaient inconciliables en matière d'architecture. Il y avait trop d'ironie, trop d'enthousiasme « populaire », ou plus exactement « pop », dans la démarche de Venturi, pour que l'Italie supporte cela longtemps. L'Italie a trop d'histoire à brasser, trop de patrimoine à gérer, pour accepter facilement ce type de fantaisie. Le divorce entre ce qui apparaissait comme les deux parents de la nouvelle architecture eut donc lieu, laissant à eux-mêmes de tristes orphelins, les Anglais, les Français, ou même les Japonais qui, producteurs de bâti plutôt que de discours, ouvraient, autant qu'ils le pouvaient, de grands yeux devant ces querelles doctrinales devenues querelles de harpies.

Modernes et postmodernes étaient entrés en guerre, pour utiliser la terminologie simpliste qu'un critique américain eut le bon goût de proposer. Une guerre froide, bien sûr, compte tenu du contexte international.

Aux Etats-Unis, Philip Johnson, brillantissime personnalité qui avait été le bras droit de Mies Van der Rohe, s'était posé en pionnier de la Biennale en dotant d'un fronton chipendale la gracieuse ATT, à New York, avant de faire du pseudo-Versailles (d'autres diront du sous-Bouff) à Dallas et ailleurs. Des personnalités aux recherches fortement individualisées, comme Richard Meier, s'imposèrent à côté des grandes agences : d'autres, comme Helmut Jahn, ou le groupe Kohn Pederson Fox achevèrent de ridiculiser l'école de Chicago et sa descendance. Pour s'installer sur le marché.

Tout cela était déjà perceptible à la Mostra de 1980, pour qui savait faire abstraction des plans, des grammaires, des jargons, et savait ne voir que ce qu'on voyait. Les années qui suivirent furent celle d'une désagrégation du secteur architectural de la Biennale. Le manque d'argent y aura été pour beaucoup, Venise

donnant la presque-totalité de ses fonds au cinéma, suivi de très loin par les arts plastiques, et de plus loin encore par l'architecture. Mais le manque d'argent n'explique pas tout, et sans doute une lente maturation se faisait, dont les résultats sont désormais perceptibles.

## DES MÉGALITHES AUSSI URBAINS QU'UN CHAMP DE BASALTE

Le pavillon des Etats-Unis (commissaire : Philip Johnson), cette année, paraît avoir tiré la leçon des événements : il ne faut jamais s'arrêter en route. Frank Gehry, nouvelle coqueluche universelle, parachève la destruction de la fameuse « boîte », ce parallélépipède qui était devenu la norme apparente du style international. Mais sa gymnastique obstinée, passionnante, paraît singulièrement sereine auprès du cataclysme exposé par Peter Eisenman, vastes mégalithes fracassés, aussi urbains qu'un champ de basalte, le tout sur fond sonore genre guerre du Golfe. L'architecture américaine est donc provisoirement vouée, au moment où l'URSS s'effondre, à ce qu'il faut bien appeler le « déconstructivisme ». C'est une forme de solidarité comme une autre...

L'Italie, dominée par quelques figures permanentes qui se sont érigées comme juge et partie sur le tout et le détail de la Biennale, et plus généralement de la scène architecturale italienne, a organisé, en fait de pavillon, un échouage collectif. Non que les travaux exposés soient mauvais en tant que tels, loin de là. Il y a même une « maestria » presque commune dans l'art d'associer les formes contemporaines et les matériaux usés par l'histoire. Mais parce qu'on a l'impression que, sortis de cet exercice rituel, les architectes présents n'ont d'autre façon d'être et de s'exprimer que par l'imitation. Disciples abrutis d'Aldo Rossi, en pagaille, élèves appliqués de Purini ou de Gregotti, bibliothécaires consciencieux restituant leurs modèles futuristes, un grand courant de l'architecture d'avant-guerre. Une somptueuse exposition au Musée d'art moderne de Venise est d'ailleurs l'occasion de refaire connaissance avec l'une des plus grandes figures de ce mouvement italien : Antonio Sant'Elia, mort à vingt-huit ans, en 1916, après avoir laissé une gerbe étincelante de dessins et d'idées, dont on retrouve à la Biennale les traces tristement scolaires.

Le pavillon italien est décevant aussi, et cela ne peut que surprendre dans ce pays roi de l'emballage, par la faiblesse même de la présentation, chaque architecte ayant eu à défendre sa propre cause. Leur a-t-on dit qu'ils auraient un public qui ne compterait pas, c'est du moins souhaitable, que des professionnels ? Toujours est-il que peu d'entre eux sont parvenus à donner des ensembles où l'exigence intrinsèque du projet, le style du dessin (ou de la photographie), le mode de présentation enfin aient quelque cohérence, donnent le sentiment d'une ambition architecturale plus large que celle d'une appartenance à telle ou telle école, à telle ou telle tendance. Est-ce cela l'Italie, est-ce cela le résultat de cette brillante époque de l'architecture de papier ? ou, de chaque projet, paraissait naître une idée nouvelle, une solution nouvelle ?

## DEMAIN LA VILLE

## De l'air, de l'air!

En 1989, Henri Gaudin a refusé le Grand Prix national d'architecture, ce qui n'empêche pas qu'il lui ait été attribué, en même temps qu'à André Wogensky. Haute figure d'une génération d'architectes qui récuse les dogmes et les habitudes générés par le rationalisme, Gaudin refusait ainsi un prix qui, en récompensant des hommes aux démarches très différentes, mettait sur le même pied des pratiques architecturales pour lui inconciliables. En 1991, son point de vue n'a pas varié. Mais l'actualité a apporté de l'eau à son moulin.

par Henri Gaudin

La flambée d'intérêt pour la ville s'alimente aux incendies de Vaulx-en-Velin à Sartrouville, ces « grands ensembles » qui sont la plus pure expression d'une société du « non-être ensemble ». L'exclusion, la forme même de l'architecture la suscite. A Vaulx-en-Velin, par exemple, pas le moindre lieu ne vous reçoit, le regard balaye les parkings et bute sur les tours et les barres crénelées d'orange et bleu marine par la sirupeuse sollicitude des officiels de la gâté et autres « ingénieurs de l'âme ». Des arbres, mais sans qu'ils embrassent quelque endroit où se tenir en paix. Une atomisation – comme celle des logements, quelque chose d'une même indigence que cette place – carrefour plutôt – pustule de terre ceinturée de route, sur laquelle une sorte de disque incliné sur un trépied dérisoire survole deux bancs affrontant une bande de boutiques sur fond de boîtes à loger. Le crétinisme indigne est odieux – seulement un peu plus ici qu'ailleurs, qui plante des treilles façon jardin d'opéra et atteint le sommet en transformant un pignon en mur à escalades.

On a vu des photos de la boîte calcinée, une de ces boîtes à entasser la marchandise et les gens qu'on appelle grande surface, posée là où l'on erre au su et au vu de tous, sur un de ces épanchages de bitume sans coins ni murs, ni rien qui puisse offrir un retrait, à peine l'ombre de ce qu'on imagine planté là ou ailleurs : des boules d'arbres rouges qui accompagnent les avenues vers les commissariats et les institutions sociales chargées de panser les plaies du grand ouvert.

Il s'agit bien ici de chômage, de pauvreté, de violence, d'exclusion, et ces espaces sinistres leur donnent forme.

Mais qu'il faille des solutions sociales et politiques ne doit pas masquer que ces espaces furent pensés, imaginés, théorisés par certains architectes et les institutions chargées de l'urbanisme. Car, qu'elles soient ici ou là exhibant leur luxe ou portant les stigmates de la pauvreté, déployées impudiquement sur la Méditerranée ou accrochées au sol des banlieues et des villes nouvelles, la plupart des constructions contemporaines ont été élevées sans aucun souci d'espace et furent le produit d'idées perverses qui trouvent dans les grands ensembles leur forme la plus redoutable.

A la lueur de l'incendie, le paysage architectural contemporain découvre son bitume, aussi les désastreuses idéologies qui lui ont servi de justifications. A la construction de cet univers, on sait la part de collaboration active des architectes, la part d'une pensée tantôt naïve, tantôt consciente qui donne forme sous l'étendard de la rationalisation industrielle aux chûs de l'exclusion. Qu'au cœur de cette pensée, celle de l'espace fût exclue sidère. Des idées de ségrégation, de séparation, de l'obscuration sécuritaire qui parcouraient la société, l'avant-garde architecturale fut le fer de lance. Celle-ci eut le maximum d'ouverture au maximum de fermeture. Ses protagonistes s'engouffrèrent confiants : ils imaginaient des arbres là où ils vivaient épanche du bitume, ils pensaient qu'être moderne c'est se laisser emporter par le torrent de son époque. Ils croyaient aux hiérarchies, aux grandes chevauchées d'un sujet créateur, ils faisaient fi de la terre et du ciel.

Ils avaient été à l'Ecole des beaux-arts, ils croyaient qu'il suffisait de se soumettre à l'inspiration ; ils ne savaient pas que l'affaiblissement, l'amoindrissement de la création est davantage le fait d'une volonté de puissance qui pense pouvoir édifier sur une table rase que le fait de

s'accorder aux complexités du réel. Que ne savaient-ils que rien n'est plus sûr qu'un plan libre, plus malignement destructeur que de répondre à la revendication égalitaire de chacun à la vue, que rien n'est moins sérieux que les espaces prétendus dégagés, n'est plus opaque que les immeubles qui se couvrent d'une membrane de verre, plus irrémédiablement étranger l'un à l'autre que ceux qui ne jouent que de leurs reflets mutuels.

A force d'exclusion, le monde ne devient plus seulement invivable pour l'autre, mais pour nous tous. Il nous faut traverser des paysages d'immensités que nous avons nous-mêmes versées sur ce que nous croyons être notre péripétie. A exclure l'autre, nous nous excluons nous-mêmes. A quel prix a-t-on éloigné les immigrés et les pauvres sinon à celui de la destruction de quartiers et de paysages qui sont notre vie même ?

La société fait à la vie la vie dure : on coupe les nefs de platanes sur les routes qui deviennent les voies de l'enfer, de la vitesse et de la mort. On extirpe l'ombre des aménités en y projetant la lumière crue des lampadaires au nom d'un absurde argument de sécurité, on lance sans vergogne des voies, on est à l'affût du moindre craquement de murs pour abattre les maisons.

A force de soupeser les compatibilités, de se méfier des ombres, d'éloigner les étudiants des centres, les bistrotiers des logements, les arbres des murs, les universités des villes, les maisons des maisons, les immigrés des autres et tous de tous, à force de pureté, on nous fait un monde invivable. S'affaier à ériger, dresser des objets, construire, n'est malheureusement pas se soucier d'espace, d'intensité, de ces lieux, ces canyons d'air qui sont indispensables à notre présence : l'époque le prouve. Son architecture.

هكذا من الأصل



هكذا من الالواح

ARCHITECTURE

DE LA BIENNALE DE VENISE

pour l'an 2000

Il faut dire que beaucoup des grands architectes italiens ne sont pas présents ici, parce qu'ils le sont dans les salles voisines, ou bien à la cordone de l'arsenal, où sont exposés les projets de plusieurs concours organisés par la même Biennale : le concours pour la Piazzale Roma, où arrivent bus et voitures à Venise, et qui est effectivement tout à fait pilotable ; la consultation limitée pour un nouveau Palais du cinéma, au Lido de Venise ; concours pour un nouveau pavillon italien. Francesco Dal Co a quelque mérite d'avoir lancé de telles compétitions, qui n'ont pas l'ombre d'un aval financier en termes de réalisation, mais qui peuvent contribuer à réveiller l'administration de la ville. Comme dans tout concours, on y relève de bons, même de très bons, et de mauvais, voire de très mauvais projets. C'est donc un processus d'accumulation différent de la « sélection » propre à la Biennale, et qui relève de la magnanimité ou de la sévérité du jury (Rossi-Gregotti-Portoghesi, aller et retour, dans tous les cas de figure). La critique attend de se faire les dents le jour où tout cela sortira de terre, et des strates du papier vénitien.

La tentation est grande, évidemment, de se réfugier dans les pavillons des pays « orphelins », une fois constaté l'état de l'Oncle Sam et de la mamma italienne. Et c'est vrai que la belle énergie de la Biennale de 1979 paraît s'y être répandue.

LE PAVILLON FRANÇAIS ET SES QUATRE-VINGTS BINETTES

Le pavillon de la France, par exemple, aura beaucoup fait parler de lui... parmi les Français, et même au-delà. Comme les responsables français paraissent, en matière d'action internationale, désormais incapables de prendre une initiative qui n'ait reçu l'aval d'une pléiade de conseillers présidentiels, ministériels, et d'autant d'administrations, il a fallu trouver au dernier moment « quelque chose » susceptible de meubler le pavillon national. Coup de chance inespéré : l'Institut français d'architecture venait de rater deux expositions sibonnardes : « Quarante architectes de moins de quarante ans », version Paris et version province. Un formidable gâchis de talent ! Celui du commissaire, Patrice Goulet, qui s'est donné un mal fou pour sélectionner tous ces jeunes loups avec une marge d'erreur et de flagornerie plutôt acceptable. Et celui des jeunes loups en question qui, au-delà d'un ineffable penchant pour la mode (actuellement la transparence, l'oblique, et plein de pédoncules gratuits ; demain sans doute les fractales d'Eschmann ?), manifestent une splendide vitalité, et plus pour quelques-uns. Seul en réchappe, avec une belle adresse, le photographe Gaston Bergeret, qui a éternisé tous ces architectes en quatre-vingts portraits (et réalisés pour l'occasion le reportage que nous publions aujourd'hui).

A l'IFA, rue de Tournon, il fallait, après avoir vu les portraits, plaisir insigne, contempler autant de photos de bâtiments, puis de dessins, puis de plans, sans qu'il soit possible ni physiquement ni mentalement de faire le moindre lien entre les deux fois quarante binettes et leurs œuvres. Dans son infinie bonté, la Caisse des dépôts et consignations, qu'on ne saurait soupçonner, bien sûr, de penchant pour la mode, ni du moindre laxisme dans ses

choix architecturaux, voire dans l'architecture de ses choix... a décidé de voler au secours de l'Etat et de sponsoriser le transport des quatre-vingts équipes au pavillon français.

Paul Quilès, ministre de l'équipement, qui a expérimenté l'intérêt de l'architecture aux PTT, est venu inaugurer l'ensemble, et marquer son terrain - il n'est jamais trop tard pour bien faire. Un terrain déjà bien piétiné par son confrère Jack Lang, qui se place comme ministre de l'architecture à défaut d'être officiellement celui des architectes. Jack Lang a donc inauguré le pavillon français en même temps que Paul Quilès, et en même temps que Robert Lion, directeur de la Caisse des dépôts, que le milieu architectural confond parfois avec le ministre de la culture en raison, de quelques fortuites ressemblances. Le ministère des affaires étrangères a également participé à la fête.

VERTUS ALLEMANDES UTOPIES SOVIÉTIQUES

Le vrai motif de la fête, à dire vrai, c'est que, malgré son infinie légèreté, et sans doute grâce à elle, l'exposition a trouvé à Venise la raison d'être qu'elle n'avait pas à Paris. La disposition en tréfle du pavillon a donné à la série des panneaux une composition formelle inespérée, et l'effet foire de la Biennale a soudain légitimé la frime de cette présentation hexagonale, cocoonante. Qu'importe qu'au-delà des portraits l'exposition soit illisible, le public comprend au moins qu'avant l'âge de quarante ans il est possible de construire en France !

Les pavillons des autres pays se veulent plus pédagogiques, ou plus traditionnels. L'Autriche, dont le pavillon a été confié à Hans Hollein, s'est vue, peut-être pour cette raison, primée. Hans Hollein est en effet un as des relations publiques, et, même si la Haas-Haus à Vienne - projet qu'il expose à Venise - n'est pas meilleure que le gratte-ciel de Portman qui défigure Time Square à New-York, cela a dû paraître sérieux au jury italien. Vertueux pavillon allemand qui retourne aux origines de la modernité avec une exposition sur Heinrich Tessenow (1876-1950), que ses réalisations pendant la dernière guerre n'auront pas réussi à faire oublier. Bizarre pavillon du Japon qui fait faire leurs gammes aux stars du Soleil-Levant sur le thème de la salle de concert. Explosif pavillon soviétique, qui se rue sur toutes les variations formelles de l'utopie, comme s'il fallait oublier soixante années de stérilité, en reprenant le B. A. BA des avant-gardes. Et tous les autres pavillons qui montrent combien l'écart se creuse entre les pays dits nantis, ceux qui continuent de poursuivre un rêve occidental et babélien, ceux enfin qui y ont renoncé pour retrouver, dans leurs traditions, une expression architecturale qui leur soit propre.

L'Espagne, entrée dans l'ère du pragmatisme, et qui compte de remarquables architectes - tel Rafael Moneo, vainqueur du concours pour un nouveau Palais du cinéma à Venise - a choisi d'exposer les nouveaux travaux de Barcelone. La plupart des architectes ne sont pas espagnols, mais la démarche après tout ne diffère pas de celle qui donne aux films la nationalité de leur producteur, plutôt que celle de leur réalisateur.



Avant d'être la Mecque de l'architecture, Venise reste celle de la frime.

Or Venise, avant d'être la Mecque de l'architecture, reste celle du cinéma. Donc, peu ou prou, celle de la frime.

FREDERIC EDELMANN

\* Cinquième Mostra internazionale di architettura de la Biennale de Venise, jusqu'au 6 octobre. Jardins de la Biennale : sélections étrangères, sélection italienne, concours pour la Piazzale Roma et pour le nouveau pavillon italien. Corderie de l'arsenal : concours pour le nouveau Palais du cinéma et exposition de 43 écoles d'architecture du monde entier. Fondation A. Masieri : le projet pour le Pavillon du livre de James Stirling.

\* Antonio Sant'Elia, *L'architettura disegna*, Musée d'art moderne (Ca Pesarò), jusqu'au 17 novembre.

\* Voir aussi : \* De Gaudí à Picasso, le modernisme catalan, Fondation Giorgio Cini, île de San Giorgio, jusqu'au 24 novembre ; \* Portraits de l'empire russe, d'Ivan le Terrible à Nicolas II, Palais Fortuny, jusqu'au 6 janvier 1992 ; \* Les Celtes, Palais Grassi.

Concours

L'architecte espagnol Rafael Moneo a remporté le concours pour la construction du futur palais du cinéma au Lido de Venise, a annoncé, lors de l'inauguration de la Mostra d'architecture, le directeur de l'architecture de la Biennale de Venise, Francesco Dal Co. Francesco Dal Co a, par ailleurs, déclaré que le projet des Britanniques Jeremy Dixon et Edward Jones pour la reconstruction de la zone de la place de Rome (point où affluait les voitures qui arrivaient à Venise) avait été retenu parmi deux cent soixante-dix projets.

Le prix pour la meilleure participation étrangère à la Mostra a été attribué à la réalisation de l'Autrichien Hans Hollein, et le prix pour la meilleure participation italienne à celle d'Augusto Ranzani Borelli. Le prix Venise, auquel ont participé quarante-trois écoles d'architecture, présentées dans la Corderie de l'Arsenal, a été remporté par l'institut d'architecture de l'université d'Auckland (Nouvelle-Zélande).

Il ne suffit pas après Vaulx-en-Velin de clamer « faisons des écoles, des logements et des magasins ! » Ce qu'il faut c'est creuser entre eux des espaces, travailler en creux. Nous n'avons pas besoin d'objets. Nous n'avons pas besoin d'héroïsmes. Tout ce qui tend à exclure du langage de l'architecture la grandiloquence est bénéfique. Sur la scène des villes nouvelles, chacun enfle la voix et déclame, lors même que lorsqu'elle trouve un lieu la voix est posée. Les maisons de Belleville sont simples et belles portées par d'impondérables canaux d'espace. Lorsque nous nous promenons dans les rues populaires de Paris, nous éprouvons la joie de côtoyer une architecture dénuée de style, libérée de toute influence savante, nature comme un langage de bistrot.

Nous sommes éreintés par les héroïsmes. On projette une immense tour à la Défense, on y a construit une arche monumentale inhabitable mais habitée, à la Bastille un éléphant quand le vif de la ville est petit à petit rogné et ses creux hospitaliers saccagés.

Malgré les effets dévastateurs du concept de clarté, l'entreprise de nettoyage continue de prospérer avec le mot « transparence », n'est-ce pas fortifier une stratégie de contrôle et acculer notre corporéité à la visibilité totale ? Ce mot liquéfie l'architecture comme la clarté avait décharné le monde.

Et n'est-ce pas la pire claustration que d'être surexposé, sans lieu ? Les villes nouvelles sont payées de douces intentions, elles dispensent largement l'ouvert, mais la clarté nous y aveugle. Quel chemin prendre si rien ne s'offre à nous ? Comment se dérober s'il n'y a pas de creux ? Comment échapper au contrôle si les chicanes ne nous emportent ? Comment être, si une

ombre protectrice ne nous enveloppe ? Que l'espace preme la forme que lui impose la propagande publicitaire et la parole du tyran télévisuel, universel et sans nom, cette forme sera celle de l'absolue fermeture, de bulles étanches, de refuges clos atomisés sur des territoires abandonnés, des dedans devenus étrangers au dehors. Les grands ensembles sont une anticipation de cette exclusion que constitue la réduction de ce qui est habitable aux seules « coquilles », derniers paliers et couloirs de caves.

Mais pourquoi notre modernité serait-elle un acquiescement à l'exclusion, la ségrégation et la distance ? Certes on ne peut être en paix avec son époque, mais il ne faut pas s'éloigner d'elle et bien plutôt lui extirper sa vitalité.

Il nous faut accomplir une tâche qui nous est confiée, nous ne sommes qu'un moyen, et nous avons besoin d'être portés comme une maison l'est par d'autres maisons : l'architecture n'est pas un but en soi, n'est pas une pure activité opératoire ou logique même si elle porte au visible la beauté d'une structure. Il ne s'agit pas d'héroïsme car le héros taille encore dans le granit quand il nous faut faire des colonnes avec de simples tubes d'acier !

Pourquoi y aurait-il un tel retrait de l'architecture, une telle abdication qu'elle n'aurait plus d'autre souci que le strict abri des humains, pour seule tâche de les loger, de leur offrir des cellules, des cages d'ascenseur et des couloirs de caves ? Car ces cellules rassemblées en barres, en tours ou dispersées en pavillons, que sont-elles d'autre que des réduits, des intérieurs d'où l'on ne s'extrait que pour affronter du rien ; car peut-on nommer lieu ce qui n'est pas le souci d'une société qui se contente de jeter dans l'espace des boîtes pour y entas-

ser des marchandises, des écoliers, des habitants. Or on peut imaginer que l'habitation regarde l'espace en son entier.

J'habite bien sûr mon appartement mais bien aussi mon escalier et ma ruelle et ma rue et ma ville. Le monde ainsi. En quelque sorte, tous m'abritent. J'ai un abri particulier, mais ma porte s'ouvre et j'entends de chez moi la pluie et le vent et me viennent quelques échos du dehors, et quand je suis dehors quelques échos du dedans. Pour mon bonheur, ma maison est ouverte et ouverte sur son seuil et ses fenêtres, ma cour aussi est une longue pièce ouverte au ciel avec une ouverture latérale et la rue sur laquelle elle débouche s'échancre aussi à ses deux extrémités et elle croise d'autres rues qui se creusent sur d'autres porches.

En fait, ici et là, j'habite. Pas toujours à couvert, mais jamais totalement à découvert puisqu'il n'y a que des degrés d'ouverture ou de fermeture.

A la campagne aussi, des haies bordent le chemin et la route et les vallonnements me recueillent et encore quelques arbres et quelques murs. Ils ne me mettent pas à couvert mais ils bordent mon espace. C'est dire qu'à la limite il n'y a pas d'intérieur et d'extérieur. Les humains l'ont montré qui avaient pour souci tout l'espace, ce qui rend particulièrement cruelle la désaffection qu'ils ont maintenant pour lui hormis des cellules, des écoles, des lycées, des caves et des commissariats.

Or, c'est ce souci qui faisait des lieux, des espaces qui relient, des vides qui rivent. Qu'il faille des écoles, des lycées, des équipements n'est pas niable, des hôpitaux et des logements, mais sauf à imaginer que tous soient séparés les uns des autres, il faut des lieux comme il faut à la parole du silence, à la maison un seuil. Il faut des canaux d'air et des parvis et des parallépipèdes d'air et

des cubes d'air. Cela s'appelait autrefois des rues, des venelles, des passages et des boulevards. Il faut inventer ces canaux d'air pour notre présence.

Il ne s'agit donc pas du tout « d'embellir l'habitat social » comme on l'entend dire, ni seulement de le réhabiliter à coups de pinceau. Ce qu'il faut c'est travailler l'espace, même si l'on sait bien que l'absurde cauchemar que sont les constructions de ces périphéries, et les boulevards d'une vaste et vide platitude, ne sont pas seuls responsables de la détresse de ceux qui saccagent les palais à mangaille, seuls lieux ouverts à l'enlèvement des pauvres quand le reste du monde est clos. Sachons que cette désaffection de l'espace va de pair avec les déprédations commises ici et là. De la destruction triomphante au vandalisme sournois, il y a les « normalisations » architecturales à la Ceausescu, et l'étrange universalité de l'archaïsme à casser des pans entiers de ville.

Il ne suffit pas de dénoncer le racisme ici et l'exclusion là, en tolérant ses formes dans l'architecture elle-même. L'idolâtrie du pur quand elle embrase les têtes est la forme la plus intransigeante de l'exclusion. Car il faut bien quelque ombre pour accompagner la présence.

On dit : « Mais les riches n'habiteront pas avec les pauvres ! » Certes, mais je connais des lieux où les uns et les autres se côtoient. A Belleville ou à Ménilmontant, mon quartier, c'est la disposition spatiale qui permet une cohabitation digne. On y trouve des immigrés, des populations de toutes nationalités, de toutes races, de toutes conditions. En tout cas, il n'y a pas de désignation agressive parce que les maisons n'étaient pas fatiguement leurs façades. Il y a une discrétion, quelque chose qui tempère la misère du monde.

N'est-ce pas cela l'espace, ce qui fait lieu ? ■



## ARCHITECTURE

ENTRETIEN AVEC L'ITALIEN MASSIMILIANO FUKSAS

## Le syndrome des cinquante ans

Massimiliano Fuksas, peintre, architecte et romain, est adulé par les circuits « branchés » de la scène française, détesté par les gardiens de l'orthodoxie italienne. Il explique à quel point la situation diffère entre les deux pays, et comment l'Italie, jadis à l'avant-garde, a, selon lui, laissé ce rôle à la France.

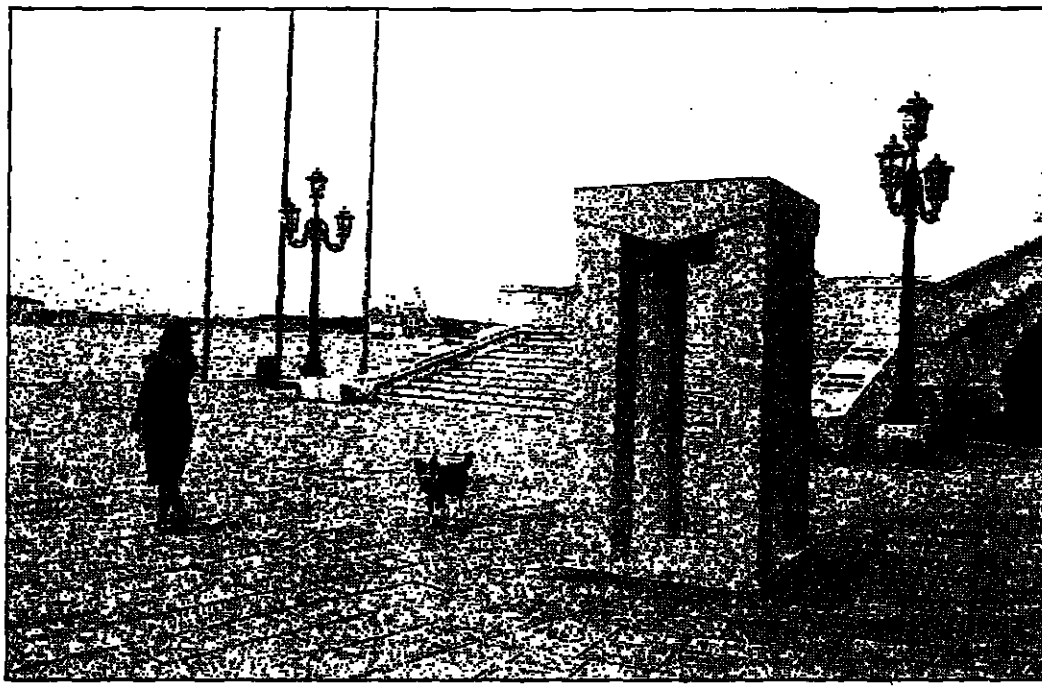
« La perception de la France par les professionnels et par le grand public italien est différente, dit Massimiliano Fuksas. Pour le grand public, et même pour les hommes politiques, la France est un pays où, depuis les grands projets, de grands efforts ont été faits pour faire avancer l'architecture. Pas seulement l'architecture, mais aussi la ville, et cela dans une perspective opérationnelle. Chez vous, aujourd'hui, les professionnels préfèrent construire plutôt qu'enseigner, et construire le plus tôt possible après leurs études. Le risque est une superficialité, une tendance à tomber dans les modes, on le sait, mais quand même, il y a un véritable dynamisme. Les architectes italiens, tout au moins une majorité d'entre eux, restent très liés à la logique des écoles d'architecture, ne serait-ce que parce que la plus grande partie de ceux qui construisent sont en même temps des enseignants. Ici, on va à l'école, on passe des diplômes, on retourne à l'école, jusqu'à ce qu'on devienne professeur, et on s'aperçoit seulement à cinquante ans que, pour être vraiment architecte, il faut en plus construire. C'est pour ça qu'on dit ici que l'architecture commence à cinquante ans. »

« Non seulement il n'y a pas en Italie le dynamisme que connaît la France, mais en plus on construit peu. Les Italiens disent : « Oui, c'est vrai, on a peu construit mais, au moins, on a évité le pire. Vous les Français vous avez construit beaucoup, mais vous avez fait beaucoup de mal. Nous, si nous construisons peu, nous évitons beaucoup plus les projets, et de façon beaucoup plus profonde, plus reliée à la mémoire, à l'histoire. » L'architecture, en Italie, est refermée sur elle-même, elle s'alimente à sa propre histoire. »

— L'histoire n'est pas importante ?

— Je n'ai rien contre l'histoire, mais pour moi, l'architecture doit se nourrir autrement qu'en vase clos. De même, les professionnels italiens disent : il ne faut rien faire, ou au moins être très prudent parce qu'on risque de se tromper. En France, on se trompe. Peut-être, mais ne vaut-il pas mieux se tromper que ne rien faire ?

« Toute la culture italienne, après la guerre, s'est développée autour du principe du réalisme. Je ne suis pas philosophe mais j'explique ça de la façon suivante : les deux grands partis italiens, le PC et la DC, étaient des partis populaires où toutes les classes sociales étaient mélangées. Il y avait dans l'un et l'autre des ouvriers, des



« En Italie on construit peu, mais on a évité le pire »

bourgeois, des intellectuels. Cela engendrait un grand problème d'explication et de communication qui n'a pu être résolu que par l'utilisation d'images réalistes, chargées de symboles simples, destinées aux grandes masses. On retrouve cela dans l'architecture. Elle n'utilise jamais, ou presque, d'éléments purs, comme dans le surréalisme, le mouvement dada, la culture pop, où même l'abstraction. Et Dieu sait pourtant si nous avons eu de grands abstraits ! La culture française n'est pas du tout réaliste, au sens où nous employons ce mot. C'est une culture de l'apparence. La France, c'est la mode, et pour les intellectuels italiens, la mode, ça n'est pas bon. »

— Est-ce un reproche fait au pavillon français de la Biennale 1991 ?

— L'exposition française est très courageuse. Je la défendrais, ne serait-ce que pour une seule raison : sans entrer dans les questions d'école ou d'écriture, on comprend qu'il faut donner une chance aux générations suivantes, au lieu de laisser les mêmes mandarins pendant cinquante ans au pouvoir. La France fabrique son héritage. En Italie, il y a des trous épouvantables. Ceux qui occupent le devant de la scène ont tous soixante ou soixante-dix ans. A leur mort, plus rien ne bouge, c'est le désert, il n'y a pas de relève. »

— Les Français, eux, se sont battus pour ouvrir la commande. Cela a permis le développement des concours, même si aujourd'hui on fait des concours pour tout et

n'importe quoi. En Italie, il n'y a rien eu de tout cela. Les architectes ne se sont pas battus, ils sont restés confinés dans les écoles, et ils sont devenus presque des employés d'Etat, des pensionnaires. Quant à l'Etat, il ne s'est à aucun moment inquiété du phénomène. La situation administrative n'a pas évolué. Il n'y a toujours pas de fonctionnaires pour s'occuper sérieusement de l'architecture, vers qui l'on puisse se tourner, ne serait-ce que pour tenter de les convaincre. A Paris, tu peux convaincre un directeur de l'architecture ou de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, ou encore le directeur de la Caisse des dépôts qui est passionné par le sujet. C'est une formidable richesse. »

— L'architecture italienne est-elle si pauvre ?

— Tous ceux qui m'ont parlé du pavillon italien, qu'ils soient italiens ou étrangers, m'ont parlé de sa pauvreté. Ils ne m'ont pas dit : c'est mauvais ou c'est bon, mais c'est pauvre. Ce n'est pas la pauvreté de l'Arte Povera, c'est une pauvreté triste, vieille, sans rien qui donne la moindre idée nouvelle. »

— Les concours organisés par la Biennale ne sont-ils pas plus intéressants ?

— Je reste très sceptique. Pas à cause des architectes invités, même s'il y a aussi ça. Surtout à cause des jurys. Ce sont des jurys qui n'aiment pas beaucoup les innovations. On fait des concours, oui, mais on veut gérer par

avance les résultats. En France, il y a des tas de tendances, des tas d'écoles qui se détestent mais qui s'acceptent. C'est ça, la démocratie. Il y a des échappatoires pour tout le monde, comme on le voit à travers plein de petits projets parisiens. Regardez ici le nouveau pavillon construit par Stirling, qui est la seule réalisation importante depuis deux ans en Italie. Même lui, il est le produit d'une parfaite ambiguïté. A l'intérieur ça va, mais à l'extérieur, tout ce qui se manifeste, c'est l'envie d'être accepté. Stirling sait faire des bâtiments horribles ou très beaux. Ici, ce n'est ni l'un ni l'autre. C'est construit pour faire plaisir à tout le monde. »

— Percevez-vous la même différence avec d'autres pays ?

— J'en parlais tout à l'heure avec Richard Rogers, et nous étions d'accord : il n'y a qu'en France qu'il y ait une telle dynamique. Même en Angleterre, où les dernières années de la décennie 80 ont été plutôt inspirées, la dynamique s'est brisée. Le prince Charles a dit : on arrête toutes ces bêtises, et tout s'est arrêté. Il faut dire qu'il n'avait pas complètement tort, si l'on considère, par exemple, ce qu'étaient en train de devenir les Docklands. La démarche n'était plus que commerciale. Sans parler de ce qui se passait au centre même de Londres. En Allemagne, la situation est encore différente. La logique allemande est celle de l'exportation. Mis à part les musées, l'effort financier s'est porté sur d'autres secteurs que sur l'architecture. »

— Qu'est-ce qui serait souhaitable ?

— Pour la France, il faudrait inventer un système qui soit intermédiaire entre celui qu'elle connaît aujourd'hui et celui de l'Italie, un système où il y ait tout de même plus de profondeur que ce qu'on voit à présent, un peu plus d'attention à l'essentiel, à l'humanité, et moins de légèreté. Pour l'Italie, je pense, comme vient marxiste, que rien ne sera possible en Italie sans de véritables changements prévisibles sur les plans politique et économique. L'Europe peut être cette chance, l'harmonisation des systèmes et des législations, l'ouverture des frontières, la possibilité pour tous de travailler partout. Surtout, il faut faire confiance aux jeunes, aux très jeunes, même s'ils ont eu une formation très rigoureuse, très dogmatique. »

— C'était la situation française il y a vingt ans.

— Oui, c'est ça qui est dramatique. On a échangé nos situations. Nous sommes retournés à l'époque des beaux-arts, presque des prix de Rome. Pourquoi j'aime beaucoup la France ? Pas seulement parce qu'on m'y a donné trois ou quatre projets à construire, mais aussi parce que beaucoup de mes étudiants vont y travailler et que, si certains ne veulent plus retourner en Italie, beaucoup reviennent avec le virus de l'envie de faire, d'inventer... »

— Que l'Italie nous avait donné.

— Oui. Le rôle de la France aujourd'hui, c'est de continuer à soutenir fortement cette richesse, sans dogmatisme, sans rejet. »

F. E.

## DEMAIN LA VILLE

## Eloge de la faille

Paul Chemetov, Grand Prix national d'architecture en 1980, aura été, en France, un des pionniers du renouveau architectural à partir des années 60. Mais là où d'autres vont se placer en rupture avec le mouvement moderne, il va être de ceux qui cherchent, dans sa continuité, de nouvelles solutions. Jadis collaborateur de Niemeyer pour le siège du Parti communiste, cet esthète de la dialectique a été le constructeur, avec Borja Huidobro, du nouveau ministère des finances.

par Paul Chemetov

« NOUVEAU », lit-on dans les supermarchés en surimpression sur les emballages des potages en promotion.

New. Neu. Novo. Novi. Nuevo. Le N de la modernité nouvelle, réduite aux acquêts du nouveau, marque de sa zébrure les marchandises offertes aux chalandes.

La promotion du nouveau entretient un rapport rusé avec le moderne : le nouveau en corrigera les excès. Chimot le remarquait : « Il y a aujourd'hui domination d'une valeur sereine, le nouveau, sur un principe crispé, le moderne (1). »

Mais cet envahissement, en apparence langagier, est la marque d'un changement plus profond. Quand le raisonnement se conduit en termes de produit, ce n'est

pas d'architecture qu'il est d'abord question, mais de design industriel... voire de marketing.

La meilleure métaphore de notre modernité est affirmée dans chaque magasin Darty ! La prédiction des maisons comme « machines à habiter » s'est accomplie à l'ère des machines dans l'habitat. L'architecture ne peut relever le défi de cette profusion en proposant des bâtiments conçus comme objets.

Les échecs des grands ensembles ne se réduisent pas à la forme des barres et des tours, ni même au béton de leur carcasse ; l'erreur des architectes fut de ne pas comprendre qu'une architecture ne peut découler directement d'un mode de production. Elle est définie par le rapport — au moins explicite, souvent métaphorique, quelquefois critique — qu'elle entretient avec ses propres conditions de réalisation. Les panneaux métalliques de l'architecture contemporaine n'ont pas la faveur du public, alors qu'il admire, avec retard, les poutrelles de la construction métallique d'hier. La tôle tendue par les ressorts de l'ingénieur Prouvé renvoie l'œil à ce qu'il sait des voitures dont la force est dynamique. Elle est celle du moteur. Tristesse des carrosseries sans roues, abandonnées dans les champs.

Etre solide ou faire solide ? That is the question. Les normes de la solidité empêchent les effondrements, les formes de la solidité permettent aux bâtiments d'être et de durer. Le déni du béton tenait à son monolithisme ; l'exacerbation des coffrages ou des formes tenta d'y remédier. Le Parc des Princes ou le stade de Montréal ressemblent dans la pénombre à d'étranges lézards qui auraient perdu leurs écailles. Ils devaient être de très belles maquettes. Elles n'auraient jamais dû être agrandies.

Le high-tech, aujourd'hui tant vanté, n'est-il qu'un avatar nouveau du productivisme naïf bétonneur ? Cette exhibition de signes extérieurs de modernité, ces moignons inoxydables sont-ils si différents des frontons, hier chargés de dire l'histoire ? Le seul reproche que l'on pourrait faire à Ricardo Bofill serait-il de n'avoir pas choisi la fonte d'aluminium pour ses colonnades, à l'image des maîtres de forges du dix-neuvième siècle qui, en série et sur catalogue, alignaient à la disposition des étoiles fûts doriques ou chapiteaux corinthiens ?

Comment construire notre mémoire ? La garderions-nous mieux aux reflets de miroirs, dans la transparence des glaces ? Les bâtiments qui ne viroteraient jamais avec la grâce apprise des patineurs tentent avec gâcherie d'approprier la gravité terrestre. Leur opacité compacte qui séduit l'ombre, accroche les rais de lumière, voilà qu'elle est dénoncée par cette frénésie du froiti-froiti qui voudrait gommer le temps de l'architecture et ce qu'elle traîne dans ses lourds filets. Le W.C. deviendrait-il le seul objet réellement moderne ? L'évidence des ripolins blancs s'impose, des laveurs de vitres qui voudraient débarrasser nos cerveaux du grain de toutes ces choses qui y grincent comme, dans la salade, le sable.

Le climat actuel de l'architecture permet de mieux comprendre, au-delà de la virtuosité quelquefois morbide des dessins, la réaction archaïque d'un Aldo Rossi. Sachons voir dans ses œuvres le refus absolu du productivisme qu'il poursuit par ces injections massives d'histoire à demi rêvée dont raffolent ses exégètes.

Tout savoir pour tout pouvoir dire, ou plus exactement se nourrir de tout pour que la restitution du projet retienne dans ses filets le réseau caché des chemins imaginaires, entraîne le visiteur, l'habitant, plus loin dans la découverte. Le seul aven des matériaux n'y suffira point.

Amour et acier, fenêtre bois ou claustra de béton ne s'écrivent pas de la même façon parce que la matière n'est pas seulement plastique mais informée d'expériences : une plaque de béton n'est donc pas uniquement un parallélépipède ceraté de traits mais une réalité informée de socialité et de la culture tout autant que d'eau, de cailloux, de ciment.

Avant que d'être un emballage, la façade d'un bâtiment est transition entre le dedans et le dehors. Cette façade réduite à une membrane n'évoque plus l'osmose inscrite depuis des générations dans notre apprentissage corporel ; l'architecture ne peut trouver son ultime raison dans l'air conditionné de son ambiance intérieure. Ici le meilleur des mondes exclut le territoire et ses anfractuosités, la ville et son histoire, le ciel et ses caprices, les hommes et leurs révolutions.

La faille, l'accident, la brisure seraient-ils proscrits,

comme images du doute, par des entreprises industrielles dont la réussite s'incarne dans l'abstraction d'une droite érigée ? Aucun joint, aucune fissure où pénétrerait un grain d'imaginaire. Le risque de sens était tapi dans la gravité de la pesanteur. On va franchir ces adhésions. La perfection au masculin, ce n'est pas le slogan du docteur Guillotin, mais celui des bâtiments coupants comme des lames de rasoir. Visages glabres pour façades miroirs.

Il faut fouiller l'au-delà des épidémies, pour nourrir les architectures de sens plus savoureux. Les artistes contemporains faisant émerger l'archaïsme comme valeur, les stéréotomies froides de Chirico ou de Grosz, la banalité blafarde de Hopper ont ouvert la porte cadavérique de la mémoire ancienne et permettent un autre regard sur notre propre pensée.

Dans la prodigalité économique actuelle, il n'est pas plus scandaleux d'être nouvel austère que nouveau riche. La mode est aux riches et nous voilà privés de tout un pan de sensations. La pauvreté sans détours des bâtiments d'après-guerre a permis des résonances qui allaient à l'essentiel, car il n'y avait alors d'autres solutions que d'accepter l'insupportable ou d'attendre l'essence même de l'architecture. Aujourd'hui, la perfection affichée de quelques monuments provoque, pour des bâtiments singuliers dans des formes et des matériaux incertains les réalisations les plus prestigieuses, un glissement de l'architecture vers les signes de la richesse extérieure.

Ce qu'on demande à l'architecture aujourd'hui, c'est de la forme, le plus souvent sans pertinence ! Même si cette forme est frivole et coûte cher. Dans cette situation, comment contredire ceux qui soutiennent que les jeux de l'architecture font le lit de la technocratie ?

Cette dérive de la modernité qui devient modernisation, il est temps de lui tordre le cou. Goût de la mode, slogan de vente ou rhétorique de comités politiques, elle ne peut se prévaloir d'aucune des raisons qui la rendaient naguère souhaitable. »

(1) Extrait de *La Modernité : un projet inachevé*. Ed. Le Moniteur, Paris, 1982.

مركز من الأصل



50 من الزمان

ROCK

RENCONTRE AVEC ROBERT WYATT

Un extraterrestre en sa demeure



R. MONDRIEN

Depuis trente ans, Robert Wyatt dessine des arabesques dans les marges de la musique de ce siècle. Fan de jazz, il écrit des chansons; pataphysicien, il a adhéré au Parti communiste britannique. Depuis l'époque de Soft Machine, son premier groupe, il a toujours laissé l'imagination au poste de commande. Il publie *Dondestan*, son premier disque en six ans.

LOUTH (ANGLETERRE)  
de notre envoyé spécial

LOUTH est un gros bourg entre Lincoln et Hull, dans le nord-est de l'Angleterre, posé sur un paysage morne qui n'évoque que de très loin la verdeur des étés anglais. Dans une maison du centre-ville habite Robert Wyatt. Il y a trois ans que le musicien a quitté Londres, parti vers le nord pour ne s'arrêter qu'après avoir trouvé un endroit assez bon marché pour qu'il puisse y habiter une maison.

Apparemment, Wyatt y a également trouvé une forme ou une autre d'inspiration : Rough Trade Records vient de publier *Dondestan*, le premier album du musicien depuis 1985, un intervalle presque ordinaire pour Wyatt, qui était resté sans enregistrer de 1974 à 1980. En quatre ans, il avait alors enregistré quatre albums, dont la bande originale d'un film et une compilation de 45-tours, avant de retrouver le silence.

On décèlera à l'écoute de *Dondestan* l'essence même de l'art de Robert Wyatt : simplicité, mélancolie, humour et très haute sensibilité aux vocabulaires de la musique. C'est-à-dire, à la marque des années 60, ce qui, il y a vingt-cinq ans, caractérisait l'apport de Wyatt à Soft Machine, son premier groupe. Depuis 1973, depuis que, par une nuit d'ivresse, Robert Wyatt est tombé par une fenêtre, il est paralysé. Il ne peut plus jouer d'une batterie complète - sa vocation initiale, - et à chaque pas de sa vie de musicien il doit tenir compte de son handicap.

Au cours d'une longue conversation, ce handicap resurgit au détour d'une phrase, dans le développement d'un raisonnement, comme une borne qu'il faut toujours reculer, contourner. Sur *Dondestan*, Robert Wyatt tient toutes les parties instrumentales, claviers et percussions, il explique son goût de la solitude et finit par dire : « On peut y voir aussi des éléments de politique du handicap : je connais quelques musiciens handicapés et je suis qu'ils suivent attentivement la manière dont d'autres se débrouillent tout seuls. Et pour eux, c'est un motif de fierté de voir quelqu'un mener à bien un projet important. » Plus tard, il explique qu'il a abandonné la scène à cause des contraintes matérielles et financières que lui imposent son handicap, puis il poursuit en parlant du trac qui le poussait au bord de l'évanouissement à chaque fois qu'il lui fallait monter sur scène : « Je crois d'ailleurs que c'est l'une

des raisons pour lesquelles je hais autant en tournée. Je ne suis pas un interprète naturel. »

A écouter Robert Wyatt, chaleureux, drôle, honnête, on finirait presque par croire au peu d'importance de l'homme et de son œuvre, tellement son humilité est déconcertante : « Je travaille seul parce que, en général, je n'oserais jamais inviter les musiciens que je verrais bien jouer sur mes disques. » On sur son travail passé : « L'autre jour, j'écoutais une bande de *Matching Mole* (le groupe qu'il avait formé au début des années 70 après son départ de Soft Machine) enregistrée en public; il m'est apparu clairement qu'à l'époque je cherchais désespérément à assimiler la manière que Tony Williams avait de battre pendant les cinq années précédentes. Du coup, on ne distingue pas qui je suis dans ce que je faisais. Pour moitié, je jouais de la musique, pour moitié, tâchais de parfaire mon éducation : c'est une affaire très embrouillée. En chantant, je distingue beaucoup plus clairement qui je suis et ce que je fais. »

La voix de Robert Wyatt est un genre vocal à elle seule, douce, plaintive, extraordinairement souple. Robert Wyatt est un jazzman non pratiquant. Il n'écoute que du jazz, ses amis musiciens sont des jazzmen, mais il s'est tourné vers la chanson. On trouvera dans cette schizophrénie douce la source de son originalité. Il raconte ainsi la genèse de son style : « Je n'ai jamais eu de grandes ambitions quant à ma voix. Je me suis aperçu que la différence entre ma voix et les autres instruments dont je jouais est qu'elle était mienne. En essayant de définir des chansons, des airs, des idées mélodiques qui me plaisaient. Au début j'ai tenté de copier d'autres chanteurs. Sans doute parce que j'étais très mauvais dans cet exercice, j'ai abandonné. Ensuite, pendant un moment, j'ai expérimenté des improvisations vocales. Je réécoutais les bandes et je retenais les moments où je n'avais pas envie de me suicider à force d'embarras. »

Cette façon, presque hésitante, aux antipodes de l'assurance macho définie par les grandes voix du rock, de Presley à Johnny Rotten en passant par Robert Plant, Robert Wyatt l'a toujours fait coller à son matériel, des expérimentations pataphysiques de Soft Machine et *Matching Mole* à l'inspection des deux magnifiques albums enregistrés juste après son accident (*Rock Bottom* et *Ruth Is Stranger than Richard*, tous deux indispensables) et enfin à sa période militante.

A la fin des années 70, Robert Wyatt adhère au CPGB, le Parti communiste de Grande-Bretagne et, après un long silence, reprend le chemin des studios à l'invitation de Geoff Davis, le patron du label indépendant Rough Trade. Wyatt y enregistre des chansons militantes, le *Stalin Wasn't Stalin* (Staline ne rigolait pas), créé par le Golden Gate Quartet pendant la seconde guerre mondiale, *Strange Fruit*, de Billie Holiday, *Caimanera*, une chanson cubaine (à ce jour, Robert Wyatt est toujours abonné à l'édition en anglais de *Granma*, organe centrale du Parti communiste cubain). « Je ne crois pas être vraiment un chanteur militant. Si j'avais chanté pendant la première moitié de ce siècle, au moment où les gens pour lesquels je chantais étaient encore pleins d'espoir, on aurait pu admettre un sentiment de triomphe. Mais en cette moitié de siècle, ce serait de plus en plus irréaliste. Je chante presque une espèce de nostalgie pour des rêves qui ne se sont jamais réalisés : ce n'est pas tout à fait du militantisme. »

Aujourd'hui, Robert Wyatt a quitté le parti et s'en moque sans agressivité dans *CP Joebies*, l'une des chansons de *Dondestan* : « J'avais adhéré au parti au moment où il a commencé à s'effondrer. Parce que presque tous les gens de ma génération voulaient se débarrasser des péchés passés du parti, ils se sont repliés sur une espèce de nouveau libéralisme. Ça peut sembler séduisant, mais, en pratique, je crois que c'était une reddition pure et simple face aux puissants qui dirigent l'Angleterre. Tout bêtement parce qu'ils en avaient assez qu'on les déteste. Il y a eu tout un tas de grands discours donnant des motifs très nobles, mais, en fait, moralement, c'était de l'opportunisme. Et c'est de ça que parle la chanson. Mais ça m'est égal que les gens comprennent de quoi il s'agit. Parce qu'elle est d'abord censée être un joli morceau de musique. En fait, les pays où je suis le plus populaire ne sont pas anglophones. »

Finalement, *Dondestan* est né à un moment où tout allait mal : le socialisme, Rough Trade, qui a frôlé la faillite et n'y a échappé qu'en tournant le dos aux idées coopératives qui avaient présidé à sa fondation. Tout sauf Robert Wyatt, qui s'est mis à écrire : « Le disque est basé sur une série de poèmes qu'Alfie, ma femme polonoise-slovène, avait écrits. Il s'appelaient *Out of Season* (Hors saison) et parlaient de la vie dans un endroit où personne n'est censé habiter. » Les Wyatt ont vécu quelque temps dans un appartement de la Costa del Sol, en hiver, à un moment où les loyers étaient si bas qu'on faisait des économies en partant là-bas au lieu de chauffer notre appartement à Londres. La musique s'est lentement agrégée autour de ces poèmes au fil des années. « Ils m'étaient devenus si familiers que j'avais l'impression de pouvoir les chanter. J'ai choisi quatre de ces poèmes, plus un petit texte sarcastique sur les nouvelles psychothérapies californiennes, *Shrink Rap*. La musique d'une autre chanson a été écrite par Hugh Hopper (qui fut le bassiste de Soft Machine). D'habitude, je ne travaille pas autour des textes. Je pars d'une atmosphère, en l'occurrence une situation harmonique. Je me suis aperçu que ma voix était le meilleur outil pour effectuer la mise au point d'un morceau de musique. Un peu comme une corde à linge à laquelle je peux accrocher ce que je veux et décider si cet élément a sa place ou non. »

Robert Wyatt a trouvé un studio dans le Lincolnshire et s'y est enfermé avec un ingénieur du son, sans musiciens à qui il aurait fallu expliquer sa musique, sans producteur, avec des instruments simples, piano, batterie, percussions. Wyatt est tout sauf un fanatique de technologie. Contrairement aux apparences, le motif rythmique de *Shrink Rap*, par exemple, n'a pas été réalisé avec un séquenceur (comme on le fait pour le « vrai rap »), mais en enregistrant une partie de batterie à l'envers.

« Ma méthode varie selon les chansons, bien sûr, et je ne peux jamais déterminer à l'avance ce que je vais faire. Mais aujourd'hui je sais mieux définir le moment où j'ai

trouvé ce qu'une chanson veut être et comment y arriver. De toute façon je veux faire une musique plutôt simple. Pour moi, les chansons ne peuvent être le support d'idées symphoniques. Et puis, au bout de trente ans, je connais mieux mes mécanismes, je sais quand je suis perdu, comment retrouver mon chemin, éviter les impasses. Je ne sais pas comment utiliser un échantillonneur, je n'ai pas les connaissances technologiques pour même m'efforcer d'en maîtriser un. Finalement, la musique que j'écoute est technologiquement très conservatrice. »

Pour les mêmes raisons, Robert Wyatt n'envisage pas d'installer un studio chez lui. Son salon de musique est d'une simplicité désarmante : un piano, une petite batterie sans grosse caisse. Il explique que l'une de ses occupations favorites est d'accompagner les disques qu'il passe en faisant semblant de faire partie du groupe. Il reçoit de temps en temps des disques de jazz, et l'on commence à comprendre un peu les raisons de ses longs silences. « Je n'ai jamais réussi à me convaincre que j'étais fait pour être un artiste ou un musicien. J'essaie de trouver la façon de le faire du mieux possible, mais j'ai l'impression d'être un visiteur d'une autre planète. Je n'arrive pas à me dire que je ne suis qu'un musicien. J'ai l'impression de devenir fou quand il faut écrire, avoir recours au moi. Je trouve plus intéressant d'écouter des disques que d'en faire. Par moments, je me dis qu'il manque beaucoup de chose au bonheur du monde, mais qu'il y a bien assez de disques. C'est une plaisanterie de croire que le monde a besoin que j'écrive une nouvelle chanson. » Après cet accès autocritique, il reconnaît deux raisons à sa persévérance, aussi épisodique soit-elle : l'intérêt que lui portent de par le monde quelques milliers de fidèles, et sa survie matérielle. La situation juridique des disques de Soft Machine est si compliquée qu'il n'en tire aucun revenu. Robert Wyatt ne peut compter que sur sa production pour Rough Trade depuis 1980. Mais une fois admises ces contraintes, Wyatt avoue qu'il envie Elvis Presley. Pas parce qu'il était riche ou qu'il vendait beaucoup de disques : simplement parce que Presley est mort et qu'il ne courra jamais plus le risque de décevoir son public. Il le dit sans que même l'effleure l'idée que lui, Robert Wyatt, contrairement à Elvis Presley, en trente ans, n'a jamais déçu son public.

THOMAS SOTINEL

\* Discographie : *Dondestan*, Rough Trade 30870 ; *Rock Bottom*, Virgin DV2017 ; *Ruth Is Stranger than Richard*, Virgin DV2034. Le reste de la discographie - les trois premiers albums de Soft Machine, l'album solo *The End of the End*, les deux albums de *Matching Mole* et les trois albums Rough Trade (*Animal Film Soundtrack*, *Nothing Can Stop Us* et *Old Rotten Hand*) ne sont plus disponibles : raison de plus pour se précipiter dessus si l'on trouve un exemplaire de l'un d'eux au hasard des bacs.



bientôt...  
OCTOBRE

Les orchestres: Orchestre Symphonique de Göteborg, Philharmonie de Munich, Berliner Sinfonie Orchester, Orchestre National de France

Les chefs: Neeme Jarvi, Sergiu Celibidache, Alexander Dimitriev, Eliahu Inbal, Jeffrey Tate

Les quatuors: Ysaye, Quadro, Keller, Artis, Arditti

Les chorégraphes: Edouard Lock, Karine Saporta, Laura de Nercy et Bruno Dizion, Hervé Robbe, Kenneth Kvarnstrom, Stephen Petronio et Michael Clark

Location: (16) 35 70 04 07  
Hangar 23. Port Autonome. 76000 Rouen

Le Conseil Général de la Seine-Maritime finance octobre en normandie







سكنا من الالهم

DE LA SEMAINE

Reprise

L'assassin habite au 21

D'Henri-Georges Clouzot, avec Sany Dufour, Hugues Vival, Pierre Frenay, Jean Tisseur, Noël Roquevert, Pierre Larquey. France, 1942, noir et blanc (1 h 24). « Appartenance... disparition ». Parmi les pensionnaires de la Pension des mimosas se cache le mystérieux assassin. Le commissaire n'est pas au bout de ses surprises, le spectateur n'est pas au bout de ses plaisirs. Réalisateur : Henri-Georges Clouzot. 5- (43-54-42-34).

Festivals

Cinéma ibère

Le troisième Festival du film ibérique et latino-américain présente à Biarritz son traditionnel panorama des films de cette région, avec notamment une forte présence de Vicente Aranda, avec un film et une série télé, une adaptation d'une nouvelle de Borges par Carlos Saura et plusieurs premiers films, dont celui de la jeune comédienne Maria De Medeiros, la Mort du prince, inspiré de Pessoa.

Du 23 au 28 septembre. Tél. : 59-22-11-21.

Le futur de la Géode

La technique particulière des films

Imax et Omnimax réduit le nombre de films disponibles. Pour la troisième année, la Géode présente les nouveautés du cinéma « hémisphérique », qui seront jugées par un jury présidé par Jean Rouch. Parmi les dix titres présentés, les sujets traditionnels consacrés à la nature et à l'observation scientifique - avec une attention particulière à porter aux nouveaux films du grand cinéaste animalier Gérard Calderon. Mais on y découvre également 80 minutes de reportage sur la dernière tournée des Rolling Stones.

Du 24 au 28 septembre à la Géode, Cité des sciences et de l'industrie à La Villette. Tél. : 46-42-13-12.

Rendez-vous basque

Malgré de graves remous dans son organisation, le Festival de Saint-Sébastien présente comme chaque année une compétition internationale très diversifiée, avec en particulier le nouveau film de Mika Kaurismäki, de fortes représentations espagnoles et britanniques, un road movie d'origine canadienne (Highway 61) et des films de l'Est, dont un Sans retour prémonitoire de la tentative de coup d'Etat à Moscou. Mais Saint-Sébastien est aussi un rendez-vous pour la découverte de premiers films : vingt-cinq titres figurent dans cette sélection. Le Festival rend par ailleurs hommage à Anthony Perkins.

Du 19 au 28 septembre. Tél. : (19) 34-43-48-12-12.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Fidon.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Cinzano et l'Anniversaire de Smirnova

de Louisa Petrouchevskaya, mise en scène de Stéphane Mellego, avec Yves Beneyton, François Gamard, Jérôme La Planchette, Françoise Nicolas, Françoise Rigal et Pauline Taron. Un auteur russe, novelliste d'importance, dont le théâtre fut longtemps boudé par la censure communiste avant d'être révélé par Efremov au Théâtre d'art de Moscou au milieu des années soixante-dix. La mise en scène est signée par le directeur du très bon Théâtre la Bruyère qui, dans le secteur privé, a choisi la qualité et la création contemporaine. Une distribution solide et cohérente.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. A partir du 24 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-89-62-22. Durée : 2 heures. 70 F et 100 F.

La Dame de chez Maxim

de Georges Feydeau, mise en scène de Bernard Murat, avec C. Clavier, M.-A. Chazel, C. Rich, C. Bérard, H. Due, E. Prut, B. Godillot, A. Bardi, C. Bédier, S. Lantieri, I. Courtes, U. Cancalier, A. Chausseau, F. Pelly, A. Saverio, C. Magnin, I. Courtes et S. Le Brigant. Reprise de l'un des grands succès sur les boulevardiers l'an passé servi par les interprètes qui avaient créé les rôles principaux : Christian Clavier, en pleine forme et enfin dans la peau de son personnage loufoque, Marie-Anne Chazel dans le rôle-titre auquel elle apporte une gouaille dans la meilleure tradition et Catherine Rich, inquiétante et drôle sur la corde raide de la folie.

Carré Marigny, 8. A partir du 20 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. De 60 F à 280 F.

Les Enfants Tanner

de Robert Walser, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Demarle, Mariel Guittier, Virginie Michaud, Christiane Ruch, Yvette Théron et David Warlow. Sous le label du Festival d'automne, ce succès de l'édition 90 justement repris. Intelligence de l'adaptation signée Joël Jouanneau et Jean Launay d'un texte grave et poétique de Robert Walser, finesse d'une mise en scène lumineuse et fouillée, justesse d'une interprétation servie par des acteurs impeccables.

T.J.S., 26, Place Jean-Jaures, 93000 Montreuil. A partir du 21 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-58-93-93. 70 F et 90 F.

L'Evangile selon saint Marc

mise en scène de Lars Schmidt et assisté de Brigitte Macquart, avec Raymond Gérôme. Le Petit-Marigny, après le triomphe de Love Letters, présente dans un genre agréable, le spectacle-confiance : un texte court dit par un ou deux acteurs pour un nombre de spectateurs réduit. Cette année Raymond Gérôme s'attaque aux Saintes Ecritures l'une de ses spécialités.

Petit Marigny, Carré Marigny, 8. A partir du 21 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. 150 F et 220 F.

Légerement sanglant

de Jean-Michel Rabeux, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Manuela Gourary, Jacques Mazeran et Emmanuelle Terpijs. Une comédie libertine, selon son auteur et metteur en scène, que lui a inspiré un précédent travail sur la Fausse Suivante, de Marivaux. Rabeux veut s'amuser de sa langue en pulvérisant la convention. En tête de distribution, une actrice singulière et toujours controversée, en raison d'une présence et d'une voix sans équivalent, Claude Degliame.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 24 septembre.

Du mardi au samedi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Magic Palace

de Bouliet et Grédy, mise en scène de Gérard Collaud, avec Micheline Boudet, Thierry Warnuth, Zoélie Gavuin, José Paul, Denis Morante et Pascal Vinet.

La nouvelle comédie des milliardaires du théâtre privé, Bouliet et Grédy, servie, une fois n'est pas coutume tant Jacqueline Maillan a contribué aux succès de ce duo d'amateurs du bourgeois middle class, par Micheline Boudet. Aux commandes, Gérard Collaud, que le succès des Palmes de M. Schulz a grandement conforté à la tête des Mathurins, tout entiers dévoués au divertissement.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 9. A partir du 24 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-65-90-01. De 50 F à 230 F.

Mot de passe

de Jean-Paul Côté, avec Jean-Paul Côté, Henri Ogier et Philippe Lacombe.

La nouvelle production de l'un des meilleurs spécialistes européens du théâtre visuel, sans paroles donc et pourtant extrêmement expressif tant les corps, les décors et les sons sont ordinairement soignés et beaux.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue George-Peterson, 18. A partir du 23 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-28-47-47. 70 F et 100 F.

Valérie Lemercler

Retour en scène de la découverte la plus récente et la plus fracassante du one woman show à la française avec un

spectacle qui lui a valu le Molière de sa catégorie la saison dernière.

Palais Royal, 38, rue Montpensier, 1-. A partir du 18 septembre. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-97-59-81. Durée : 1 h 30. De 30 F à 210 F.

Paris

L'annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Bagot, Béatrice Delavau, Alain Macé, Jacques Gambin, Hugues Kinkou, Hélène Lapiower et Annie Mercier.

Reprise d'un spectacle salué unanimement la saison passée par la critique et le public. Retour en forme du metteur en scène fantasque Philippe Adrien et réunion d'acteurs exigeants pour cette mise en scène de l'un des textes importants de Claudel.

Cartouchette Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Marcou, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. 80 F et 110 F.

Le Barbier de Séville

de Beaumarchais, mise en scène de Jean-Luc Bourlé, avec Roland Bertin, Marcel Bonzonnet, Jean-François Rémi, Thierry Hancisse, Loïc Brabant, Annie Kessler, Jean-Pierre Miché et Marc Arvan.

Roland Bertin, incontestable « sociétaire en chef » du Français, reprend l'un des grands rôles sous la direction de Jean-Luc Bourlé, incontestable « sociétaire en chef adjoint », en com-

pagnie de Marcel Bonzonnet, incontestable « aspirant sociétaire en chef ». Du beau monde donc pour un chef-d'œuvre du répertoire classique.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1-. Les mardi, vendredi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 heures. De 45 F à 195 F.

Buffo

de Howard Butler, avec Howard Butler.

L'homme à tout faire et à tout faire bien des scènes françaises. Nouvelle version d'un spectacle où cet acteur, poète, philosophe, romancier se sert de tous les artifices du théâtre pour une symphonie de l'intelligence.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 120 F à 180 F.

Calamity Jane

de Jean-Noël Ferrière, mise en scène de Jacques Rosny, avec Agnès Soral, Jean-Marie Winling et Jacques Rosny.

L'auteur des Palmes de M. Schulz change de domicile pour la création de sa nouvelle pièce inspirée elle aussi par un personnage historique. Cette fois, il nous transporte dans l'Amérique des premiers mythes du western avec l'une de ses figures les plus captivantes.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 250 F.

BIBLIOGRAPHIE

Doillon le franc-tireur

« Jacques Doillon a inventé son propre cinéma », écrit Alain Philippot dans le texte qui ouvre ce dossier consacré au réalisateur du Petit Cimetière. Eminent figure, avec Tchéché, Eustache et Garrel, de la génération des héritiers directs de la nouvelle vague, Doillon a conquis et mis en pratique ses propres dispositifs de récit pour creuser de façon très personnelle les thèmes qui lui tiennent à cœur.

Au premier chef, le couple, et de très subtiles variations sur le motif du triangle amoureux, et les relations père-fille. En dix-huit longs métrages, il a imposé ses règles du jeu - caméra au plus proche des personnages, dialogues très écrits, orchestration des silences, des crises et des confidences qui composent une maffiaque des sentiments.

C'est le portrait d'un guerrier - tout pacifiste que soit l'ancien acolyte de Gédéon pour l'An OI - que compose ce recueil de textes. Doillon est un combattant solitaire, un

guérillero dans le maquis de la production, où il parvient à tourner de nombreux écueils (notamment son nouveau film est actuellement en préparation), mais surtout un franc-tireur en marge des codes esthétiques du cinéma dominant. Un long entretien entre le cinéaste et l'auteur du livre retrace les principaux moments de ce combat, et les principes qui le guident.

Solitaire, Doillon s'est trouvé quelques complexes : Jean Etilé, le scénariste Jean-François Goyet et l'ingénieur du son Jean-Claude Laureux apportant leur éclairage sur son itinéraire. Et le scénario de la Vengeance d'une femme, publié in extenso, témoigne du travail sur les mots que pratique Doillon, à mi-chemin entre le stratège et l'orfèvre.

J.-M. F.

\* Jacques Doillon, par Alain Philippot. Publié par CND, Yellow Now et Studio 43. 160 pages ill.

DU 11 AU 20 OCTOBRE

**Lambert Wilson chante**

LOCATION : 49 30 18 88  
FNAC VIRGIN MEGASTORE

théâtre de la bastille

DU 17 SEPT AU 13 OCT A 21H  
DIM 17 H - RELACHE LUNDI

**JE SUIS**  
de Valère NOVARINA  
avec  
Aude BRIANT  
Roséliane GOLDSTEIN  
Laurence MAYOR  
Michel BAUDINAT  
André MARCON  
Daniel ZNYK

DU 24 SEPT AU 20 OCT A 19H30  
DIM 15H30 - RELACHE LUNDI

**LEGEREMENT SANGlant**  
de Jean-Michel RABEUX  
avec  
Claude DEGLIAME  
Manuela GOURARY  
Jacques MAZERAN  
Emmanuelle TERPIJS

43 57 42 14  
76, RUE DE LA ROQUETTE, 75011 PARIS

GLENN CLOSE  
NIELS ARESTRUP

"Une histoire d'amour  
belle, forte et passionnée."

STUDIO MAGAZINE

LA TENTATION DE  
**VENUS**

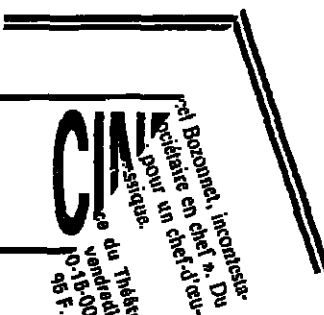
SELECTION OFFICIELLE  
FESTIVAL D'AUTOMNE DE MONTREUIL

WARNER BROS. Présente une Production ENIGMA GLENN CLOSE NIELS ARESTRUP  
"LA TENTATION DE VENUS" (MEETING VENUS) Ecrit par ISTVAN SZABO  
et MICHAEL HIRST Produit par DAVID PUTNAM Réalisé par ISTVAN SZABO

ALJOURD'HUI

V.O. : PATHÉ MARIGNAN - UGC BIARRITZ - PATHÉ IMPÉRIAL - FORUM HORIZON - BIENVENUE MONTPARNASSE  
14 JUILLET ORFÈVRE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - LA PAGODE - GAUMONT ALÉSIA  
V.F. : PARAMOUNT OPÉRA - PATHÉ MONTPARNASSE - LA NATION - LA FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION  
PATHÉ WEPLER - ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE





ou l'on  
forme au sein  
d'acteurs réjouissants.

#### Écrit sur l'eau

d'Eric-Emmanuel Schmitt,  
mise en scène  
de Niels Arstrop,  
avec Niels Arstrop, Passia Olog, Eva  
Ionesco, John Arnold, Karim Trousai,  
Tomoko Yokomitsu et Belinda Becker.  
A l'affiche, un agreste de philosophie  
formé de l'Ulm dont deux pièces sont  
montées simultanément. En attendant  
la Nuit de Valognes, à la Comédie des  
Champs-Élysées en octobre avec  
Micheline Presle, voici Écrit sur l'eau,  
mis en scène et interprété par Niels  
Arstrop. La rencontre inopinée en  
rase campagne d'hommes et de femmes  
de cultures, d'horizons, de couleurs dif-  
férents, un conte donc très tentant.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10.  
Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. :  
42-08-18-50. De 70 F à 180 F.

#### L'été

de Romain Weingarten,  
mise en scène  
de Gildas Bourdet,  
avec Loïc Houdré, Daniel Langlet, Isabelle  
Mazin et Dominique Pinon.  
Reprise d'une œuvre créée en 1966 et  
ressuscitée l'an passé par Gildas Bour-  
det, ex-directeur de la Salamandre de  
Lille où lui a succédé le bouillant Mes-  
guich. Dans ce spectacle en liberté,  
revigorant, deux enfants et deux chats  
jouent et s'affrontent pour une comédie  
du sentiment amoureux.

Théâtre national de la Colline, 15, rue  
Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à  
21 heures. Matinée dimanche à  
16 heures. Tél. : 43-68-43-60. 110 F et  
140 F.

#### La fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Marivaux,  
mise en scène  
de Jacques Lassalle,  
avec Geneviève Casile, Alain Piron,  
Gérard Girouard, Richard Fontana, Muriel  
Mayette, Jean-François Rémi,  
Jean-Baptiste Maistre, Christophe Liden  
et Béatrice Demachy.

dans la création de  
la troupe de la  
chauffe en repre-  
saisons précé-  
dentes compte  
succès et parmi  
chevres de l'ad-  
salle. Dans les  
y Saboungi,  
illeur niveau  
compagnie  
Geneviève

Comédie-Française, place du Théâtre-  
Français, 1. Les mercredi et samedi à  
20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. :  
40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

#### Holey Money

avec Jango Edwards et the Little Big  
Nose Band.  
L'un des plus vieux clowns des scènes  
européennes dont les provocations tri-  
viales n'en finissent pas de réjouir les  
générations montantes. Ça cogne, ça  
rigole, ça rock, ça plaît.

La Cigale, 120, bd de Rochechouart, 19.  
Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. :  
42-36-43-43. 120 F et 150 F.

#### Je suis

de Valère Novarina,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec André Marcon, Laurence Mayor,  
Aude Briant, Rosalinde Goldstein, Michel  
Baudouin, Daniel Znyk, Emmanuelle  
Touilly-Strom-Wasser, Claire  
Fargier-Lagrange et Marie Saint-Loubert.

Valère Novarina est l'un de nos écri-  
vains les plus hardis, dans la forme  
principalement, comme dans le fond.  
Faisant feu de toute littérature, toute  
émotion, tout fait divers ou fait  
majeur, il conçoit méticuleusement des  
œuvres puis des spectacles résolument  
différents. Une « troupe » constante l'y  
aide, emmenée par Laurence Mayor,  
rejointe aujourd'hui par un jeune  
espoir des planches, Aude Briant, et  
par le serviteur inspiré de ses monolo-  
gues, André Marcon.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la  
Roquette, 11. Du mardi au samedi à  
21 heures. Matinée dimanche à  
17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et  
90 F.

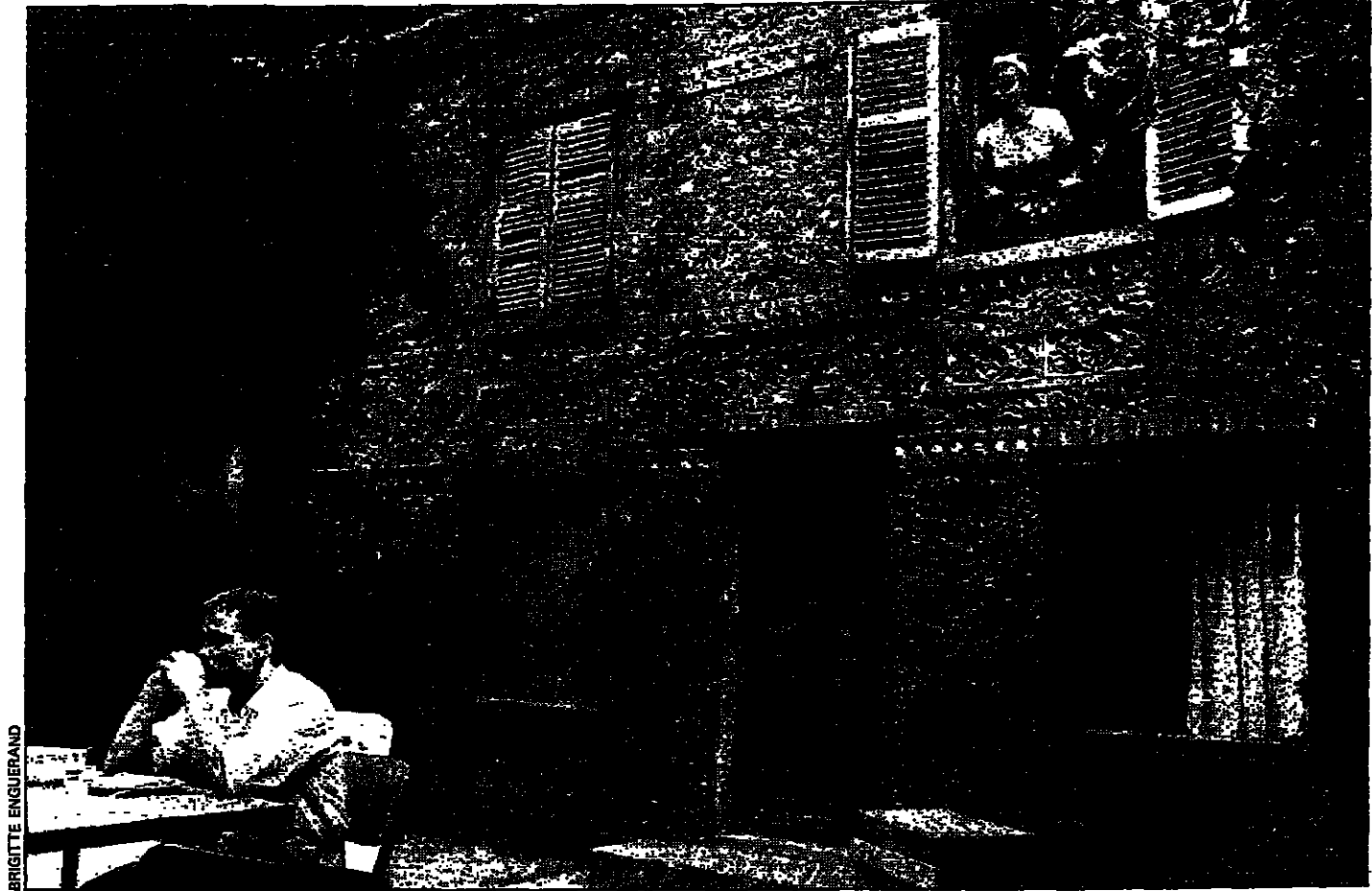
#### Pierre Palmade

Venu à la scène par Sylvie Joly, Pierre  
Palmade a connu ses premiers succès  
grâce à Muriel Robin pour qui il  
confectionne des textes à sa demande  
et un passage remarqué au Palais des  
glaces. Le voici seul sur la scène de la  
consécration.

Olympia, 28, bd des Capucines, 9. Du  
mardi au samedi à 20 h 30. Matinée  
dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-  
25-48. De 140 F à 180 F.

#### Ornifle

de Jean Anouilh,  
mise en scène  
de Patrice Lecoq.



« L'été », mise en scène de Gildas Bourdet au théâtre de la Colline.

avec Jean-Claude Dreyfus, Michèle  
Laroque, Françoise Dorner, Ticky  
Holgado, Jacques Mathou, Olivier Pajot,  
Étienne Driener, Marie Pillel, Gwendoline  
Hamon, Eric Bottom, Alain Fromager et  
Isabelle Wolff.

Ce n'est ni la meilleure pièce d'Anouilh  
ni la meilleure distribution qu'on  
aurait pu imaginer. Heureusement, le  
rôle-titre revient à un acteur atypique  
et drôle, Jean-Claude Dreyfus, qui  
paraît à même d'enlever le morceau.  
C'est le « bronze » Lecoq qui est aux  
manettes. Si ces deux-là sont en forme,  
ils sont capables de tout.

Bouffes parisiens, 4, rue Montigny, 2.  
Du mardi au vendredi à 20 h 30, le  
samedi à 21 heures. Matinée samedi à  
17 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-  
96-60-24. De 35 F à 250 F.

#### Putzi

de Francis Huster,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec Francis Huster, Alexandra  
Marcouff, Christiana Reali, Didier

Bravo, Michael Cohen, Bruno Guillot et  
Maurice Levy.  
Francis Huster n'a jamais été effrayé  
par les grands ouvrages du répertoire  
non plus que par les grands person-  
nages auxquels il s'identifie souvent  
sans complexe. En compagnie de l'Or-  
chestre national de Lille, il s'attaque  
ces jours-ci à la vie de Gustav Mahler  
en trois mouvements, allegro, scherzo  
et adagio...

Antoine - Simone-Barreau, 14, bd de  
Strasbourg, 10. Du mardi au samedi à  
20 h 45, le dimanche à 18 heures. Ma-  
tinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-  
76-58. De 80 F à 250 F.

#### Richard II

de William Shakespeare,  
mise en scène  
d'Yves Gasc,  
avec Laurent Tazieff, Michel Eschevory,  
Isabelle Thomas, Pascale de Boysson,  
Marianne Lewandowski, C. Beltaus, L.  
Brazau, V. de Bourard, O. Brunhes, S.  
Cassard, M. Chaignon, M. Chalmers, X.  
Florent, J. Gouley, G. Guaderes, R.  
Hermentier, F.-X. Hoffmann et P.  
Laudenbach.

Emmenée par l'une des éminences les  
plus élégantes et les plus passionnées  
du théâtre hexagonal, Laurent Tazieff,  
cette visite chez Shakespeare par la  
biais de l'une de ses œuvres de jeu-  
nesse, quelquefois maladroite, mais de  
ces maladroites qui ont fait son génie.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18. Du  
mardi au samedi à 20 h 30. Matinée  
dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-08-49-24.  
De 120 F à 240 F.

#### Témoignage de lumière pendant la peste

d'après Pouchkine et Aïmatov,  
mise en scène  
d'Ivan Dobychen,  
avec le théâtre Shumeto de Sofia.  
Dans le cadre d'une quinzaine bulgare  
organisée par le Centre Georges-Pom-  
pidou, ce spectacle en version originale  
venu de Sofia à l'invitation du Festival  
d'automne. Dans la série « décou-  
vertes », un rendez-vous pour les  
curieux. Les vrais amateurs de théâtre  
donc.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambu-  
teau, 2. Les vendredi et samedi à  
20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. :  
42-96-12-27.

#### La Tragédie du roi Christophe

d'Aimé Césaire,  
mise en scène  
d'Idrissa Ouedraogo,  
avec Catherine Sarrin, Alain Piron,  
Dominique Rozon, Roland Bertin, Marcel  
Bozonnet, Jean-François Rémi, Louis  
Arbessier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe  
Puymarin, Thierry Hancin, Michel  
Favory, Jean-Pierre Michélin, Isabelle  
Gardien, Olivier Dautrey, Toto Bissalnia  
et Marianne Mathias.  
Avec ce spectacle entrant au répertoire  
le chœur de la négritude et du socia-  
lisme poétique - qui paraît vouloir  
enfin triompher du socialisme réel et  
barbare - Aimé Césaire, ce qui lui  
valut les critiques crispées de la droite  
tandis que les amoureux de la langue  
française se réjouissaient de cette  
ouverture de la grande maison sur un  
pan de l'histoire de la francophonie et  
du théâtre contemporain. Mise en  
scène simple, lente, cérémonieuse d'un  
cinéaste africain parmi les plus consi-  
dérables, Idrissa Ouedraogo.

Comédie-Française, place du Théâtre-  
Français, 1. Les lundi et jeudi à 20 h 30,  
le samedi à 14 heures. Tél. : 40-15-  
00-15. De 45 F à 195 F.

#### Volière Dromesko

Le monde enchanté d'un cirque qui  
n'en est pas un. Un spectacle créé il y a  
longtemps déjà à Lausanne, chez Mat-  
thias Langhoff, et qui n'en finit pas de

séduire, ce n'est que justice, un public  
nombreux.

Parc de la Villette (sous chapiteau trans-  
lucide), 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du  
mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-  
39-03. 120 F et 140 F.

#### Volpone

de Jules Romain,  
mise en scène  
de Robert Fontana,  
avec Guy Tréjan, Francis Perrin, Rachid  
Akab, Cécile Bala, Olivier Codron, Albert  
Delpy, Jacques Girard, Jacques Herlin,  
Marcel Khelid, Jacques Lalande, Jacques  
Le Carpentier, Lucien Pascal, Magali  
Renolre, Gérard Curbillon et Ramon de  
Herrens.

Cela fait longtemps que Jules Romain  
n'avait pas connu pareil hommage.  
Une production de qualité pour cette  
œuvre majeure où l'on retrouve avec  
bonheur l'excellent Guy Tréjan.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin,  
10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Ma-  
tinée samedi à 16 h 30, dimanche à  
15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 95 F à  
240 F.

## Régions

### Brest

#### La Maison du géomètre

de Wladyslaw Zmorka,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec Damien Bouvet et Antonella  
Ambrante.

Le nouveau spectacle d'un jeune  
homme qui, lors de sa création préce-  
dente, avait séduit par son talent pour  
la construction d'images sombres et  
envoûtantes. La solitude, le silence,  
l'errance sont les ingrédients de ce  
poète résolument contemporain, sorte  
de Bob Wilson de la rock culture radi-  
cale.

Le Quartz, 2-4, av. Clemenceau, 29000  
Brest. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 98-44-  
10-10. 75 F et 100 F.

### Charleville-Mézières

#### Nouvième Festival mondial des théâtres de marionnettes

L'Avignon de la marionnette, en clair  
le festival de cet art un plein boom le  
plus important au monde. Pour son  
trentième anniversaire, cette manifesta-  
tion attend plus de 75 000 spectateurs  
qui pourront voir les dernières créa-  
tions de cent onze compagnies venues  
de trente-sept pays. Un rendez-vous  
exceptionnel et passionnant.

Festival mondial des théâtres de mario-  
nettes, 08000 Charleville-Mézières. Du  
20 au 29 septembre. Tél. : 24-59-04-04.  
De 60 F à 120 F.

### Nantes

#### La Nuit de Valognes

d'Eric-Emmanuel Schmitt,  
mise en scène  
de Jean-Luc Tardieu,  
avec Micheline Presle, Mathieu Carrière  
et Danièle Lebrun.

La pièce d'un philosophe français,  
investigation contemporaine du théâtre  
classique du XVIII<sup>e</sup> siècle. En tête de  
distribution, l'excellente Micheline Pre-  
sle aux côtés de Mathieu Carrière et de  
Danièle Lebrun. A découvrir.

Maison de la culture de Loire-Atlantique  
Espace 44, 84, rue du Général-Sart,  
44000 Nantes. Du mardi au samedi à  
21 heures. Matinée dimanche à  
15 heures. Tél. : 40-29-25-56. De 90 F à  
180 F.

### Reims

#### Rosel

de Harald Mueller,  
mise en scène  
de Christian Schiaretti,  
avec Agathe Alexis.

Le nouveau et talentueux directeur de  
la Comédie de Reims reprend un spec-  
tacle sombrissime interprété par l'in-  
discutable Agathe Alexis. Malgré la dif-  
ficulté de son sujet, dont on ne  
deviendrait rien, un moment de théâtre  
rare, à faire peur.

Comédie de Reims, 3, chaussée Boc-  
quaine, 51000 Reims. Du mardi au  
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à  
17 heures. Tél. : 26-40-45-45. 90 F.

La sélection « théâtre »  
a été établie par :  
Olivier Schmitt

**TJS**  
THÉÂTRE DES JEUDES SPECTATEURS  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL  
DIRECTION : DANIEL FELD  
**SAISON 91-92**  
*Abonnez-vous!*  
**LES ENFANTS TANNER**  
Festival d'Automne  
Théâtre de Saint-Denis  
du 21 septembre au 2 octobre  
**MONSIEUR LEON**  
Maurice Schlegel, Montréal  
du 14 au 16 octobre  
**VOLTIGE CREATION TJS**  
TJS - Centre Dramatique National  
Montréal  
du 21 novembre au 2 décembre  
**LA GRANDE MAISON**  
Théâtre de Gaboriau - Strasbourg  
TJS - CDN - Montréal  
du 6 au 9 janvier  
**BIABOYA ALORS ?**  
nouveau théâtre de la culture  
le Volcan - Maison de la Culture - le Havre  
du 9 au 11 février  
**WAGON-LIT**  
TJS - Centre Dramatique National  
Strasbourg  
du 11 au 24 février  
**CARAMEL BLUES**  
Théâtre Am-Stram-Grasm - Genève  
du 6 au 23 mars  
**LA LOCANDIERA**  
nouveau théâtre de la culture  
Centre Dramatique National - Dijon  
du 11 au 14 avril  
**LA LEGENDE DE SIEGFRIED**  
REYOKA - Centre Dramatique National  
Strasbourg  
du 9 au 14 avril  
**LA POTION MAGIQUE  
DE GEORGES BOUILLON**  
TJS - Centre Dramatique National  
Montréal  
du 21 mai au 4 juin  
**HISTOIRE  
D'UN PETIT MONSIEUR**  
TJS - Centre Dramatique National  
Montréal  
du 11 au 26 juin  
**ABONNEMENT JEUNE PUBLIC  
ABONNEMENT ADULTES  
RENSEIGNEMENTS**  
**TEL. 48 59 93 93**  
26, place du Théâtre - 52000 MONTREUIL  
Métro : Mairie de Montreuil

**DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE**  
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE  
**de Agota KRISTOF**  
mise en scène de  
Jeanne Champagné  
**Le grand cahier**  
42 43 17 17  
**orchestre national  
de Lyon**  
"Lyon Orchestra Keeps a  
Tradition Alive"  
New York Times  
Sous la direction élégante de son  
chef, Emmanuel Krivine, c'est  
d'abord un ensemble qui réagit  
avec beaucoup de spontanéité.  
C'est ensuite un orchestre qui  
garde les traces d'une tradition  
française, aujourd'hui largement  
remplacée par le son "pré-a-  
porter" qui fait que tous les  
orchestres au monde finissent par  
sonner de la même façon, ou s'y  
efforcent.  
"Orchestra delights in debut"  
The Washington Times  
Emmanuel Krivine et l'Orchestre  
National de Lyon se sont glissés  
dimanche dans la ville pour y  
donner un des concerts les plus  
saisissants de l'année. Ce fut le  
coup de foudre entre le public de  
Washington et les musiciens  
français. Les ovations furent  
longues et méritées. L'Orchestre  
National de Lyon est un des  
meilleurs orchestres du monde et  
Maestro Krivine un chef au talent  
rare et précieux.  
"Surprising Lyon"  
Chicago Tribune  
L'Orchestre National de Lyon s'est  
révélé être une des surprises les  
plus agréables de la saison  
musicale. Bien qu'il n'ait guère plus  
de vingt ans d'existence, cet  
ensemble joue avec la vivacité et le  
poli d'une formation de longue  
date. Ceci est sans nul doute à  
mettre à l'actif d'Emmanuel  
Krivine, son chef depuis 1987, qui a  
su en faire un véritable orchestre.  
**saison 91 - 92**  
Amey, Anvers, Chambéry, Clermont-Ferrand, Frankfurt, Grenoble, Luxembourg,  
Lyon, Maastricht, Munich, ...  
pour obtenir le programme :  
O.N.L. - 82, rue de Bonnel - 69003 LYON - tél. 78 60 37 13

**MAISON**  
Centre Culturel de Strasbourg  
**SAISON 91/92**  
**THEATRE**  
**DANSE**  
**D'AILLEURS**  
Les abonnements sont ouverts  
Renseignements : 88 27 61 81 71

**ANGELIQUE IONATOS**  
**NENA VENETSANO**  
chantant  
**SAPPHO DE MYTILENE**  
Du 20 sept au 6 oct  
**15 CONCERTS  
EXCEPTIONNELS**  
Théâtre des Bouffes du Nord  
Paris 46 07 34 50  
un événement  
**Télérama**  
Disque - CD A 6158 - MCA 53011

مكتبة من الأصل



DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Mercredi 18 septembre

Mozart

Les Noces de Fauré  
Jorma Hynninen,  
Jean-Philippe Maritre (baryton),  
Françoise Pollet,  
Anne-Sophie Schmidt,  
Giovanni Furlanetto,  
Jean-Philippe Couris (basse),  
Chœurs et Orchestre national  
de l'Opéra de Paris,  
Jonathan Derington (direction).  
Reprise de la mise en scène de Giorgio  
Strehler, avec Françoise Pollet (nou-  
velle venue à la Bastille) dans le rôle de  
la Comtesse.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ les 20 et  
24). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F. à  
580 F.

Jeudi 19

Bartok

Deux Danses populaires roumaines  
pour piano

Janacek

Sonata pour piano • 1<sup>er</sup> octobre 1905 •

Kodaly

Méditation sur un motif  
de Claude Debussy  
Adagio pour violoncelle et piano  
Sonata pour violoncelle et piano, op. 4

Debussy

Sonata pour violoncelle et piano  
Marc Coppey (violoncelle),  
Vincent Latana (piano).  
Jeune et brillant violoncelliste, Marc  
Coppey poursuit avec calme et sérieux  
son ascension au panthéon des violon-  
cellistes. Rare de son espèce en France,  
il se pourrait bien qu'il soit l'un des  
uniques « héritiers » des Navara, Four-  
nier, Tortelier que le monde entier  
nous a enviés. Pour l'instant, il se pro-  
duit avec un jeune et excellent pianiste  
dans un programme qu'ils se partagent  
équitablement. Le signe que les inter-  
prètes français ont compris qu'ils  
avaient intérêt à se fédérer comme  
l'ont fait depuis si longtemps les Amé-  
ricains plutôt que faire cavalier seul ?  
On ne dira jamais assez le bien que le  
Festival des Arcs et Marlboro ont fait à  
la musique de chambre en France.

Hôtel de Sully, 20 h 30. De 40 F. à 70 F.

Vendredi 20

Donizetti

La Favorite  
Katherine Ciesinski,  
Constance Foa (mezzo-soprano),  
Justin Lavender,  
Chœurs de l'Opéra Comique,  
Orchestre des Concerts Colonne,  
Arann Tenney,  
David Robertson (direction).  
Pierre-Jean San Bartolome (mise en scène)  
Donné dans sa version originale en  
français, cet opéra de Donizetti est une  
co-production avec l'Opéra de Vichy,  
où il a été représenté cet été. Mais voici  
que le Festival Donizetti de Bergamo  
vous promet une Favorite plus origi-  
nale que l'original, toujours en français,  
éditée sous l'autorité de la maison Ric-  
cordi. Qui saura faire la différence ?

Samedi 21

Mozart

14<sup>e</sup> Sonata pour piano KV 457  
Fantasie pour piano KV 478  
Jacques Rouvier (piano).  
Premier concert d'une journée Mozart  
produite par Radio-France, au cours de  
laquelle dix-huit concerts se succéde-  
ront ou se chevaucheront ! A 15 h 15,  
Jacques Rouvier joue la Fantaisie KV  
478 et la Sonata KV 457, avant de  
retrouver l'Ensemble à vent de Maurice  
Bourgue pour jouer le Quintette pour  
piano et vents (17 h 15) et Pascal  
Devoyon pour la Sonata pour piano  
à quatre mains KV 521 (18 h 30).  
A 15 h 15, Laurent Cabasso joue la  
Sonata pour piano KV 533 et les Vari-  
ations KV 460, avant de retrouver Pierre  
Anoyal pour les Sonates pour piano et  
violon KV 296 et KV 378 (18 heures). A  
16 heures, le Quatuor Parisii s'attaque  
aux Quatuors KV 80 et KV 387 (à  
14 heures, ils s'étaient joints à l'artiste  
Bruno Pasquier pour interpréter le  
Quintette KV 493), etc. Mais le concert  
le plus excitant de la journée, celui  
qu'il ne faudrait pas manquer, réunit,  
à 20 h 30, dans le Grand Auditorium, le  
soprano Michèle Lagrange, le clarinet-  
tiste Robert Fontaine et le chef d'or-  
chestre Frédéric Chastin pour des airs  
de concert et le Concerto pour clari-  
nette.

Maison de Radio-France, 16 h 15. Tél. :  
42-90-15-16. Entrée libre.

Mardi 24

Piaque

Quatuor n° 4 op. 38

Tchaikovski

Quatuor à cordes op. 30  
Quatuor Anton.  
L'excellent Quatuor Anton, vainqueur  
à Evian du Concours de quatuor à  
cordes, ne choisit pas la facilité pour  
son concert du Musée d'Orsay, en  
joignant un quatuor d'un compositeur  
inconnu et un autre d'un compositeur  
connu pour ses symphonies et beau-  
coup moins pour sa musique de cham-  
bre. A tort, car Tchaikovski y excellait.  
Musée d'Orsay, 12 h 30. Accès avec le  
billet d'entrée au musée.

Lille

Copland

Appalachian Spring, ballet

Molique

Concerto pour flûte et orchestre

Beethoven

Symphonie n° 5  
Christine Vernet (flûte),  
Orchestre national de Lille,  
Michael Stern (direction).  
Elève de Charles Bruck, à l'Ecole  
Pierre-Monteur de Hancock, aux Etats-  
Unis, Michael Stern ne devrait pas  
avoir trop de difficultés à se faire un



Kleyton Ramil au New Morning

précieux. Comme il est américain, il est  
logique qu'il ait choisi de diriger  
Copland, mais c'est dans la Cinquième  
Symphonie de Beethoven (tellement  
célèbre qu'on l'entend de plus en plus  
rarement) qu'il montrera l'étendue de  
ses dons. Concert donné en décentrali-  
sation à Thiant, Salle des sports, le  
21 septembre, à 19 h 30.

Le 24. Palais des congrès et de la musi-  
que, 20 h 30. Tél. : 20-42-09-77. 80 F.

Lyon

Roussel

Petit Suite

D'Indy

Concerto pour piano, flûte, violoncelle  
et cordes

Jolivet

Concerto pour trompette, orchestre à  
cordes et piano

Saint-Saëns

Symphonie n° 2  
Gerhard Oppitz (piano),  
Marc Coppey (violoncelle),  
Andras Adorjan (flûte),  
Stephen Barnes (trompette),  
Ensemble orchestral de Paris,  
Theodor Guschbauer (direction).

Tout un programme ! Roussel, D'Indy,  
Jolivet, Saint-Saëns figurent en lettres  
d'or sur l'affiche promise par la  
nouvelle Biennale de musique de Lyon.  
La direction de ce nouveau festival a  
mis toutes les chances de son côté en  
confiant à des grands noms le soin de  
défendre ces musiques oubliées.

Le 21. Salle Rameau, 17 heures. Tél. :  
72-40-25-26. De 60 F. à 100 F.

Jazz

Mal Waldron

Thierry Bruneau Quartet

Non repérable, étoile mobile, pianiste  
de Mingus, de Dolphy et de Billie Hol-  
iday (on a tout compris), compositeur  
de films, européen d'adoption, japonais  
d'honneur, Mal Waldron promène sans  
beaucoup se trahir l'image inconnue du  
musicien noir américain : multiple.

IAM

Rap d'origine marseillaise. Comme  
tous les groupes de rap français, IAM  
reste fragile sur scène, vulnérable à la  
moindre contrariété. Mais quand tout  
se passe bien, quand le trio est assez  
décontracté pour se souvenir d'être  
drôle et pas seulement militant, IAM  
tient largement les promesses de son  
disque, sans doute le meilleur que le  
rap français ait produit à ce jour.

Le 21. Colombes. Salle des fêtes.  
20 h 30. Tél. : 47-81-88-02. 95 F.

Ice-T

Donald D

Hi-Jack

Nat the Cat

Ice-T, le gangster original, le flic du  
film New Jack City, vient prouver qu'il  
n'a pas renoncé à sa vocation de rapper  
et qu'il est toujours plus proche de  
South Central Los Angeles que des  
fronctions de Beverly Hills. En sa  
compagnie, une sélection de gros durs  
de la côte Ouest.

Le 22. Elysée-Montmartre, 18 h 30.  
108 F.

Violent Femmes

Trio d'Américains mâles et pas  
méchants, Violent Femmes s'adonne  
depuis huit ans à un rock tordu,  
déviant et plutôt rigolo. Why Do Birds  
Sing ? (Barclay), leur dernier album, se  
perdait un peu dans la recherche sys-  
ématique bizarre mais ne manquait pas  
de charme trouble.

Le 23. Elysée-Montmartre, 19 h 30.  
100 F.

Tournées

Simple Minds

Le grand show du grand groupe qui fait  
de la grande musique. A vrai dire, pour  
cette tournée, Simple Minds a fait  
l'économie de ses excès les plus grand-  
iloquents, ce qui n'empêche pas Jim  
Kerr et ses amis d'en faire des tonnes.  
Pas de quoi faire changer d'avis fanati-  
ques ou allergiques.

Le 23 septembre, Toulouse, Palais des  
Sports, 20 h 30, 168 F. Le 24. Nantes,  
Parc des Expositions, 20 h 30, 168 F.

Dinosaur Jr

Un groupe sympathiquement dégingué  
qui pratique cette espèce de rock vio-  
lent et sentimental, un peu systématique  
dont les Américains ont l'exclusivité.  
Belle guitare, belle voix, et quelques  
titres qui accrochent l'oreille, s'incrues-  
tent dans la mémoire, Dinosaur Jr  
mérite de survivre au réchauffement  
planétaire.

Le 21 septembre, Bordeaux, Théâtre Bar-  
bay, 21 heures, 60 F et 70 F (dans le  
cadre du Festival « 3 D »). Le 22. Tou-  
louse, Biscuit, 21 h 30, 80 F. Le 23. Lyo-  
n, Transbordeur, 20 h 30, 80 F. Le 24.  
Paris, Espace Omano, 19 h 30, 80 F.

Corman et Tuscadu

Dans un cadre de bon ton qui leur  
convient (mais il ne faudrait pas pour  
autant les prendre pour des gens  
sérieux) les Nimoi vont faire la  
démonstration de leur rock intelligent  
et drôle, de plus en plus décontracté  
sur scène.

Le 21 septembre, Lyon, Transbordeur,  
21 heures, 100 F (dans le cadre de la  
Biennale des arts contemporains).

Musiques  
du monde

Waramba, opéra mandingue

Une épopée qui commence à l'apogée  
de l'empire mandingue, se poursuit  
dans les menaces de guerre et se ter-  
mine dans la paix. Opéra non chanté,  
mais largement nourri des grandes voix  
africaines d'aujourd'hui, Waramba,  
écrit par Souleymane Koly et Wéré  
Wéré Liking, se veut une vaste fresque,  
de la richesse artistique de l'Afrique  
défendue ici par trente-six musiciens,  
comédiens, danseurs, venus de sept  
pays du continent noir. Avec Kabine  
Kouyaté, le fils du grand griot Sory  
Kandia, le danseur guinéen Amidou  
Bangoura et l'ensemble Kotéba d'Abid-  
jan.

Les 18, 19, 20, 21 et 24, 20 h 30 : le 22,  
15 heures. Théâtre Renaud-Barraut.  
Tél. : 42-58-60-70. De 120 F. à 150 F.

Angélique Ionatos

Néna Venetsanou

Deux voix de la Grèce d'aujourd'hui

retrouvent les accents subtils et travail-  
lés de la poétesse Sappho, en grec ancien  
et en grec moderne (traduction du Prix  
Nobel de littérature Odysseus Elytis,  
avec qui Angélique Ionatos a déjà col-  
laboré à plusieurs reprises). Avec une  
mise en scène (Joffi Joanneau) et un  
éclairage soignés, le spectacle créé au  
printemps au Théâtre de la Ville et au  
Théâtre de Sarcelles devrait gagner à  
être vu dans le décor des Bouffes du  
Nord.

Les 20, 21 et 24, 21 heures (et les 25,  
26, 27, 28, 29 septembre, 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5  
et 6 octobre 1991) : le 22, 16 heures (et  
les 26, 27, 28, 29 septembre, 1<sup>er</sup>, 2,  
3, 4, 5 et 6 octobre 1991). Bouffes du  
Nord. Tél. : 46-07-33-00.

Tipica Manzana

Quatre Dominicains et deux Hollan-  
dais qui sont venus pendant l'été an-  
imer le kiosque à musique du Luxem-  
bourg pour Paris Quartier d'été. Ils  
nous reviennent pour un soir au New-  
Morning, avec leur sens du rythme, de  
la chaloque joyeuse, avec leur méri-  
gnole des Caraïbes multiculturelles.

Le 21. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-  
23-51-41.

Kleyton Ramil

Le gauchiste, espèce peu connue dans le  
catalogue de notre imaginaire brésilien.  
Kleyton Ramil a gardé son violon pour  
venir en France et abandonné son frère  
à d'autres horizons, malgré leurs succès  
en duo. Musique folk du Rio Grande  
do Sul à la limite des pampas et des  
grands espaces d'élevage, rythmes car-  
rés bons à danser, Kleyton modernise,  
en l'ornant vers Philip Glass, Laurie  
Anderson ou Mercedes Sosa, une musi-  
que régionale que les métropoles  
urbaines ont commencée à aimer parce  
qu'elle était « regard ». Comme la lam-  
bada. Le samedi 21 septembre, à  
22 h 35, l'émission « Opus », sur  
France-Culture, sera consacrée aux  
« Musiques de la Pampa ». Un avant-  
goût prometteur.

Le 23. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-  
23-51-41.

Brest

La nuit du Quartz  
et d'ArMen

Alliance d'une salle-centre culturel  
active (le Quartz) et d'une très belle  
revue dédiée à la culture bretonne  
(ArMen). Le résultat est un cocktail  
détailé à base d'excellents musiciens  
bretons : le joueur de cornemuse  
Patrick Mollard, le groupe Dan Ar  
Braz, le chanteur Jean-François Que-  
mener, en duo avec Erik Marchand,  
lui-même en trio avec Thierry Robin et  
le joueur de tablas Hamed Khan, et  
toujours présent dans le Quintette de  
clarinettes. Une preuve de la longue vie  
du genre, avec les mouvements et les  
recherches que cela suppose.

Le 21 septembre à partir de 19 heures au  
Grand Théâtre du Quartz. Tél. : 98-44-  
08-07.

Chanson

Liane Foly

Liane Foly joue la simplicité jazzy. Son  
Rêve orange s'accommodera sûrement  
mieux de Bobino que des grands  
espaces des Francofolies de La  
Rochelle. Une rentrée parisienne atten-  
due pour la chanteuse lyonnaise dont  
les Victoires de la musique ont fait  
grimper la cote.

Jusqu'au 28 septembre. Bobino,  
21 heures. Tél. : 43-27-24-24. Location  
Fnac. De 165 F. à 195 F.

Jean Guidoni

Jean Guidoni, le débridé, le voyou cul-  
tivé, le chanteur littéraire à la voix de  
croquer, le désespéré à l'énergie mor-  
dante, dans son nouveau spectacle rodé  
au printemps à l'Auditorium des  
Halles.

Les 18, 19, 20, 21 et 24, 20 h 30 : le 22,  
17 heures. Châtelet, Théâtre musical de  
Paris. Tél. : 40-28-28-40. Mithral 3615  
Châtelet. Location aux caisses de  
11 heures à 19 heures tous les jours (14  
jours à l'avance), 180 F.

La sélection

« Classique » a été établie par

Alain Lompech.

« Jazz » : Francis Marmande.

« Rock » : Thomas Sotinel.

« Musiques du monde »

et « Chanson » :

Véronique Mortagne.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES  
16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup> 42-36-74-24  
RELAIS BELLMAN  
37, rue François-1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup> 47-23-54-42  
F. sam. dim.  
LE TABLIER BLEU  
88, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup> F. sam. et dim.  
43-87-27-87

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GUILDES  
46-33-66-07 et 66-12  
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> Cliché  
YUGARAJ  
Salle climatisée 43-26-44-91  
14, rue Daubigny, 6<sup>e</sup> F. lundi

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-69-15  
79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1<sup>er</sup> étage.  
Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Glace du jour.  
Un accueil et un cadre agréables pour vos déjeuners d'affaires ou dîners en tête à tête. Fine cuisine de saison à petits prix. Entrées 37 F. Plats 75 F. Desserts 35 F.

Unique au monde. Cadre fl. 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F. tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Miller (Gault-Millau).

Spécialité de coq au vin et de croustade au coq au vin. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. ses continu de 12 h à 23 h 30, SALONS CLIMATISÉS.

TERRASSES - PLEIN AIR

ALSACE A PARIS  
Tél. 43-26-39-36  
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - Salons  
CHOUCRUTES, Grillades,  
POISSONS  
TERRASSE PLEIN AIR  
DÉGUSTATION D'HUITRES  
ET COQUILLAGES  
Pâtisserie - Grand cru d'Alsace.



JEAN VILAR

Grand interprète et grand metteur en scène,  
Jean Vilar fut l'un des premiers à donner sa  
dimension au théâtre populaire.

Dans cette remarquable biographie, appuyée de  
documents inédits, Jean-Claude Bardot restitue  
toute l'atmosphère d'une époque restée chère aux  
habités du T.N.P. et du Festival d'Avignon.

592 p., 198 F.

ARMAND COLIN



## ARTS

## Nouvelles expositions

## Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eût le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (détail), dont certaines n'ont encore jamais été exposées en public.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 18 septembre au 25 novembre. 33 F.

## Nancy

## Le Cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « parisiens ». A la même époque, l'historien d'art pragois Vincenc Krámer entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. « La flamme du cubisme », bouleverse l'art qui se manifeste en Europe centrale. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition tchèque permet de confronter des œuvres de Cézanne, Braque, Derain et Gleizes à celle de Benes, Capek, Filla, Prochazka ou Gurfrend.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-05-01. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Du 20 septembre au 1<sup>er</sup> décembre.

## Paris

## Guillaume Apollinaire, ses livres et ses amis

Des gravures, des dessins, des livres et des documents à foison : en fait l'exposition de la bibliothèque de Guillaume

Apollinaire miraculeusement conservée jusqu'à aujourd'hui, et rachetée par la Ville de Paris en 1990.

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-44-44. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 octobre. 15 F.

## Jean Dubuffet, les dernières années

Il reste encore quelques jours pour aller s'offrir au Jeu de Paume, le Dubuffet d'après *l'Europe*. Un Dubuffet époustouflant d'énergie, qui, de *Thèmes de mémoire en Psycho-Séisme* à *Miraculous*, n'a pas arrêté de poser la peinture autrement.

Galerie nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 22 septembre. 30 F.

## En bateau

Des années 1840 à nos jours, un voyage photographique en deux cent une images prises dans toutes sortes de bateaux : barques, péniches, paquebots ou porte-avions fixés à bord ou sur la côte par Le Gray, Stieglitz, Brassai, René-Jacques, Manuel Esclusa ou Jorge Ribalta.

Palais de Tokyo, 13 av. du Président Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 novembre.

## Kilims anatoliens, un art ancestral

On peut ne pas être amateur de tapis, mais... Ceux-ci sont anciens, tissés serrés, avec soin, et riches en motifs et couleurs. Ils viennent d'une importante collection américaine (la collection Coy Jones au Musée des beaux-arts de San Francisco), qui se promène en Europe pour la première fois.

Institut du monde arabe, 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 20 heures. Jusqu'au 23 novembre. 20 F.

## El Lissitzky

L'œuvre d'un combattant qui fut une figure majeure de l'avant-garde en Union soviétique dans les années 20. Au temps du constructivisme, quand les plasticiens cherchaient à faire rimer art et utopie, peinture et société, abstraction et langage universel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-51-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

## Aldo Rossi

L'un des penseurs phares du renouveau architectural de deux dernières décennies, chantre d'une continuité historique revisitée par une poésie parfois grinçante. Aldo Rossi s'est lui-même mis en scène, avec intelligence, et cela ajoute le plaisir visuel à l'intérêt intellectuel.

Centre Georges-Pompidou, galerie du Cci, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>.

Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 30 septembre.

## Galleries

## Tony Cragg

Poussé, semble-t-il, par un goût inventé pour les matériaux les plus divers, pauvres comme la terre ou riches comme le marbre, le sculpteur anglais Tony Cragg bouge et se renouvelle tout le temps, depuis dix ans. C'est appréciable, même si parfois on trouve moins bonne tournure à ses œuvres.

Galerie Crouzet-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

## 1981-1991, d'une décennie... l'autre

La Galerie de France fête son ouverture, il y a dix ans, au 52 rue de la Verrerie, avec ses artistes et quelques autres, anciens et nouveaux. Par exemple Dubuffet, Degottex, Tinguely, Aulard, Pincemin, Bouillon, Rebecca Horn. Les œuvres ont été triées sur le volet et l'accrochage est assez subtil pour que, justement, on ne pense pas à un accrochage.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 octobre.

## Nan Goldin

Recit autobiographique, outrance exhibitionniste et destructrice, *Road Movie* qui met en scène sa vie intime et celle de ses amis, la descente aux enfers de Nan Goldin se poursuit avec l'émotionnisme et la mort de ses proches fauchés par le sida.

Galerie Ubi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2<sup>e</sup> étage, escalier B, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 octobre.

## Gottfried Honegger

Du cercle et de l'angle droit, du tableau-relief et du monochrome : le Suisse Gottfried Honegger (né en 1917), est resté, contre vents et marées, un presque mystique de l'abstraction géométrique pure et dure. Aujourd'hui, on lui en sait gré.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-43-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre.

## Anselm Kiefer

Un artiste allemand d'aujourd'hui, qui a le don tout à la fois de fasciner et d'exaspérer à remuer sa terre, sa mémoire, son histoire parallèlement, en grand, en sombre, en fabricant d'immenses tableaux chargés de matières brûlées, oxydées, et des livres aux feuilles de plomb. Qu'on n'oublie pas.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre.

## Gerhard Richter

Peindre encore et toujours, en peignant toutes sortes d'images de la peinture : paysages, nus, portraits, brossages gestuels, monochromes... En maître du genre ou de la discipline picturale. L'exposition propose une série récente de grandes toiles abstraites de l'artiste allemand.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-82-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

## Régions

## Angers

## Jacoda Buic

Depuis plusieurs années, la ville qui abrite la *Tenture de l'Apocalypse* a trouvé le bon fil en exposant largement des artistes contemporains s'exprimant à travers des formes tissées. Par exemple la Yougoslave Jacoda Buic qui, à partir des années 60, a largement contribué au renouvellement du langage de la tapisserie.

Musée Jean-Lurçat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100. Tél. : 41-87-41-06. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 novembre.

## Chartres

## Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Emile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des Beaux-Arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-38-41-39. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

## Colmar

## Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du Beau Martin, un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf mardi. Visite sur rendez-vous au 89-41-02-29. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 45 F.

## Dijon

## Henri Matisse

Le Musée Matisse de Nice, en pleine rénovation, est fermé jusqu'en 1992. Pourquoi, dans ce temps de travaux, ne

pas faire profiter de sa belle collection qui est particulièrement riche en dessins : 180 feuilles de toutes les époques sont en effet conservées à Cimiez. Dijon en présente un choix, mais aussi des peintures et des gouaches décapées.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-74-52-70. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 octobre.

## Lyon

## L'Amour de l'art, première biennale d'art contemporain

L'objectif de cette première biennale de l'art contemporain, à Lyon, est de mieux faire connaître la création d'aujourd'hui en France. Pour ce faire, ses organisateurs, Thierry Raspail et Thierry Prat, ont vu large, généreusement, et choisi de présenter dans la Halle Tony-Garnier, au Musée d'art contemporain et à l'Eclat, soixante-neuf expositions particulières d'artistes jeunes et vieux, connus et inconnus. Eclectique, la prestation ne manque pas de vitalité.

Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69007. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'à 22 heures les mardi et vendredi et le samedi 21 septembre. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

## Moriats

## Pierre Restany

Une vie dans l'art depuis quarante ans. Agitée. Des voyages, des coups de cœur, du discours. Beaucoup de curiosité, de prises de position raisonnables, amusées. Et pas mal d'empire un peu partout à travers le monde. Faut-il rappeler que Pierre Restany, ce routier non routinier, est l'inventeur du nouveau réalisme?

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 98-88-88-88. Tous les

jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

## Nice

## Gustave Moreau et la Bible

Du peintre symboliste, on connaît bien la mise en scène des femmes fatales, Salomé ou Dalila, qui fascinent Huysmans, Redon, et André Breton. Moins les tableaux évoquant la chasteté Suzanne, et encore moins le chemin de croix peint pour l'église de Digne, que le peintre avait voulu anonyme. Il figure dans l'exposition réalisée à partir des fonds du Musée Gustave-Moreau, à Paris.

Musée national message biblique Marc Chagall, avenue du Docteur-Ménard, 06000. Tél. : 93-51-75-75. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. A partir du 1<sup>er</sup> octobre de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 7 octobre. 24 F.


## Pottiers

## James Turrell

Un Américain qui, depuis vingt ans, à travers ce qu'il appelle des « environnements sensoriels », dans lesquels on entre à tâtons, cherche à mettre la lumière à portée de main. Rien n'est donné d'emblée, il faut accommoder. Ou, comme à Pottiers, se mettre en maillot, et plonger dans une piscine. Qui sait, pour gagner le ciel.

Confort moderne, 185, faubourg du Port-Neuf, 86000. Tél. : 49-46-06-08. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

La sélection « Arts » a été établie par Genevieve Breuer. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.



**VALERIE LEMERCIER**  
AU THEATRE DU PALAIS ROYAL

**EUROPE 1**

LOCATION: 42.97.59.81

**FRED ZELLER**  
100 Peintures  
« L'Homme dans son univers »  
GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE  
DE LA C.G.T.-F.O.  
Samedi 21 et Dimanche 22 septembre  
Pelouse de Reuilly - place du Cardinal-Lavigerie 12.

**Centre Georges Pompidou**  
**QUINZAINE BULGARE**  
Spectacles • Exposition • Vidéos  
du 18 au 29 septembre  
**THEATRE SFUMATO - SOFIA**  
**THEATRE DERRIERE LE CANAL - SOFIA**  
Grande Salle / 1<sup>er</sup> sous-sol - Réservation : 42.74.42.19.

**GRAND PALAIS**  
avenue Winston-Churchill  
**FIGURATION CRITIQUE 91**  
de 11 heures à 19 heures  
jusqu'au 30 septembre

Jacques Collard et Alain Rey  
**DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS**  
**NON**  
CONVENTIONNEL  
HACHETTE

CORIDA ET CLAUDE MARTINEZ PRÉSENTENT  
**Gipsy**  
**Kings**  
AU ZENITH  
CORIDA 30 SEPTEMBRE  
C4M 1<sup>er</sup> et 2 OCTOBRE  
20 h 30  
Nouvel album "ESTE MUNDO" disponible en CD/cassette/EP • COLUMBIA  
LOCATION CLEMENTINE • FNAC • VIRGIN • 36 15 CHERIE FM

مكتبة من الأصل



صكذا من الاصل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Transcriptions et paraphrases pour piano

Ouvrages de Schütz-Erler, Bach, Rachmaninov, Bach-Busoni, Schubert-Busoni, Wagner-Liszt, Schubert-Liszt, Schumann-Liszt, Rachmaninov-Liszt, Frederic Chopin (Gino).

Il y a quelques années, ce jeune pianiste américain-chinois vivant à Paris n'aurait trouvé aucun éditeur pour enregistrer un tel programme. La transcription, la grande virtuosité n'avait pas bonne presse. On ne peut dire qu'elle soit définitivement entrée dans les rétroscopies, mais la remise en valeur du patrimoine discographique de l'ancien temps, la redécouverte de pianistes tels que Rachmaninov, Cortot, Molacwisch, Hoffmann, Liberman, la reconnaissance du talent de Cziffra ou de Magaloff ont permis à des pianistes, plus ou moins jeunes, de jouer en public ce qu'ils jouaient en cachette.

On se souvient du *Piano album* de Stephen Hough (Virgin), festival de petites pièces de salon au charme décevantement fade, musique inoffensive pour pianistes prestidigitateurs. Chou a choisi un programme plus « intellectuel » pour ses débuts discographiques. A une exception près, son œuvre son réclame. Et quelle exception, puisqu'il a choisi l'arrangement sur le *Beau Danube bleu* de Schütz-Erler. Dans cette pièce acrobatique, il fait jeu égal avec Joseph Eblvine et Jorge Bolet. Bien sûr, il joue-t-il ce bijou avec plus de maîtrise, de roquerie et de finesse que ces deux artistes légendaires.

On ne peut imaginer jeu plus élégant, plus raffiné, spirituel que celui de Chou, à la vingt-sept ans, témoin d'une

approche musicale plus diverse que celle de nombre de ses confrères les plus en vue. Quel pianiste, en effet, serait capable aujourd'hui de jouer Bach-Busoni avec tant de recueillement, Wagner-Liszt et Schoenberg-Busoni avec une telle sensualité, Schumann-Liszt avec des frémissements de jeune amoureux, Schubert-Liszt avec une telle candeur, de témoigner d'une telle science du piano ? Nelson Freire et Stephen Hough sans doute, mais qui d'autre ?

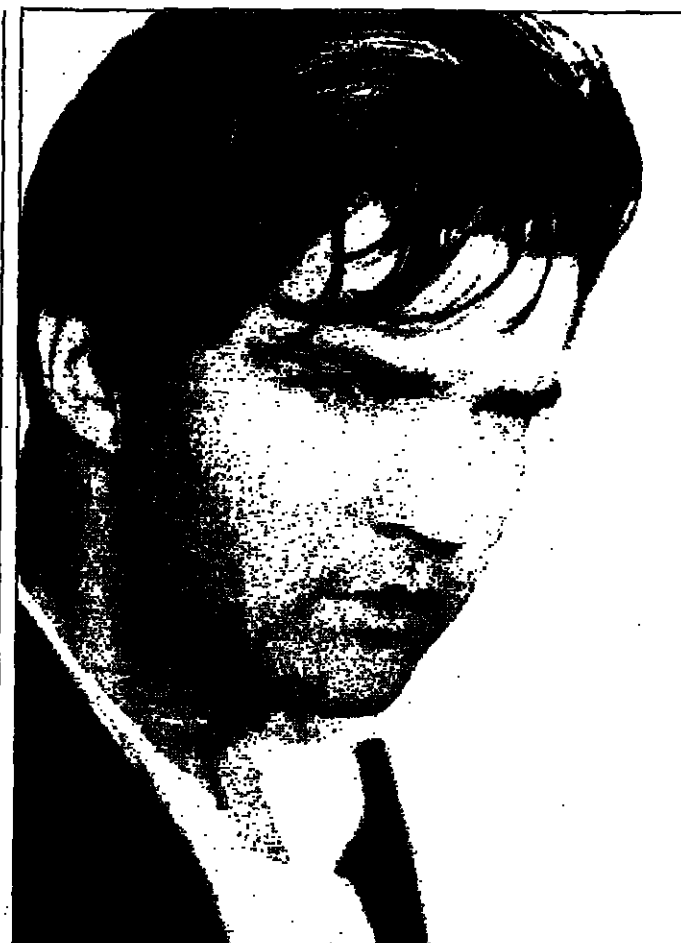
1 CD Harmonia Mundi HMU 907 054.

**Anton Dvorak**  
*Sérénades pour cordes op. 22, pour vents, violoncelle et contrebasse op. 44, The Saint-Paul Chamber Orchestra, Hugh Wolff (dir.).*  
Rondé il y a vingt ans, l'Orchestre de chambre de Saint-Paul (qui ne s'est pas encore, sauf erreur, produit en France) est tout bonnement l'un des plus beaux orchestres de chambre du monde : cordes diaphanes, justesse absolue, homogénéité impossible à prendre en défaut ; vents à l'américaine, toniques et subtils. Parfaits pour tout dire, Hugh Wolff est leur patron depuis 1987 (un Américain né à Paris, en 1933). Formé à la direction d'orchestre par Charles Bruck (l'un des pédagogues les plus recherchés, fidèle aux Etats-Unis, ignoré en France bien qu'il soit Français et qu'il réside à Paris), à la composition par Olivier Messiaen et Leon Kirchner, au piano par Leonard Shure et Leon Fleischer, ce jeune homme a déjà dirigé les plus grands orchestres américains. Paris ne l'a pas non plus reçu. Cette situation ne devrait pas durer. Il a l'étoffe d'un grand qu'il est peut-être déjà : sinon, il ne serait pas l'un des candidats les plus en vue pour remplacer Mstislav Rostropovitch à la tête de l'Orchestre national de Washington. En attendant, son interprétation de ces deux tubes de Dvorak est d'une grâce, d'une appétence qui défient l'analyse.

1 CD Teldec 2292-46315-2.

Rock

**Lloyd Cole**  
*Don't Get Me Wrong* (Capitol).  
Second album solo de Lloyd Cole depuis que le chanteur s'est séparé des *Communions*. *Don't Get Me Wrong* est un disque qui a l'air d'être sorti de New York, les deux pieds sur le terrain de la musique qui l'a toujours inspiré (folk urbain - Bob Dylan, rock poétique - Lou Reed), l'équilibre entre le passé et le présent, le rock et la poésie. Divisé en deux (comme si l'on pouvait encore trouver des disques bifaces en vinyle), *Don't Get Me Wrong* commence par un enchaînement de



Lloyd Cole.

ballades garnies de beaux arrangements de cordes, qui permettent à Cole de passer tour à tour le complet du croquer cynique et le costume en lamé du cow-boy de Las Vegas.

La suite (la « face » rock) est plus classique, moins risquée et aussi plus satisfaisante. L'écriture de Cole s'est assoupie, a pris une assurance qui permet au chanteur de se passer de l'artifice d'un peu d'effort qui, par le passé, gâchait certains de ses effets. *Ray for it*, par exemple, marque bien la distance que Cole a acquise par rapport à ses modèles : avant de réaliser tout ce que le titre doit à Bob Dylan - tempo, partie d'orgue, syntaxe du texte - la chanson est posée, comme une lettre à la poste, à l'image de ce disque adhésif, à l'assurance tranquille.

1 CD Virgin 5110832.

**Bob Seger and the Silver Bullet Band**  
*The Fire Inside* (Capitol).  
Don't Get Me Wrong sans doute comme le

premier grand producteur de l'ère du CD. Son amour de la propriété et de la clarté a fait la fortune de Bonnie Raitt et va maintenant aider Bob Seger à reprendre sa place après une absence de cinq ans. Aux Etats-Unis, une semaine après sa sortie, l'album se classait septième meilleure vente. Bob Seger est toujours l'un des grandes voix du rock, cassée, puissante et souple ; il s'entoure de musiciens impeccables dont il tire des performances solides et chaloussées. Bien sûr, et c'est pour ça que Bruce Springsteen lui est passé devant dans la course au poste de boss du rock'n'roll. Seger n'est pas un très grand auteur. C'est même un premier médiorité et il n'arrive qu'à pénétrer à la limite des formats classiques (rock sur tempo moyen, ballade pop-sentimentale...). On s'en aperçoit encore ici, quand le disque s'envole avec deux belles reprises de Tom Waits, *New Coat of Paint* sur laquelle Seger est accompagné de Little Feat, et *Blind Love*. Ailleurs, c'est l'honnêteté et le

brûlé du chanteur et de ses acolytes qui élèvent - normalement - *The Fire Inside* au-dessus du niveau moyen de la production américaine.

Capitol CDP 7 91134.

The Golden Palominos

*Drunk with Passion*  
Les Golden Palominos sont un groupe à existence intermittente, une congrégation fluctuante réunie autour du bachelier Anton Fier, figure influente de l'avant-garde new-yorkaise. S'y sont succédés Arto Lindsay, Jack Bruce, la chanteuse Syd Straw... en bref, le Bottin mondain du rock qui pense. On ne s'attendait donc pas à s'enfermer en leur compagnie. Mais *Drunk with Passion* est beaucoup plus proche de la guele de bois que de l'ivresse. Le noyau dur du groupe est cette fois constitué de Fier, Bill Laswell à la basse, Nicky Skopelitis aux guitares et claviers et Amanda Kramer au chant. Apportent, en passant, leurs contributions : Michael Stipe, qui transforme le titre d'ouverture en inédit de REM - c'est le sommet du disque - Carla Bley, le guitariste Richard Thompson et Bob Mould, qui pousse quelques hurlements en fin de disque et brusquement nous réveille. C'est que, entre-temps, les Palominos se sont livrés à un exercice étrange et vain : sur des structures de rock classiques, un peu déshabillées même, Amanda Kramer vocalise des mélodies sinuées, pures, froides et ennuyeuses à la perfection. Comme si ces découvreurs avaient voulu prouver qu'ils étaient capables de faire mieux que les rockers qui vendent des disques. Manquent seulement l'innocence, la spontanéité, le charme. Comme en plus les Palominos se privent volontairement de ce qui fait d'ordinaire leur attrait (l'intelligence, l'audace, la virtuosité), voilà un disque presque dépourvu de mérite.

Venture CDVE 905 distribution Virgin.

Jazz

Montreux Jazz Festival

Le coffret, feutrage rouge vif sur fond noir, contient quatre compact, feutrage rouge sur fond noir. L'ensemble, au format des anciens 33 tours, est d'une grande élégance avec son livret illustré de photos de Giuseppe Pino. Le son est le son de Montreux, juste, complexe, « moderne » (et qui n'est des sons plus ou moins modernes !). Le répertoire est une anthologie des musiques du monde depuis vingt-cinq ans. Soit plusieurs décennies de musiciens, un choix exclusif de titres d'affiches, des curiosités maison (deux des plus grands producteurs d'après guerre, George Wein et Claude Nobis, en duo piano-harmonica), une énorme tartine de blues, une série étonnante d'albums *Casino Lights* (la notation bien tempérée : Al Jarreau, David Sanborn, Chick Corea et consorts) ; et la délicate faiblesse de Montreux : les musiques brésiliennes. Au total, un coffret tout terrain, pour collectionneurs, amateurs, amoureux, découvreurs, disc-jockeys en chambre, chercheurs, chanteuses débutantes, garçons coiffeurs, lampistes en recyclage et capitaines d'industrie.

Indispensable aux adjoints à la culture des deux cent quarante-trois villes moyennes qui se préparent à monter un festival de « jazz ».

4 CD Montreux 1987 100 000 - 2. Distribution WEA 888.

Eddy Louiss Trio

Les musiciens - dans ce cas-là on ajoute les musiciens « américains » pour faire assurances tous risques - les musiciens de tous poils, les musiciens tout court, les musiciens de tous sexes, les musiciens de toutes les couleurs, sans exception, tiennent Eddy Louiss pour un « génie » (Stan Getz), et le regrette René Thomas pour « indépassable » (Sonny Rollins). C'est simplement une évidence. Huit mesures de *Nardis* (à la paternité contestée, mais dans l'ensemble on estime que la composition est de Miles Davis), et l'affaire est entendue. Ce disque est un éblouissement. Eddy Louiss est à l'orgue, René Thomas à la guitare. Qui tient les baguettes ? Kenny Clarke... On ne va pas expliquer qui est Kenny Clarke. Tout de même...

1 CD disques Dreyfus 849-229-2. Distribué par Polygram.

F. M.

Musiques du monde

Alexandre Stelio

*L'écologie de la musique arabe*  
En 1929, les Parisiens découvrent la biguine. La danse des îles avait, quelques années auparavant, fait son entrée au Bal nègre de la rue Blomet. Mais cette année-là, Fructueux Alexandre, dit Stelio, enregistre pour la première fois ces mélodies surges du syncrétisme des cultures de l'île aux fleurs. A ses côtés, quatre musiciens martiniquais, Archange Saint-Hilaire au trombone, Victor Collat au piano et au violoncelle, Ernest Léardée au violon, Orphéon à la batterie et au chant, auxquels on ajoutera un banjo et des voix féminines. Stelio joue de la clarinette, arrange des thèmes qu'il a entendus dans les bals de Saint-Pierre, où il est né, ou de Cayenne, où il a ensuite vécu. Il compose des valses antillaises, des masouks et des biguines.

Stelio et son orchestre accompagnent la vie parisienne pendant dix années glorieuses, du Bal nègre au cabaret du Casari, en passant par l'exposition coloniale de 1930. Il mourra sur scène, rue de la Huchette, foudroyé par un infarctus en 1939. Redécouvert aujourd'hui aux Antilles françaises par ceux que le zouk n'a pas encore phagocytés (Kali), Stelio a laissé une empreinte vivifiante sur une musique jusqu'alors mal définie. Les vingt-quatre titres de l'album, puisés entre 1929 et 1937 dans le catalogue Odéon, récapitulent la fraîcheur et la pertinence de la biguine - entre congas cubains et new-orléans américains - et décapent le talent mal connu d'un clarinettiste doué d'originalité.

1 CD Music Marmois 30838 distribué par Virgin.

V. Mo.

L'ANTHOLOGIE DE LA CHANSON FRANCAISE

Nouvelle vague

Le troisième volume de l'Anthologie de la chanson française enregistrée vient de paraître chez EMI. Le plaisir avait été entier pour les précédents (1920-1950 et 1950-1980), car il y avait l'occasion de retrouver un peu du patrimoine populaire et vivant, même décapé en tranches de dix ans et en rondelles annuelles (*Le Monde Arts et spectacles* du 19 décembre 1989). Les choix sont forcément arbitraires, préviennent Jean Quiniès, François Dada et Marc Robine, qui ont compilé plusieurs centaines de titres pour les rassembler en forme de guide de la mémoire collective. L'entreprise était hasardeuse.

Mais nos trois chercheurs d'or ont le nez creux. Ils font ainsi démarrer les années 60 sur « Une p'tite MG et trois compères, assis dans la bagnole, sous un réverbère, une jambe au-dessus de la portière », la Nouvelle Vague de Richard Anthony. La décolonisation bat son plein, l'Algérie inaugure le temps des barricades et les nouveaux français compliquent la pensée du Français moyen. En 1960, le décolonisé a vu le mal à définir ses contours. Le premier des dix CD du coffret joue à cache-cache avec les nouveautés, l'irruption d'un nouveau monde américain, délivré des poids de l'après-guerre, et passé au filtre net d'un optimisme tout tropézien (*Souvenirs, Souvenirs* de Johnny Hallyday, puis *Panne d'essence*, de Sylvie Vartan et Frankie Jordan en 1961, *Twist à Saint-*

*Tropéz, des Chaussures noires...*). Parallèlement, la France fredonne les nouveaux refrains de sa chanson classique. Dans l'eau de la clarté fontaine de Georges Brassens, *Et maintenant* de Bécoud, *Ma mère* de Jean Ferrat ou *Nous les amoureux* de Jean-Claude Pascal. Elle s'encaillonne aussi vers le sud, provocatrice sans prétention, Dalida chante les *Enfants du Pirée* en roulant les r comme on sait et Bob Azzam glisse dans l'oreille des Français et pour longtemps le fameux *Mustapha* (le Chérif, je t'aime, chérie je t'adore...).

C'est d'ailleurs un des mérites affichés de cette anthologie : nous rappeler que, déjà né ou pas encore, on les connaît toutes. Ces chansons nous ravissent car elles font partie de nous, et nous avons mis un peu de nous en elles. On a la lame à l'œil, par goût ou par jeu, quand Patricia Carli supplie « Arrête, arrête, ne me touche pas », on surfe en rigolant sur les méandres verbaux de Bobby Lapointe, on se prend les coudes en cadence pour accompagner la mer qui monte et qui descend avec Raoul de Godewaersvelde, on mime Adamo (Vous permettez, Monsieur) ou on reprend le refrain idiot du *Clair de lune* à Neuberg chanté par Bourvil. C'est presque instinctif.

Il y a des manques dans cette anthologie. Les auteurs sont les premiers à s'en plaindre. Ils le disent avec beaucoup d'honnêteté au début du

livret, fort bien agencé, et promettant un CD additionnel au cas où les ambigües, difficultés juridiques, ou non-collaboration volontaire de certains artistes ou de leurs héritiers, seraient survenues. En attendant, nous voilà frustrés de certaines versions originales - ici toujours privilégiées - privés de Françoise Hardy, de Jacques Dutronc, de tout Claude Nougaro, ou des *Elucubrations* d'Antoine. C'est dommage pour eux.

Ainsi passant les années, en chanson. En 1968, la France s'ennuie. Le monde est gris, le monde est bleu (Eric Charden). Il est mort le soleil (Nicola). Le Marquis (Sylvie Vartan). *Animal on est mal* (Gérard Manset) : bref, le malaise. Mais voilà qu'Hélène, Graeme Allwright, Julien Clerc arrivent avec des idées d'ailleurs lointaines. Un an plus tard, la France révoltée puis assagie part pour un nouveau voyage heureux. La Californie (Clerc), *Libérez les chiens* (Cher), *C'est extra* (Ferrat). Tous les bateaux, tous les oiseaux (Pobereff), tout redevient possible. Suite au prochain numéro ?

VERONIQUE MORTAIGNE

\* Anthologie de la chanson française enregistrée. Volume 3, 1960-1970. 10 CD EPM 11VC 106, vendu au prix de 969 F. Volume 1 (1920-1950), 7 CD EPM 7VC101, 625FF. Volume 2 (1950-1960), 10 CD EPM 10VC104, 959 F. Commandes directes à EPM, 188, bd Voltaire 75011 Paris.

**FOIRE A LA FERRAILLE DE PARIS**  
ANTIQUITES - BROCANTE  
20 au 22 SEPTEMBRE 1991  
10 H. - 19 H.  
Bois de Vincennes  
RER : Vincennes  
Métro : Châtelet de Vincennes  
Bus : 112 (arrêt Parc Floral)  
PARC FLORAL DE PARIS  
Organisation : SADEMA - Tél. : 45 85 01 85  
25, Quai de la Gare, C.E. 18, 75644 PARIS Cedex 13

**JON AND VANGELIS PAGE OF LIFE**  
LE NOUVEL ALBUM DISPONIBLE EN COMPACT ET CASSETTE.  
ARISTA



## MARIONNETTES

De Hanoï  
à Paris,  
la métamorphose

Les traditions culturelles des pays du tiers-monde, fussent-ils rigides et socialistes comme le Vietnam, n'échappent pas à la loi commune des traditions : il leur arrive de se perdre. Au détour des mutations économiques, des déplacements de population, de l'émigration vers les villes, de l'invasion de sous-produits culturels venus d'Inde ou de Hongkong. Parfois, l'Occident contribue à redonner sens à ces formes culturelles en voie d'athénisme. Juste retour des choses et quasi-contes de fées. Comme en témoigne la venue à Paris des Marionnettes sur eau de Hanoï.

HANOÏ

de notre envoyée spéciale

La scène se passe à Hanoï, la capitale d'un pays qui compte aujourd'hui 68 millions d'habitants. Une ville aussi différente de la capitale commerciale du Sud, Ho-Chi-Minh-Ville, l'ex-Saïgon, que l'était, avant la réunification, Unter den Linden du Kurfürstendamm de Berlin-Ouest. A Hanoï, on se déplace surtout à vélo, avec sur la tête le casque colonial kaki des *bo-doi*, les soldats de la guerre américaine, comme si une partie de la population n'avait pas été démobilisée depuis quinze ans. A 1 500 kilomètres de là — un grand voyage — les filles de Saïgon conduisent leurs vélomoteurs avec des gants blancs bordés de dentelle qui montent jusqu'au coude. Cette réunification-là, manifestement, risque de prendre encore quelque temps.

A Hanoï, donc, et plus précisément au 32 de la rue Truong-Chinh. On y arrive dans l'un de ces cyclo-pouses à capote, typiques du Vietnam du Nord, après avoir longé les villas coloniales défraîchies et un parc repris sur les marécages grâce à l'enthousiasme de milliers de « bénévoles » au début des années 50. C'est le parc Lénine, et la statue du grand homme reste indéboulonnable. Aujourd'hui, c'est justement le cent vingt et unième anniversaire de sa naissance. Le quotidien du parti consacre sa première page à l'événement. Comme dit le vice-ministre de la culture, M. Dinh Quang, ancien élève de Brecht qui manie l'euphémisme dans un français parfait : « Au Vietnam, nous sommes encore au début du chemin. »

La rue Truong-Chinh, c'est l'ancienne avenue des B-52. Le changement de nom a eu lieu l'an dernier. Mais il ne faut pas en demander la raison aux habitants de Hanoï. C'est très compliqué, enfin très politique, autant chercher à s'y retrouver dans le quartier des bords du fleuve Rouge, entre la rue des Vermicelles, la rue des Médicaments traditionnels et la rue des Grillades de poisson. Il n'y a pas, en pays communiste de question anodine. Et, comme l'a encore montré en juin le septième congrès du parti, le Vietnam, après une petite ouverture en 1986 baptisée *doi-moi* (renouveau) — il s'agissait à l'époque de « parler-droit, parler-vrai » — tient bon la ligne de nouveau. Même si, dans la pratique, comme dit le vice-ministre, « il y a toujours des contradictions ». Plus de B-52, donc, bien que les bombes soient tombées sans parcimonie sur cette rue qui longe un aéroport militaire. A la place, le nom d'un ancien secrétaire général du parti, proche de la Chine, évincé puis revenu en grâce au début des années 80. Moindre haine à l'égard des Américains ? Signe supplémentaire du rapprochement avec Pékin ? Le vice-ministre confirme à sa manière : « Notre intelligence à nous Vietnamiens est beaucoup plus grande que nos moyens. »

C'est là, en tout cas, dans ce contexte géostratégique évolutif, que se trouve le Théâtre des marionnettes sur eau du Vietnam, *mua roi nuoc*, l'un des symboles de la culture populaire vietnamienne. On connaissait les marionnettes à gaine du guignol, les marionnettes à tige de Java, les marionnettes à fil du Rajasthan. Celles-ci sont uniques : elles glissent sur l'eau. L'eau, élément essentiel des pays de rizières et de mousson : il n'est pas une maison de village vietnamien qui n'ait sa mare, fût-elle grande comme trois flagues. L'eau,

qui permet, sur scène, de dissimuler astucieusement le dispositif d'animation. Elle cache les fils, les tiges, les perches, les flotteurs, alors que les manipulateurs, cachés par un rideau de bambou, sont immergés jusqu'au torse. L'eau, qui donne toute sa magie au spectacle. Elle se fait champs, et les paysans promènent les buffles sans qu'on puisse deviner ce qui les guide. Elle se fait empire, et les sœurs Trung mettent l'envahisseur chinois en déroute comme il y a presque mille ans. Elle se fait terrain de chasse, de course. Les pirogues voguent, les licornes jouent et les dragons se disputent dans de grands éclats bleu nuit.

D'après les historiens, l'origine des marionnettes sur eau remonterait à plus de mille ans (1). Une stèle a en effet été retrouvée au sommet de la montagne Doi, dans l'actuelle province de Ha Nam Ninh, faisant mention d'un spectacle « *fiévreux* » présenté au onzième siècle au roi et aux dignitaires de la cour, à partir d'une rive du fleuve Lô. « L'eau du fleuve forme des tourbillons, des vagues se soulèvent. Une grande tortue d'or surgit, portant sur son dos trois rochers. » Les Vietnamiens auraient inventé cet art. A moins, estiment d'autres spécialistes, que ce ne soient les Chinois, qui l'ont baptisé *suikui lei* (2). Ne remuons pas l'éternelle querelle sino-vietnamienne — le Vietnam a subi une colonisation de mille ans de l'Empire du milieu — surtout par ces temps de rapprochement idéologique. Quelle qu'en ait été leur origine, les marionnettes sur eau n'existent plus guère aujourd'hui qu'au Vietnam.

La troupe centrale, créée en 1956 par Ho Chi Minh, est donc installée rue Truong-Chinh. A l'arrière-plan, la mare est un peu désolée : des liserons d'eau, quelques rangées de gradins, des bananiers, du linge qui sèche. La mare, symbole du monde dans les représentations de village, a laissé place à un théâtre de briques. De tradition, c'était un huis clos, immanité garantie. On pouvait tout dire, railler les puissants, se plaindre des méchants. Même dans les villages, les mares ne se prêtent plus guère aujourd'hui à représentations. Spectacle populaire ancestral, le *mua roi nuoc* s'est éteint dans les campagnes. C'est devenu moins une culture qu'un folklore. Et un produit d'exportation. En bordure de rue, des ouvrières empiètent de nouvelles briques pour une extension du théâtre. Deux ou trois représentations par semaine, surtout pour les enfants. Les manipulateurs, payés de deux à trois fois plus que le salaire moyen — sans obligation, disent-ils, d'être membre du parti, — n'en ont pas moins généralement un autre métier, comme la plupart des Vietnamiens.

Ce jour-là, la troupe donne une représentation pour un petit groupe de Français. Ils viennent de débarquer de l'avion. Catherine Deneuve était dans le même vol, mais elle venait pour tout autre chose, le tournage d'*Indochine*, sous les caméras de Régis Wargnier. Elle a pu se promener en toute tranquillité au *day free* de Bangkok, sans provoquer l'émeute qu'aurait entraînée, paraît-il, le passage de Sophie Marceau. Dans ce groupe de Français figure la directrice artisti-

## de la tortue

que de la Maison des cultures du monde, Françoise Gründ, Chantal et Jean-Luc Langui, de la société de production de spectacles Titane, et Guy-Claude François, scénographe, notamment d'Ariane Mnouchkine. Ils sont venus assurer de l'organisation et de la qualité du spectacle que la troupe vietnamienne présente en Europe cet automne.

La salle est pleine. Il y a tous les enfants du quartier et même un petit chien calme, au premier rang. Il ne manque que la poésie. Mais où est la magie ? Où est l'immortalité ? Les Français sont quelque peu scandalisés. Les Vietnamiens ont pris des libertés avec la tradition. Le phénix, l'oiseau « dont le vol ne laisse pas de traces », a des plumes en plastique. Les immortelles ne sont plus les égières en bois patiné de la première tournée européenne de 1984. La tortue, l'éternelle tortue, la « carapace céleste », remet à l'Empereur l'épée qui doit chasser les Chinois dans un tohu-bohu de vidéocassette. Comble de faute de goût : les manipulateurs viennent saluer dans leurs combinaisons de plongée comme une équipe de water-polo. Il est vrai que la présentation de ces tenues, qui leur ont été offertes en Europe, constitue l'un des temps forts du spectacle aux yeux d'un public pour qui trouver ne semblerait pas que des médicaments relève de l'exploit.

La réunion de travail d'après représentation est tout thé, tout sourire, comme l'exige l'Asie. Françoise Gründ n'en expose pas moins son avis : « On se connaît depuis huit ans. En famille, on se dit des vérités. Certes, l'art n'est pas une chose figée. Mais vous avez un petit peu changé le spectacle. Nous souhaitons qu'il reste une image de la beauté du Vietnam pour l'Europe. » Ethnologue et musicologue, la représentante de la Maison des cultures du monde n'ignore rien des raisons commerciales, sociologiques, voire politiques, d'une certaine dépendance culturelle dans les pays qu'elle parcourt à la recherche de spectacles authentiques. En Inde, au Cambodge, elle a pu en revanche constater à quel point certaines cultures sont malgré tout résistantes. Mais la société vietnamienne se trouve à un point où les mythes se perdent au profit de l'enrichissement matériel. Certains artistes ou responsables ont, semble-t-il, été écartés ; d'autres ont été mis en avant, la possibilité de voyager à l'étranger et d'y gagner 10 dollars par jour n'étant pas étrangère à certains appétits.

En termes tout aussi souriants, le directeur du Théâtre de marionnettes, récemment rentré de Tchecoslovaquie, répond aux critiques : « Je suis très heureux de travailler avec vous. Je vous remercie pour vos idées. » Le message est passé. Comme le dit le vice-ministre de la culture, rapidement mis au courant, « il faut serrer la vis ». La troupe, sur les conseils des Français, se remet au travail. Il en va aussi de la réussite du rapport marchand qui les lie. On verra les Occidentaux rappeler les symboles ancestraux au bon souvenir de leurs propriétaires. Et les Vietnamiens reprendre possession de leurs traditions. Rapidement, le grand tambour, le gong, la flûte de bambou et la cithare à trente-six cordes retrouvent la place dévolue aux orchestres des mares de village, sur le côté de la scène. En deux jours, un vieux maître reprend les choses en main ; les pirogues sont repeintes et la tortue se réconcilie avec l'allure auguste qui sied à ce symbole de longévité.

Séduits par le souci d'exigence de Guy-Claude François, qui, le soir, trace des plans à l'hôtel, les architectes vietnamiens se mettent à réexaminer le décor. La première ébauche de pagode leur paraît trop laotienne, avec ses toits trop pointus. On se transportera donc au Temple de la littérature, l'un des rares vestiges à Hanoï de l'époque royale, qui repose sur quarante colonnes de bois laqué. Confucius y a été réhabilité l'an dernier lors d'une cérémonie en présence du corps diplomatique un peu surpris d'être convié à assister à une telle manifestation d'inflexion idéologique.

Et finalement, les Français verront peu à peu le spectacle renouer avec sa magie, son immortalité. La tradition aura finalement profité de ce dialogue Nord-Sud sur les bords du fleuve Rouge.

CORINE LESNES

(1) Selon l'étude *Marionnettes sur eau du Vietnam*, écrite par un chercheur du CNRS, Tran Van Khe, et éditée par la Maison des cultures du monde.

(2) Lire l'ouvrage du sinologue Jacques Pimpaneau : *Des poupées à l'ombre*, Centre de publication de l'Asie orientale.

\* Du 1<sup>er</sup> au 13 octobre, au Cirque d'hiver. Du mardi au vendredi à 20 h 30, les samedis et dimanches à 15 heures et à 20 h 30. 80 F et 130 F.

